

CAHIERS D'ETUDES COMTOISES
10

Daniel VASSEUR

**LES DÉBUTS
DU MOUVEMENT OUVRIER**

**dans la région de Belfort-Montbéliard
(1870-1914)**

dess Paris 1964

**Annales Littéraires de l'Université de Besançon
Volume 83**

**LES BELLES LETTRES
95, boulevard Raspail, 95
PARIS (VI^e)
1967**

**LES DÉBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER
DANS LA RÉGION DE BELFORT-MONTBÉLIARD
(1870-1914)**

CAHIERS D'ETUDES COMTOISES

10

Daniel VASSEUR

**LES DÉBUTS
DU MOUVEMENT OUVRIER**

dans la région de Belfort-Montbéliard

(1870-1914)

Annales Littéraires de l'Université de Besançon

Volume 83

LES BELLES LETTRES

95, boulevard Raspail, 95

PARIS (VI^e)

1967



Cet ouvrage est la reproduction d'une thèse soutenue le 19 mars 1964 à la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de Paris. De très légères modifications ou corrections ont été apportées au texte initial.

A la mémoire de Robert GOETZ
(1910-1964)

ABREVIATIONS
(voir bibliographie)

Arch. Nat. : Archives nationales.

A.D. Terr. Belfort : Archives départementales du Territoire de Belfort.

A.D. Doubs : Archives départementales du Doubs.

A.M. Montbéliard : Archives municipales de Montbéliard.

D.E.S. : Diplôme d'études supérieures.

Rév. Synd. : « Le Réveil Syndical ».

Encycl. Social. : Encyclopédie Socialiste.

AVANT-PROPOS

Le travail de Daniel Vasseur, bien qu'entrepris séparément, s'insère dans le cadre des recherches poursuivies depuis plusieurs années à l'Institut d'Etudes comtoises. Elles avaient commencé avec le diplôme d'études supérieures de Jean Charles sur la *Fédération ouvrière de Besançon*, dont l'essentiel a paru dans un volume publié en 1963. Elles ont continué avec les travaux de René Grillon sur *Le mouvement syndical à Belfort de 1914 à 1936*, et de Jean-Pierre Boccard sur *Le Mouvement syndical à Besançon de 1914 à 1939*. D'autres études sont en cours, en particulier sur le milieu si original de Saint-Claude, et l'on peut espérer voir paraître prochainement un travail très important sur la Haute-Saône.

Restait donc à couvrir ce milieu si original de Belfort-Montbéliard dont le regretté Robert Goetz a si bien mis en valeur les caractères propres. C'est à ce sujet que Daniel Vasseur a consacré sa thèse de doctorat en droit, sous la direction d'abord de Robert Goetz, puis de Jean Lhomme. Son travail, si apprécié par ses maîtres parisiens, qu'il lui a valu le prix Barash, les Cahiers d'Etudes comtoises sont heureux de le publier maintenant et de contribuer ainsi à une meilleure connaissance du passé comtois.

Le Pays de Montbéliard et les régions voisines sont en effet, de loin, la partie la plus anciennement industrialisée de la Franche-Comté. Avant même que ne s'implante la grande industrie automobile que le public connaît maintenant, des forges, des hauts fournaux, la fabrication des machines-outils, la filature et le tissage du lin, puis du coton étaient installés le long du Doubs et de ses affluents, Savoureuse ou Lizaine. Le Pays a produit de grands industriels, les Sahler, les Japy, les Méquillet, les Peugeot naturellement, qui ont fabriqué des instruments bien connus, du moulin à café à la bicyclette.

Ce milieu montbéliardais-belfortain se distinguait des régions voisines par sa fidélité à la religion protestante, voire même luthérienne. Il était bien tentant de faire une comparaison entre l'attitude ouvrière dans ce milieu original et les autres parties de la Franche-Comté, modelées par la Contre-Réforme catholique. Il était non moins intéressant de confronter cette région de grande industrie avec les activités plus dispersées et traditionnelles, fondées sur l'horlogerie ou la piperie. C'est à quoi s'est attaché Daniel Vasseur dans le présent ouvrage, avec la compétence que lui donnaient certes une formation juridique, mais aussi une expérience pratique, technique et commerciale, au service d'une des grandes maisons du Pays. Cette combinaison exceptionnelle confère toute sa valeur à ce nouveau volume des Cahiers.

Claude FOHLEN.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

L'étude que nous présentons s'insère dans deux séries de travaux. Elle apporte tout d'abord un complément d'information aux recherches historiques et économiques consacrées à la région de Belfort-Montbéliard. Si celles-ci sont nombreuses (1), aucune cependant n'a pour objet essentiel l'histoire du mouvement ouvrier et bien peu d'entre elles lui réservent une place, aussi faible soit-elle. L'ouvrage de GIBERT (2) qui traite en quelques paragraphes des rapports sociaux et de l'évolution syndicale à Belfort et à Montbéliard est encore, en ce domaine, le plus riche. Nos recherches s'intègrent, d'autre part, à un ensemble de travaux, ceux-là exclusivement consacrés au mouvement ouvrier. L'initiative en est due à un jeune historien, Jean CHARLES, qui a décrit les origines des syndicats à Besançon (3). Après lui, René GRILLON et Jean-Pierre BOCCARD ont retracé l'histoire ouvrière de Belfort et de Besançon entre 1914 et 1936 (4). Ainsi se trouvent réunis les premiers éléments d'une « histoire ouvrière de la Franche-Comté », à laquelle nous sommes heureux d'apporter notre contribution.

Se traduisant pour l'essentiel à l'étude de l'influence de la Fédération ouvrière de Belfort sur le mouvement ouvrier local, nos recherches ne peuvent se limiter à un cadre géographique très strict. Cette influence fut plus ou moins étendue suivant les époques. Certaines communes éloignées comme Saint-Loup dans la Haute-Saône ou Colombier-Fontaine dans le Doubs y furent parfois soumises, d'autres plus proches, Grandvillars et Morvillars dans le Territoire de Belfort, par exemple lui demeurèrent totalement étrangères. Afin cependant de ne pas disperser nos observations, nous nous sommes efforcés de les limiter au Territoire de Belfort et aux principaux centres industriels de l'extrême nord du département du Doubs. Ils se situent, à l'intérieur d'un quadrilatère limité au Nord par les premières pentes des Vosges, au Sud, par la vallée du Doubs, à l'Est par la Suisse et le Haut-Rhin (l'Allemagne entre 1870 et 1914), à l'Ouest, par la Haute-Saône (6). Il s'agit d'un des ensembles industriels les plus importants de France, que les statistiques considèrent fréquemment dans sa totalité et dont la cohérence actuelle n'échappe ni à l'économiste ni même au simple visiteur.

De la frontière suisse, un sillon industriel suit le cours du Gland, par Hérimoncourt, Seloncourt et Audincourt. Il rejoint là une autre ligne d'usines qui, de Mandeure et Valentigney descend avec le Doubs vers Colombier-Fontaine par Voujaucourt et Bavans ou remonte vers Montbéliard. De cette ville, par Sochaux et Châtenois-les-Forges, on gagne le centre de Belfort. Au Nord, l'industrie s'arrête au pied des

(1) Voir bibliographie.

(2) GIBERT (A.) : *La porte de Bourgogne et d'Alsace (Trouée de Belfort)*. Thèse de lettres, Besançon, 1930.

(3) CHARLES (J.) : *Les débuts du mouvement syndical à Besançon. La Fédération Ouvrière (1891-1914)*. D. E. S. Besançon, 1960.

(4) GRILLON (R.) : *Le mouvement syndical à Belfort de 1914 à 1936*. D. E. S. Besançon, 1963.

BOCCARD : *Le mouvement syndical à Besançon de 1914 à 1939*. D.E.S. Besançon, 1963.

(6) Nous signalons les attaches qu'ont eu les syndicats de la Haute-Saône avec la Fédération Ouvrière de Belfort.

Vosges avec les établissements textiles de Giromagny, Lepuix-Gy et Rougemont. Au Sud-est, la boucle se referme en rejoignant le Pays de Montbéliard à Beaucourt, par Morvillars et Delle.

Toutes ces localités ont des intérêts communs. Leurs destins, depuis la fin du siècle dernier, furent liés. Mais MAILLARD a montré que Belfort et Montbéliard ont constitué cependant des centres d'activité distincts. « L'industrie de Montbéliard, plus ancienne, ayant des racines profondes dans le pays lui-même, a conservé toute son indépendance, ses principales productions s'orientant progressivement vers la métallurgie. Au contraire, la prospérité manufacturière de Belfort est un phénomène récent, qui résulte de l'immigration d'hommes, de biens et de capitaux, provenant de l'issue malheureuse de la guerre de 1870 » (7). Aussi préfère-t-il pour sa part limiter son étude à l'industrialisation du seul Pays de Montbéliard. Nous avons pensé de même que l'unité du Pays de Montbéliard, sensible dans le domaine économique, historique et administratif (8) devait se retrouver dans l'évolution du mouvement ouvrier. Nous avons constaté rapidement qu'il en allait tout autrement. Le syndicalisme a vocation d'union. Les syndicats de la région cherchent à nouer des liens et leurs histoires se mêlent. Dès 1899, la Fédération ouvrière de Belfort étend son influence sur les usines du Pays de Montbéliard. Nous avons été ainsi amenés à considérer un ensemble dépourvu d'unité historique et économique, mais présentant l'intérêt, relativement à l'objet de notre étude, de former un foyer unique d'action syndicale comparable à celui qui se constitue vers 1890, autour de la Fédération ouvrière de Besançon.

Nos limites chronologiques se justifient par l'importance des bouleversements apportés par les deux guerres de 1870 et de 1914 dans le syndicalisme français. La répression implacable de la Commune abat l'organisation ouvrière. Celle-ci renaît lentement, l'unité se forge dans la lutte mais la déclaration de guerre, en août 1914, rompt à nouveau l'élan ouvrier. Pour la région de Belfort-Montbéliard, ces dates sont plus importantes encore.

Le traité de Francfort qui termine la guerre de 1870 crée le Territoire de Belfort, en conservant à la France une petite partie du département du Haut-Rhin : les quatre cantons de Belfort, Giromagny, Delle et Fontaine, avec trois communes : Chavannes-le-Grand, Chavanatte et Suarce du canton de Dannemarie et quatre communes, Rougemont, Laval, Petite-Fontaine et Romagny de l'ancien canton de Massevaux. Cette clause du traité détermine la fortune de Belfort. De nombreux industriels alsaciens, de Mulhouse principalement, choisissent de fixer leurs établissements à Belfort et dans les environs ou de créer des filiales en territoire français en maintenant leur siège social en Allemagne. Main-d'œuvre et capitaux affluent. La ville devient en outre une des principales garnisons de nos marches de l'Est. La population y passe de 8.000 habitants en 1871 à près de 40.000 en 1911. Le Pays de Montbéliard subit aussi, mais beaucoup plus faiblement, le contre-coup de ces mutations. Le développement syndical de la région jusqu'à la guerre de 1914 est fortement lié à cette croissance industrielle.

Au cours de la Première Guerre mondiale, à la désorganisation générale du syndicalisme en France, se mêle à Belfort un important élément d'évolution. Les militants locaux sont envoyés au front, mais le régime des affectations spéciales amène à Belfort parmi les ouvriers

(7) MAILLARD (F.) : *L'industrialisation du Pays de Montbéliard*. Thèse de droit (Nancy 1953), p. 1.

(8) Cf. Robert GOETZ : *Stimulants et propagation de la croissance dans le Pays de Montbéliard*. in *Revue Economique*. Janvier 1960, p. 3 et note 7, ainsi que les nombreuses histoires locales (voir bibliographie).

qualifiés mobilisés à l'usine de nombreux militants étrangers au pays. Très tôt, ils réorganisent les institutions syndicales en leur conférant des caractères profondément différents de ceux qu'ils possédaient. Aussi nous a-t-il paru logique d'arrêter en 1914 l'étude des débuts du mouvement ouvrier.

Entre les deux limites de temps ainsi définies, l'année 1899 représente une étape importante. Le destin du syndicalisme belfortain et montbéliardais semble s'y jouer en quelques mois (10). Cette année-là, naît la Fédération ouvrière de Belfort. Cette création marque un épisode de la lutte qui oppose les différentes tendances ouvrières. C'est une victoire réformiste. Mais, en même temps, les grèves révolutionnaires du Pays de Montbéliard mobilisent des milliers d'hommes. Il s'agit d'une véritable crise qui ébranle considérablement l'organisation syndicale. L'échec final des grèves décide de l'avenir : les syndicats en sortent très affaiblis et jusqu'à la veille de la guerre, l'influence réformiste triomphe.

Ce rapide schéma explique la division de notre étude en trois parties : Les origines de 1870 à 1898, la crise de 1899, l'œuvre réformiste de la Fédération ouvrière (1900-1914).

A l'intérieur de ce cadre, c'est essentiellement à un travail de recherche que nous nous sommes livrés. Comme le rappelle Jean CHARLES au début de son étude, la classe ouvrière demeure, au XX^e siècle, « La grande inconnue de l'histoire ». Les recherches exclusivement consacrées à l'histoire ouvrière locale sont rares. Sans elles, sans la multiplication « des monographies de syndicats, de grèves, de fédérations, toute synthèse sur le mouvement ouvrier français ne peut être que prématurée ». (11). Nous avons donc cherché à rassembler d'abord une documentation historique de base.

Les sources les plus intéressantes émanent des syndicats eux-mêmes : archives particulières et témoignages des militants. Cette histoire est vieille de moins d'un siècle et cependant déjà les traces s'en effacent. Tous les militants de cette époque sont dispersés, beaucoup sont morts (13). Les péripéties d'une existence souvent mouvementée ont privé la plupart des syndicats de leurs archives. Jean CHARLES a eu la rare chance de pouvoir consulter une collection complète des procès-verbaux de l'ancienne Fédération ouvrière de Besançon et de Franche-Comté, de 1891 à 1938, conservée à la Maison du Peuple. Dans la région de Belfort-Montbéliard, les recherches que nous avons menées auprès des syndicats actuels ne nous ont pas permis de retrouver d'archives importantes. Celles de la Fédération de Belfort semblent avoir disparu au cours de la guerre de 1914. Le volume publié par la C. G. T. en 1925 sur l'histoire des Unions départementales mentionne que « La Bourse du Travail ayant été occupée par la troupe, les archives sont disparues, la bibliothèque saccagée, tout y est désorganisé ». Pour des raisons diverses, à Montbéliard, à Belfort, à Audincourt rien ne subsiste plus des dossiers anciens.

Les sources administratives sont plus riches. L'activité ouvrière a été surveillée de près : les comptes rendus de police et les rapports préfectoraux abondent. Encore faut-il noter que les archives du Territoire de Belfort sont, en ce domaine, plus nombreuses et plus précises que celles du Doubs. Les syndicats de Belfort doivent peut-être l'attention dont

(10) Noter que dans le domaine économique, la fin du XIX^e siècle constitue également pour la région une « date-charnière ». Cf. GOETZ. *Stim. et Prop. de la Croiss.*, p. 9.

(11) *Op. cit.*, p. 9.

(13) Emile PY, le personnage essentiel du mouvement syndical belfortain, avant 1914, est mort en 1954, à 84 ans.

ils sont l'objet à la proximité de la frontière allemande. Ces documents sont très souvent partiels : le syndicalisme est considéré comme un facteur de désordre et les militants comme des agitateurs. Leur action est, suivant les impératifs de l'heure, minimisée ou dramatisée. Les inexactitudes sont courantes. Nous avons soumis ces archives à un important travail critique, leur abondance permettant heureusement des recoupements et des vérifications. Au prix de ces précautions, nous avons pu faire de cette documentation administrative la base essentielle de notre recherche.

Nous avons également utilisé la presse locale. Les syndicats n'ont possédé qu'un journal : *Le Réveil Syndical*, publié de 1901 à 1910 par la Fédération ouvrière et la Bourse du Travail de Belfort. On y trouve régulièrement les comptes rendus des réunions, du Comité général de la Fédération et de la Commission exécutive de la Bourse et des échos abondants sur la vie ouvrière locale. Celle-ci peut être également suivie au travers de trois journaux socialistes : *Le Travailleur Belfortain*, en 1900, *le Travailleur* en 1906 et *Germinal* en 1913 et 1914. Les deux premiers ont eu une existence très éphémère (14). Le troisième, fondé par Frossard, aura une longue carrière mais il n'apparaît qu'au terme de la période étudiée. Les autres organes de presse sont très discrets sur le fonctionnement des syndicats. On y trouve, irrégulièrement, des comptes rendus de grèves ou de manifestations. Nous ne nous y sommes reportés qu'au moment des événements importants.

Le défaut principal des sources que nous avons utilisées vient — sauf en ce qui concerne le *Réveil Syndical* — de ce qu'elles sont extérieures au syndicalisme. Le bulletin de la Fédération lui-même ne présente des faits qu'un aspect « officiel » et de ce fait assez froid. La vie quotidienne des syndicats, la chaleur des débats, nous échappent en grande partie. Le « contact humain » avec les militants nous manque. Quant à la trame de l'histoire ouvrière elle-même des lacunes, des zones d'ombres subsistent que nous n'avons pas cherché à dissimuler. La plus importante *terra incognita* concerne la Fédération d'Audincourt sur laquelle nos renseignements entre 1900 et 1914, sont très pauvres et nous contraignent à des suppositions.

Ayant ainsi constitué notre base historique, nous avons tenté d'expliquer les liens du mouvement ouvrier avec l'évolution industrielle et politique locales, d'une part, avec l'histoire syndicale nationale d'autre part. Nous avons enfin, profitant de l'excellente source d'information que constitue l'ouvrage de Jean CHARLES, tracé, aussi souvent qu'il était possible, un parallèle avec le mouvement ouvrier à Besançon, en tenant compte des différences économiques et sociales. Nous avons recherché l'objectivité, sans nous interdire de laisser paraître, parfois, nos sympathies ou nos opinions, jugeant, avec Amédée DUNOIS, que « l'objectivité, qui n'est que le devoir de bien dire les faits et de mettre toute chose en sa place, n'a rien à voir avec cette indifférence de glace que recommandent TAINE et FUSTEL » (15).

(14) *Le Travailleur belfortain*, fév. 1900, mars 1902. *Le Travailleur*, 6 janv. 1906, 26 mai 1906.

(15) Préface à *l'Histoire de la Commune de Lissagaray*.

PREMIERE PARTIE

LES ORIGINES (1870-1898)

A Belfort comme à Besançon, la création de la Fédération ouvrière marque la fin d'une époque du syndicalisme que l'on peut considérer comme celle des origines. Le sentiment qu'une union entre les corporations est nécessaire, la volonté de la réaliser, la mise en place effective d'une organisation commune impliquent une certaine maturité des esprits et impriment de nouveaux caractères à l'action ouvrière. Cette œuvre s'accomplit à Besançon en 1891, à Belfort en 1899. L'écart des dates témoigne, à lui seul, du retard du syndicalisme dans la région de Belfort-Montbéliard. En fait, jusqu'en 1883, le mouvement ouvrier local est pratiquement inexistant. Cette faiblesse trouve son origine dans la structure industrielle de la région et dans la situation des travailleurs soumis à une domination patronale multiforme. Cependant, l'évolution économique amène, dans les dernières années du siècle, une modification des rapports de force. Une opposition ouvrière naît peu à peu mais se scinde très vite en deux courants opposés : réformisme et révolution. Au total, en 1898, le bilan de l'œuvre accomplie sera pauvre.

CHAPITRE I

TRIOMPHE DU PATERNALISME (1870-1883)

La première association ouvrière dont nous ayons retrouvé la trace dans la région est une « Chambre syndicale des horlogers de Montbéliard » qui aurait été fondée en 1877. Nous n'avons sur cette création qu'un écho indirect et bien postérieur à cette date : en janvier 1886, les horlogers de Montbéliard déposent à la préfecture du Doubs les statuts d'un syndicat qu'ils disent inspirés de leur ancienne association datant de 1877 et remaniés conformément à la loi de 1884. Il s'agissait, selon toute vraisemblance, d'une institution due à l'initiative patronale et soigneusement contrôlée par elle, comme l'est celle qui lui succède en 1886. Nous n'en avons d'ailleurs pas d'autre écho, ce qui laisse supposer que son action fut très faible (1). En 1883, apparaît à Belfort le syndicat des typographes. Nous aurons à l'étudier plus longuement dans la section suivante car c'est, à notre connaissance, la première organisation réellement ouvrière. Nous daterons de sa fondation la naissance du syndicalisme dans la région de Belfort-Montbéliard.

Au total, nous constatons qu'avant 1883, le syndicalisme semble presque inexistant. Nous ne pouvons certes affirmer avec certitude que le syndicat montbéliardais des horlogers fût la seule association ouvrière de cette époque. Les archives que nous avons consultées sont trop pauvres pour nous permettre de tirer une conclusion certaine. Les premières tentatives ouvrières s'entourent de secret ou d'une grande discrétion. Il nous semble cependant possible de présumer d'un certain nombre d'indices que l'organisation ouvrière devait être, avant 1883, extrêmement restreinte et fragile. Nous avons consulté, aux archives préfectorales de Belfort, un dossier de rapports sur les grèves qui commence en 1835 (2). Or, nous n'avons relevé dans ces rapports, parfois assez détaillés, aucune mention d'une quelconque association durable entre les ouvriers. Les mouvements naissent généralement de façon spontanée, gestes de révolte vite réprimés et les groupes un instant formés, se dissolvent dès le retour à l'usine. Jamais non plus, les militants syndicalistes des années 1890 et suivantes, pourtant soucieux des titres d'ancienneté de leurs organisations, ne font allusion, dans les articles ou discours que nous avons retrouvés, à des associations antérieures à 1883.

La Commune ne provoque aucun écho dans la région encore marquée par les événements de la guerre. Les Allemands occupent la ville, dans laquelle ils sont entrés le 18 février 1871. Le siège a duré 108 jours dont 73 d'un bombardement d'une intensité encore inconnue. L'armée Bourbaki, forte de 100.000 hommes a tenté de débloquer Belfort, mais après

(1) A. M. Montbéliard : I, 28.

(2) A. D. Terr. Belfort. Grèves, 1835-1883.

la bataille d'Héricourt et les combats de la Lizaine en janvier 1871, a dû se replier sur Besançon pour aller se faire désarmer en Suisse. Pendant quatre mois, la région a été le théâtre d'engagements violents, mais les installations industrielles sont sorties presque intactes de la guerre et le travail continue dans la plupart des usines (3). Cependant, l'occupation allemande — le dernier soldat prussien ne quittera Belfort que le 2 août 1873 — et l'amertume née de la fixation de la nouvelle frontière accaparent les esprits.

En France, le mouvement ouvrier ne renaît que lentement. Le 28 août 1872, vingt-trois associations ouvrières créent à Paris un cercle de l'Union syndicale ouvrière, aussitôt dissous par le Préfet de Police. Mais, peu à peu, les chambres syndicales se reforment et tiennent un premier congrès à Paris en 1876, puis un second à Lyon en 1878. Ces débuts sont timides et les résolutions des Congrès très modérées. Mais Jules GUESDE propage en France la doctrine collectiviste et la fait triompher au Congrès de Marseille en octobre 1879 (3 bis).

Ces événements semblent n'avoir aucun écho dans la région de Belfort-Montbéliard. Nous n'avons retrouvé, dans l'histoire syndicale de ces années, aucune allusion à des groupes de la région. Aucun délégué ne la représente aux premiers Congrès ouvriers. A Besançon, cependant, dès 1863, une « société mutuelle des tailleurs de pierre et maçons » a été formée. Peu après 1870, les charpentiers se sont organisés en « Devoir » et en 1875, les patrons et ouvriers monteurs de boîtes de montres en argent ont constitué un syndicat mixte. En 1876, les ouvriers en ont exclu les patrons. Ce syndicat horloger envoie un délégué, PESSEY, au Congrès de Lyon en 1878. Il y préside une séance et prend position contre la doctrine collectiviste, pour une orientation réformiste et mutuelliste (4).

Le Congrès de Marseille décide d'organiser les salariés en une « Fédération du Parti des Travailleurs Socialistes de France ». La situation du mouvement ouvrier français paraît alors simple : il y aura un seul parti de classe. Mais une série de scissions va se produire dans les années 1880-82. Daniel LIGOU en voit la raison dans deux événements principaux : le retour des communards exilés et l'échec du Parti Ouvrier aux élections législatives de 1881. « Beaucoup d'ex-communards, surtout parmi ceux qui venaient de la Nouvelle-Calédonie, ne professaient qu'un socialisme très imprécis et leur déportation les avaient écartés de la poussée marxiste qui, depuis 1877, se faisait sentir dans le mouvement ouvrier français. Ajoutons les inévitables malentendus et froissements, puisque le Parti ouvrier français s'était formé indépendamment des combattants de 1871 » (5). Quelques ex-communards forment alors, avec des « clémencistes » d'extrême-gauche une Alliance Socialiste Républicaine qui dure un an et présente sans succès des candidats aux élections de 1881. BLANQUI, libéré le 11 juin 1879, s'était installé à Paris et avait commencé à publier son journal *Ni Dieu, ni Maître*. Il meurt le 1^{er} janvier 1881. EUDES, VAILLANT et GRANGER tentent de continuer son œuvre en créant le Comité Révolutionnaire central (C. R. C.).

Au IV^e Congrès Ouvrier, au Havre en 1880, les modérés (mutuellistes et coopératistes) se séparent des révolutionnaires. La fraction modérée tient encore deux Congrès à Paris en 1881, à Bordeaux en 1882, puis disparaît. Les socialistes avaient triomphé au Havre grâce, en partie aux anarchistes. Ils les éliminent cependant ensuite. Au Havre, le Parti Ouvrier Français (P. O. F.) adopte le programme minimum rédigé par

(3) MAILLARD, *op. cit.*, p. 167.

(3 bis) Robert GOETZ : *La pensée syndicale française*, p. 94.

(4) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 19.

(5) D. LIGOU : *Histoire du Socialisme en France*, p. 38.

MARX, ENGELS et GUESDE. L'année 1881 est une année d'élections : municipales, législatives et cantonales. Les résultats socialistes sont très médiocres. Certains leaders du parti mettent en cause le « programme minimum ». Des hostilités personnelles s'ajoutent au heurt des doctrines. Elles aboutissent, après divers événements à la scission, à Saint-Etienne en 1882, entre les guesdistes, qui quittent le Congrès et les majoritaires, ou « possibilistes » (6) qui fondent la Fédération des Travailleurs Socialistes (F. T. S.).

Nous avons rapidement retracé cette histoire du mouvement ouvrier jusqu'en 1883, alors que politique et syndicalisme se confondent, parce que nous aurons plus tard à suivre en France et dans la région que nous étudions, les conséquences de ces premières scissions. Mais, celles-ci semblent n'avoir eu, sur l'heure, aucune répercussion à Belfort et Montbéliard.

A cette indifférence aux efforts d'organisation ouvrière s'ajoute une très grande timidité dans l'expression des revendications. Le dossier de grèves déjà cité, le seul que nous ayons retrouvé, concerne trois séries de conflits : ceux de l'ancien arrondissement de Belfort avant 1870, ceux des vallées vosgiennes de juillet 1870, ceux du Territoire de Belfort de 1871 à 1883. Nous avons le sentiment que ce dossier n'est pas complet. Les rapports qui y sont réunis sont disparates et ne sont pas le résultat d'enquêtes systématiques. Les éléments recueillis donnent cependant une idée de l'importance des conflits.

La première partie du dossier mentionne vingt-six grèves pour l'arrondissement de Belfort entre 1835 et 1868. Dix-huit d'entre elles concernent des localités que le traité de Francfort englobera dans le territoire allemand et qui sortent donc du cadre géographique de notre étude : Thann, Willer, Massevaux, Cernay, Obersbruck, Bistchwiller, etc. Il s'agit le plus souvent d'arrêts de travail dans des établissements textiles de vallées vosgiennes économiquement orientées vers Mulhouse. Deux autres grèves se déroulent dans des communes que nous considérons comme dépendant économiquement de Belfort : Anjoutey et Lepuix-Gy. Nous n'avons que très peu de renseignements sur le conflit d'Anjoutey, survenu en janvier 1852 à la manufacture Kœchlin. Celui de Lepuix-Gy fait l'objet d'un rapport plus complet. La grève éclate le 8 juillet 1863, au tissage Boigeol qui occupe 230 personnes. Une centaine de grévistes se rassemblent devant l'usine et réclament « une augmentation de salaire ou du meilleur coton ». Le juge de paix obtient qu'ils se dispersent. Certains reprennent le travail le jour même. « Le lendemain, beaucoup de ceux qui étaient rentrés chez eux reviennent à l'usine pour reprendre le travail. Mais M. Boigeol leur fait remettre leur livret et leur paye intégrale et les avise que, dans quelques jours, il reprendra tous ceux qui en feront la demande. Il dit avoir pris cette mesure pour faire voir aux ouvriers qu'il pouvait se passer d'eux » (7). Six grèves enfin ont lieu à Beaucourt, chez Japy, de 1844 à 1868. Le 19 octobre 1844, un ouvrier est puni de 10 centimes d'amende pour être sorti avant l'heure. Une bagarre s'ensuit. Le désordre ne cesse qu'après l'arrestation de trois ouvriers. « Cette prompte répression de la part de MM. Japy frères a produit un excellent effet sur les ouvriers coalisés qui ont repris le travail immédiatement » (8). Les condamnations sont de trois jours d'emprisonnement pour deux grévistes, de 16 francs d'amende pour le troisième. En septembre 1859, l'arrêt de travail est provoqué, à l'usine Japy de Badevel, par une baisse des salaires de 5 %. Une centaine d'ou-

(6) Ils limitent leurs revendications au « possible », d'où leur nom.

(7) Rapp. de police du 8 juil. 1863. A. D. Terr. Belfort. M. Grèves, 1835-1880.

(8) Rapp. de police, *idem*.

vriers y prend part. La baisse est maintenue, et un ouvrier est renvoyé. A Beaucourt, en juillet 1861, la grève cesse sans plus de résultat. Elle n'avait groupé qu'une douzaine d'ouvriers. Un autre conflit, dont nous ignorons l'issue, survient en septembre 1866 dans l'ensemble des usines de Beaucourt et Badevel. Le rapporteur souhaite la fin rapide de la grève, car « tous ces gens ont beaucoup souffert de cet état de choses, surtout en cette saison où tous les vivres sont excessivement chers » (9). En décembre 1867 et janvier 1868, les ouvriers employés à la construction du Comptoir de quincaillerie de l'Est à la Feschotte cessent le travail à plusieurs reprises pour obtenir le versement de leurs salaires. Les entrepreneurs avec lesquels ont traité MM. Viellard et Japy, promoteurs du Comptoir ont des difficultés financières et discutent les salaires dus. L'affaire, assez embrouillée se solde en faveur des grévistes.

Les conflits que nous venons de décrire rapidement semblent traduire, par des gestes de colère, un mécontentement ouvrier latent mais ils sont de peu d'ampleur. En 1870, par contre, le département du Haut-Rhin est le théâtre de grèves importantes. Depuis mai, la vague des manifestations ouvrières n'avait fait que s'accroître en France. En juillet, il y a près de 40.000 grévistes à Mulhouse et dans la région. « D'après les informations publiées dans le *Courrier du Bas-Rhin* du 11 juillet 1870, les ouvriers des industries cotonnière, métallurgique, et autres avaient cessé le travail. Les grévistes exigeaient la réduction de la journée de travail à 10 heures et une augmentation de salaire. Toujours d'après ce journal, ils avaient envoyé une délégation à la sous-préfecture, exigeant la liberté de réunion illimitée » (10). Né à Mulhouse, le mouvement gagne les localités environnantes, Cernay et Thann en particulier. Les manifestations prennent de l'ampleur et s'accompagnent de quelques violences; des troupes sont appelées de Belfort.

Si l'on dresse un inventaire des localités qui participent à l'agitation, on constate qu'elles se situent toutes sur le futur territoire allemand. Aucun des villages entrant dans notre cadre géographique n'y figure (11). Cette constatation est assez surprenante car le mouvement est caractérisé par l'ampleur de ses manifestations et un accroissement du sentiment de solidarité de classe ainsi que le souligne l'historienne soviétique E. JELOUBOVSKAIA : « Les grèves de 1869-1870 constituent une étape importante dans le développement du mouvement ouvrier en France. Naissant dans une entreprise, elles gagnaient dans bien des cas les établissements analogues de la localité ou de la région. Il arrivait fréquemment que, dans telle ou telle branche de la production, charbonnage, métallurgie, textile, les ouvriers des divers centres industriels du pays se joignissent à la lutte. Ces traits caractéristiques des grèves de 1869-1870 attestent éloquemment la solidarité de classe croissante des ouvriers français, sous l'influence des idées de l'Internationale » (12). Le mouvement n'intéresse que les villages situés dans la zone d'attraction économique de Mulhouse. Mais les vallées de la Madeleine et de la Savoureuse demeurent paisibles,

(9) Rapp. de la Police de Delle au Sous-Préfet de Belfort, 14 sept. 1866. A. D. Terr. Belfort, *idem*.

(10) E. JELOUBOVSKAIA. *La chute du second Empire et la naissance de la III^e République en France*, p. 299.

(11) Pfstadt, Thann, Guebwiller, Bitschwiller, Wattwiller, Willer, d'après JELOUBOVSKAIA et A. D. Belfort, *dossier cité*. Seule exception, semble-t-il : Rougemont.

(12) E. JELOUBOVSKAIA, *op. cit.*, p. 266. Solidarité de classe mais pas maturité politique. Les ouvriers alsaciens marchent aux cris de « Vive l'Empereur. Il veut la mort des fabricants et le triomphe des ouvriers » (rapp. Zeller. A. D. Terr. Belfort, *dossier cité*). Rappelons qu'il y avait eu 70 % de oui dans le Haut-Rhin au référendum du 8 mai 1870, seulement 55 à 60 % dans le Doubs.

sont, à cette époque, bien plus liées aux industries de Mulhouse qu'à celles de Belfort. La différence linguistique contribue sans doute à limiter les incursions des bandes de grévistes aux vallées alsaciennes. Peut-être enfin, et nous devons examiner plus attentivement cette explication, les ouvriers de la région de Giromagny, de Belfort, de Delle et de Beaucourt témoignent-ils d'une combativité plus faible.

Dans la plupart des entreprises des vallées vosgiennes, l'horaire de travail était de 12 heures. Partout, les grévistes réclament une journée de 10 heures avec le maintien du salaire précédent. Les ouvriers de l'atelier de construction Joseph Kein à Thann demandent, par exemple une journée de 10 heures, la limitation des heures supplémentaires et une augmentation de salaires. E. Jeloubovskaia note que les grévistes réussissent à arracher au patronat la concession de la journée de 11 heures au tarif antérieur. C'est effectivement ce qui se produit dans les meilleurs cas, dans de nombreuses entreprises de Mulhouse et dans quelques établissements des Vosges, chez Zeller à Oberbruck, par exemple. Mais les résistances patronales sont parfois plus vives et les événements internationaux leur viennent en aide. Les rapports de police mentionnent que : « La déclaration de guerre a elle aussi contribué à combattre l'effervescence en donnant une direction autre à la préoccupation générale. Elle est accueillie avec enthousiasme » (13). Dès le 14 à Bourbach-le-Bas et à Senthim, les ouvriers ont crié : « Vive l'Empereur, Vive Napoléon. Vive la France », ajoutant d'ailleurs, d'après le rapporteur : « Il faut que cela aille mieux, ou nous voulons être Prussiens », mélange d'opinions assez curieux.

Le dossier que nous étudions ne mentionne que deux grèves entre 1870 et 1883. Elles sont insignifiantes. Au fort de Giromagny en 1875, l'arrêt de travail concerne une trentaine d'ouvriers dont la paye a été retardée. Au fort Salbert en 1876, quarante maçons font grève en demandant une augmentation de 5 centimes de l'heure, qu'ils obtiennent.

En ce qui concerne Montbéliard et la vallée d'Audincourt, nous ne possédons aucun renseignement. L'examen de la presse locale n'apporte rien et les archives de Besançon ne renferment, à notre connaissance aucun document faisant allusion à des manifestations ouvrières dans cette région. Nous pensons que s'il y en eut, elles furent de peu d'importance.

Ainsi sommes-nous conduits à constater que le mouvement ouvrier jusqu'à l'année 1883 a été extrêmement faible, aussi bien dans le domaine de l'organisation syndicale que dans celui de l'action revendicative. Il existe, de cette sorte d'apathie une explication répandue mais qui nous paraît superficielle. On la trouve exprimée, par exemple, par MUSTON, ARDOUIN-DUMAZET, observateurs partiels, mais aussi par SÉDILLOT ou RENARD (14). Elle consiste à considérer cette faiblesse du mouvement ouvrier comme l'indice d'une collaboration de classes due à une action patronale intelligente et libérale. Les auteurs considèrent généralement la région de Belfort-Montbéliard comme un tout et opèrent un rapprochement avec l'Alsace toute proche. Une élite patronale, protestante, chercherait, grâce à une ouverture d'esprit exceptionnelle en France pour l'époque, à faire participer ses ouvriers au progrès économique dès la première moitié du XIX^e siècle, les Japy et les Peugeot constituant les archétypes de ce patronat éclairé. Ces caractères se maintiendraient

(13) A. D. Terr. Belfort, dossier cité.

(14) Docteur MUSTON : *Histoire d'un village*, Beaucourt (1882).
ARDOUIN-DUMAZET : *Voyages en France* (1900).

SÉDILLOT : *Peugeot* (Histoire des grandes entreprises, 1960).

RENARD : *Nouvelle histoire du Pays de Montbéliard* (1950).

après 1870. L'entreprise aurait gardé en grande partie le caractère familial de ses débuts. L'ouvrier, aidé, éduqué, soigné par elle, participant à sa marche et à sa prospérité, y perdrait toute raison et tout désir de révolte. Dans une telle perspective, les grèves constatées seraient des accidents dus à des meneurs.

Cette explication est trop peu nuancée pour que nous nous en contentions. Elle est le fait d'auteurs qui limitent leurs investigations aux sources patronales. ARDOUIN-DUMAZET, dans son périple au Pays de Montbéliard est reçu par les industriels et c'est en leur compagnie qu'il visite les réalisations sociales. MUSTON a vécu dans l'intimité des Japy. De nos jours, ce sont encore les brochures descriptives patronales qui s'offrent, dès l'abord, au chercheur (15). La région de Belfort-Montbéliard ne peut à ce moment être considérée, au point de vue industriel, comme un ensemble homogène. On y distingue plusieurs secteurs, où l'industrie est née à des époques différentes et suit des évolutions dissemblables. D'autre part, si Beaucourt peut être assimilé, au point de vue social, à l'Alsace, avec quelques réserves, comme le montre THIRION (16), il n'en est pas de même pour les autres secteurs. L'emprise des Peugeot sur les populations de la vallée d'Audincourt ne sera jamais aussi complète que celle des Japy sur les Beaucourtois. A Montbéliard et à Belfort, les entreprises sont plus petites et les ouvriers plus indépendants. L'émigration d'industriels alsaciens après 1871 pourrait avoir pour conséquence d'accroître cette influence de l'ambiance sociale mulhousienne dans la région de Belfort. Mais, au point de vue social comme au point de vue économique, la fixation de la nouvelle frontière a pour résultat essentiel de rejeter la Trouée de Belfort vers la France. Il n'est plus possible dès lors de parler de barrière vosgienne et d'isolement. Si la religion protestante enfin, donne une certaine unité au pays et tend à mêler les classes dans une même communauté religieuse il ne faut pas oublier que les Viellard-Migeon à Granvillars sont catholiques, ainsi que les patrons et les ouvriers des forges d'Audincourt (17). La situation, d'ailleurs, n'est pas figée. Les protestants perdent peu à peu du terrain, en nombre et en influence. Même à Beaucourt, la moitié des 4.210 habitants que compte le village en 1881 est catholique, il y a quelques familles juives, et les protestants comptent, à côté d'une très grosse majorité de luthériens, un certain nombre d'anabaptistes, de darbistes et de baptistes (18).

Nous ne pouvons donc accepter d'emblée l'explication d'un « paternalisme éclairé », dépassant l'antagonisme de classe et le problème social. Un examen approfondi des structures économiques et sociales de la région montrera son hétérogénéité et les aspects différenciés de la politique patronale et nous amènera à modifier le schéma quelque peu optimiste que nous avons d'abord exposé. Le Territoire créé autour de Belfort, en 1871 comprend 106 communes. Belfort et ses environs immédiats forment le noyau principal qui augmente sans cesse d'importance dans les premières années d'après-guerre. De 4.380 habitants en 1803, la population est passée à 8.030 en 1871. Elle s'élèvera à 25.455 habitants en 1891. Les principales communes qui entourent la ville s'accroissent brusquement après la guerre.

(15) Cf. MAILLARD, *op. cit.*, p. 184, note 1 et p. 186, note 1.

(16) G. THIRION : *Les Œuvres Sociales du patronat alsacien*. Mémoire pour le Doctorat, Fac. de Droit et des Sc. Econom., Paris 1960.

(17) MAILLARD, *op. cit.*, p. 189.

(18) MUSTON, *op. cit.*, t. II, p. 288.

	1803	1871	1896
Valdoie	251	537	1.985
Danjoutin	400	654	1.963
Bavilliers	265	740	1.508
Cravanche	140	135	347
Essert	488	540	875

Les habitants des communes rurales sont attirées par le commerce et les industries variées de la ville.

Au pied des Vosges, à portée des chutes d'eau, de nombreuses usines se sont créées au XIX^e siècle, quand la main-d'œuvre était rare dans la plaine mais abondante et peu coûteuse dans la montagne. La filature et le tissage du coton sont à l'origine de cette industrialisation et demeurèrent les activités principales (20). La population s'accroît jusque vers 1880. Elle reste ensuite stationnaire ou décroît.

	1803	1871	1896
Giromagny	1.553	2.893	3.497
Lepuix-Gy	1.074	2.013	1.912
Auxelles-Haut	618	919	866
Auxelles-Bas	507	695	1.450
Rougemont	871	1.481	2.329

D'autres bourgs industriels sont regroupés le long de l'Allaine et sur les flancs du Jura. L'industrie s'est développée dans ces petites villes grâce au voisinage de la frontière suisse et à l'existence de certaines richesses naturelles (fer de Méziré, chutes d'eau). Ces éléments favorables ont été mis à profit par des industriels entreprenants, bénéficiant au surplus d'une main-d'œuvre très habile aux travaux délicats. La métallurgie et l'horlogerie font prospérer ces bourgs, mais il convient de distinguer deux groupes. Autour de Beaucourt, l'horlogerie constitue l'activité principale des usines Japy. A Granvillars et Morvillars, les établissements Viellard-Migeon assurent la prédominance de l'industrie métallurgique. L'influence de ces deux familles d'industriels est très sensible dans le domaine social et l'on peut, sans forcer beaucoup le sens des termes, parler d'un fief Japy et d'un fief Viellard. La population de ces deux secteurs participe au mouvement général d'expansion de la région.

(20) Sur ce secteur, voir J. HAAB : *Etude du contact entre les collines sous-vosgiennes et les avants-plateaux du Jura (à l'Est de la Savoie)*. D.E.S. Besançon, 1954.

	1803	1871	1896
Delle	714	1.219	2.518
Grandvillars	761	2.026	2.439
Morvillars	331	652	757
Méziré	287	556	961
Beaucourt	193	3.345	4.538
Feschés-l'Eglise	158	410	474

Dans la partie du Pays de Montbéliard que nous avons choisi d'étudier, les industries sont, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, variées et assez bien réparties. On peut distinguer le groupe des usines de Montbéliard et des environs immédiats de celui de la vallée d'Audincourt. Le premier conservera cette variété dans les premières années d'après-guerre et ne se développera que médiocrement. L'industrie demeurera le fait d'entreprises de petite ou moyenne importance. Dans la vallée d'Audincourt, l'activité économique s'orientera de plus en plus vers les industries de transformation mécanique, au sein de grandes entreprises.

Nous dénombrons ainsi dans l'ensemble de la région que nous étudions six groupes industriels dont les caractères semblent nettement différents : Belfort et ses environs immédiats — Les vallées vosgiennes — Grandvillars et ses environs — Beaucourt et ses environs — Montbéliard et ses environs — La vallée d'Audincourt. Cette impression se confirme si l'on étudie plus en détail la répartition des effectifs ouvriers entre les diverses industries de chaque groupe. Nous l'avons fait pour l'année 1870, pour laquelle nous possédions des statistiques assez précises (21).

Dans un premier tableau (22), on a regroupé les effectifs par secteurs géographiques, tels qu'ils ont été définis ci-dessus et par branche industrielle. S'il a été facile d'isoler l'horlogerie et le textile, il nous a fallu confondre dans une même catégorie l'élaboration des métaux, leur transformation (étriage et laminage de l'acier) et la fabrication des produits finis comme la quincaillerie. Il y a là une imprécision regrettable mais que la présentation des statistiques utilisées : un chiffre unique d'ouvriers pour un même établissement aux activités multiples (ex. Peugeot à Audincourt) ne permettait pas d'éviter. A cette époque, dans la région, la transformation des métaux prenait de plus en plus d'importance et les entrepreneurs sentaient la nécessité de diversifier leurs fabrications. Dans la catégorie des industries diverses, l'imprécision est moins grave, car il s'agit d'un petit nombre d'ateliers isolés, aux activités variées et de faible importance : tanneries, fabriques de chandelles, etc. Il est également indifférent, pour notre propos, que filature et tissage aient été groupés.

Dans le second tableau (22 bis), on a cherché à faire apparaître la proportion des grandes entreprises par secteur et comme dans le premier tableau, on a négligé les effectifs inférieurs à dix. D'autre part, il ne s'agit pas des firmes mais des établissements. Le groupe Peugeot est ainsi

(21) A. D. Terr. Belfort. M. Situation industrielle (1870).

A.M. Montbéliard. F. 16. Enquêtes de la Chambre des Arts et Manufactures (1860-1880).

(22) Voir annexe n° 1.

(22 bis) Voir annexe n° 2.

scindé en plusieurs ateliers : ceux d'Audincourt, de Valentigney, de Terre-Blanche, etc. Cette notion est, en effet, plus intéressante pour nous que celle de la firme, elle fait apparaître l'importance des rassemblements d'ouvriers en un même lieu de travail.

Ces statistiques nous permettent d'abord de vérifier l'importance de l'ensemble industriel belfortain et montbéliardais : près de 20.000 personnes recensées ici, beaucoup plus si l'on tient compte des ateliers de moins de dix personnes, comme les petits tissages des vallées vosgiennes, en voie de disparition d'ailleurs, et surtout des horlogers qui préparent des pièces à domicile pour les usines de Montbéliard ou de Besançon et des artisans occupés à des tâches accessoires : pierristes, poseurs de ressorts et d'échappements (22 ter). C'est aussi un ensemble équilibré où l'horlogerie tient la place la plus importante ainsi qu'il apparaît si l'on prend soin de noter que dans le premier tableau la rubrique : Forges, fonderies et industries mécaniques regroupe des activités diverses (23).

Elles nous permettent ensuite de marquer les différences entre les secteurs. Deux firmes seulement dominent en totalité les villages où elles sont installées : Japy à Beaucourt, Badevel, Dampierre et Fesches-le-Châtel, Viellard-Migeon à Grandvillars, Morvillars, Méziré. Par contre, les filatures et tissages Boigeol de Giromagny-Lepuix-Gy, groupent 803 ouvriers mais sont entourés d'un grand nombre de petits ateliers disséminés au sein d'un milieu rural. L'ensemble Peugeot est scindé en plusieurs établissements installés au milieu d'autres usines de petite et moyenne importance : multiples fabriques de Seloncourt, Forges d'Audincourt, etc. La place des villes enfin est faible. Montbéliard possède seulement deux grosses horlogeries (près de 400 personnes chacune). A Belfort, les chantiers des fortifications occupent à l'époque une centaine de terrassiers et maçons pour trois entreprises et la Compagnie des Forges d'Audincourt y possède une usine de 66 ouvriers. Ce sont les seuls établissements notables.

On peut supposer que cette diversité dans la répartition et la composition de la population a entraîné une différenciation du « climat social ». Il ne peut s'agir, évidemment, d'un déterminisme absolu mais d'une influence de l'environnement industriel et des conditions démographiques sur la vie sociale. Dans l'analyse qu'il a faite de la classe ouvrière au second Empire, Duveau a mis en lumière cette action du milieu sur les idées et le comportement des travailleurs (24). Ses descriptions sont encore valables quelques années plus tard, entre 1870 et 1884. Il nous paraît d'autant plus intéressant de les rappeler que Duveau a précisément choisi l'ouvrier de Beaucourt comme exemple-type de l'un des groupes qu'il dépeint.

Duveau distingue quatre types d'ouvriers :

L'ouvrier du grand centre urbain comme Lyon ou Paris. Celui-là, « si accablé qu'il soit par sa vie professionnelle, respire une atmosphère intellectuelle relativement libératrice. Sans doute, la grande ville a ses modes, ses tics, elle charie des idéologies absurdes dont les hommes se pénètrent sans réflexion, elle fonctionne parfois, comme une implacable meule de la personnalité. Elle possède cependant une unité propre qui polarise les rêves ».

Le métallurgiste du Creusot, l'horloger de Beaucourt, le fileur du Câteau. « Les réactions de ces hommes, qu'elles soient fraternelles,

(22 ter) Cf. MAILLARD, *op. cit.*, p. 45.

(23) Cf. GOETZ : *Stim. et Prop. de la Croiss.* p. 9.

(24) DUVEAU : *La Vie Ouvrière en France sous le second Empire*. (Paris 1947), p. 225 et suiv.

serviles ou agressives sont plus sommaires que celles du métallurgiste de Cail ou du tisseur de la Croix-Rousse; elles sont plus profondément associées à la vie professionnelle. Sur le métallurgiste du Creusot, sur le fileur du Câteau l'usine exerce une emprise autrement profonde que sur le métallurgiste travaillant chez Cail, sur le fileur employé chez Davin... une toile de fond toujours la même, représentant l'usine tentaculaire et le patron omnipotent. »

L'ouvrier des centres urbains d'importance moyenne : Montereau, Joigny (5.000 habitants) ou Orléans (45.000). « Pas de grands établissements, une industrie dispersée, très diverse... Une unité ouvrière se dessine... Sans doute, cette vie collective des ouvriers se déroule le plus souvent de façon paisible, mais il y a là un calme, une modération que l'on ne doit pas prendre pour de l'inertie... La ville orchestre une mélodie simple... Mais, d'un autre côté, cette simplicité diffère profondément de la monotonie harassante, angoissante aussi parfois, qui règne au Creusot, à Beaucourt ou au Câteau. »

L'ouvrier campagnard, c'est-à-dire le vannier, le cordonnier, le chaudronnier, le travailleur à domicile et aussi l'ouvrier saisonnier. Ce dernier type correspond à la catégorie de travailleurs que les économistes désigneront plus tard du terme général d'ouvrier-paysan. Robert GOETZ le définit : « ...celui qui travaille à la fois dans une exploitation agricole et dans une entreprise industrielle, dans une mesure telle qu'il participe à deux revenus, deux mentalités, deux styles de vie » (25).

Nous pensons qu'il n'était pas inutile de citer aussi longuement DUVEAU. Il peint des caractères que nous retrouvons en grande partie dans notre région, et qui donnent naissance, au sein d'une ambiance sociale commune, à plusieurs catégories d'ouvriers aux réactions différentes. A Grandvillars et à Beaucourt, le travailleur est entouré d'un réseau serré d'institutions qui, en cas de conflit, ne lui offre que l'alternative de se soumettre ou de quitter la région. Dans la région d'Audincourt, cette emprise est tempérée par la présence d'autres usines. Les ouvriers des vallées vosgiennes, une partie de ceux du Pays de Montbéliard sont encore fortement attachés au milieu rural qu'ils viennent de quitter. Plus souvent, ils ne se sont pas résignés à l'abandonner complètement. Leur appartenance paysanne conditionne leur vie d'ouvrier, nous en verrons de nombreux exemples : en cas de grève, ils retournent à leur champ jusqu'à ce que le travail reprenne. En cas de chômage, la ferme leur assure une planche de salut. Ils possèdent enfin, deux sources de revenus (26). Trouvant ainsi dans leur condition de paysan des palliatifs aux principales misères de leur état d'ouvrier, ils ont des réactions forcément moins revendicatives et une conscience de classe plus confuse que celle des prolétaires des grands centres. L'habitant de Belfort ou de Montbéliard peut-il de son côté, être assimilé à l'ouvrier de la petite ville comme Montereau, Joigny ou Orléans ? Nous pensons que ce rapprochement ne pourrait qu'être approximatif pour Montbéliard; l'industrie y est trop peu diversifiée et la proportion de travailleurs à domicile trop importante pour que s'y expriment nettement une vie et une pensée ouvrières distinctes, cette « mélodie simple » dont parle Duveau. L'histoire syndicale locale nous le montrera, les progrès y seront plus le résultat des influences environnantes que l'expression d'un mouvement né dans la ville elle-même, au sein de sa classe ouvrière. L'assimilation serait également très hasardeuse pour le Belfort de 1870. L'ouvrier y vit, certes, dans une ambiance beaucoup plus libre qu'à Beaucourt. Aussitôt après la guerre, de nombreux paysans viennent travailler dans la ville.

(25) GOETZ : *Les ouvriers paysans* in *Mélanges Gonnard*, 1945, p. 153.

(26) Mais souvent ces deux revenus s'abaissent, comme l'explique GOETZ. *Les ouvriers paysans*, p. 155.

Ils se fixent dans la cité même ou dans la banlieue : c'est l'origine du faubourg des Vosges. L'influence industrielle l'emporte rapidement chez eux sur l'influence paysanne. Peu à peu un embryon d'organisation syndicale apparaît auquel la ville donne son caractère. Mais cette évolution ne sera sensible qu'à partir des années 80. Jusqu'à cette date, l'ouvrier de Belfort se distingue donc de l'ouvrier de Beaucourt par une relative indépendance mais l'activité industrielle y est encore trop réduite pour que l'on puisse réellement parler d'une vie ouvrière collective.

Nous pensons ainsi avoir montré que le régime de « paternalisme éclairé » auquel nous faisons allusion à la fin du paragraphe précédent ne concerne qu'un secteur limité : les fiefs Japy et Viellard, Migeon, et partiellement la vallée d'Audincourt. Limitée dans l'espace, cette politique patronale l'est également dans ses applications. L'examen de la condition ouvrière dans l'ensemble de la région fait apparaître que les salaires et la durée du travail sont sensiblement les mêmes dans les différents groupes économiques que nous avons distingués. Les ouvriers des Japy, Viellard-Migeon et Peugeot ne jouissent dans ce domaine d'aucune faveur particulière. Ils bénéficient par contre d'œuvres sociales nombreuses qui influencent considérablement le comportement ouvrier.

THIRION, dans son analyse de la politique patronale des régions de Mulhouse et de Beaucourt avant 1870, observe que : « Quelque soit l'intérêt qu'ont pu prendre les chefs d'entreprises alsaciens pour leurs ouvriers, il est deux points sur lesquels il leur a toujours semblé impossible d'agir pour améliorer leur condition de vie : la durée du travail et le taux du salaire... Considérant comme intouchables l'horaire et la rémunération, le patron alsacien ne se sent pas quitte à l'égard de ses salariés lorsqu'il a donné à chacun la part qui lui revient. Il estime que l'ouvrier doit être aidé et secouru en cas de maladie et de vieillesse, que ses conditions de logement doivent être améliorées et que les vertus de l'épargne doivent lui être apprises. Il pense possible de grouper les ouvriers sous sa tutelle en associations » (1). Ces observations demeurent valables pour la décennie qui suit la guerre et nous les prendrons pour base de notre étude.

Les renseignements que nous possédons ne laissent apparaître aucune différence importante entre la durée de la journée de travail et les salaires des ouvriers du « type Beaucourt » et ceux des autres entreprises locales ou des entreprises françaises en général. D'après Paul Louis pendant les premières années de la III^e République, « la durée du labeur quotidien pour les hommes et les femmes adultes, reste identique à celle qui avait prévalu sous le second Empire. La grande industrie dont l'importance a été croissante, n'accepte pas encore une réduction de ses avantages. Les quelques diminutions qui se sont opérées procèdent de grèves victorieuses (2). La journée était le plus souvent de 11 heures ou 12 heures, les ouvriers plus favorisés obtenant souvent après des grèves, l'abaissement à 10 heures : les menuisiers parisiens, par exemple (3).

A Beaucourt, sous le second Empire, on travaillait 12 heures, ou plus exactement : 12 heures en été, 11 heures en hiver (4). C'est encore la règle en 1880 : « L'habitude à Beaucourt est de suivre le jour été et hiver. En été on se lève de grand matin pour arriver au plus tard à 6 heures à la fabrique. En hiver, on suit le jour et dans les jours courts et

(1) THIRION, *op. cit.*, p. 23 et 24. Au sujet de l'horaire, contra : DUVEAU, *op. cit.*, p. 239, mais il semble s'agir d'un cas isolé. Au sujet de la rémunération, cf. MAILLARD, *op. cit.*, p. 184.

(2) P. LOUIS : *La condition ouvrière en France depuis cent ans*, p. 40.

(3) P. LOUIS, *op. cit.*, p. 41.

(4) DUVEAU, *op. cit.*, p. 241. THIRION, *op. cit.*, p. 59.

sombres, on commence les travaux à 7 ou 8 heures seulement. On travaille jusqu'à 1 heure... A 2 heures on rentre à l'atelier jusqu'à 7 ou 8 heures du soir suivant les saisons. En tout on compte de 11 à 12 heures de travail, jamais plus » (5). A Montbéliard, l'horaire semble être généralement le même dans l'horlogerie (6) aussi bien que dans le textile : en 1870, la filature et le tissage Veuve Sahler, travaillent 12 heures (7). Les ateliers des vallées vosgiennes près de Belfort font de même. Les grèves de juillet 1870 ont assuré 11 heures aux ouvriers de Thann, de Cernay et des environs. Mais la région de Belfort-Montbéliard, nous l'avons vu, est restée en dehors de ce mouvement. PARDONNET relève pour Seloncourt, un trait particulier du travail de l'horlogerie à cette époque : « autrefois, la journée effective de travail était de 12 heures. Mais beaucoup d'ouvriers avaient la faculté de faire ce que l'on appelait « la Grande Veillée », préparant ainsi à la maison le travail du lendemain » (8). Ceci laisse entrevoir des journées de 14 ou 15 heures. L'horaire des ouvriers à domicile était et restera longtemps incontrôlable. Il était certainement très lourd (9). Dans le bâtiment, à la belle saison, quand les chantiers sont nombreux, on travaille au maximum, tant qu'il fait jour. La nécessité pour l'ouvrier d'amasser rapidement une somme qui lui permette de supporter les mois de chômage d'hiver, s'ajoute aux exigences patronales pour maintenir des horaires très lourds. Bientôt, l'arrivée d'immigrants italiens, avides au gain, va renforcer cette tendance. Entre 1870 et 1884, nous n'avons trace d'aucune grève ayant entraîné une réduction de la journée de travail. Les diminutions volontaires de la part du patronat ont dû être rares, car on trouvera encore en 1893, dans le Pays de Montbéliard, d'assez nombreux horaires de 12 heures.

Pour les salaires en France, nous nous référerons encore et tout d'abord à P. LOUIS. « De 1871 à 1884, la hausse générale quoique modérée des salaires est évidente. La plupart des salaires atteignent (en 1878) 6 F et 6,50 F pour la capitale. Ils vont de 2,92 à 4,74 F en province où les plus faibles sont ceux des bouchers et les plus forts ceux des couvreurs et des horlogers. Dans les départements, les gains sont inférieurs de 45 % à ceux de Paris ».

Nous n'avons malheureusement, que très peu de renseignements pour la région. Les dossiers des associations industrielles que nous avons consultées n'abordent que rarement cette question, et quand ils le font, c'est fort discrètement. On constatera les mêmes réticences pour les années suivantes (10). PARDONNET cite dans l'horlogerie, les rémunérations à la douzaine de pièces qui nous sont peu utiles puisque nous ignorons la production journalière normale ; mais aussi la rémunération à la journée de l'ouvrier spécialisé, 4 F à 4,50 F et du simple ouvrier, 1,50 F à 3 F, entre 1865 et 1890, sans autre précision (11). Il faut noter que l'éventail des salaires dans l'horlogerie est très large à Besançon. Le travail dans les pièces détachées, surtout dans les boîtiers, est une « véritable œuvre d'artiste » et crée une sorte d'aristocratie

(5) Docteur MUSTON, *op. cit.*

(6) A. M. Montbéliard. F. 5, dossier 11. Règlement intérieur de la manufacture d'horlogerie, Tissot et Cie.

(7) A. M. Montbéliard. F. 5. Réponse à l'enquête parlementaire de 1870.

(8) E. PARDONNET : *Notes sur l'industrie horlogère de Seloncourt*. Mémoires de la soc. d'émulation de Montbéliard, t. 52, 1934.

(9) Cf. J. CHARLES, *op. cit.*, p. 82.

(10) Cf. J. CHARLES, *op. cit.*, p. 78 et A. D. Terr. Belfort. Statist. Industr. (1893). (Réponse de JAPY FRÈRES et Cie).

(11) PARDONNET, *op. cit.*

ouvrière, généralement bien payée, tandis que les ouvriers « du mouvement » ont des salaires beaucoup plus bas (12). Les différences devaient être moins accusées dans la région, les activités principales étant surtout la fabrication des ébauches et la grosse horlogerie, suivant des procédés très mécanisés. Il fallait que l'ouvrier soit habile, mais non pas artiste, ni même formé par un long apprentissage (13). Pour cette raison, parmi d'autres, l'horloger hésitera moins à quitter son métier quand, près de lui, naîtront des industries nouvelles et plus rémunératrices. C'est une des raisons aussi qui donneront aux mouvements syndicaux de Besançon et du Pays de Montbéliard des aspects différents. Pour le textile la réponse de la maison Veuve Sahler, déjà citée, à l'enquête parlementaire de 1870, déclare des prix de journée, dans la filature de 2,75 F pour les hommes, 1,50 F pour les femmes, 1,25 F pour les jeunes garçons et une moyenne de salaire de 1,70 F par jour pour les ouvriers du tissage. On remarquera que ces salaires sont en dessous de l'échelle indiquée par P. Louis, mais on peut penser que de 1870 à 1878 il y a eu augmentation, et qu'ils se trouvent à cette dernière date dans les limites indiquées, mais sans doute au plus bas.

Nous savons ce que ces chiffres ont de peu éloquent. Nous les citons surtout pour qu'ils puissent servir de référence à ceux que nous allons relever, quelques années plus tard, dans les revendications des grévistes. Il faudrait pouvoir établir un budget de l'ouvrier de Giromagny, de Beaucourt ou de Seloncourt et le comparer à celui de l'ouvrier horloger parisien que chiffre P. Louis et dont les 7 francs journaliers représentent « 15 kg de pain ou 4 kg de viande ou 63 kg de pommes de terre » (14). L'horloger de Beaucourt gagne à peu près 60 % de ce salaire mais nous ignorons le prix des denrées dans la localité, qui nous permettrait de dresser un tableau comparatif (15). Au total, la situation ne semble guère différente pour les salaires de celle qui règne en France en général.

L'organisation des ateliers nous intéresse à deux points de vue : celui des règlements intérieurs et de la discipline d'une part, celui de l'hygiène et de la sécurité d'autre part. Les règlements écrits ne nous apprennent pas grand-chose (16). Ils ne sont guère différents d'une usine à l'autre et on y retrouve les clauses connues partout ailleurs : amendes pour retards et pour malfaçons, interdictions de conversations et de déplacements pendant le travail, etc. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit de textes officiels et publics ainsi que d'un ensemble de menaces et de précautions. Ce qui importe, c'est l'interprétation qui en est faite. Nous mènerons pour les années suivantes une étude assez facile sur ce point à partir des motifs des grèves. Pour l'époque que nous intéressent ici, nous renvoyons cet examen de l'arbitraire ou de la bienveillance patronale au jugement d'ensemble que nous porterons, à la fin de ce chapitre, sur les rapports entre patrons et ouvriers. L'hygiène et la sécurité sont liées à la disposition et à l'équipement des ateliers. Les usines nouvelles de mécanique (Peugeot) et les manufactures prospères des Japy sont les plus avancées dans ce domaine. La productivité y gagne d'abord, mais aussi le confort du travailleur. Il serait injuste, croyons-nous, de penser que cette seconde préoccupation est considérée comme

(12) Cf. J. CHARLES, *op.*, p. 80.

(13) Cf. MAILLARD, *op. cit.*, p. 39 et suiv.

(14) P. LOUIS, *op. cit.*, p. 39.

(15) D'après DUVEAU, la vie est chère dans la région à la fin du II^e Empire (p. 377) et la situation de l'ouvrier de Montbéliard est plus mauvaise que celle de l'ouvrier de Besançon (p. 385).

(16) A. M. Montbéliard. F. 5 (dossier II) F. 16. A. D. Terr. Belfort : M. Stat. Indust. MUSTON, *op. cit.*

accessoire par les patrons de Beaucourt ou d'Audincourt. Un texte de Muston sur la nouvelle fabrique Japy, édiflée à l'emplacement des ateliers brûlés en 1881 illustre assez bien leurs soucis : « L'éclairage se fait la nuit par le gaz et par l'électricité... Le chauffage des ateliers se fait par la vapeur qui circule par un système tubulaire. Cette chaleur uniforme et douce est bien préférable à celle des anciens poêles. Les lieux d'aisance sont en dehors des ateliers, dans un bâtiment séparé où l'on parvient par de petits ponts en fer. Il en résulte qu'aucune odeur ne pénètre dans les ateliers. On a eu soin aussi de séparer les sexes. Cet arrangement des lieux d'aisance a coûté à lui seul 30.000 francs... La fabrique est placée sur un plateau aéré et par conséquent dans toutes les meilleures conditions d'hygiène désirables ». On notera l'absence de toute mention concernant la sécurité. Cependant, quelques pages plus loin, décrivant encore cette nouvelle fabrique, l'auteur brosse un tableau peu rassurant : « Les machines se mettent en mouvement, planchers et cloisons tremblent et vibrent avec un bruit gigantesque. Quelle animation dans ces longues salles encombrées de métiers et de machines, de balanciers, de disques dentelés, quel entrecroisement de lanières plates, enroulées autour de poulies, communiquant partout la force générée par les machines à vapeur ».

Un peu plus loin, encore, le docteur Muston classe allègrement le problème des maladies professionnelles : « Les industries de Beaucourt ne sont nullement nuisibles pour la santé. Le travail du laiton, du fer et de l'acier n'offre aucun inconvénient. Je n'ai vu que peu d'ouvriers atteints d'une intoxication lente du cuivre. Le vieux chef d'atelier Jardin, qui a vécu plus de cinquante ans dans son atelier avait les cheveux tout verts mais cela ne l'empêchait pas de jouir d'une excellente santé » (17). Cependant la maison Japy avait un service médical et le docteur Muston était précisément le médecin de l'usine. MAILLARD, classe la prévention des accidents parmi les plus anciennes préoccupations de la maison Peugeot, mais ne cite que deux exemples anciens (à Valentigney, dès 1850) : des aspirateurs pour enlever les poussières insalubres auprès des aiguseurs et des protecteurs de meules (18).

Au total, nous avons l'impression que si les questions d'hygiène et de sécurité ne sont pas étrangères aux patrons des grandes usines de la région, si nous avons quitté là ce « domaine intouchable » dont parle THIRION (salaires et durée du travail), elles ne figurent pas encore dans le domaine privilégié de leur action sociale que nous allons étudier maintenant.

La situation des ouvriers de Beaucourt, Grandvillars ou Audincourt diffère considérablement sur ce point, de celle des ouvriers de Belfort ou de Montbéliard. Les patrons des grands « fiefs » Japy, Viellard-Migeon ou Peugeot ont entouré leurs ouvriers d'un véritable réseau d'œuvres diverses destinées à améliorer leur sort. C'est à cette action philanthropique et sociale que font allusion les commentateurs enthousiastes que nous avons cités. Elle a été abondamment décrite (19) et nous ne pensons pas utile d'en reprendre l'étude. On peut simplement par quelques exemples, illustrer son importance.

Les mesures prises peuvent être regroupées sous quatre rubriques : assurances maladie et chômage, prévoyance et bienfaisance, logements ouvriers, coopératives.

(17) MUSTON, *op. cit.*, t. 2.

(18) MAILLARD, *op. cit.*, p. 188.

(19) En dehors de THIRION, voir en particulier les ouvrages déjà cités de GIBERT, MAILLARD (p. 184 et suiv.), J. HAAB (p. 114), MUSTON (p. 112 et suiv., 330 et suiv.), SÉDILLOT (p. 49), RENARD (p. 266) d'où sont tirés les principaux renseignements de cette section.

Les assurances maladies et le chômage.

Ainsi, les Viellard-Migeon ont constitué, à Grandvillars-Méziré une caisse de secours « qui verse non seulement une indemnité de secours-maladie, mais aussi une indemnité de chômage pour le temps de la maladie à laquelle concourent pour une moitié, les fonds de la caisse et pour l'autre moitié, l'entreprise » (20). La Société Japy, de son côté, prend en charge « l'organisation des soins médicaux, des pensions et des frais de sépulture de ses ouvriers » (21). Elle a, de plus, suscité la création de sociétés de secours mutuels. Muston cite la société de secours mutuels de Beaucourt, dont il a longtemps été président qui, « sous l'Empire, comptait 500 membres et un capital de réserve de 15.000 F placé chez MM. Japy Frères à 5 %. Cette société donnait 1 franc par jour aux malades et faisait des pensions aux membres infirmes et aux vieillards » (22). Il mentionne aussi les sociétés de secours mutuels de Badevel, de la Fechothe, de Laroche et de L'Isle-sur-le-Doubs, Jules et Emile Peugeot ont créé, également, dès 1853, une société de secours mutuels. Les ouvriers reçoivent les soins gratuits du médecin et les médicaments.

Prévoyance et bienfaisance.

La maison Japy distribue des secours aux pauvres, en espèces ou en aliments. Elle assure des pensions aux vieux travailleurs et des retraites d'invalidité. Elle crée un bureau de bienfaisance, un asile. Les Peugeot ont institué en 1876 une Caisse de retraite « qui a versé aux vieux travailleurs d'abord une pension de 180 francs. Ce chiffre s'est élevé ensuite à 300 francs en 1886 et à 330 en 1890 » (23).

Logements ouvriers.

C'est l'œuvre la plus spectaculaire. Les cités Japy sont aussi célèbres que les maisons ouvrières de Mulhouse. « La maison Japy fournit le logement à ses ouvriers à raison d'un loyer de 84 centimes par mètre carré et par an. Ceux qui désirent être propriétaires n'ont qu'à en faire la demande. On les met en possession d'une maison évaluée à 2.000 francs et qu'ils doivent payer en onze années, à raison de 21 francs 55 centimes par mois. Lorsqu'un homme ne trouve pas de demeure à sa convenance, on lui avance la somme nécessaire pour qu'il s'en construise une. En onze années, MM. Japy ont ainsi avancé à leurs ouvriers 1.685.463 francs » (24). La maison Peugeot avait fait construire des habitations ouvrières d'un loyer mensuel de 10 à 20 francs. Elles comprenaient 2, 3 ou 4 pièces avec cave, jardin et bûcher (25).

Coopératives et œuvres diverses.

Dès 1845, la société Japy a créé une boulangerie qui vend à ses ouvriers du pain et de la farine au prix de revient. MM. Viellard-Migeon fondent en 1864 une coopérative alimentaire. Les Peugeot font de même à Valentigney et à Terre-Blanche en 1867. Une institution semblable fonctionne à Beaucourt à partir de 1874. La formule coopérative rencontre

(20) THIRION, *op. cit.*, p. 26.

(21) THIRION, *Idem*.

(22) MUSTON, *op. cit.*, p. 114.

(23) RENARD, *op. cit.*, p. 266.

(24) MUSTON, *op. cit.*, p. 112.

(25) RENARD, *op. cit.*, p. 266.

d'ailleurs beaucoup de succès dans la région. On relève dix coopératives d'alimentation dans l'arrondissement de Montbéliard en 1888, neuf dans le Territoire de Belfort en 1884 (26). Citons enfin, parmi les œuvres diverses d'origine patronale des hôpitaux, des écoles, des cantines et restaurants, des chorales, fanfares et sociétés de gymnastique, des bibliothèques.

Ces exemples donnent une idée de l'importance de l'œuvre patronale et de la force du réseau d'institutions dans lequel se trouve enserré l'ouvrier. La situation est très comparable à celle qui existait en Alsace sous le second Empire. On est tenté d'y voir une conséquence de la mentalité protestante, toute d'énergique activité, de rigidité, de ténacité. Il y a certainement accord entre la morale des patrons protestants et cette politique. Mais DUVEAU note que « ce mélange d'humanité et de despotisme » n'est pas l'apanage du patron protestant. Dans la vallée du Rhône, les industriels catholiques, comme le père Bonnet, filateur de soie ou les grands papetiers d'Annonay veulent faire le bonheur de leurs ouvriers « par une soumission ascétique à une implacable autorité » (27). Dans la région, d'autres patrons, comme ceux des Forges d'Audincourt ou ceux des vallées vosgiennes prennent l'initiative d'œuvres sociales. Mais dans le Territoire de Belfort ou dans le Pays de Montbéliard, elles n'atteignent nulle part une telle densité et ne procurent une telle emprise sur la population. Le sort des ouvriers des grandes entreprises est donc très différent sur ce point de celui de leurs autres camarades. Les conclusions des auteurs que nous avons cités doivent donc être restreintes à certaines catégories de travailleurs. Il convient de montrer la portée exacte de cette politique patronale et l'évolution qu'elle a subie jusqu'en 1899, terme que nous avons fixé au premier stade de notre étude.

Il est toujours possible de trouver à ces différentes initiatives patronales un but intéressé : préserver la santé d'une main-d'œuvre nécessaire, attirer les ouvriers en les logeant, etc. (28). Mais cela n'a que peu d'importance pour notre propos. La situation ouvrière s'en trouve indiscutablement améliorée. Il est par contre intéressant d'étudier l'effet de ces mesures sur la mentalité et le comportement ouvriers. Les patrons des grandes entreprises de la région assurent sur leur personnel une triple emprise : économique, politique et morale. Dépendant déjà économiquement du patron par son salaire, l'ouvrier de Beaucourt ou de Morvillars est, de plus, attaché à lui par toutes les obligations dont il lui est redevable : caisses de retraites et de secours, logement, coopérative, etc. Les ouvriers les plus liés sont, en fait, ceux qui ont pu bénéficier au maximum des avantages de la politique patronale, ceux qui, grâce à un salaire relativement élevé, peuvent, par exemple, acheter leur maison dans les cités ouvrières de Beaucourt. Ainsi, cette aristocratie ouvrière où se recrutent d'ordinaire les premiers militants est ici fortement attachée à la classe patronale. Sa mentalité est transformée. Le docteur Muston ne cache pas que tel est le but poursuivi. « L'ouvrier devenu propriétaire, ne fût-ce que d'une maisonnette ou d'un lopin de terre gagné de ses mains est transformé ; celui-là laisse passer l'émeute, celui-là aime le travail et n'est plus un pilier de cabarets, celui-là devient conservateur » (29). Dans d'autres cas, le résultat, voulu ou non, sera d'ôter aux ouvriers le désir ou la possibilité de créer une œuvre purement

(26) A. D. Doubs M 2528. A. D. Terr. Belfort. M.

(27) DUVEAU, *op. cit.*, p. 396.

(28) Voir en particulier THIRION, *op. cit.*, p. 28 pour les caisses de chômage. MAILLARD, *op. cit.*, p. 185 pour les caisses de secours.

(29) MUSTON, *op. cit.*, p. 335.

ouvrière. Les Caisses de secours sont dues à l'initiative des patrons et soutenues financièrement par eux. Les dirigeants sont souvent nommés par la direction de l'usine. Il arrive même que la société de secours soit obligatoire. Il en est de même des coopératives. Partout où un désir d'association pourrait naître entre les ouvriers, les patrons les devancent en édifiant une institution solide et envahissante. Il faut noter cependant l'absence de Chambre syndicale mixte qui, groupant patrons et ouvriers pour le règlement de leurs conflits, aurait pu sembler la meilleure parade au désir de création d'un syndicat purement ouvrier. La seule association de ce genre que nous ayons notée pour ces premières années d'après-guerre est la Chambre syndicale des ouvriers horlogers du Pays de Montbéliard. Elle semble n'intéresser que la ville de Montbéliard et n'avoir aucune action à Beaucourt ou dans la vallée d'Audincourt. Sans doute les patrons des grandes entreprises de la région de Belfort-Montbéliard sentent-ils le danger de reconnaître à leurs ouvriers une représentation collective, même embryonnaire et encadrée dans une institution à leur convenance. A Besançon, c'est une Chambre syndicale mixte, celle des monteurs en boîtes d'argent, qui est à l'origine du mouvement syndical. En 1877, les ouvriers se réunissent séparément et votent l'exclusion des patrons (30).

A cette emprise économique, s'ajoute une emprise politique. Jetons par exemple un coup d'œil dans l'Annuaire du Territoire de Belfort pour 1877, sur la liste des personnalités politiques locales : Parmi les maires : à Beaucourt, Adolphe Japy (adjoint : Eugène Bornèque); à Morvillars : Armand Viellard; à Giromagny : Charles Boigeol; au Conseil général : Kœchlin, Schwartz, Viellard-Migeon, Charles Boigeol; sénateur : Viellard-Migeon. Ce sont les industriels que nous connaissons ou de proches parents. De même, Sédillot note, dans son historique de la Société Peugeot : « Les Peugeot ne participent pas seulement à la vie économique des vallées, ils collaborent aussi à sa vie administrative, sinon politique... Les responsabilités civiques font tout naturellement partie de leurs charges » (31). De leurs charges et de leurs pouvoirs, car, jusqu'en 1914, ce réseau administratif qu'ils commandent, jouera son rôle dans la lutte contre les syndicats et le déroulement des grèves.

Cette domination économique et politique trouve sa justification et son achèvement dans la religion protestante commune (31 bis). Thirion observe que « les capitalistes du Haut-Rhin ont pensé et souvent affirmé qu'ils avaient une mission à remplir en aidant leurs ouvriers, dont ils se considèrent comme les chefs spirituels. La tutelle bienveillante qu'ils exercent sur eux doit leur permettre de les aider et de les secourir ». Dans une interview accordée au *Figaro* en 1901, Henri Japy formule nettement cette conception paternaliste du patronat : « Certes, (les ouvriers) sont des enfants, de grands enfants qui ne demandent que protection et qui ne songent à se révolter que lorsqu'ils sentent que cette protection leur échappe ou qu'elle cherche à se transformer en domination. Pour conserver l'influence sur l'ouvrier, il y a deux méthodes

(30) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 19.

(31) Le rôle administratif des Peugeot est plus tardif mais non moins important. « Eugène est maire d'Hérimoncourt de 1890 à sa mort et conseiller général du Doubs dès 1889. Pierre, lui aussi maire d'Hérimoncourt, préside le Conseil Général, Jules est maire de Valentigney et conseiller général, Armand est maire de Valentigney en 1886, conseiller général d'Audincourt en 1892 ». (SÉDILLOT, *op. cit.*, p. 71).

(31 bis) Sur les rapports du protestantisme et du capitalisme, voir TAWNEY : *La religion et l'essor du capitalisme*. Paris 1952. Frédéric HOFFET : *L'impérialisme protestant*. Paris 1948, et surtout Max WEBER : *L'éthique protestante et l'essor du capitalisme*.

bien distinctes : l'une, toute de menaces, d'âpreté dans le service ; elle dure tant qu'elle peut, jusqu'au jour de la révolte et de la grève... L'autre, d'équité, de justice de philanthropie, qui affirme, par des actes journaliers l'union constante entre le capital et le travail. Cette dernière méthode, à mon avis, sera celle de l'avenir et c'est la mienne, qui m'a toujours réussi, l'autre celle du passé ». Et il conclut : « Et puis... nous sommes pour si peu de temps dans la vie que c'est un devoir et une joie de donner une bonne direction au bateau qui nous porte, pour le plus grand bien de ceux qui y monteront après nous ». Il s'agit là d'illustrations caractéristiques d'une certaine conception protestante de la mission de l'homme sur la terre.

Nous pouvons donc apporter quelques correctifs aux opinions que nous citions précédemment. L'influence paternaliste ne s'exerce que dans les secteurs industriels que nous avons qualifiés de « fiefs » : à Beaucourt, Morvillars, principalement. Dans la vallée d'Audincourt, l'existence de nombreuses autres entreprises, petites ou moyennes, dans l'horlogerie ou la petite mécanique, tempère légèrement cette influence. Dans les vallées vosgiennes, la domination patronale se heurte à l'indépendance que les ouvriers-paysans tirent de leur condition rurale : fermes en propriété, double revenu. Dans les environs immédiats de Belfort et de Montbéliard, la croissance économique fait apparaître une mentalité ouvrière différente, celle d'une petite ville industrielle. Deux éléments essentiels de la condition ouvrière ne sont pas concernés par la politique patronale : les salaires et l'horaire du travail. Les éléments d'un mouvement revendicatif demeurent. L'apathie ouvrière constatée résulte d'une adroite domination. Pour qu'un mouvement d'association ouvrière assez fort naisse dans la région avant 1884 il eût fallu que les idées qui commençaient à se répandre en France aient pu y rencontrer le terrain favorable d'une agglomération ouvrière importante, échappant à l'emprise d'une seule entreprise et formant un milieu social actif ouvert sur l'extérieur.

C'est en fait, poser trois conditions : une industrie variée, répartie en plusieurs usines suffisamment nombreuses pour qu'aucune d'elles ne puisse exercer sur les ouvriers une domination puissante ; une activité politique et intellectuelle assez grande pour que les idéologies du moment soient introduites et discutées ; une aristocratie ouvrière qui recueille et propage ces théories. Or, dans la décennie qui suit la guerre de 1870, aucun des centres industriels de la région ne remplissait ces trois conditions à la fois. Il faut y ajouter le caractère « fermé » de la contrée. Le Pays de Montbéliard, surtout, est très particulariste. De ses origines historiques, il a gardé un certain repliement sur soi. L'originalité religieuse ajoute encore à ce caractère. Les idées nouvelles sont reçues avec méfiance. Les ouvriers n'échappent pas à cette ambiance, ils ont encore moins que les industriels l'occasion de prendre contact avec les autres centres d'activité du pays.

La situation de la région de Besançon est quelque peu différente. Sans doute, l'importance industrielle est comparable et l'horlogerie est prédominante : de 10 à 11.000 ouvriers dans les « pièces détachées » et dans « le mouvement » suivant les estimations de Jean CHARLES. Deux fonderies et fabriques de pompes à incendie et deux usines de chaussures occupent chacune une centaine d'ouvriers. Une fabrique de bonneterie emploie 300 ouvriers. S'y ajoutent les quelques maçons, cheminots, typographes et employés qu'on trouve dans toute ville. La différence essentielle tient au nombre et à l'importance des entreprises. Six usines seulement comptent plus de 300 ouvriers sur les 200 entreprises de la ville. Celles-ci ne sont, pour la plupart que de petits ateliers, employant une ou deux douzaines d'ouvriers (32). Les antagonismes de classe sont,

(32) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 10 et 11.

de ce fait, assez faibles. Le mouvement ouvrier devrait logiquement s'y développer plus difficilement que dans de grandes unités de production comme celles du Pays de Montbéliard. Mais nous avons vu comment, à Beaucourt ou à Valentigney, ce développement avait été retardé. Si à Besançon, l'action ouvrière est faible, l'action patronale l'est tout autant à cause de cette dispersion des entreprises. Nous n'observons pas le même encadrement social, politique et religieux. L'ambiance de la ville peut être assimilée à celle des centres urbains d'importance moyenne que Duveau cite en exemple : Montereau, Joigny ou Orléans. Il y a là une activité politique et intellectuelle qui favorise l'éveil des esprits, les idéologies y trouvent rapidement un accueil favorable. Nous avons noté l'existence d'une « société mutuelle des tailleurs de pierre dès 1863 », l'apparition de divers groupements ouvriers dans les premières années d'après-guerre et la participation effective au Congrès ouvrier de Lyon en 1878. Mais les effectifs rassemblés sont et demeureront faibles. Une « aristocratie » ouvrière active et ouverte aux idées du jour cherchera à animer le mouvement syndical mais la dispersion des entreprises entravera les actions de masse. Dans la région de Belfort-Montbéliard, au contraire, il existe des masses ouvrières disponibles au sein des grandes entreprises, mais le « levain » intellectuel ou politique manque. Quand il agira, le mouvement ouvrier prendra une ampleur qu'il n'atteindra pas à Besançon.

C'est l'évolution économique régionale dans le dernier quart du XIX^e siècle qui créera les conditions nécessaires à cet éveil ouvrier. La transformation la plus importante est la croissance industrielle de Belfort, due à la fixation de la nouvelle frontière par le traité de Francfort. De très nombreuses entreprises se fixent dans la ville ou dans les environs immédiats après 1871. C'est d'abord, en 1875, l'usine d'impression Steiner de Ribeauvillé qui y crée une succursale, puis, en 1879, la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques (S.A.C.M.), et la filature Dollfuss, Mieg et Cie (D.M.C.), qui s'y établissent. Citons encore : la câblerie Stein, à Danjoutin en 1880, les volets Hoensler et les laines peignées Schwartz de Mulhouse, à Valdoie en 1881, l'usine de blanchiment Guth à Danjoutin en 1898, le tissage de feutre Dollfuss et Noack à Valdoie encore en 1899 et le tissage Braunschwig à Belfort (33). L'entreprise la plus importante et qui aura le plus grand développement est la S. A. C. M. (35 ouvriers en décembre 1879, 110 en mars 1880, 520 en décembre, 1.800 en 1897). Elle bénéficie de la situation favorable de Belfort, près de la frontière et de l'expansion générale de la ville. Elle fournit des machines textiles aux filatures et tissages qui s'y sont installés, et elle participe elle-même à cette expansion : le bâtiment, le commerce, les petits ateliers d'outillage profitent de la croissance de la grande usine. Bavilliers, Danjoutin, Valdoie cernent Belfort d'une banlieue industrielle. Le recensement des industries en 1897 que l'on trouvera en annexe donne une idée de l'importance de l'ensemble (34). On rapprochera les effectifs ouvriers obtenus de ceux de 1870 (35) : 238 pour Belfort, 220 pour Bavilliers, 45 pour Danjoutin, 17 pour Valdoie. Cet apport d'industries nouvelles amène un accroissement démographique considérable. De plus, Belfort, promue cité-gardiennne de la frontière, maintient en permanence une garnison de plusieurs milliers de soldats (36). La population quadruple en l'espace de trente ans, de 1872 à 1901.

(33) Cf. GIBERT et J. HAAB, *op. cit.*

(34) A. D. Terr. Belfort, M. Statistiques industrielles. 1897.

(35) Voir annexe n° 3.

(36) Ils constituent la majeure partie des 7.704 « comptés à part » du recensement de 1896.

1861 : 8.101.
 1872 : 8.030.
 1881 : 19.336.
 1896 : 28.715.
 1901 : 32.567.

Cet accroissement se réalise d'abord par ponction sur la population rurale environnante. De nombreux habitants des villages qui entourent Belfort viennent s'installer dans la ville. D'autres y travaillent tout en continuant à résider à la campagne. L'apparition de la bicyclette a augmenté les facilités de déplacement. Une des conséquences en est la disparition presque totale des travailleurs à domicile qui représentaient d'après Duveau, le quart de la population ouvrière de l'arrondissement de Belfort, sous le second Empire. Cet apport est complété par l'immigration. Belfort constitue une ville étape dans le voyage en France de nombreux immigrants. Certains s'y installent définitivement et la présence de nombreux Alsaciens, Allemands, Italiens et Suisses ne sera pas sans conséquence sur la vie des syndicats après 1900.

On comprend facilement les atouts que cet accroissement démographique et industriel apporte à l'action syndicale. Belfort devient une grande ville, avec des industries variées et une population ouvrière nombreuse, aux origines diverses. Les idées s'y colportent et s'y discutent beaucoup plus aisément qu'en aucun autre point de la région. La main-mise patronale sur le personnel ne peut s'y exercer avec la même rigueur que dans les « fiefs » de Beaucourt ou de Grandvillars. Les liaisons naissent plus facilement avec d'autres centres où la population ouvrière est plus avancée, comme Besançon. Que les ouvriers de Belfort soient ainsi amenés à prendre la tête du mouvement ouvrier dans la région n'a donc rien qui puisse étonner.

En dehors de cet essor de Belfort qui est le fait le plus marquant, la structure industrielle de la région suit une évolution qui facilite la propagation des idées nouvelles. Dans les vallées vosgiennes, l'industrie se localise dans quelques centres, auprès des voies de communication importantes : Giromagny, Rougemont-le-Château, Rougegoutte, Etuefont-Haut. Les petits ateliers de tissage disparaissent. Les industriels alsaciens reprennent d'anciennes usines et en créent de nouvelles qui attirent la main-d'œuvre et contribuent à la ruine des petites entreprises existantes. Là aussi, le travail à domicile perd de l'importance. Au total, la population ouvrière de ce secteur passe de 2.425 en 1870 à 4.507 en 1897 (37). Le centre de Grandvillars, Morvillars, Méziré ne se développe pas. Les effectifs sont tombés pour ces trois usines de 1.950 ouvriers en 1870 à 1.510 en 1897. Par contre, une industrie de chapellerie et de bonneterie s'installe à Delle et dans les environs : Réchésy, Beron ; Delle passe de 1.326 habitants en 1872 à 2.518 en 1896. Il y a donc, de manière générale, industrialisation du Territoire de Belfort et relâchement des liens que la population ouvrière conservait encore avec les milieux paysans juste après 1870.

Entre 1870 et 1900, d'après MAILLARD, « la structure du foyer industriel montbéliardais, dans son ensemble, reste identique à ce qu'elle était auparavant » (38). Effectivement, le Pays de Montbéliard ne bénéficie que très peu de la fixation de la nouvelle frontière. Les entreprises se fixent de préférence à Belfort ou dans les vallées vosgiennes. Le trafic commercial s'oriente sur Belfort. Les industries traditionnelles : horlogerie et

(37) Voir annexe n° 4. Cf. J. HAAB, *op. cit.* et A. D. Terr. Belfort. M. Statistiques industr. 1897.

(38) MAILLARD, *op. cit.*, p. 170.

textile, connaissent une prospérité certaine grâce aux conditions économiques générales, mais pas d'expansion véritable. L'accroissement de population, de l'ensemble du Pays de Montbéliard montre une grande régularité et rien de semblable à l'essor de Belfort.

1872 : 55.938.

1881 : 65.271.

1891 : 68.125.

1901 : 75.008 (39).

Cependant, des modifications moins frappantes peut-être mais très importantes pour le mouvement ouvrier interviennent dans l'industrie montbéliardaise. Les usines de transformation mécanique se développent, essentiellement à Hérimoncourt, Valentigney et Audincourt sous l'action des Peugeot (machines à coudre, cycles et enfin automobiles) et dans le groupe Japy (40). MAILLARD note l'influence démographique de ce développement : « La population d'Hérimoncourt passe de 1.202 habitants en 1860 à 3.338 en 1890, (sous l'influence de la prospérité de Peugeot Frères)... celle de Valentigney de 2.014 habitants en 1881 à 4.125 en 1901 (départ de la fabrication des cycles et automobiles). C'est pour cette raison, parce que l'accroissement de l'agglomération fut trop rapide et trop brutal que les anciens villages du Pays de Montbéliard ne purent acquérir à proprement parler, une structure urbaine » (41). Aussi, des communes, comme Audincourt ou Valentigney joueront-elles un rôle important dans l'histoire syndicale du Pays de Montbéliard, à partir de la fin du siècle, mais un rôle assez différent de celui de Belfort, du fait que malgré l'importance de leur population ouvrière, elles ne forment pas de véritables villes. Les réactions y seront plus violentes et plus simples. Il faut noter enfin, comme dans le Territoire, la diminution du nombre des travailleurs à domicile et l'extension de la zone de recrutement de la main-d'œuvre industrielle, grâce à l'emploi de la bicyclette à partir de 1890 (42).

La politique patronale paternaliste dont nous avons montré les caractères et l'ampleur au lendemain de la guerre de 1870, rencontre dans les dernières années du siècle une opposition ouvrière de plus en plus forte. Les conditions particulières qui avaient retardé l'évolution sociale : existence de « féodalités » patronales, absence de centre urbain important, forte proportion de travailleurs à domicile, nombreuses attaches rurales, ont toutes été atteintes par la croissance économique de la région. Les patrons combattront la pression ouvrière en poursuivant leur œuvre sociale d'encadrement et en y joignant des mesures répressives : licenciements, lock-out, etc. Mais jusqu'en 1900, ils ne recourront encore que très peu à la création d'associations « dissidentes » qui leur soient acquises. Le syndicalisme jaune aura son heure de célébrité dans la région, mais avant 1900, on ne peut faire état que de deux tentatives.

La première est celle de la Chambre Syndicale des Ouvriers Horlogers du Pays de Montbéliard, que nous avons déjà mentionnée. Encore ne sommes nous pas certains qu'il s'agisse bien d'une association mixte et d'inspiration patronale. Nous fondons notre supposition sur les termes des principaux articles des statuts que nous avons retrouvés (43). Le

(39) MAILLARD, *op. cit.*, p. 176. Chiffres de population dans les limites de l'ancienne principauté.

(40) GOETZ : *Stim. et Prop. de la Croiss.*, p. 9.

(41) MAILLARD, *op. cit.*, p. 146.

(42) MAILLARD, *op. cit.* p. 247. « Avant la bicyclette, le rayon de recrutement ne dépassait pas 2 à 3 km. Il atteint maintenant 6 à 8 km ».

(43) A. M. Montbéliard. I. 28. *Synd. profes. et sociétés diverses*.

président est Paul Picard. Le siège social est au 32, rue des Febvres. Il y a 238 membres à la fondation. Le service administratif est confié à un directeur assisté d'une commission de surveillance et de contrôle (article 3). L'organe de décision est un conseil de famille qui comprend cette commission, plus vingt-huit syndics désignés de façon assez curieuse. « Le directeur ayant dressé quatre listes alphabétiques composées des sociétaires de la ville, des trois fabriques et des ouvriers du petit volume travaillant à domicile, à chaque nomination des syndics, les quatre premiers inscrits sur chacune des listes sont nommés de droit syndics pour six mois, au renouvellement semestriel les trois suivants dans les listes alphabétiques et ainsi de suite par trois et par quatre de six mois en six mois. Les syndics sont nommés pour un an, renouvelables par moitié tous les six mois » (article 13). L'article 15 règle l'intervention dans les conflits entre patrons et ouvriers, mais il ne s'agit, semble-t-il que des conflits individuels. « Le directeur est chargé de représenter la société dans les discussions et conflits qui pourraient surgir entre patrons et ouvriers toutes les fois que la Chambre syndicale sera appelée à intervenir et dans ce cas, il fera tous ses efforts pour arriver à la conciliation des deux parties. Néanmoins, les décisions et résolutions prises par la Chambre syndicale par l'intermédiaire de son directeur, ne peuvent avoir qu'un effet moral et les conventions particulières entre patrons et ouvriers seront toujours respectées ». L'article 23 prévoit la possibilité d'œuvres annexes : crédit mutuel, caisse de secours et de retraite pour la vieillesse, coopérative. Il y eut effectivement une coopérative. Le livret des statuts contient d'autre part le règlement d'une caisse de secours. Enfin l'article 24 rappelle que l'esprit de modération doit inspirer l'action de la Chambre syndicale. La suite des états signalétiques préfectoraux fait apparaître une curieuse évolution : diminution constante des effectifs et augmentation de l'actif.

Au 1^{er} janvier 1887 : 200 membres et 4.078 francs d'actif.

Au 1^{er} janvier 1888 : 200 membres et 5.756 francs d'actif.

Au 1^{er} janvier 1889 : 175 membres et 7.218 francs d'actif.

Au 1^{er} janvier 1890 : 150 membres et 7.553 francs d'actif (44).

En 1890, le syndicat est dissous mais les membres maintiennent la société coopérative de consommation qui en dépendait et avait été créée le 1^{er} novembre 1885. Cependant on retrouve aux archives municipales de Montbéliard, un récépissé de déclaration de composition du bureau du syndicat pour 1895 : Paul Picard, président, Eugène Mistler, trésorier. Bien plus, figure au même dossier une lettre du 30 octobre 1900 faisant allusion à une Chambre syndicale de même nom et évoquant des statuts tout à fait semblables à ceux de 1885 (45). Disparu ou non en 1890, ce syndicat n'a eu aucune influence sensible sur le mouvement ouvrier à Montbéliard.

La seconde tentative est plus caractéristique et plus importante. A Delle, le 31 décembre 1892, sont créés simultanément : un syndicat du bâtiment, un syndicat de l'habillement et une Corporation Syndicale, regroupant les deux précédents. Il s'agit de syndicats mixtes, d'inspiration commune sur laquelle le Commissaire de Delle ne nourrit aucune illusion : « Les inspireurs en sont le curé Marchand de Delle, Léon Viellard, l'industriel et le parti réactionnaire. Le but réel est de prendre en main la population pour les élections municipales du 1^{er} mai 1892 et l'élection générale du 31 juillet ». La corporation aura une bibliothèque, une caisse de secours contre les maladies, une institution de bons d'épargne. En même temps, on relance l'activité de la Conférence des

(44) A. D. Doubs. 144 MI. *Syndicats* (1881-1909).

(45) A. M. Montbéliard. I. 28.

dames de charité, œuvre ancienne mais somnolente. Elle vise principalement à soulager la misère des familles de douaniers, qui sont paraît-il, particulièrement pauvres. Le même Commissaire note ironiquement : « Le corps des douaniers a une autre caractéristique : il vote en grande majorité pour le parti libéral » (46). Après les élections, ces trois syndicats déclinent et ils disparaissent ensemble, comme ils étaient nés, en décembre 1893. Notons qu'on ne trouve à Delle, concurremment dans ces années 1892 et 1893, ni auparavant, ni ensuite jusqu'en 1913, de syndicat d'inspiration réellement ouvrière. Ceux-ci, en tout cas, n'ont absolument pas l'adhésion des ouvriers. Des pressions morales sont exercées sur ces derniers pour qu'ils adhèrent et, incapables d'y faire entendre leurs voix, ils s'en désintéressent ensuite complètement (47).

Ainsi, jusqu'en 1883, l'opposition à la domination patronale est pratiquement inexistante dans la région. À partir de cette date, le mouvement ouvrier naît et se développe mais il rencontre une nouvelle source de faiblesse dans ses dissensions internes.

(46) A. D. Terr. Belfort. *Syndicats professionnels* (1892-1898).

(47) Cf. *La Frontière*, 23 mars 1893.

CHAPITRE II

EVEIL ET SCISSION DU MOUVEMENT OUVRIER (1884-1898)

Les éléments réformistes.

Avec le recul du temps, 1884 apparaît comme une date maîtresse de l'histoire ouvrière. Mais si la loi qui promulguait la charte syndicale a, peut-être, comme le dit Paul Louis, « renouvelé le cadre de la vie prolétarienne », elle fut, sur le moment, assez mal accueillie des militants. Ils voyaient, dans les formalités administratives qu'elle imposait, une aggravation du régime de tolérance existant. Elle ne provoqua pas sur le champ l'essor syndical qu'on pouvait escompter. Il y a 500 Chambres syndicales en France en 1881, d'après le rapport Allain-Targé à la Chambre des Députés le 15 mars, il y en a un millier en 1890 pour 140.000 syndiqués environ. Après 1890, la croissance s'accélère : 288.770 syndiqués pour 1.589 associations en 1892 (1).

Connaissant le climat difficile que vont rencontrer dans notre région les premiers militants ouvriers et cette relative lenteur de l'évolution nationale, nous ne nous étonnerons pas, de devoir dresser, en 1892 un bilan extrêmement maigre pour le mouvement local. En huit ans, trois syndicats seulement se forment et l'un d'eux, le syndicat des horlogers de Montbéliard est vraisemblablement, nous l'avons vu, sous contrôle patronal. Il disparaît en 1890. Les deux syndicats qui subsistent en 1892 ne rassemblent au total qu'une quarantaine de membres. Ce sont les deux syndicats de typographes de Belfort et de Montbéliard. Il s'agit encore d'essais timides et de portée d'abord limitée. Ils marquent cependant le véritable début du mouvement ouvrier local. De plus, le réformisme qui inspire ces premiers efforts influencera le syndicalisme de la région jusqu'en 1914. Après avoir retracé rapidement l'histoire ouvrière française de cette période (1884-1892), nous montrerons comment sont nés les deux syndicats de typographes de Belfort et de Montbéliard et quelle doctrine les inspire.

La lenteur relative de l'essor syndical entre 1884 et 1892 s'explique par les contradictions et les hésitations du mouvement ouvrier. Les socialistes, qui cherchent à attirer l'adhésion des Chambres syndicales, aggravent leurs divisions. Après la scission de Saint-Etienne en 1882 entre possibilistes et guesdistes, le Congrès de Châtelleraut en 1890 consacre une autre opposition entre broussistes et allemanistes. Aussi les syndicats cherchent-ils à échapper à la tutelle des partis. Mais ils hésitent encore sur la formule d'organisation à adopter. Des fédérations nationales de métier se forment en général, faibles et éphémères. Le Bâtiment reste divisé, malgré les efforts des militants. La Fédération des Cuirs et Peaux,

(1) DOLLEANS : *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 2, p. 30.

ébauchée en 1883, disparaît en 1888. Celle des lithographes, créée en 1884, ne se développe qu'après 1892. Les Fédérations les plus solides sont plus anciennes : Société générale des Chapeliers de France, Fédération française du Livre, nées respectivement en 1879 et 1881 (2). La création de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs, en octobre 1886, à Lyon, représente un essai d'autonomie ouvrière. Mais, très vite, les guesdistes se rendent les maîtres de cette Fédération. De 1887 à 1894, le P. O. F. et la Fédération entretiennent des liens étroits (3). Les Bourses du Travail ouvrent une autre voie au mouvement ouvrier. Elles regroupent les travailleurs au sein des localités. Constituées à l'origine sous l'égide des autorités pour gérer les bureaux de placement, elles deviennent grâce à l'action des militants, des foyers d'éducation et de propagande prolétarienne. La première Bourse du Travail est créée à Paris en 1887. D'autres apparaissent ensuite dans les grandes villes de province. Mais, en 1892, quand elles constituent leur Fédération à Saint-Etienne, les Bourses ne sont encore qu'au nombre de quatorze. Tandis que le syndicalisme semble chercher sa voie, la révolte ouvrière s'exprime par des grèves violentes. L'Office du Travail enregistre 313 grèves avec 118.941 participants en 1890, 267 grèves avec 108.944 participants en 1891. Les plus célèbres sont celles d'Anzin en 1884, de Decazeville en 1886, de Carmaux en 1892.

A Belfort, le 8 décembre 1883, Emile Py et Charles Wæltelé, deux typographes de *La Frontière*, le journal radical du Territoire, créent la « société des typographes, lithographes et relieurs », affiliée à la Fédération française du Livre, dont elle constitue la 68^e section (6). Le 1^{er} février 1890, à Montbéliard, Edouard Choulet, président, Charles Richardot, secrétaire et Auguste Rueff, trésorier, déposent les statuts d'un syndicat des Travailleurs du Livre de Montbéliard-Audincourt, 121^e section de la Fédération du Livre. Le siège social est au café Chièvre, rue des Febvres (7). Les deux syndicats comptent chacun une vingtaine de membres. Il n'est pas étonnant de trouver les typographes à l'origine du mouvement ouvrier local. Dans de nombreuses régions, les premiers militants ouvriers appartiennent à ce que l'on a coutume d'appeler « l'aristocratie ouvrière ». Partie la mieux payée et la plus évoluée du prolétariat, elle groupe des ouvriers qualifiés comme les monteurs en boîtes de Besançon et plus généralement des membres des corporations de vieille origine artisanale comme les chapeliers ou les typographes. MONTREUIL note, dans son « Histoire du mouvement ouvrier » que « le processus d'organisation ouvrière est sensiblement plus rapide dans les métiers possédant une longue tradition artisanale que dans les professions directement issues de la Révolution industrielle ». Et il ajoute : « Pour tous, mais plus particulièrement pour les métiers à tradition artisanale, la base corporative est très nettement différenciée. On pense « métier » non « industrie » parfois même spécialité dans le métier » (8). Les statuts de la « société des typographes-lithographes et relieurs de Belfort » reflètent bien cette survivance d'un cloisonnement entre les métiers mais cherchent

(2) DOLLEANS : *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 2, p. 30.

(3) D. LIGOU, *op. cit.*, p. 57. Les congrès des deux organisations ont lieu dans les mêmes villes ou dans des villes voisines de façon que les mêmes délégués puissent y assister.

(6) A. D. Terr. Belfort. M. 1883. Les deux noms de Py et Wæltelé figurent sur les états administratifs. Une réserve, pourtant, s'impose pour Py. Né en 1870 à Belfahy (Haute-Saône), le futur fondateur de la Fédération ouvrière n'a alors que 13 ans.

(7) A. M. Montbéliard. I. 28.

(8) MONTREUIL : *Histoire du Mouvement Ouvrier*, p. 111.

à lutter contre elle. L'un des buts de la société n'est-il pas « d'établir des rapports entre les ouvriers des trois corps de métier, leur apprendre à se connaître, à s'apprécier et les préparer aussi à la pratique de la solidarité ».

Keufer prend, en 1884, la charge du Secrétariat de la Fédération française du Livre. Il s'identifie jusqu'à la Première Guerre mondiale à cette fédération et au courant réformiste. Il considère le syndicalisme « comme une institution organique qui doit se perpétuer et non comme un instrument de démolition sociale qui doit disparaître une fois son œuvre de déblaiement ou de démolition accomplie ». Cette politique institutionnelle, il veut la réaliser au moyen d'un réseau de sections parfaitement organisées, fortement liées entre elles et pratiquant une action quotidienne de solidarité aux formes variées : bureaux de placement, viaticum, tarifs unifiés, caisses de secours, etc. Il est probable que la section de Belfort déjà, a été constituée, sous l'instigation extérieure de la Fédération comme en de nombreuses autres villes de province.

Il y a peu de choses à dire sur les statuts des deux syndicats des typographes qui s'alignent sur les statuts-types de la Fédération. Leur activité est réduite. En 1885, le syndicat de Belfort modifie ses statuts conformément aux décisions du Congrès typographique de Paris de septembre. Il dépose une liste de revendications d'ordre général à la Préfecture, le 1^{er} mai 1891, suivant les directives fédérales. A Belfort, comme à Montbéliard, les syndiqués représentent une part importante des ouvriers typographes. A Montbéliard et Audincourt, il y a, par exemple, une trentaine de typographes, dont vingt sont syndiqués en 1892.

Les fondateurs des syndicats de typographes de Belfort et de Montbéliard sont, comme Keufer, des réformistes. Mais une remarque s'impose, qui vaut pour la suite de notre étude. Les hommes dont nous suivons l'action ne sont généralement que d'humbles militants locaux. Ils n'éprouvent guère le besoin d'exprimer leur doctrine de manière systématique. Le plus souvent, ils ne sauraient le faire. Peut-être n'ont-ils pas fréquemment cherché à mettre en ordre leurs idées. Mais quand des problèmes précis se posent ou que naissent des discussions au sein des réunions, leurs réactions, leurs arguments se conforment à un certain mode de pensée qui les rattache à un des grands courants doctrinaux de l'heure. Leur milieu professionnel, leurs préférences politiques, leurs fréquentations habituelles dans la région ou au cours des congrès, leur permettent de se ranger facilement dans un des camps. Aussi, quand nous exposerons les traits d'une idéologie, nous ne prétendrons pas que les militants locaux que nous disons ses adeptes en ont toujours approuvé toutes les conclusions ou mesuré toute la portée. Mais, très vite, on constatera dans la région une opposition entre deux familles d'esprits : réformistes et révolutionnaires. Lefranc fait sur un plan plus général, la même observation : « Plus tard, on parlera volontiers dans les milieux syndicalistes, de la tradition ouvrière. Mais, dès le départ de l'action ouvrière, on constate la naissance de plusieurs traditions qui tantôt se mêlent et tantôt s'opposent. Tradition réformiste et tradition révolutionnaire s'il s'agit de l'esprit. Tradition d'autonomie et tradition de liaison politique s'il s'agit de méthodes. Tradition de lutte pour la destruction de l'Etat et tradition de conquête de l'Etat, s'il s'agit du but. Déjà, sous le second Empire, s'amorce un malentendu entre l'élite, tentée de demander une solution au progrès de la culture professionnelle et la masse qui cherche une issue politique. Qualité ou quantité » (9). Ces réserves faites, nous pouvons affirmer que les créateurs du Syndicat des typographes de

(9) LFRANC : *Histoire du travail et des travailleurs*, p. 339.

Belfort et de Montbéliard appartiennent au courant réformiste et définir celui-ci.

Pour Robert GOETZ (10) on peut le schématiser en trois points essentiels, d'après les résolutions des premiers congrès.

— Nécessité de l'association ouvrière, seul moyen complet et parfait de l'affranchissement du travailleur. Elle doit viser la réalisation immédiate de toutes les réformes possibles dans les cadres existant : les huit heures, les retraites ouvrières gratuites, l'enseignement professionnel, etc.

— Anticollectivisme.

— Autonomie : le syndicalisme doit être exclusivement ouvrier, préserver soigneusement son autonomie par rapport à tous les mouvements politiques. Au congrès de 1876, par exemple, la représentation devait être purement ouvrière. Mêmes précautions en 1878 mais en plus les travailleurs agricoles, les employés de commerce et les instituteurs pouvaient être représentés (11). Robert GOETZ peut ainsi résumer cette pensée doctrinale en une formule : « Autonomie et réforme » qu'il oppose symétriquement au principe de « Subordination (aux partis politiques) et révolution » du guesdisme.

Le réformisme n'a pas toujours réussi à maintenir cette indépendance dont il rêve. En particulier, à l'échelon local, tel militant qui se qualifie de réformiste doit souvent avoir partie liée avec les groupes politiques de sa ville. A Belfort, dès sa constitution, le syndicat des typographes est sous l'influence du parti radical et cela non plus, n'a rien d'étonnant. A l'origine du réformisme il y a les idées positivistes ; KEUFER est fortement imprégné de la philosophie d'Auguste Comte (12). Il y a aussi l'appui du parti radical. Robert GOETZ en relève l'importance. « Sans qu'il soit toujours possible de faire la part exacte des influences, deux vont l'emporter : l'influence de la philosophie positiviste et l'influence du parti radical (13).

Ici, dans un domaine limité et précis à Belfort, vers 1890, il nous est possible de mesurer cette dernière influence. Nous avons vu qu'après le traité de Francfort, Belfort s'était développé très rapidement et à quel apport industriel était dû cet accroissement. Le petit territoire rural qui l'entourait progressait plus lentement. Ainsi deux secteurs tendaient à s'opposer : un secteur fortement industrialisé et un secteur paysan, « le Territoire de Belfort se présentait comme une tête énorme sur un corps minuscule, une campagne de pauvre polyculture » (14). Cette évolution économique a des conséquences politiques. La campagne vote conservateur tandis qu'à Belfort au fur et à mesure de l'industrialisation de la ville, naît et croît une section radicale. Le chef du parti conservateur est Armand VIELLARD et son fief est la région de Delle-Morvillars tandis qu'à Belfort les radicaux se groupent autour du journal qu'ils animent : *La Frontière*, bihebdomadaire, fondé en 1883 par le docteur FRÉRY. Examinant le rôle important de ce journal politique pour l'ensemble de la période d'avant 1914, GRÉMILLON (15) constate qu'il y a là une force : un grand organe de

(10) GOETZ : *La pensée syndicale française : militants et théoriciens*.

(11) Cf. LÉON BLUM : *Les Congrès Ouvriers*. Œuvres complètes, t. I, p. 392 à 399.

(12) MONTREUIL, *op. cit.*, p. 200.

(13) GOETZ : *Pensée Synd. Franç.*

(14) F. WINCKER : Les élections législatives dans le canton de Belfort de 1919 à 1939. Dipl. compl. d'histoire, Besançon (introduction).

(15) Tableau de la presse à Belfort. A. D. Terr. Belfort (essai dactylographié).

presse, le plus fort tirage de la région, des hommes de file (SCHNEIDER, plus tard maire, puis député de 1902 à 1914; Laurent THIERRY, directeur du journal après 1888, plus tard sénateur) et toute une équipe de collaborateurs, d'amis, équipe suffisamment homogène pour qu'à Belfort, en face des « hommes de VIELLARD », on parle des « hommes de *La Frontière* ».

PY et WAELTELÉ sont tous deux typographes au journal; PY, plus tard, écrira dans *La Frontière*, sera conseiller municipal radical et se présentera en 1926 à la députation, comme candidat radical-malheureux devant TARDIEU. Nous avons noté le rôle qu'avait certainement joué la Fédération du Livre dans la création de la petite section de Belfort. Il faut y ajouter cette influence du parti radical qui dut être importante. Une clientèle électorale se formait dans la ville : la masse ouvrière grandissante qui peuplait le nouveau faubourg des Vosges et Valdoie. L'organisation de syndicats semblait une excellente méthode de propagande.

Cependant de 1884 à 1892, cette initiative demeure isolée. Aucun autre syndicat ne se forme. L'usine de la S. A. C. M. compte cependant 700 ouvriers, D. M. C. près de 400 et il y a 120 chapeliers, membres eux aussi d'une corporation à vieille tradition artisanale et travailleurs favorisés (leurs salaires à Belfort s'élèvent jusqu'à sept francs par jour). Le parti radical, s'il avait bien en vue d'acquérir l'audience des milieux ouvriers, n'a-t-il pas essayé, par l'intermédiaire des typographes, d'étendre son influence ? Nous ne possédons aucun élément nous permettant de répondre valablement à cette question. Peut-être une certaine hostilité de métier oppose-t-elle encore ces ouvriers de corporations différentes ? Ou bien plutôt, le prolétariat belfortain n'est-il pas encore suffisamment important et suffisamment hardi pour tenter de lutter et de s'organiser. La section des typographes ne serait alors qu'une création assez artificielle, ne disposant pas suffisamment de vie elle-même pour susciter d'autres initiatives.

Faute d'informations suffisantes, il nous est impossible d'affirmer l'existence à Montbéliard, de liens entre radicaux et réformistes. Il faut noter cependant qu'une très bonne entente semble régner entre les syndicats des deux villes. On constate ainsi que le mouvement syndical apparaît sous l'impulsion des typographes et d'abord dans les deux seules villes importantes de la région. Ceci confirme la théorie que nous avons exposée au chapitre précédent. Le carrefour d'idées que représente une ville, même petite, ne serait-ce que par son activité politique favorise la propagation des idées syndicales. La présence d'entreprises nombreuses leur assure une relative indépendance. Entre 1884 et 1892, Belfort et Montbéliard commencent à présenter des caractères voisins de ceux de Joigny ou de Montereau que DUVEAU prend comme exemples sous le second Empire. Besançon, nous l'avons vu, les possède depuis longtemps. Le décalage sensible, dans l'histoire syndicale des deux régions, vient de là. A Besançon, la même période voit se constituer, à côté des syndicats plus anciens des monteurs en boîtes d'argent et guillocheurs, de nombreuses associations dans les autres corporations (16). En 1881, les typographes et les menuisiers s'organisent, puis en 1882, les métallurgistes, les ouvriers en cadrans, les tailleurs de pierre, les charpentiers, les maçons et les ouvriers en ressort. L'existence de ces syndicats n'est pas facile. Les forces ouvrières s'émiettent, les tentatives ouvrières se révèlent faibles et isolées. C'est une conséquence de la faible concentration des entreprises déjà signalée. Pour renforcer leur solidarité, les ouvriers décident en septembre 1891, de créer une Fédération.

(16) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 20 et suiv.

Ils fondent, deux ans plus tard, une Bourse du Travail. Parallèlement, les ouvriers ont mené des actions revendicatives : grève des monteurs de boîtes d'or en mars 1882, des typographes en 1885. Nous n'avons, par contre, retrouvé aucune mention de grève dans la région de Belfort-Montbéliard, de 1876 à 1892. Certes, il faut rappeler, une fois de plus, la pauvreté de nos sources (17). Quelques grèves se sont sans doute produites. Mais nous pensons qu'un conflit important ne nous aurait pas échappé. Le 1^{er} mai 1891, les typographes de Belfort, suivant le mot d'ordre, de leur fédération nationale, déposent à la Préfecture une liste-type de revendications : les huit heures, le conseil d'arbitrage, une plus grande liberté syndicale et diverses mesures légales sur les accidents du travail, l'hygiène et la sécurité, etc. Mais la Fédération a soin de marquer en tête de cette pétition, son opposition aux manifestations de rues. C'est la seule pièce que nous ayons à porter au dossier des revendications ouvrières pour cette période (18).

Ainsi, dans la région de Belfort-Montbéliard, au paternalisme des premières années qui suivent la guerre de 1870, vient s'opposer, après 1884, une première réaction ouvrière : le syndicalisme réformiste. On peut s'interroger sur la valeur et l'avenir de cette tentative. GOETZ voit dans l'apparition tardive du mouvement syndical en France une des causes principales de l'échec du réformisme : « Pour pouvoir survivre, il eut fallu qu'il fût déjà consolidé lorsque s'ouvre une nouvelle phase du capitalisme à laquelle il est moins adapté. Le régime impérial a brisé l'avenir du syndicalisme réformiste et autonome en l'empêchant de se déployer librement » (19). Que penser alors de syndicats réformistes qui naissent en 1883 et 1890 dans une région en pleine expansion industrielle, comptant déjà des agglomérations de plusieurs milliers d'ouvriers ? On serait tenté de conclure à son échec rapide et à son remplacement par des organisations socialistes et révolutionnaires. Celles-ci vont bien apparaître, dès 1892. Mais le réformisme marquera la région de Belfort-Montbéliard jusqu'en 1914. Py sera un des fondateurs de la Fédération ouvrière et de la Bourse du Travail en 1899 et un de ses principaux dirigeants jusqu'à la guerre.

Les éléments révolutionnaires.

En 1892, un groupe anarchiste (20) se forme à Belfort. Il entre évidemment en lutte contre les forces établies, et aussi contre la seule organisation ouvrière existante : le syndicat réformiste des typographes. Celui-ci sort vainqueur de l'épreuve. A Beaucourt où l'anarchisme trouve aussi quelques échos, le mouvement est rapidement annihilé dès 1894. A Montbéliard et Audincourt, l'anarchisme semble n'avoir eu aucune influence. Mais, en 1895, la propagande socialiste y rencontre une certaine audience. Elle s'étend en 1897 et 1898 et gagne alors le Territoire de Belfort. Elle y rencontre l'adhésion d'une partie importante de la classe ouvrière. A travers l'influence successive de l'anarchisme et du socialisme, ce sont les éléments de tendance révolutionnaire qui commencent à se manifester.

(17) Les états statistiques de grèves de l'office du travail ne remontent pas au-delà de 1890.

(18) A. D. Terr. Belfort. M. 1891,

(19) GOETZ : *Pensée Synd. Franç.*

(20) Nous employons les termes d'*anarchisme* et d'*anarchistes*, faute d'un vocable plus approprié. Il s'agit d'une tendance, comme nous l'expliquons plus loin, et non pas d'une doctrine assimilée et appliquée intégralement.

Jusqu'en 1914, la politique jouera un grand rôle dans le mouvement syndical belfortain (21). Entre 1892 et 1898, elle en constitue le facteur essentiel. Nous ne chercherons pas à rendre compte de tous les événements politiques ou syndicaux de cette époque, qui se sont le plus souvent déroulés dans l'ombre et dont une partie nous est inconnue, mais simplement au travers de quelques faits sur lesquels nous avons des renseignements complets et précis, à peindre l'ambiance dans laquelle s'est formé le mouvement syndical local. Nos sources essentielles sont administratives mais nous avons pu les recouper par des extraits de presse et des articles de militants ouvriers.

En décembre 1892, un garçon coiffeur, Ernest Chappuis, originaire de Belfort, revient dans sa ville natale après un séjour à Bergerac où il a eu maille à partir avec la police. Il passe pour anarchiste, tout au moins aux yeux du Commissaire spécial de Belfort, qui lui consacre un rapport sans indulgence : « Chappuis, qui depuis des années, avait lu tous les journaux et toutes les brochures socialistes, révolutionnaires et anarchistes qui lui étaient tombés sous la main, s'était meublé la mémoire de toutes les phrases ronflantes, de tous les clichés dont sont généralement faits les écrits en question, si bien que pendant son séjour dans le Midi, il avait pu prendre la parole dans les réunions socialistes publiques et privées qui y étaient organisées, ce dont notre homme se montrait singulièrement glorieux » (22). Pourtant, Chappuis ne semble pas prôner la propagande par le fait mais cherche à créer une organisation ouvrière d'inspiration socialiste. Le Commissaire que nous venons de citer prétend que son intention est de grouper les mécontents, « de les convertir au socialisme d'abord puis graduellement aux doctrines anarchistes ». Chappuis, plus tard, se défendra d'avoir eu en vue la propagande anarchiste (23). Il fonde le « Groupe Socialiste Révolutionnaire de Belfort », qui a son siège, d'abord 22, rue Grande-Fontaine, puis 58, faubourg des Vosges. Dans ce quartier ouvrier de Belfort, il multiplie les réunions et les conférences. Nous ignorons le nombre exact des adhérents du groupe à ce moment mais nous connaissons le nom des premiers d'entre eux : Vial, Grandveau, Morel, Etienne, Batifort. Il essaye de créer un syndicat de cochers de fiacre, c'est du moins ce qu'il affirmera plus tard (24), mais nous n'avons aucune trace des réunions préparatoires. Cette tentative, en tout cas tourne court alors que le groupe ouvrier grandit.

Il va cependant disparaître rapidement, dans les derniers mois de 1893. L'histoire de cet échec est intéressante. C'est le premier épisode de la lutte entre réformistes et révolutionnaires à Belfort. Nous le rappelons, les deux termes sont approximatifs. Il s'agit de tendances opposées. Il y a d'un côté un syndicat en place, celui des typographes, affilié aux radicaux et partisans avec eux, d'une politique libérale envers la classe ouvrière, de réformes, mais dans les cadres existants, sans violence. Il y a, de l'autre, des hommes que les écrits socialistes ou anarchistes de l'époque ont convaincu et qui ressentent le besoin d'une union de classe. Sous le caractère injurieux des termes, l'observation du Commissaire de Belfort est sans doute assez juste : la doctrine de Chappuis s'est formée à la lecture de la presse et des brochures révolutionnaires, et demeure assez floue. Son anarchisme semble purement verbal et son socialisme est sujet à caution. Son comportement ultérieur le montrera. Les rapports policiers abusent

(21) *Ensuite aussi, d'après GRILLON, op. cit.*

(22) A. D. Terr. Belfort. Rapp. du Commiss. spéc. de Belfort, 20 déc. 1893. M. 1893.

(23) *Le Travailleur Belfortain*, n° 8 (1-15 juin 1900).

(24) *Idem.*

des mots et exagèrent le danger. On ne relèvera à Belfort aucun attentat anarchiste, mais il faut replacer ces petits épisodes locaux dans l'ambiance nationale. Le 1^{er} mai 1891, alors que les typographes de Belfort marquant leur opposition à la manifestation de rue déposaient une pétition à la Préfecture, c'était la fusillade de Fourmies et les arrestations de Clichy. Cette dernière affaire et le procès qui s'ensuivit furent à l'origine de la période des attentats anarchistes en France. En mars 1892, des bombes éclataient boulevard Saint-Germain, à la caserne Lobau, rue de Clichy. D'autres explosions faisaient deux morts au restaurant Véry le 25 avril, cinq morts rue des Bons-Enfants le 8 novembre. Ravachol était exécuté le 11 juillet (25). On comprend les inquiétudes de la police belfortaine. « Chappuis paraît dangereux. Son affiliation aux bandes anarchistes ne saurait plus faire de doute. Il s'en est ouvert plusieurs fois en petit comité à quelques intimes. Il a d'ailleurs des relations suivies avec les compagnons de Paris, Bordeaux, Dijon, Saint-Etienne et Besançon. A un moment donné, il recevait et faisait lire à ses amis les journaux et écrits anarchistes prohibés tels que *La Torche*, *La Révolte*, *Le Communiste*, *Le Tocsin*, etc. Chappuis, enfin, possède chez lui une volumineuse correspondance révolutionnaire. Chappuis demeure avec sa mère, cabaretière aux Forges. Il est à tenir en étroite surveillance » (26).

Est-ce un effet de cette surveillance, est-ce plutôt parce que Chappuis est moins terrible que ne le dit la police, mais il se borne à animer le groupe ouvrier qu'il a formé. Cette tâche lui pose très vite des difficultés. *La Frontière* trouve ses théories excessives (27). De nombreux adhérents du groupe en pensent autant et finalement l'excluent. Morel, son principal opposant, devient secrétaire du groupe, qui comprend alors, en avril 1893, quelques dizaines de membres. Une véritable section socialiste va-t-elle naître ? C'est de *La Frontière* que part l'attaque. Batifort, un des premiers adhérents, commence à publier dans le journal radical, des articles de plus en plus modérés en faveur de la création de syndicats à Belfort. Il se sépare du groupe, renie une profession de foi collective et internationaliste qu'il avait d'abord publiée (28) et parvient enfin à constituer un syndicat du bâtiment. Charles Waeltelé, fondateur du syndicat des typographes en est président d'honneur et symbolise le parrainage réformiste de la nouvelle association. De nombreux syndiqués viennent du groupe révolutionnaire qui se désorganise puis disparaît à la fin de 1893. Ils apportent à l'intérieur du syndicat certains ferments socialistes. Mais la manœuvre est claire. Effrayé par le succès du groupe socialiste « anarchisant », le parti radical contre-attaque. Un rapport préfectoral sur le nouveau syndicat est fort net : « On le dit inspiré par *La Frontière* en vue de conquérir une clientèle libérale ». Batifort le reconnaît : « ce journal a contribué dans une large mesure à notre organisation » (29). C'est la poursuite de la politique commencée avec la création de la « Société des typographes ». L'influence radicale sera cependant plus faible sur les ouvriers du bâtiment que sur ceux du livre.

Chappuis part faire une tournée de conférences dans le Centre, puis travaille un moment à la Bourse du Travail de Paris. Il revient à Belfort en décembre 1893. La police n'a pas désarmé contre lui

(25) MAITRON : *Histoire du mouvement anarchiste*, p. 191 et 202.

(26) A. D. Terr. Belfort. *Rapport cité*, M. 1893.

(27) *La Frontière*, 26 févr. 1893.

(28) *La Frontière*, 9 avril et 13 avril 1893.

(29) *La Frontière*, 8 juin 1893. Voir aussi le numéro du 20 avril 1893.

et en janvier, une perquisition est effectuée à son domicile ainsi que chez Grandveau et Vial (30). Le bilan est maigre mais une correspondance saisie chez Grandveau établit que ce dernier était en relation avec l'anarchiste Marpeaux, qui avait été arrêté le 29 novembre 1893, sous l'inculpation du meurtre d'un agent de police, et devait être condamné le 27 février 1894 aux travaux forcés à perpétuité par la Cour d'assises de la Seine (31). A Belfort, rien de précis ne sera relevé contre Grandveau qui sera relâché. Les rapports administratifs ne mentionnent plus de propagande ou de menées anarchistes pour les années suivantes à Belfort.

Il faut relever d'autre part quelques faits survenus à Beaucourt entre 1892 et 1894. Il s'agit de tentatives d'incendie à la pendulerie en 1892, d'un acte de sabotage à la cheminée de la même pendulerie en 1893, et, en 1894, d'une tentative d'incendie de la coopérative « La Fraternelle ». Rien ne permet de relier de façon plausible ces faits avec le mouvement anarchiste, et les théories qu'échafaude le Commissaire de Delle dans un rapport à l'Administrateur du Territoire sont trop confuses pour que nous les retenions (32). Mais certains éléments intéressants en ressortent. Une propagande socialiste assez discrète est menée à partir de 1892. En septembre 1893, le *Père Peinard*, le journal anarchiste de Pouget, est mis en vente dans les rues par Marçot, qui réunit bientôt autour de lui quelques compagnons : Jollisaint, Milbergue, Bandelier, Hubner, Dermineur, Redersdorff, et projette d'ouvrir un café anarchiste. Le *Père Peinard* est vendu pendant six semaines, il publie plusieurs articles violents sur les Japy, écrits par Jollisaint. La riposte patronale et administrative ne se fait pas attendre, Jollisaint, sujet suisse, est expulsé de France par arrêté du Préfet du Haut-Rhin du 11 octobre 1893. La police perquisitionne le 11 mars 1894 chez Marçot, Dermineur, Redersdorff, Hubner, Milbergue. La récolte est maigre : un extrait du *Père Peinard* et deux lettres. Enfin le 8 juillet 1894, le Commissaire de Delle envoie à l'administrateur un rapport qui sonne comme un bulletin de victoire : Marçot, dont la conduite s'est améliorée a promis de ne plus s'occuper d'anarchie; Milbergue est mort; Bandelier et les frères Hubner ont été condamnés par le Tribunal correctionnel de Belfort pour coups et blessures réciproques et privés de leurs droits civils et politiques; Dermineur et Redersdorff se tiennent tranquilles (33).

Il serait hasardeux, dans ces conditions, de parler d'anarchie à Beaucourt, et même à Belfort. Il n'y a que quelques gestes de révolte rapidement réprimés. Belfort, dès cette époque, reçoit de nombreux immigrants : suisses, alsaciens, allemands en particulier, pour qui la ville constitue la première étape de leur entrée en France. Il faut tenir compte aussi de la proximité de la Suisse et de ses centres très actifs de propagande anarchiste. Mais le mouvement d'immigration n'en est à Belfort, qu'à ses débuts. L'état des anarchistes du Territoire ne mentionne aucun anarchiste étranger pour 1894. Il y en aura quel-

(30) A. D. Terr. Belfort. Rapp. du 2 janv. 1894, M. 1894.

(31) MAITRON, *op. cit.*, p. 217.

(32) A. D. Terr. Belfort, M. 1894. Rapport n° 135 du 18 mars 1894 du Commissaire spécial de Delle, qui avance que les tentatives d'incendie de la pendulerie pourraient être dues aux menées du syndicat des ouvriers horlogers parisiens désireux de susciter une grève à Beaucourt pour ruiner la concurrence commerciale de Japy, obstacle à leurs propres revendications de salaires. Mais le Commissaire, malgré les arguments qu'il expose, ne semble pas croire lui-même à cette explication.

(33) A. D. Terr. Belfort. Rapp. n° 388, M. 1894.

ques années plus tard mais à ce moment-là, le courant anarchiste aura pris une autre direction. A la suite de la répression qui suit l'ère des attentats, les anarchistes entrent nombreux dans les syndicats, et Pelloutier puis Delesalle collaborent aux *Temps nouveaux* (34). C'est le syndicalisme révolutionnaire et nous aurons plus tard à étudier son influence. Les villes suisses proches de notre frontière : Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Berne, Bienne n'abritent pas les foyers anarchistes les plus actifs, qui sont à Zurich et à Genève. Il n'y a pas de groupe anarchiste à Porrentruy et le rapport adressé en juillet 1894 par les autorités locales au Ministre de l'Intérieur sur les relations qui existent entre les centres anarchistes suisses et les anarchistes français ne mentionne aucun fait notable pour la région et seulement un projet de réunion à Besançon les 13 et 14 août 1893, sans aucune référence à des délégués de Belfort ou de Montbéliard (35). Le résultat le plus apparent de ces trois années de luttes confuses est donc l'apparition d'un seul syndicat nouveau : celui du bâtiment. Mais la classe ouvrière de Belfort est sortie de son inaction et la propagande socialiste des années suivantes trouvera un terrain préparé. Pour la région de Montbéliard, nous n'avons aucun renseignement sur une évolution semblable, aucun document sur une quelconque agitation ouvrière. Le syndicat des typographes de Montbéliard-Audincourt reste la seule association existante.

Les premiers effets de la propagande socialiste dans la région se font sentir à Audincourt en 1895, l'année suivante à Montbéliard, puis en 1897 à Colombier-Fontaine. Ils s'étendent à toute la région en 1898. Il s'agit d'une action diverse, comme l'est l'histoire socialiste de l'époque qu'il est nécessaire de rappeler.

Nous avons vu que le Parti Ouvrier qui semblait devoir constituer, après le Congrès de Marseille de 1879, le parti unique du prolétariat français, avait éclaté à Saint-Etienne en 1882, en deux fractions, possibilistes et guesdistes. En 1890, au Congrès de Châtellerauld, une nouvelle scission se produisait séparant « broussistes » et « allemanistes ». A côté de ces trois fractions du parti ouvrier initial se sont formés d'autres groupements : blanquistes et socialistes indépendants.

Les trente et un délégués qui quittent le 25 septembre 1882 le Congrès de Saint-Etienne se regroupent à Roanne, conservent le nom de Parti Ouvrier Français et réorganisent leur Fédération. Ces « minoritaires » sont dominés par la puissante personnalité de Guesde. Le guesdisme se désintéresse des problèmes métaphysiques et s'efforce surtout de répandre le marxisme en France à travers un programme politique (36). L'analyse économique de la société capitaliste que présente Guesde reste fidèle à Marx, avec une certaine tendance à la schématisation (37). Plus originale est sa conception du « programme minimum ». Il faut conquérir le pouvoir politique. Pour cela, si l'action politique, municipale et parlementaire se révèle insuffisante, la révolte armée peut être nécessaire. Mais Guesde s'oppose aux « chauffourées stériles » et il dénie « toute valeur profonde et réelle à la coopération, au syndicalisme, aux réformes ». Les syndicats doivent être subordonnés au Parti et non l'inverse. En fait, la rupture entre guesdistes et syndicats s'effectuera à Nantes en 1894, à propos de la grève générale à laquelle Guesde est hostile.

(34) MAITRON, *op. cit.*, p. 253.

(35) A. D. Terr. Belfort. Rapp. n° 401 sur le mouvement anarchiste en Suisse. M. 1894.

(36) D. LIGOU, *op. cit.*, p. 53.

(37) Cl. WILLARD : *Introduction aux textes choisis de Jules Guesde*, p. 37.

Les guesdistes sont surtout puissants dans le Nord et le Centre, dans le textile en particulier (38).

Les quatre-vingt-deux délégués de la majorité du Congrès de Saint-Etienne sont principalement des Parisiens et des militants de l'Est (Ardenne, Jura, Ain). Ils reprochent surtout au guesdisme, non son marxisme, mais son intransigeance. Ils rejettent le « programme minimum ». Ils n'y opposent cependant que des formules imprécises. De 1882 à 1890, ils évoluent vers le réformisme. Ils recherchent l'application des mesures « immédiatement possibles » et prônent en particulier la « municipalisation » des grandes compagnies. Ils abandonnent en 1883 le titre de Parti Ouvrier Socialiste révolutionnaire pour celui de Fédération des Travailleurs Socialistes (39). En fait, l'activité du Parti se réduit peu à peu et se concentre dans la région parisienne. Une opposition plus révolutionnaire se groupe bientôt autour d'Allemane et finalement se sépare des modérés ou « broussistes » (du nom de Brousse, un des principaux dirigeants), au Congrès de Châtellerauld, en 1890 (40).

Les allemanistes décident de reprendre le nom ancien de « Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire ». Ce parti recherche une base essentiellement ouvrière (41), l'exclusion des politiciens et des ambitieux, l'autonomie absolue des groupes. Il attribue, comme Brousse, un rôle important à la commune. Mais l'action est dirigée vers « une fin qui doit rester rigoureusement révolutionnaire ». A l'opposé des guesdistes, Allemane subordonne l'action politique à l'action économique et accorde un grand rôle aux syndicats. Il se fait l'apôtre, enfin de la grève générale. L'allemanisme tend ainsi au « syndicalisme révolutionnaire ». Il bénéficie d'une grande audience parmi la population ouvrière parisienne. Une scission l'affaiblit en 1896. Certains militants le quittent et finissent par rejoindre les blanquistes (42).

Autour de Blanqui, libéré le 11 juin 1879, puis de Vaillant et de ses amis, s'étaient groupés un certain nombre de révolutionnaires. Après la mort de Blanqui en 1881 est créé le Comité Révolutionnaire Central, dirigé par Eudes, Vaillant et Granger. Le blanquisme préconise l'organisation secrète et l'agitation violente. Mais il évolue vers l'organisation de Parti et devient, en 1898, le Parti Socialiste Révolutionnaire. Son programme est « athée, communiste et révolutionnaire ». Les blanquistes se déclarent héritiers de la Commune. La Commune doit chasser le prêtre, elle doit gérer les richesses naturelles qui doivent appartenir à tous et non plus être appropriées par quelques-uns. Enfin, la société actuelle doit être renversée par la force et la dictature du prolétariat « maintenue jusqu'à ce que dans le monde affranchi, il n'y ait plus que des citoyens égaux de la société nouvelle ». Le C. R. C. défend l'indépendance syndicale mais reconnaît la valeur de l'action politique (43).

(38) Cf. A. ZEVAES : *Les guesdistes* dans : *Histoire des Partis Socialistes en France*, t. 3.

(39) La Fédération garde l'ancien nom du parti en « sous-titre ». (LIGOU, *op. cit.*, p. 69. L. BLUM, *op. cit.*, p. 433).

(40) Cf. Sylvain Humbert. *Les possibilistes*, dans : *Histoire des partis socialistes en France*, t. 4.

(41) LIGOU note que tous les hommes importants du P.O.S.R. « étaient des salariés vivant ou ayant longtemps vécu de la vie des ouvriers » (p. 79).

(42) Voir M. CHARNAY : *Les allemanistes*, dans : *Histoire des partis socialistes en France*, t. 5.

(43) Voir DA COSTA : *Les blanquistes*, dans *Hist. des partis soc. en France*, t. 6.

Il faudrait encore, pour être complet passer en revue les groupuscules socialistes dits « indépendants », de « l'Alliance socialiste républicaine », décrire les tentatives de Vallès, Lissagaray, Malon. Mais un tel examen sort du cadre que nous nous sommes fixé : situer les premières réalisations socialistes locales dans l'évolution nationale.

Le 1^{er} mars 1895, un syndicat purement ouvrier, d'inspiration socialiste se constitue à Audincourt. Il s'agit de la « Fédération Syndicale des Ouvriers du Pays de Montbéliard ». Les quelques renseignements que nous possédons sur ce syndicat permettent de le rattacher à la tendance guesdiste (44). Un ouvrier de la Compagnie des Forges, Bretey, en est le créateur et le premier dirigeant. Parmi ses principaux membres figurent quelques étrangers installés récemment dans la région : J. Bobillier-Besson, socialiste suisse pourchassé par la police de son pays, Grupp, graveur sur acier, résidant à Dasle et employé chez Japy frères, de nationalité allemande et son compatriote Baechlé, ciseleur. Le terme de fédération ne doit pas faire illusion. Ce syndicat (de trente-cinq membres au 1^{er} janvier 1896) ne fédère que lui-même. Mais il est composé d'ouvriers de différentes professions qui ne peuvent donc, d'après la loi de 1884, former un seul syndicat. La constitution en Fédération, évite l'éparpillement au départ, en syndicats minuscules. L'article 81 des statuts prévoit que « toutes les fois que quinze membres de la Société seront reconnus exerçant la même profession, ils seront groupés, auront leur comité et formeront un syndicat professionnel conforme à la loi ». Il s'agit donc d'une « fédération-mère » créée sous cette forme afin de renforcer l'organisation initiale et donner naissance progressivement à des syndicats de métier. Nous retrouverons la même formule en 1899 à Audincourt. Cette première fédération ne dure guère plus d'un an. Elle ne figure plus à l'état annuel préfectoral de 1897 (45). Peu de temps après sa création, Bretey a été congédié de la Compagnie des Forges. Le député radical de Montbéliard, Huguet, prend publiquement position contre son renvoi. Reconnaisant, le syndicat, lui offre d'être président ou membre honoraire. Jugeant ce patronage un peu trop compromettant, Huguet refuse mais cherche un nouvel emploi à Bretey et lui en trouve un dans une ville éloignée ce qui lui attire les reproches du groupe socialiste de Montbéliard qui l'accuse d'avoir voulu écarter Bretey (46). C'est le tout premier écho que nous ayons sur les socialistes de Montbéliard, groupés dans un « Cercle Corporatif du Parti Ouvrier Français », titre qui l'apparente à la tendance guesdiste.

Le 26 janvier 1896, une réunion se tient au café Beucher, rue de Saint-Hippolyte, à Montbéliard, pour constituer un syndicat. L'initiative vient d'Edouard Ablitzer, ouvrier ébéniste chez Schwander, qui préside la séance. Ablitzer a préparé des statuts. Il les lit. Ils sont approuvés à l'unanimité à main levée. Vingt inscriptions sont ensuite reçues. Mais les adhérents sont de professions différentes et il est décidé de créer trois syndicats : bâtiment, horlogerie, métallurgie. Les adhérents se retirent alors pour former leurs comités respectifs (47). Ablitzer est nommé président du syndicat du bâtiment. Il paraît être le militant le plus influent, et c'est lui qui anime à Montbéliard l'action socialiste ouvrière. Cette triple création syndicale au début de 1896, est à ranger à l'actif de la propagande socialiste. A Colombier-Fontaine en 1897, les ouvriers de l'usine textile Méquillet-Noblot commencent à se rallier

(44) A. D. Terr. Belfort, M. 1896. A. D. Doubs 144 MI. Etat signalétique de 1896. « Le Quatorze juillet », 4 mars 1896.

(45) A. D. Doubs, 144 M 1.

(46) « Le Quatorze juillet », 4 mars 1896.

(47) A. M. Montbéliard. F 103. Archives du Syndic. du Bâtiment.

au socialisme. Le *Rappel des Travailleurs*, journal socialiste de l'Est, s'en félicite : « Il existe, à droite de la ligne de Besançon à Belfort, avant d'arriver à Montbéliard, un petit pays qui passe presque inaperçu, mais où habite, pourtant une vaillante population ouvrière, avancée, marchant au premier rang de la démocratie. Ce pays, ce petit village, c'est Colombier-Fontaine. Rencontrer de telles opinions en pleine campagne paraît inadmissible, la chose est pourtant exacte. Exploités, certes ils le sont, nos amis de là-bas et d'une façon qui ne le cède en rien aux bagnes de Besançon, de Fraisans, etc. Quand nous aurons dit que les ouvriers de l'usine de Colombier-Fontaine peinent toute une journée pour gagner des salaires variant entre 2 et 3 francs, ceux qui touchent ce prix élevé étant les plus favorisés, on ne s'étonnera pas que le parti socialiste compte de nombreux adeptes parmi les travailleurs de l'endroit » (48). Il y a effectivement, à partir de 1897, un groupe socialiste actif à Colombier-Fontaine, composé essentiellement d'ouvriers de l'usine Méquillet-Noblot, comme Jodry et Effner qui seront, en 1899, les fondateurs de deux syndicats importants.

Jean CHARLES pense, qu'avant 1914, les mouvements ouvriers de Besançon et de la région de Montbéliard n'ont eu que peu de rapports. Nous ne constaterons en effet que rarement une liaison entre les syndicats des deux villes. Nous prendrons soin de noter les influences qui ont pu exister. De 1896 à 1899, par exemple, ce sont des socialistes bisontins, membres influents de la Fédération Ouvrière de Besançon, pour la plupart, qui animent la propagande dans la région de Montbéliard et suscitent, au travers de l'action politique, la création de syndicats. Mais l'unité ne règne pas parmi eux. Après la scission du Havre, les premiers militants bisontins sont du côté des révolutionnaires et après Châtellerauld du côté des allemanistes. La Fédération de l'Est, que Roussel constitue avec Thumereau de l'Yonne, Ponard du Jura et Marpaux, de la Côte-d'Or, adhère au P.O.S.R. Le groupe de Besançon était en relations suivies avec la Fédération du Centre et il se prononce nettement pour la fraction allemaniste. En 1896, les révolutionnaires quittent la section bisontine du P. O. S. R. qu'ils accusent de réformisme et forment un groupe « d'Union Socialiste », adhérant au Comité Révolutionnaire Central d'Edouard Vaillant, plus tard Parti Socialiste Révolutionnaire, de tradition blanquiste. Henri Perrin, Zimmer et Conroy sont les membres principaux de cette nouvelle fraction. Les militants restés fidèles au P. O. S. R. se regroupent autour de Brédillot. Cette scission, qui durera dix ans, aura son retentissement au sein de la Fédération Ouvrière de Besançon, à laquelle les militants cités appartiennent tous (49). D'après l'Encyclopédie Socialiste, ce sont Perrin et Zimmer qui ont organisé le groupe socialiste de Montbéliard. Ablitzer semble, effectivement, assez lié avec Perrin (50). La tendance des militants montbéliardais pourrait donc être blanquiste. Nous avons vu cependant, qu'en 1896, le Cercle Corporatif s'apparentait, par son nom tout au moins, au P. O. F. Faute d'autre précision, nous ne pouvons que poser le problème. Par contre, d'après l'Encyclopédie Socialiste encore, le groupe de Colombier-Fontaine, et

(48) « *Le Rappel des Travailleurs* » (édité à Dijon), n° 94 du 8 janv. 97 : Le socialisme dans le Doubs.

(49) *Encycl. Socialiste*, t. III, Doubs, p. 67 et 68.

(50) *Cahier Perrin* n° 48.

plus tard celui de Bavans (vers 1899), auraient été fondés par Brédillot et Girard et adhéreraient au P. O. S. R. Nous n'en n'avons, non plus, aucune confirmation. L'action des socialistes de Besançon ne s'exerce pas au-delà de Montbéliard. A Belfort et dans le Territoire, en 1896 et 1897, on ne trouve aucune trace d'action socialiste importante (51). La situation est inverse de celle que nous avons rencontrée en 1892-94.

En 1898, la propagande socialiste s'intensifie dans la région de Belfort-Montbéliard. Elle aboutira à la création d'une dizaine de syndicats avant octobre 1899. Elle est directement liée à l'origine des grandes grèves de cette année-là. Un groupe socialiste, le *Réveil Social* est constitué en 1898, à Belfort à la suite d'une conférence faite par Maxence Roldes, rédacteur à la *Petite République* (52). L'initiative en est due à Georges Dreyfus, un employé de commerce. Les premiers militants sont avec lui, Werlings, ouvrier textile, plus tard conseiller municipal et conseiller prud'homme, et Gsell. Nous n'avons aucun renseignement sur d'autres noms que cite l'Encyclopédie Socialiste, comme Bernot, Georges Kœchlin ou même Grandnanont qui aurait été fondateur du groupe avec Dreyfus. Un autre militant mérite qu'on le cite à part, c'est Pierre Bietry, de Badevel, qui jouera un rôle important dans les grèves de l'année suivante. Maxence Roldes était membre du Comité Révolutionnaire Central. La tendance du *Réveil Social* fondé sur ses conseils est blanquiste, comme celle du groupe de Perrin à Besançon et il adhère au Parti Socialiste Révolutionnaire qui succède au C. R. C. le 1^{er} juillet 1898. L'action menée par les militants est double. Par des conférences et des réunions, ils cherchent d'abord à créer des groupes socialistes et ils y parviennent, à Valdoie et à Giromagny. Ils tentent, en même temps, d'organiser des syndicats. Ils y réussiront au cours de l'année 1899. Nous avons vu que dans le Pays de Montbéliard les militants de Besançon avaient apporté leurs divisions en même temps que les idées socialistes. Le groupe de Montbéliard, organisé par Perrin et Zimmer et dirigé par Ablitzer se rattachait à la tendance blanquiste tandis que le groupe de Colombier-Fontaine, fondé par Brédillot, adhérerait au P. O. S. R. Les élections législatives du 8 mai 1898 font apparaître nettement les conséquences de ces dissensions. A Montbéliard, les socialistes présentent la candidature Wichard. Le groupe de Colombier-Fontaine pose d'abord quelques réserves sur cette candidature dans *Le Parti Ouvrier Franc-Comtois*, journal de la tendance allemande de Besançon (53). Dans le numéro suivant du même journal, il déclare préférer soutenir la candidature de Jeanperrin, radical dissident de Glay. Le Comité républicain ouvrier de Maïche prend la même position. Les mêmes divisions entraînent à Besançon et Montbéliard les mêmes conséquences : la faiblesse des suffrages socialistes. A Besançon,

(51) Aux Archives de Belfort cependant les rapports sont nombreux sur l'état d'esprit de la classe ouvrière.

(52) *Encycl. Social.*, tome II, Haut-Rhin, p. 507. Les renseignements de l'encyclopédie socialiste ne sont pas toujours très sûrs. Nous n'avons retenu que ceux que nous avons pu vérifier à d'autres sources.

(53) « *Le Parti Ouvrier Franc-Comtois* », n° 2 du 24 avril 1898. Ce journal a été créé pour soutenir à Besançon la candidature Brédillot. Perrin lui oppose la candidature Conroy et une autre feuille « *Le Franc-Parleur* ».

Conroy recueille 133 voix, Brédillot 597. A Montbéliard, Wichard n'a que 341 voix, ainsi réparties :

Canton de Montbéliard	257
Canton d'Audincourt	63
Canton de Blamont	9
Canton du Russey	9
Canton de Pont-de-Roide	2
Canton de Saint-Hippolyte	1
Canton de Maïche	(54).

L'action socialiste est donc encore très limitée. Mais elle existe. Le mouvement ouvrier est né, contre le paternalisme, et il s'appuie sur deux tendances : celle des réformistes et celle des révolutionnaires. Nous pouvons maintenant, ayant dégagé les lignes de force du mouvement ouvrier local dresser le bilan des résultats acquis à la fin de l'année 1898, dans le domaine de l'organisation syndicale et dans celui de l'action revendicative.

(54) *Encycl. Social.*, tome III, Doubs, p. 68.

CHAPITRE III

LES REALISATIONS OUVRIERES

L'organisation syndicale.

Afin de permettre l'établissement des statistiques de l'office du travail, les préfectures adressaient chaque année, au 1^{er} janvier, un état des syndicats existant dans le département avec indication des effectifs. Ces renseignements précieux nous permettent de suivre l'évolution du recrutement syndical. Les chiffres, cependant, ne sont qu'approximatifs. Ils résultent des déclarations des bureaux syndicaux eux-mêmes et nous aurons, dans certains cas, à faire quelques réserves sur des indications douteuses. On trouvera en annexe un tableau récapitulatif des syndicats existant dans la région au 1^{er} janvier 1899 (1) qui nous permettra de faire le point de l'effort d'organisation réalisé au terme de la période étudiée dans ce chapitre. Les effectifs rassemblés, un peu plus de 300 syndiqués, semblent vraisemblables. Nous avons déjà expliqué ce qu'étaient les deux syndicats de typographes de Belfort et de Montbéliard. Le syndicat des ferblantiers est né du syndicat réformiste du bâtiment créé par Batifort en 1894 et nous en exposerons plus loin l'histoire. Le syndicat des menuisiers de Belfort, créé en 1897, semble dû, lui aussi à l'initiative de certains membres du syndicat du bâtiment, après la dissolution de celui-ci. Il entretient d'excellentes relations avec les typographes et les ferblantiers, de tendance réformiste, mais les menuisiers et charpentiers, dans la suite de l'histoire syndicale de Belfort appartiendront généralement aux milieux les plus avancés de la classe ouvrière. Il ne nous est donc pas possible de ranger ce syndicat avec certitude dans le camp réformiste.

Nous avons vu également comment étaient nés les syndicats de Montbéliard. A Seloncourt, le 21 mars 1896, les ouvriers horlogers forment une association. Aucun document ne nous permet de relier cette création à la Fédération d'Audincourt de 1895, ni au mouvement socialiste en général. L'Encyclopédie socialiste mentionne un petit groupe de militants à Seloncourt, mais sans autre précision et le syndicat semble bien plutôt être d'inspiration modérée. Des conseillers municipaux radicaux en sont membres (2). En 1894, le syndicat national des chemins de fer de France et des colonies, dirigé par le réformiste Guérard, avait suscité la création d'une section chez les employés des gares de Belfort, Delle et Petit-Croix. Le groupe s'étendit ensuite aux gares et lignes du Territoire de Belfort et des arrondissements de Montbéliard et de Lure. Ce groupe vivote. Il aurait cependant d'après les statistiques administratives, un grand

(1) A. D. Terr. Belfort. M. 1899 - A. D. Doubs - 144 MI, 1899. Voir annexe n° 5.

(2) Encycl. Social., tome III, Doubs, p. 68. A. D. Doubs, 144 MI, 1896. *Le 14 juillet*. 27 mars 1896.

nombre d'adhérents (3). Une partie seulement paye régulièrement les cotisations. Les réunions sont très peu fréquentes. De plus, le mouvement de grève générale dans les chemins de fer lancé par Guérard achève de le désorganiser. Les militants locaux connus pour avoir fait de la propagande en faveur de cette grève, Jund en particulier, ne se manifestent pas. Les agents semblent désapprouver le mouvement. Jund lui-même a répondu à la lettre de Guérard lui demandant la position du syndicat que les employés n'étaient pas partisans de la grève. La position à prendre était d'ailleurs purement théorique puisqu'il avait été décidé aux Congrès de 1897 et 1898 que les groupes de Belfort, Nancy et Toul, situés dans les zones frontalières ne prendraient pas part à la grève afin de ne pas laisser prise au reproche d'antipatriotisme (4). Jusqu'en 1905, le syndicat n'aura plus guère qu'une existence théorique. Un délégué cependant le représentera aux réunions de fondation de la Fédération Ouvrière en 1899 et il figurera avec un nombre toujours important d'adhérents fictifs sur tous les états préfectoraux annuels.

L'évolution syndicale en France, entre 1883 et 1899, dont nous avons décrit, au cours des chapitres précédents, les principales étapes historiques, se traduit par une progression du nombre des syndicats et des effectifs. Nous avons rapproché, dans les tableaux présentés en annexe les chiffres enregistrés en France et dans la région (5). Ces deux séries de statistiques sont comparables, puisque nous avons, d'une part, pour l'ensemble du pays, utilisé les déclarations enregistrées à l'Office du Travail, et, pour la région recueilli les renseignements fournis par l'administration préfectorale de Belfort et de Besançon à ce même organisme. La faiblesse du nombre de syndicats et de leurs membres pour la région interdit de tirer des conclusions valables de la comparaison des deux séries de chiffres. On ne peut que constater un net décalage de l'évolution locale sur l'évolution nationale. La plus forte progression des effectifs se situe pour la France, entre 1890 et 1893, et, pour la région, à partir de 1896. Elle s'accélère particulièrement, comme nous le verrons, dans les premiers mois de l'année 1899. Ces années sont aussi des années d'expansion pour les syndicats en France, mais dans une proportion beaucoup plus faible. Le mouvement local va alors dans le sens de l'évolution nationale mais avec plus d'ampleur. Tout se passe comme si le mouvement, longtemps comprimé, parvenait brusquement à se libérer. Nous pourrions faire les mêmes remarques en étudiant les chiffres comparés des grèves. L'étude des données du problème social dans la région de Belfort-Montbéliard que nous avons menée dans le chapitre précédent, nous permet de comprendre cette évolution. Mais si l'éveil ouvrier, en 1898, est net, s'il peut faire naître l'espoir que le retard du syndicalisme dans la région va être comblé, les réalisations positives sont encore très faibles. Sur le plan de la doctrine, aucune orientation précise n'a été prise. Le réformisme demeure lié de trop près aux sections radicales locales. Il manque d'indépendance et de dynamisme. Le socialisme n'a encore trouvé qu'une audience limitée. Les éléments révolutionnaires sont inorganisés. Les effectifs sont infimes : un peu plus de 300. L'action syndicale est extrêmement localisée : à Belfort et Montbéliard presque exclusivement. Elle ne concerne enfin qu'un nombre très faible de corporations : livre horlogerie, bâtiment. Les grandes masses ouvrières de la région, les 3.000 métallurgistes de Belfort, les 6.000 ouvriers de Beaucourt, le millier de mécaniciens de la vallée d'Audincourt ou les 6.000

(3) 250 membres dont 100 payent régulièrement les cotisations, d'après un rapport de police du 12 octobre 1898 ; 650 dont les deux tiers cotisent, d'après d'autres rapports : 13 octobre et 18 octobre 1898 (A. D. Terr. Belfort, M. 1898).

(4) A. D. Terr. Belfort, M. 1898 : rapp. 12 octobre et 13 octobre 1898.

(5) Voir annexe n° 6.

tisseurs ou fileurs de Belfort et des vallées vosgiennes sont encore en dehors du mouvement naissant. Au seuil de l'année 1899, le syndicalisme local est donc limité dans sa doctrine, dans ses effectifs et dans sa zone d'influence. Les difficultés quotidiennes que rencontrent les syndicats permettent de comprendre cette faiblesse.

La vie quotidienne des syndicats.

L'étude toute extérieure que nous avons jusqu'ici menée autour des syndicats en recherchant les éléments politiques et économiques qui ont influencé leur évolution ne nous semble pas suffisante pour dresser un tableau complet du mouvement syndical dans la région et nous aurions aimé consacrer une part importante de notre travail à la vie quotidienne des organisations ouvrières, aux militants qui les animent et aux difficultés qu'ils rencontrent. Malheureusement la nature même de nos sources : comptes rendus officiels, articles de presse, rapports de police ne nous permet pas d'entrer très avant dans l'intimité des syndicats. Nous y rencontrons un aspect officiel, déformé en tout au moins suspect de partialité. Nous pensons cependant qu'il est possible, en procédant avec prudence, de comprendre ce qu'était la vie d'un syndicat à Belfort dans les années 90, au travers d'un exemple privilégié : celui du syndicat du bâtiment, transformé ensuite en syndicat des ferblantiers. La police et l'Administration lui ont accordé une attention particulière à cause des conditions assez complexes de son apparition : opposition entre le groupe anárchisant de Chappuis et les réformistes, et de son importance à un moment où le mouvement syndical était presque inexistant dans la ville. Cela nous a valu des rapports abondants que nous avons dépouillé en les vérifiant ou en les rectifiant grâce aux renseignements que nous tenions d'autres sources (6). La comparaison des éléments que nous avons ainsi recueillis et de ceux que nous possédons sur les différents autres syndicats nous permet de tracer le schéma normal de la carrière d'un syndicat dans la région à l'époque.

La constitution officielle, marquée par le dépôt des statuts, est généralement précédée d'une longue période de manœuvres et de pourparlers. Il faut combattre les craintes, les méfiances, le manque d'enthousiasme. Le patron, généralement averti de la tentative, use des manœuvres habituelles de chantage et de menace. Mais la constitution officielle semble rallier les hésitants. Les adhésions sont nombreuses dans les premières semaines et le chiffre maximum est rapidement atteint. La phase de découragement suit, le plus souvent aussitôt. L'enthousiasme faiblit, des dissensions internes apparaissent et les effectifs baissent peu à peu. Les syndicats les plus heureux parviennent à survivre avec un petit nombre d'adhérents en réduisant leurs ambitions. Les autres cherchent à maintenir l'illusion en publiant un chiffre constant d'inscrits. Mais le nombre de cotisants réels est généralement beaucoup plus faible. D'autres enfin reconnaissent leur échec en prononçant la dissolution. Cette peinture n'est pas volontairement pessimiste. Aucun syndicat n'est florissant en 1898. Si la situation est encourageante en 1899, c'est parce qu'une dizaine de syndicats nouveaux viennent d'apparaître, avec d'assez gros effectifs et que tous les espoirs leur sont encore permis. Mais les anciens syndicats, nés entre 1883 et 1898 ont tous, peu ou prou, suivi une évolution semblable à celle que nous avons décrite.

(6) A. D. Terr. Belfort, M. 1890 à 1899 : rapports et états statistiques. Presse belfortaine des années 1893 à 1899. Rétrospectives de la presse syndicale ou socialiste après 1899 sur les difficultés rencontrées par les premiers syndicats (en particulier « *Le Travailleur Belfortain* », n° 8, 1-15 juin 1900).

L'histoire du syndicat du bâtiment de Belfort va nous permettre d'étudier de plus près les difficultés rencontrées. Nous en avons vu l'origine. Pour lutter contre l'influence sur la classe ouvrière du groupe socialiste révolutionnaire de Chappuis, le parti radical et les « hommes de la *Frontière* » incitent, en 1893, un membre dissident de ce groupe, Batifort, un menuisier, à créer un syndicat du bâtiment. Il est aidé dans sa tâche par Waeltelé, un des fondateurs du syndicat des typographes. Batifort multiplie les articles dans le journal radical et les réunions au faubourg des Vosges. Les premières réunions rassemblent bien peu de monde (7) mais Batifort ne se décourage pas. Il considère son syndicat comme formé dès le mois de juin 1893 (8). Mais c'est beaucoup d'optimisme de sa part. Le 28 octobre 1893, une réunion de discussion des statuts ne réunit qu'une douzaine de personnes et aucune décision n'est prise. Sur l'état statistique, du 1^{er} janvier 1894, le syndicat est considéré comme irrégulier, les statuts n'ayant pas été déposés. Ils le sont, finalement, le 22 février 1894. Les principales difficultés rencontrées ont été celles des effectifs et de la forme à donner à l'organisation. Il y a eu conflit entre le désir de certains de constituer des syndicats de métier : menuisiers, ferblantiers, plâtriers, etc. et la nécessité de ne pas éparpiller les forces ouvrières en de multiples associations. C'est un souci que nous avons déjà noté, à propos de la Fédération d'Audincourt. La solution adoptée est la même : un seul syndicat à partir duquel, au fur et à mesure de son accroissement, naîtraient des syndicats de métier, qui resteraient associés au sein de la fédération du bâtiment. « Pour commencer la tâche qui était dure, écrit Chappuis, mieux valait grouper toutes les corporations du bâtiment que de se heurter à un échec qui, à l'époque, aurait été inévitable » (9). La première appellation du syndicat : « Association Fraternelle des Ouvriers de toutes les professions du bâtiment », qui dut être changée sur la demande de l'Administration, marque bien sa vocation générale.

Waeltelé est président d'honneur. Le vice-président est Anthelin, un conducteur de travaux, qui, le 21 avril 1894, dans une réunion publique à l'hôtel de ville, expose les buts du syndicat : essentiellement, résister aux patrons qui exploitent les ouvriers, et créer des caisses de secours mutuels. Mais il marque son hostilité à la grève dont il nie l'efficacité. L'article 1^{er} des statuts formule plus précisément les objectifs : — Représenter et défendre les intérêts généraux et professionnels des adhérents. — Soutenir et élever les salaires par tous les moyens jugés nécessaires et équitables. — Faciliter le placement. — Etudier les questions économiques et les lois intéressant les travailleurs avec toutes les Chambres ouvrières indifféremment qui poursuivent le même but. L'étude des statuts ne nous apprend, en général, que peu de choses. Les buts et les moyens envisagés permettent cependant de vérifier la nature réformiste ou révolutionnaire du syndicat et de mesurer ses ambitions : caisses de secours, coopératives, etc. Bien peu, d'ailleurs réalisent ces ambitions. Ceux qui y parviennent le plus facilement sont ceux qui, comme le syndicat des typographes, s'appuient sur une Fédération nationale puissante.

(7) Quatre personnes, d'après Chappuis, à la première réunion à la Brasserie Américaine : Nicolas Boigegrani, tailleur de pierre, Octave Batifort, Waeltelé et Laurent Heitz, menuisier (*Trav. Belf.* no 8).

(8) *La Frontière*, 1^{er} juin 1893, 8 juin 1893.

(9) *Trav. Belf.*, no 8. On peut être surpris du ton très conciliant qu'adopte Chappuis, dans cet article, écrit en 1900 sur « la genèse des syndicats à Belfort ». Il veut faire croire à l'époque que Batifort agissait en plein accord avec lui, car il revendique, contre Py et Bietry, le titre de fondateur du syndicalisme à Belfort. Les rapports de police et les articles de « *La Frontière* » en 1893 prouvent abondamment qu'il n'en est rien.

Au début de 1894, le syndicat du bâtiment compte une centaine de membres. Mais dans les semaines qui suivent le dépôt des statuts, des réunions de propagande ont lieu pour susciter des adhésions. A l'issue de la réunion du 21 avril déjà citée, il y a 220 adhérents. Ce nombre sera retombé à 110 à la fin de l'année. Nous n'avons pas de trace d'une opposition patronale quelconque à l'existence de cette association ouvrière, ce qui est assez étonnant. Les premiers militants sont généralement voués aux brimades et aux licenciements. Ce sera le cas de Brétey, fondateur de la première fédération d'Audincourt, de Werlings aussi, un des fondateurs du « Réveil Social » plus tard dirigeant du syndicat textile de Belfort. Les premières difficultés du syndicat vont naître de dissensions internes qui semblent tenir aux conditions particulières de sa formation. Nombre de ses membres viennent du groupe socialiste de Chappuis et en ont conservé une doctrine révolutionnaire qui s'accommode mal de la direction réformiste que veulent lui inspirer ses dirigeants. C'est le cas des ferblantiers et, à ces divisions, se mêlaient peut-être des oppositions de corporations. « Ce groupement syndical ne devait pas exister longtemps à cause des questions techniques des corporations », écrit Chappuis (10).

En juin, les ferblantiers se mettent en grève (11). Grève de courte durée qui se termine par une transaction, favorable aux ouvriers sur plusieurs points : journée de travail réduite à 10 heures, augmentation de 0,10 franc de l'heure, indemnité de déplacement, indemnité de travail de nuit et de jours fériés. Les patrons en tirent la leçon et constituent au début de 1895, un syndicat patronal, de 100 membres, dont le but avoué est, en particulier, de « faire contrepartie au syndicat des ouvriers du bâtiment » (12). En 1895, les effectifs continuent lentement à baisser et, malgré les réunions, les adhésions nouvelles sont rares (13). Des difficultés financières s'ensuivent naturellement. Les cotisations rentrent mal. Mais c'est au cours de cette année-là que les oppositions de personnes vont prendre le plus d'importance et amener finalement la disparition du syndicat.

A la réunion publique du 20 avril, Chappuis, qui est de retour à Belfort, reproche aux dirigeants leurs liens avec le parti radical et lance contre eux de graves accusations : une lettre qu'il leur a écrite, aurait été remise par eux au juge d'instruction de Belfort. Le président se défend assez mal, prétend ignorer l'affaire puis rejette la faute sur Batifort qui a d'ailleurs quitté le syndicat. Nous ne connaissons pas les suites de ce différend mais il est symptomatique de l'ambiance régnant à l'intérieur du syndicat. Le 3 août, Keller, le secrétaire et Heitz, le trésorier démissionnent puis c'est le tour du président Boigegrain le 5 août et du nouveau trésorier le 17. Enfin, le 8 septembre, le trésorier adjoint est révoqué. Des explications sont données sur ces démissions successives, trop diverses et trop confuses pour que nous essayions de démêler les véritables raisons. Il y a, en tout cas, une grave malaise qui tourne surtout autour des questions financières. En deux mois, le Comité est complètement renouvelé et les nouveaux élus sont tous des ferblantiers : Michel, président, Camille Grandveau, le frère d'Ernest Grandveau, un des premiers compagnons de Chappuis, secrétaire, Strub, trésorier, Gruss, trésorier adjoint, etc. L'opposition de corporation a donc joué et aussi l'opposition doctrinale. Grandveau, qui a de plus en plus d'influence au sein du Comité, semble avoir les mêmes opinions avancés

(10) *Trav. Belf.*, n° 8.

(1) A. D. Terr. Belfort, M. 1894. *Trav. Belf.*, n° 8.

(12) A. D. Terr. Belfort, M. 1895. Dépôt des statuts le 17 février 1895.

(13) Réunion du 20 avril 1895 : 70 présents, 5 nouvelles inscriptions. A. D. Terr. Belfort, M. 1895.

que son frère. Les autres corporations ont délaissé le syndicat. Les réunions cessent à partir de janvier 1896 (14). L'assistance y était de plus en plus réduite, malgré la décision prise de sanctionner les absences non excusées d'une amende de 0,25 francs (15). Les ferblantiers, seuls membres actifs, prennent donc la relève.

Le 19 juillet 1896, le secrétaire informe l'assemblée générale de l'abandon du syndicat par presque tous les corps de métier, autres que les ferblantiers et demande en conséquence la modification des statuts et l'accord avec les autres syndicats de ferblantiers des régions environnantes. Il semble que le syndicat veuille rompre les attaches qu'avaient les anciens dirigeants avec les milieux radicaux et réformistes de Belfort et éviter le renouvellement des erreurs passées en mettant sur pied une organisation solide. Les statuts témoignent d'une élaboration soignée. Un comité de vigilance est institué. Les finances sont assainies, les cotisations arriérées sont recouvrées. L'actif se monte à 822 francs dont 819 sont déposés à la Caisse d'Épargne. Le trésorier doit être choisi parmi les membres du syndicat ne faisant pas partie du Comité. En même temps, on note un rapprochement avec les syndicats de Besançon et tout particulièrement avec celui des ferblantiers, comme si les nouveaux dirigeants, rompant avec les réformistes de Belfort, cherchaient ailleurs un appui. Les statuts ont été rédigés sur les conseils d'un membre du syndicat bisontin. Une délégation de Belfort s'est rendue en août à Besançon à un banquet syndical et cette invitation a été rendue par les ferblantiers de Belfort, le 6 décembre, à la fête de saint Eloi : sept représentants de Besançon y assistaient, qu'on a accompagné jusqu'à la gare, à 4 heures du matin (16). Ainsi l'année 1896 se termine, somme toute, joyeusement. Mais, très vite, on retrouve les difficultés. Les principaux militants quittent la ville, dont Grandveau qui s'en va, parce que les patrons refusent de l'embaucher. Le syndicat survit au départ de ses dirigeants mais vivote et ne fait plus parler de lui. Les effectifs se maintiennent, tout au moins théoriquement, aux environs d'une trentaine de membres. Ils baissent en 1899 et le syndicat disparaît en 1900.

Le syndicat du bâtiment de Belfort n'est pas un syndicat particulièrement malchanceux. Nous avons pris cet exemple parce que c'était sur lui que nous possédions le plus de renseignements mais les quelques éléments que nous connaissons sur les autres organisations laissent entrevoir une existence tout aussi difficile. Le syndicat du bâtiment de Montbéliard doit faire face aux mêmes problèmes (17). Créé en 1896, il disparaît en 1897, malgré les efforts d'Ablitzer qui déplore l'inertie de la classe ouvrière et cherche à la combattre en faisant des réunions, en invitant un orateur socialiste, en affichant des appels à la solidarité ouvrière. Le syndicat renaît en 1898, avec des statuts modifiés et une organisation meilleure qui lui amèneront, en 1899, des effectifs supérieurs et lui permettront une activité plus grande. Jean CHARLES note à Besançon les mêmes difficultés et les raisons en sont les mêmes. La lutte syndicale est une lutte épuisante, de tous les instants contre l'apathie ouvrière d'une part, la crainte devant les menaces patronales, les risques de licenciement d'autre part. La charge la plus lourde pèse sur les militants. Il nous est difficile de broser des militants de la région un portrait même approximatif. La plupart des renseignements que nous possédons émanent de la police ou de l'Administration et ne sauraient être acceptés

(14) Dernière réunion le 16 janvier 1896 (A. D. Terr. Belfort, M. 1896).

(15) Réunion du 8 septembre 1895 (A. D. Terr. Belfort, M. 1895), cf. la vie du syndicat bisontin des charpentiers, J. CHARLES, *op. cit.*, p. 22 et suiv.

(16) A. D. Terr. Belfort, M. 1896.

(17) A. M. Montbéliard, F. 103 (Cahier des délibérations).

tels quels. Chappuis et ses compagnons, en particulier, trouvent rarement grâce à leurs yeux. Chappuis est un « déséquilibré » dangereux, Morel, Grandveau, Batifort, des « individus plus ou moins tarés » (18).

Il ne nous est pas possible, ici, faute de pièces de présenter une défense complète de ces hommes. Nous aurons d'ailleurs, par la suite à faire des réserves sur le personnage de Chappuis. Quels qu'ils aient été, il est certain, cependant qu'ils ont, les premiers, cherché à montrer aux ouvriers de Belfort, une issue à leur condition par l'association ouvrière. Mais l'action de Chappuis et de ses compagnons, à Belfort ou à Beaucourt, qui furent plus des révoltés que des révolutionnaires, n'eut point d'écho durable. Deux militants, dont les noms apparaissent au cours de cette période, Emile Py et Pierre Bietry, eurent une influence beaucoup plus importante, que nous aurons l'occasion d'étudier longuement. A Montbéliard, Ablitzer, militant syndical et socialiste, paraît avoir mené une propagande sérieuse et efficace, si l'on en croit le témoignage bref, mais amical, que lui consacre Perrin dans son cahier de « Souvenirs » : « Dès que nous avons entrepris notre propagande dans la région de Montbéliard, Ablitzer fut sur la brèche. Ouvrier ébéniste chez Schwander, père de famille, secondé par une femme tout au moins aussi avancée que son mari, Ablitzer eut tôt fait de ce groupe le plus puissant de la Fédération du Doubs. Comme Balanche à Morteau, comme moi à Besançon, Ablitzer recevait, hébergeait les orateurs de passage » (19).

Le mouvement revendicatif.

Pour la période 1884-1898, nous avons relevé dix-sept grèves dont on trouvera la liste en annexe (20). A partir de 1890 nos recherches ont été grandement facilitées par l'existence des statistiques de l'Office du Travail. La presse locale et les archives préfectorales, qui pour ces mêmes années nous ont fourni d'importants compléments et des moyens de vérification, ont été notre seule source pour la période 1884-1890. Jean Charles, distingue dans les luttes de la classe ouvrière à Besançon pour cette époque une évolution assez nette : débuts difficiles jusqu'à la création de la fédération en 1891, puis sous la direction de celle-ci série de succès jusqu'en 1895, enfin actions nombreuses de 1895 à 1898 mais toutes vouées à l'échec, la Fédération se tenant sur une prudente réserve (21). Nous n'avons rien trouvé de comparable pour la région de Belfort-Montbéliard. Comme le fait apparaître le tableau figurant en annexe, les échecs, et les succès totaux ou partiels se rencontrent indifféremment dans toute la période. Pour discerner une évolution il nous faut entrer davantage dans le détail des conflits. Nous chercherons ensuite à expliquer cette évolution.

De 1884 à 1892, nous n'avons retrouvé aucun document faisant allusion à une grève. Nos sources sont insuffisantes, mais nous possédons cependant les rapports préfectoraux annuels sur le mouvement ouvrier dans la région et un conflit important n'aurait pas manqué d'y être signalé. Il semble donc qu'il y ait absence à peu près totale du mouvement revendicatif en ces années où l'organisation syndicale commence à naître.

En 1893 et 1894 nous notons deux grèves, de caractère bien différent. En 1893 celle des ouvriers des mines de plomb argentifère de Giromagny et d'Auxelles-Haut. La situation particulière des travailleurs de ces

(18) A. D. Terr. Belfort, M. 1893. Rapp. Commiss. de Belfort, 20 décembre 1893.

(19) *Cahier Perrin*, n° 48.

(20) Voir annexe n° 7.

(21) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 20 et 64.

mines (22) et les origines du conflit nous autorisent à classer cette grève en marge de l'évolution générale du mouvement ouvrier de la région. L'exploitation, d'origine très ancienne, y était à la fois intensive et irrégulière : pour le percement et l'épuisement d'une galerie, les patrons faisaient appel à la main-d'œuvre paysanne locale et le travail se poursuivait jour et nuit par équipes. Le salaire était alors élevé et s'accompagnait de primes de rendement. L'épuisement de la galerie amenait la suppression des équipes de nuit et le retour aux anciennes pratiques tant pour la durée que pour la rémunération du travail. C'est ainsi que le 16 mars 1893 une affiche de la direction annonça l'application d'un nouvel horaire de 10 heures pour le salaire de 8 heures ou de 12 heures avec une augmentation. Les ouvriers protestèrent en demandant que la journée de 8 heures soit maintenue avec un salaire de 3 francs ou la journée de 9 heures pour 3,75. Quarante d'entre eux se mirent en grève le 17 mars pour soutenir ces revendications. La grève fut un échec. Le travail reprit le 28 mars mais cinq grévistes seulement revinrent à la mine. Les autres retournèrent à leurs champs (23).

En 1894, par contre la grève des ferblantiers est directement liée à l'apparition du syndicat du bâtiment, fondé par Batifort et Waeltelé. Il s'agit donc, malgré sa courte durée d'une grève beaucoup plus significative. Elle est organisée entièrement par le syndicat, elle est décidée par une réunion du Comité qui formule les revendications remises aux patrons : augmentation de salaires, demande d'indemnités complémentaires, réduction de la journée de travail. Elle se termine par une transaction très satisfaisante pour les ouvriers : journée de travail réduite à 10 heures, augmentation de 0,10 de l'heure, indemnités de déplacement, de travail de nuit et de jours fériés.

1895-1896. Les grèves sont plus nombreuses : cinq en 1895, cinq en 1896. Mais il est difficile d'en dégager une signification d'ensemble. En effet, elles apparaissent dans des secteurs professionnels assez variés : trois grèves dans la métallurgie ou les entreprises de transformation mécanique, six dans le textile et une dans la chapellerie. Il n'y a pas non plus de localisation géographique bien nette : on relève des grèves à Belfort, près de Beaucourt, près de Montbéliard, dans les vallées vosgiennes. Ni les origines, ni les résultats des conflits ne permettent de dégager non plus de ligne générale. On note cinq revendications de salaires, six protestations contre la discipline intérieure de l'usine, une grève de solidarité contre le renvoi d'un ouvrier, une demande de diminution de la durée du travail. Dans deux cas seulement la victoire ouvrière est complète. Il y a deux solutions de transaction et six échecs. Les seuls traits communs que ces grèves semblent avoir entre elles se rencontrent dans leur déroulement, dans l'ambiance du conflit. Les syndicats ne jouent aucun rôle. L'attitude ouvrière est plus défensive qu'offensive : il s'agit la plupart du temps de protestations contre une diminution de salaire ou contre une disposition lésant les ouvriers plus que de revendications positives. La durée des conflits est généralement courte et la participation ouvrière moyenne. Enfin la position patronale est le plus souvent très dure, comme on peut s'y attendre, connaissant la tradition de paternalisme des industriels de la région. Ils refusent de recevoir les délégués ouvriers, procèdent par décisions unilatérales généralement publiées par voie d'affiches, ferment

(22) Ces mines étaient déjà exploitées au IX^e siècle. On n'y travailla plus que très irrégulièrement après 1848. Les mineurs possédaient un costume spécial qu'on pouvait voir encore en 1884 à Sainte-Marie, et bénéficiaient, dès le XVIII^e siècle, d'un régime social très en avance sur leur temps. (Communication faite le 3 juillet 1954 à la Société belfortaine d'émulation par M. Schneller.)

(23) *Statist. Off. du Trav.*, 1893, n° 31, Comment., p. 205.

l'usine quand le conflit s'aggrave et rejettent presque toujours avec irritation les tentatives d'arbitrage administratif.

1897-1898. Les grèves sont moins nombreuses : deux en 1897, trois en 1898 mais frappent par deux traits d'importance : la participation du personnel est plus forte et la durée des conflits est plus longue.

L'ambiance des conflits semble donc se durcir. Ils annoncent les luttes de l'année suivante.

La grève des menuisiers et charpentiers de Belfort en mai 1897 est liée à la création du syndicat de cette corporation la même année. Le 17 mai les ouvriers envoient aux patrons la liste de leurs revendications : journée de 10 heures au lieu de 12, augmentation de 10 centimes sur le prix de l'heure, indemnité de 60 centimes par jour pour travaux éloignés jusqu'à 3 km, au-delà de 3 km, indemnité de déplacement de 2 francs par jour pour les hommes mariés et de 50 centimes pour les célibataires, non compris les frais de voyage, travail du dimanche et de nuit entre 8 heures et minuit payé 50 % en plus et de minuit à 5 heures du matin payé double, paye tous les quinze jours. Les ouvriers s'adressent en même temps au juge de paix pour lui demander de constituer un comité de conciliation. Dix-sept patrons sur vingt-sept acceptent la conciliation. 154 ouvriers sur 174 se mettent en grève le 24 mai. Un comité de conciliation est alors réuni et le 29 un accord est réalisé sur les bases suivantes : suppression du travail aux pièces, journée de 10 heures avec en cas d'urgence possibilité d'une ou deux heures supplémentaires au prix des heures du jour, fermeture le dimanche avec possibilité de travail en urgence, augmentation de salaires de 20 % pour les charpentiers et de 15 % pour les menuisiers, indemnité de déplacement de 1,35 par jour pour les hommes mariés et de 0,50 pour les célibataires au-delà de 4 km, frais de déplacement non compris, majoration de 50 % pour le travail de nuit entre 8 heures du soir et 5 heures du matin, versement de la paye : deux tiers en acompte le troisième dimanche de chaque mois, un tiers le premier dimanche du mois suivant. Reprise du travail le 31 mai (24).

La grève des ouvriers textile de Lepuix-Gy qui dure vingt-huit jours, du 19 juillet au 16 août 1897 a pour but de lutter contre un abaissement de salaire. La participation des ouvriers concernés par cette mesure est totale mais la direction, qui se heurte à des difficultés commerciales, demeure inflexible. Quarante-cinq ouvriers quittent l'usine. Les autres sont réintégrés avec des salaires de 2 francs en moyenne au lieu de 2,50 pour les hommes, de 1,50 au lieu de 2 francs pour les femmes et de 1 franc au lieu de 1,25 pour les enfants (25).

A Auxelles-Haut le 1^{er} février 1898, les 300 ouvriers de l'usine d'anneaux et de mousquetons se mettent en grève pour protester contre une augmentation de travail demandée par les patrons : 176 pièces au lieu de 152 pour un tarif équivalent. Ils joignent à leur protestation la demande de la paye par quinzaine et la suppression de l'obligation de se fournir à l'Economat. Ils obtiennent entière satisfaction sur les deux derniers points et le nombre de pièces exigé est établi transactionnellement, après l'intervention de l'Administrateur du Territoire de Belfort, à 164 (26).

La grève des ouvriers de l'usine des cycles de Vaudoncourt résulte d'une contestation sur la police d'assurances souscrite obligatoirement par les ouvriers. Nous n'avons pas d'autres précisions sur ce conflit qui

(24) *Statist. Off. du Trav.*, 1897, n° 36, APB. M. 1897.

(25) *Statist. Off. du Trav.*, 1897, n° 138

(26) *Statist. Off. du Trav.*, 1898, n° 222.

se solde par un échec ouvrier complet après six jours de cessation de travail (27).

La grève la plus importante est celle des *tisseurs de l'usine Hartmann et fils à Rougegoutte*. Cet établissement comprenait 578 ouvriers dont 510 tisseurs parmi lesquels 236 femmes. L'exposé des revendications ouvrières que nous croyons intéressant de reproduire in extenso explique l'origine du conflit. « Nous demandons le renvoi du directeur et de R..., chef serrurier. Toutes les années, le métrage des pièces est augmenté, les pièces qui avaient 60 mètres il y a cinq ans en ont 75 aujourd'hui et le prix est encore diminué. Un ouvrier qui a malheureusement deux mauvaises chaînes et qui ne peut faire la prime est encore puni de 2 francs d'amende ou mis en relai ou réglé à la deuxième fois. Tout ouvrier malade un jour ou deux est remplacé sur ses métiers par un ouvrier de relai auquel on paye 1,25 franc par jour tandis qu'on retient 1 franc par jour et par métier à l'ouvrier. Tout ouvrier réclamant pour cause juste est menacé de renvoi, insulté et finalement augmenté d'amende. En cas de maladie tout ouvrier est réglé de la caisse de secours au bout de trois mois, et en cas de pension temporaire le pensionné ne touche que 18,50 au lieu de 20 francs. Autrefois on payait 10, 15 centimes d'amende pour retards, maintenant la moyenne est de 50 centimes pour cinq minutes. La porte de la route de Chaux, ouverte depuis le début de l'établissement doit être fermée à partir du 15 courant sur les conseils du chef serrurier ».

Le 4 novembre 1898, les tisseurs se mettent en grève et demandent au juge de paix d'intervenir. Le patron, M. Hartmann refuse et décide de fermer l'usine. Cette mesure est évidemment très mal accueillie mais un trait mérite d'être noté qui éclaire les relations des ouvriers et des patrons dans cette région des vallées vosgiennes. Pendant plusieurs jours les ouvriers demeurent persuadés que le directeur seul est responsable de cette mesure et qu'elle a été prise à l'insu du patron. Une affiche affirme : « Notre patron, M. Hartmann est trop attaché à ses ouvriers comme nous sommes attachés à lui pour prendre une décision aussi inhumaine ». Et le 22 novembre, 300 ouvriers forcent la porte de l'usine et cassent les vitres de l'appartement du directeur. M. Hartmann juge alors nécessaire de dissiper l'équivoque qu'il avait laissé s'installer et il confirme les décisions prises dans un discours en plein air devant 450 grévistes. La stupeur est, paraît-il, considérable. Les grévistes se réunissent et formulent de nouvelles revendications adoptées à l'unanimité, sauf la dernière, concernant le renvoi du directeur, qui est votée à bulletin secret par 265 voix contre 153 et 7 bulletins blancs sur 425 votants. Une vingtaine de grévistes avaient quitté le pays, 135 autres s'étaient abstenus de voter. Chaque partie reste sur ces positions jusqu'au 5 décembre où M. Hartmann prend la décision de rouvrir l'usine, en renvoyant le chef serrurier, en affichant un nouveau règlement intérieur en s'engageant à ne prendre aucune sanction contre les grévistes. Le 7, la rentrée est générale (28).

Cette grève chez Hartmann illustre assez bien l'ambiance des conflits du travail dans la région en cette fin de l'année 1898. L'évolution économique a modifié, les rapports de force entre patrons et ouvriers. Mais les traces du paternalisme demeurent extrêmement fortes, en particulier dans les secteurs ruraux comme celui de Rougegoutte. Les industriels n'ont pas toujours senti combien la situation avait évolué. Les ouvriers n'ont pas pris conscience de leur force. Ils ont gardé leurs craintes ou leurs illusions d'antan. Il en résulte cette série de grèves assez mal caractérisées. La dureté des conditions de travail et une certaine effervescence des esprits poussent les ouvriers à la grève. Le

(27) *Statist. Off. du Trav.*, 1898, n° 256.

(28) *Statist. Off. du Trav.*, 1898, n° 150.

manque de foi et l'inorganisation arrête court les mouvements. Si l'on rapproche l'évolution du mouvement revendicatif et celle de l'organisation syndicale, on découvre effectivement un certain parallélisme entre elles. De 1884 à 1892, pendant la période de lente mise en route du syndicalisme réformiste, on ne relève aucune grève notable. Les arrêts de travail apparaissent en même temps que se développent les syndicats de 1896 à 1898 avec un léger recul en 1897. Cependant, cette similitude ne doit pas faire illusion. Nous avons constaté qu'en fait deux grèves seulement avaient été provoquées et organisées par des syndicats. Il n'y a pas un lien obligatoire entre mouvement syndical et mouvement revendicatif. En 1870, des grèves violentes ont éclaté sans qu'aucune formation syndicale les soutiennent. L'inverse, création de syndicats sans grèves, s'est produit entre 1884 et 1892 à Belfort et à Montbéliard. La formation des syndicats et le déclenchement des grèves correspondent à deux réactions ouvrières distinctes et il n'est pas étonnant de les trouver séparées en ces débuts de l'action ouvrière. La grève est alors le plus souvent une réaction passionnelle. C'est le cas des grèves de 1870 dans le Haut-Rhin ou de celles de Beaucourt avant 1870. Le mécontentement ouvrier éclate en une manifestation instinctive brutale et inorganisée. Les motifs immédiats de la grève le prouvent : il s'agit d'incidents apparemment mineurs : retards dans le versement de la paye, mesquinerie ou brimade d'un contremaître, etc. Mais cet événement s'ajoutant à une longue oppression ou à une grande misère met le feu aux poudres. Il est très rare que de telles grèves aboutissent à des résultats sensibles et durables. Ou bien elles sont rapidement brisées, ou bien le patron cède d'abord un terrain qu'il regagne ensuite rapidement. La lassitude ouvrière, la crainte, font que la grève ne se renouvelle pas. L'association syndicale suppose un effort plus soutenu. Même s'il est constitué à la suite d'une grève ou dans un moment de colère ouvrière, le syndicat ne peut naître qu'au prix d'un long effort et par le concours de bonnes volontés nombreuses. Il n'a rien de spectaculaire qui puisse entraîner les masses. Partant, les hommes qui l'animent témoignent de plus de foi. Ainsi est-il normal que des grèves éclatent alors qu'aucun syndicat ne s'est encore formé ou que par la suite elles naissent dans des corporations non « syndicalisées ». Aussi le rapprochement que nous avons pu faire dans cette section entre grèves et syndicats doit-il nous apparaître moins comme un enchaînement de cause à effet que comme le double résultat d'une modification des données de la vie ouvrière locale.

Un rapprochement de l'évolution du nombre de grévistes en France et dans la région à la même époque ne nous permet pas, d'autre part, de tirer de conclusion intéressante (29). Le nombre de grèves locales est trop faible pour être significatif. On constate surtout un net retard de l'évolution de la région. Les mouvements revendicatifs sont pratiquement inexistants jusqu'en 1895, alors qu'en France, l'année 1893 avait vu se dérouler 634 grèves réunissant 170.000 grévistes. Par contre, en 1898, s'amorce une progression plus rapide pour le mouvement local que pour l'évolution des grèves en général en France.

Cette progression va s'accroître considérablement en 1899. Nous abordons l'année que nous considérons comme décisive pour l'époque que nous étudions. Il se produit une véritable accélération des réactions et des réalisations ouvrières. La phase des débuts hésitants et timides s'achève.

(29) Voir annexe n° 8.

DEUXIEME PARTIE

L'ANNÉE CRUCIALE (1899)

Tandis que l'action ouvrière se renforce dans la région au début de l'année 1899 par l'apparition de nouveaux syndicats, le comportement patronal semble se durcir. Les efforts d'organisation ouvrière et les mouvements revendicatifs sont considérés comme autant de gestes d'ingratitude par les industriels qui affectent d'ignorer les modifications intervenues dans la structure économique de la région. Ainsi se trouvent réunis les éléments d'une crise dans les relations sociales. Ce danger est perçu par les militants réformistes et les politiciens radicaux qui s'efforcent de mettre en place des institutions ouvrières. Une Fédération et une Bourse du Travail sont créées en septembre. Cette initiative rallie les ouvriers modérés ou hésitants mais soulève les réticences des militants de tendance révolutionnaire. Une entente est possible cependant et rien ne semble joué. Mais la pression revendicative aboutit, à l'automne, à une véritable explosion révolutionnaire : près de trois mois d'agitation et la participation, au plus fort de la crise, de 5.000 grévistes. C'est finalement un échec aux conséquences considérables qui modifie le destin du syndicalisme bel-fortain et montbéliardais.

CHAPITRE I

L'EVOLUTION OUVRIERE

Renforcement de l'action syndicale.

La propagande socialiste, avait abouti en 1898, à la création de sections socialistes à Belfort (le Réveil Social) à Montbéliard (groupe d'Ablitzer) ainsi qu'à Bavans et à Colombier-Fontaine. Les deux premières sections appartenaient à la tendance blanquiste, les deux autres adhéraient au P. O. S. R., allemaniste. Mais un seul syndicat s'était constitué sous patronage socialiste : celui, déjà ancien (1896) des horlogers de Montbéliard. En 1899, la propagande s'intensifie, les réunions organisées par les militants locaux avec l'aide de socialistes bisontins et la participation fréquente de militants nationaux, se multiplient. De nouvelles sections sont constituées à Valdoie et à Giromagny. En même temps sont créés des syndicats de tendance socialiste.

Le syndicat de Beaucourt ou Chambre syndicale des ouvriers horlogers, ouvriers sur métaux et métiers similaires du Haut-Rhin et du Doubs, comprend 258 membres. Il est présidé par Bietry. Les patrons pour lutter contre lui, suscitent la création d'un syndicat des ouvriers mouleurs, présidé par Troncin. Dans les rapports administratifs, les deux syndicats sont parfois pris l'un pour l'autre par des observateurs qui n'y regardent pas de si près. Il est aussi question d'un syndicat de Badevel, qui, à notre avis, n'a pas existé mais résulte d'une confusion avec le syndicat de Beaucourt. Bietry habite à Badevel et son syndicat groupe des ouvriers des différentes usines Japy de Beaucourt, Badevel, Dampierre (1).

Le syndicat des Métallurgistes de Belfort. L'action socialiste semble avoir été accueillie très favorablement à l'usine S. A. C. M. de Belfort. Le syndicat des métallurgistes qui y recrute la presque totalité de ses membres — les autres sont des ouvriers de Valdoie ou de l'usine Vermot, à Chatenois — sera le plus puissant de la région. Il grouperait d'après des renseignements concordants de sources diverses (2) 1.800 adhérents au moment de la grève de la Société Alsacienne en 1899. Comme à Besançon les métallurgistes seront les ouvriers les plus opposés aux idées réformistes de l'équipe syndicale dirigeante. Cette opposition de tendance apparaîtra au grand jour au moment de la constitution de la Fédération Ouvrière.

Le syndicat des ouvriers textiles. Il s'intitule exactement « Syndicat des ouvriers textiles et similaires du Haut-Rhin » et a pour ambition

(1) A. D. Terr. Belfort, M. 1899.

(2) A. D. Terr. Belfort, M. 1899. Dossier de la Fondation de la Bourse du Travail : plusieurs rapports.

de grouper les travailleurs du textile de Belfort : (1.600 personnes), Bavilliers (250), Danjoutin (400), Valdoie (100), etc. au total 3.500 ouvriers de l'agglomération belfortaine et il envisage de créer des sections à Giromagny, Lepuix-Gy (1.000 ouvriers). Il y a, à Giromagny une section socialiste mais peu de syndiqués (3).

Le syndicat des maçons. Les ouvriers du bâtiment sont assez actifs et remuants. Mais leur éparpillement, l'instabilité de la main-d'œuvre, la présence de nombreux étrangers à la région (Limousins, Alsaciens) ou au pays (Allemands, Italiens) sont autant d'obstacles à une action organisée. Le syndicat qui se crée en 1899 comprend une cinquantaine de membres, d'après les statistiques administratives mais ne paraît pas très puissant.

Les plâtriers ont constitué un syndicat particulier en août 1898, pour soutenir leurs revendications. Ils déclenchent une grève qui est un succès et apporte au syndicat de nombreuses adhésions (50 membres environ).

Syndicat des employés de commerce : Georges Dreyfus, le promoteur du « Réveil Social » est un employé de commerce. Il a peu de succès dans sa propre corporation. Un syndicat des employés de commerce qui lui est opposé a été créé par Rigollet et Courbet. Il compte 27 adhérents mais disparaît aussitôt. Dreyfus cherche à créer un syndicat d'inspiration socialiste. Il n'y sera pas encore parvenu en septembre, au moment de la formation de la Fédération Ouvrière.

Les deux syndicats textiles de Colombier-Fontaine. Sous l'influence de Jodry et d'Effner, militants socialistes du groupe de Colombier-Fontaine, deux syndicats textiles se forment dans la localité : l'Union ouvrière et la Chambre Syndicale des ouvriers textiles, qui comptent respectivement à leur fondation 124 et 152 membres.

La Fédération d'Audincourt : C'est à Audincourt que l'action la plus importante fut menée, sous l'impulsion de Bietry. « Aidé en cela par des camarades de Beaulieu, Valentigney, Audincourt et poursuivant une campagne syndicale méthodique, j'avais jeté moi-même les bases de cette nouvelle association professionnelle » écrit-il plus tard (4). L'association professionnelle en question est le syndicat des métallurgistes de Beaulieu qui est en formation quand éclate la première des grandes grèves de 1899, à la fin de septembre. La campagne fut effectivement méthodique. Avec Bietry, Parisot, Faivre, Métin, Louys, Hartmann, Bouteiller entreprennent d'organiser les syndicats dans toutes les entreprises de la vallée et de les fédérer. Comme en 1895, la Fédération précéda d'ailleurs les syndicats puisque celle-ci, dirigée par Faivre et Parisot fut fondée le 15 février 1899 et que les syndicats censés la composer n'apparaissent qu'au cours de l'année, voire tout à la fin au moment des grèves : métallurgistes des usines Peugeot de Sous-Roches à Audincourt, de Beaulieu, de Valentigney et de la fabrique d'automobiles d'Audincourt, l'ensemble représentant près d'un millier de syndiqués. Les liens de ces syndicats avec les socialistes blanquistes de Besançon par l'intermédiaire de Bietry sont certains, mais il ne s'agit guère que de liens amicaux et d'un appui moral (5).

Le syndicat des ouvriers sur métaux de Bart et Bavans. Il existe bien un groupe socialiste dans ces localités, et au moment de la création

(3) Nous empruntons les chiffres cités dans cette section aux états statistiques annuels préfectoraux. A. D. Terr. Belfort, M. 1899 - A. D. Doubs, 144 MI.

(4) BIETRY : *Les Grèves*, p. 1.

(5) BIETRY : *Les Grèves et Cahier Perrin*, nos 1 et 2. Encycl. Soc., t. 2, Haut-Rhin, p. 507.

de la Fédération Ouvrière de Belfort, il est fait mention d'un syndicat des ouvriers sur métaux formé par lui. Il ne s'agit, selon nous que d'une tentative sans résultat car nous n'avons retrouvé par la suite aucune autre mention de cette organisation.

Si nous dressons maintenant un tableau des syndicats existant dans l'ensemble de la région en septembre 1899 (6), nous pouvons mesurer par comparaison avec l'état de décembre 1898 l'importance de l'action socialiste. On dénombre au total 18 syndicats et 4.118 syndiqués (chiffres théoriques). On constate également une forte prédominance socialiste en nombre. Mais il ne faut pas oublier que ces syndicats sont de création récente ou même en voie de constitution, que leur organisation a été le plus souvent hâtive et qu'elle doit beaucoup au mécontentement qui va grandissant dans la région. Les syndicats réformistes par contre, bénéficient de leur ancienneté et d'appuis politiques et municipaux, à Belfort en particulier.

La brusque poussée du mouvement ouvrier est également sensible dans les conflits du travail.

Durcissement du climat social.

En 1899, l'accroissement des conflits sociaux est, proportionnellement, beaucoup plus important dans la région de Belfort-Montbéliard que dans l'ensemble de la France (7).

Années	France		Belfort-Montbéliard	
	Grèves	Grévistes	Grèves	Grévistes
1897	356	68.875	2	219
1898	368	82.065	3	850
1899	740	176.826	30	

Sur 30 grèves relevées en 1899 pour la région, 23 éclatent après le premier septembre et présentent des caractères révolutionnaires nettement différents. Mais de janvier à septembre, ces conflits du travail traduisent déjà un durcissement du climat social (8).

Dans les filatures de Lepuix-Gy, trois grèves éclatent successivement dans les deux premiers mois de l'année. Le 4 janvier, une quarantaine d'ouvriers du tissage Lepont arrêtent le travail et se rendent à Giromagny, chez le directeur pour demander le renvoi de leur contremaître. Le directeur, M. Joubin les menace de licenciement s'ils ne reprennent pas le travail avant le lundi suivant, le 9 février. La grève se termine le lendemain, le contremaître ayant été changé de service sur sa demande (9). Le 28 janvier, ce sont les ouvriers du tissage Briot, 120 hommes et 45 femmes qui se mettent en grève, en demandant : que le fils du directeur ne soit plus chargé du contrôle des pièces, que le tarif soit affiché dans les ateliers avant sa mise en vigueur en cas de changement, qu'une indemnité de 1 F par métier et par jour soit versée à l'ouvrier qui chômerait faute de chaîne, que les trames soient distri-

(6) Voir annexe n° 9.

(7) *Statist. Off. du Trav.*, 1897 - 98 - 99.

(8) voir annexe n° 10.

(9) *Statist. Off. du Trav.*, 1899. n° 279. *La Frontière*, 8 janvier 1899.

buées deux fois par jour, que les amendes pour malfaçons n'entraînent pas la perte de la prime. Le 31, les ouvriers transmettent leurs revendications au juge de paix de Giromagny en demandant que soit réuni un comité de conciliation. M. Briot se montre prêt à transiger sur certains points mais ne répond pas à l'offre de conciliation. La grève continue. Le 6 février M. Briot ferme l'usine. Le travail reprend le 8 après un accord transactionnel qui donne satisfaction aux ouvriers sur la plupart des points et leur accorde une indemnité de 50 centimes par jour et par métier à partir du cinquième jour de chômage dû au manque de chaîne (10). En même temps, un autre conflit s'était ouvert à la filature dite de la Fonderie. Les fileurs demandaient une augmentation de salaire, la rectification du mode de pesage des trames et le renvoi du peseur. Le juge de paix est à nouveau sollicité mais les patrons refusent son intervention et répondent par voie d'affiches que : « le lundi 6, les feux de l'usine seraient allumés jusqu'à 8 h et qu'au cas de non-rentree des ouvriers, les feux seraient éteints et l'usine fermée pour six mois ». Les ouvriers s'adressent alors à l'Administrateur du Territoire qui parvient à mettre fin au conflit sur les bases d'un accord qui prévoit l'augmentation de certains salaires et le renvoi du peseur dès que pourra être mis en place un système de comptage automatique des métiers à filer. Le travail reprend le 16 (11).

La grève du tissage Warnod, Boigeol et Cie, à Auxelles-Bas, dure 45 jours du 17 avril au 2 juin et mobilise les 127 ouvriers de l'usine. Les ateliers comprenaient 200 métiers à tisser, dont 100 pour pièces de petite largeur et 100 pour pièces de grande largeur. Les commandes manquaient en grande largeur depuis six mois. Il en était résulté une baisse de salaire de 20 F par mois pour la moitié des ouvriers. Les ouvriers réclament une adaptation du tarif et de la réglementation du travail permettant un redressement des salaires, en particulier par une réduction du taux des amendes. Ils réclament en outre le renvoi du directeur. Les patrons formulent en contrepartie un certain nombre de propositions sur l'aménagement des salaires qui donnent satisfaction aux grévistes. Mais ils se refusent à renvoyer le directeur et s'engagent seulement à lui faire des observations. La grève se poursuit. Le 19, l'usine est fermée « sine die ». Des entrevues successives ont lieu par l'entremise du juge de paix et de l'Administrateur du Territoire, sans succès. Le 1^{er} mai, une cinquantaine d'ouvriers, après avoir parcouru en cortège les rues du village, forcent la porte de l'usine, s'emparent du directeur et l'emmènent à la mairie dans une brouette ! Le Procureur Général de Besançon dans le rapport qu'il adresse au Garde des Sceaux le 3 mai (car l'affaire donnera lieu à des poursuites judiciaires) a soin de préciser que la mairie n'est distante de l'usine que de quelques mètres et que le directeur ne souffre que de légères contusions à la main gauche. Mais le climat s'est encore durci et les patrons décident de fermer définitivement l'usine. Le matériel est transporté à Giromagny à partir du 9 mai. La plupart des grévistes retournent à leurs champs. Ils se présentent à l'usine le 27 mai pour y toucher leurs salaires qu'ils avaient jusqu'à présent refusé de recevoir. Ils ont un entretien avec un des patrons et de guerre lasse acceptent de reprendre le travail en acceptant les premières propositions patronales, la promesse leur étant faite par ailleurs que le directeur serait muté dès que cela serait possible (12).

(10) *Statist. Off. du Trav.*, 1899, n° 280. Comment., p. 314, Arch. Nat., F. 12.4687, rapp. 30 janvier 1899 - 11 février 1899.

(11) *Statist. Off. du Trav.*, 1899, n° 148. Comment., p. 317, Arch. Nat., F. 12.4687, rapp. 17 février 1899. *La Frontière*, 5 février 1899.

(12) *Statist. Off. du Trav.*, 1899, n° 284. Commentaire, p. 338. Arch. Nat., F. 12.4687, rapp. 20 avril et 3 mai 1899.

La grève des rattacheurs de l'usine Kœchlin, à Belfort, se déroule dans une ambiance comparable à celle du conflit d'Auxelles-Bas. Les origines en sont également anciennes. Depuis qu'en 1898, M. Kœchlin avait fait installer une nouvelle machine, il s'était produit une disparité dans les salaires des ouvriers suivant qu'ils étaient occupés à cette machine ou dans les autres ateliers, disparité qui s'élevait jusqu'à 4 F par quinzaine. M. Kœchlin avait répondu à leur demande de révision de tarif en alignant tous les salaires sur les taux les plus bas. 25 rattacheurs cessent alors le travail, le 13 mai et une partie des fileurs — 80 environ — se joignent à eux. Les grévistes décident d'adhérer au syndicat de l'industrie textile en cours de formation. Ils adressent en même temps une demande de conciliation au juge de paix. La réponse patronale, ici aussi, est brutale : un placard sur la porte de l'établissement annonçant que les ouvriers qui avaient volontairement cessé le travail seraient considérés comme ne faisant plus partie du personnel s'ils ne réintégraient pas les ateliers dans l'après-midi. Quant à la suite donnée à la demande de conciliation, elle réside dans une lettre adressée au juge de paix dont quelques extraits significatifs méritent d'être rapportés : « ...Nous n'aurions eu besoin d'aucune intervention étrangère pour examiner, de concert avec nos ouvriers les prétentions qu'ils ont émises dans la lettre qu'ils vous ont adressée et pour les discuter avec eux. Comme ils ont quitté leur travail sans nous prévenir, nous les considérons comme sortis de nos établissements. Leurs comptes et leurs livrets sont, dès aujourd'hui, à leur disposition. Ayant toujours traité nos ouvriers, leurs femmes et leurs enfants avec bonté et leur ayant rendu service chaque fois qu'ils se sont adressés à nous, nous ne pouvons admettre le procédé qu'ils emploient aujourd'hui à notre égard. Nous serons dans l'avenir, comme nous l'avons été dans le passé, disposés à nous conduire vis-à-vis d'eux suivant les principes qui nous ont toujours guidés... » Cependant le nombre des grévistes s'accroît. Ils sont 160 le 17 mai. L'Administrateur intervient, mais sans succès. Le 20 aucune rentrée n'ayant lieu, M. Kœchlin ferme l'usine. Comme à Auxelles-Bas, la grève se termine par un accord signé de guerre lasse par les ouvriers. On en revient à l'ancien tarif, qui consacre la disparité des salaires. La réduction de la journée à 11 heures est promise... dans un délai indéterminé (13).

Le conflit est plus bref mais l'échec plus rude en juin au tissage Kahn Lang et Cie de Valdoie. L'usine, de création récente — elle s'était ouverte en mars — occupait 40 hommes, 40 femmes et 10 apprentis. Les tisserands réclament le 7 juin une augmentation de salaire et le renvoi du directeur. Ils demandent l'intervention du juge de paix. Le directeur la refuse catégoriquement : « Nous n'avons pas besoin d'intermédiaires. D'ailleurs, il nous est impossible d'augmenter les salaires. Nous préférons fermer. » Il y avait 50 grévistes. Certains quittent Valdoie. Les autres reprennent le travail, sans conditions, le 21 juin (14).

La grève des plâtriers de Belfort, déjà évoquée, est précédée de la constitution d'un syndicat. Les plâtriers demandent : la réduction de la journée de travail à 10 heures au lieu de 12, le maintien du salaire à 6 F par jour et la suppression du travail aux pièces. 43 ouvriers sont en grève le 17 juin. Le juge de paix réunit le 20 un comité de conciliation qui n'aura pas à intervenir car les deux parties ont adopté entre temps la convention suivante :

(13) *Statist. Off. du Trav.*, 1899, n° 150, Commentaire, p. 357, Arch. Nat., F. 12.4687, rapp. 15 septembre et 2 juin 1899. *La Frontière*, 25 mai et 4 juin 1899.

(14) *Statist. Off. du Trav.*, 1899, n° 286, Commentaire, p. 391, Arch. Nat., F. 12.4687, rapp. 16 juin et 24 juin 1899.

ART. 1 : Il sera interdit aux ouvriers de prendre des travaux à la tâche ou à la journée en dehors des patrons plâtriers et chez ces derniers les travaux à la tâche seront défendus. ART. 2 : Les heures de travail seront de 10 heures par jour et au même prix que l'ancienne journée de 12 heures. Il est bien entendu que les ouvriers devront être à la besogne à l'heure sonnante. Même condition à l'heure où le travail cesse. ART. 3 : Dans les cas où les patrons seraient pressés, les ouvriers seraient tenus de faire 12 heures par jour c'est-à-dire qu'ils feront 2 heures supplémentaires au même tarif que l'heure de jour. Ces 12 heures passées, c'est-à-dire de 8 heures du soir à 8 heures du matin, le patron s'engage à payer 3 heures pour 2. ART. 4 : Cette convention a été adoptée par les entrepreneurs et sera mise en vigueur le 19 août 1899 (15).

Ces premières grèves de l'année 1899 présentent, à l'inverse de celles des années précédentes, un faisceau de traits communs qui les caractérisent nettement. Elles se déroulent toutes dans la région belfortaine : à Belfort même, à Valdoie, dans les vallées vosgiennes. Il n'y a aucun conflit dans les régions de Delle, Beaucourt, Montbéliard ou Audincourt. Les comptes rendus de séances du syndicat du bâtiment de Montbéliard mentionnent, à la date du 8 avril, une initiative timide qui a tourné court : « Il a été nommé six délégués pour aller trouver M. le Maire pour y (sic) présenter les revendications ouvrières qui n'ont abouti à rien » (16). Toutes les grèves, sauf une, intéressent le textile.

Ce ne peut être l'effet du hasard. La condition de l'ouvrier textile semble effectivement plus dure à cette époque que celle des autres travailleurs de la région. La journée du travail dans la filature et le tissage n'est jamais inférieure à 11 heures. Elle atteint 11 heures et demie chez les fileurs de Lepuix-Gy. Seuls les ouvriers du bâtiment ont des horaires plus lourds en été. Encore convient-il de noter que les plâtriers de Belfort, à la suite de la grève qu'ils soutiennent en août 1899 obtiennent la journée de 10 heures. Dans l'horlogerie comme dans les industries mécaniques de Beaucourt, d'Audincourt ou de Valentigney, la durée du travail est généralement de 10 heures à 10 heures et demie, jamais 11 (17). Les salaires des ouvriers textiles sont le plus souvent inférieurs à ceux des travailleurs du bâtiment et surtout des ouvriers des nouvelles industries de transformation mécanique : fabriques de cycles, automobiles, machines à coudre, etc. Nous avons relevé les salaires dans les entreprises de différentes localités de la région (18). Ils font apparaître que les salaires les plus bas sont ceux des fileurs et des tisseurs. Cependant, les salaires et la durée du travail ne semblent pas être les points principaux des revendications ouvrières. Si l'on prend l'ensemble des demandes formulées par les grévistes, on constate que, sur seize rubriques de revendications, trois seulement concernent le taux des salaires (19) et deux la durée du travail (20).

(15) *Statist. Off. du Trav.*, 1899, n° 656. Commentaire, p. 488. Arch. Nat., F. 12.4687, rapp. 18 septembre et 22 septembre 1899. *La Frontière*, 20 septembre 1899.

(16) A. M. Montbéliard, F. 103.

(17) Il s'agit de chiffres « officiels », établis par l'Office du Travail. L'horaire peut être, en réalité supérieur. Il l'est certainement pour tous les travailleurs à domicile. Voir tableau en annexe n° 11.

(18) Nous avons utilisé les chiffres de l'Office du Travail qui fournit les salaires de la corporation avant et après chaque grève. Voir tableaux en annexe. nos 12 et 13.

(19) Grèves des fileurs de Lepuix-Gy (2 février - 16 février) ; de Belfort (14 mai - 31 mai) ; des tisseurs de Valdoie (13 juin - 21 juin).

(20) Grèves des fileurs de Belfort (14 mai - 31 mai) ; des plâtriers de Belfort (16 septembre - 21 septembre).

Il est rare que ces questions ne soient pas évoquées au cours de la grève, mais elles le sont le plus souvent de façon « défensive » ou annexe. « Défensive », parce que les ouvriers protestent contre un tarif injuste ou une diminution de salaire (21) et demandent un retour aux anciennes conditions. Annexe, parce que le motif principal de l'arrêt de travail est tout autre. Il s'agit, dans la plupart des cas, d'une protestation contre le règlement intérieur, protestation qui souvent, vise personnellement un surveillant, un contremaître, voire le directeur. Les nouvelles conditions de travail : accroissement des effectifs, accélération des cadences, ont modifié le « climat » des ateliers. Le patron est moins proche des ouvriers. Il dirige au travers de nombreux intermédiaires, souvent durs, arrogants et tracassiers. L'ouvrier, d'autre part, ressent plus fortement que dans les années précédentes, par suite de l'évolution générale des esprits, un besoin de dignité humaine. Ce sentiment est commun aux travailleurs de toute la région, les grèves de l'automne le montreront. Dans les vallées vosgiennes le nouveau rythme industriel est, peut-être, encore plus pénible à supporter pour les ouvriers qui sont toujours, pour une part importante, des ouvriers-paysans.

Sur sept grèves, les ouvriers enregistrent une seule défaite et une seule victoire complètes. Tous les autres conflits s'achèvent sur une transaction. Dans tous les cas, les grévistes ont fait appel au juge de paix pour demander la constitution d'un Comité de Conciliation. A première vue, un dialogue semble donc s'être établi entre les parties. En fait, ce recours à la transaction émane toujours des grévistes et il témoigne d'une meilleure organisation des ouvriers. Ils constituent fréquemment des comités de grève, adressant au juge de paix des listes de revendications précises, luttent parfois dans le cadre du syndicat (grèves des fileurs et des plâtriers de Belfort). Les grévistes de l'usine Kœchlin créent une caisse de secours. Mais la mentalité patronale est toujours celle de 1870. Entre leurs ouvriers et eux, ils n'acceptent aucun intermédiaire. Ils conservent sur les rapports sociaux le même point de vue : travail, discipline et reconnaissance du côté ouvrier, autorité bienveillante du côté patronal. Une puissance ouvrière grandissante s'oppose à un patronat qui ne veut rien concéder : le heurt est inévitable. Pendant ce temps, les réformistes cherchent à donner au mouvement ouvrier une orientation différente, de caractère institutionnel.

(21) Grèves des tisseurs d'Auxelles-Bas (17 avril - 2 juin) ; des fileurs de Belfort (14 mai - 31 mai).

CHAPITRE II

LA SOLUTION REFORMISTE : LA FEDERATION OUVRIERE

Le 7 septembre 1899, les délégués des huit syndicats de Belfort se réunissent dans une salle du premier étage de l'hôtel de ville pour discuter la proposition de Py et Chirette, membres du syndicat des typographes, et tous deux employés à l'imprimerie du journal radical *La Frontière* et examiner les possibilités de création d'une Fédération ouvrière et d'une Bourse du Travail à Belfort. Le projet est accepté à l'unanimité. Les typographes en avaient conçu l'idée depuis quelque temps déjà. Dans un article du *Réveil syndical* de 1901, écrit à l'occasion de la mort de Pelloutier, Py affirme avoir écrit à celui-ci en 1897 pour obtenir des renseignements sur la constitution des Bourses du Travail (1). En juin 1899, un banquet a lieu chez Pecker, membre du syndicat des typographes, pour la fête de Saint-Jean-Porte-Latine et l'on y jette les bases d'une Bourse du Travail en accord avec des représentants des menuisiers et des ferblantiers. Il y a là, en particulier, parmi les 70 convives, Py, Géant, conseiller municipal et président de la société de secours mutuels et Talon, délégué des typographes de Belfort, lui-même ancien membre du syndicat de Belfort (2). Par l'intermédiaire des conseillers radicaux, une demande de subvention de 3.680 francs est adressée au conseil municipal qui accorde 800 francs pour la fin de l'année 1899 et 3.000 francs pour 1900, ainsi que la libre disposition d'un local au théâtre. Il ne reste plus en septembre qu'à mettre au point les statuts et à élire les dirigeants.

Plusieurs raisons ont pu provoquer cette initiative des syndicats de Belfort. L'exemple national tout d'abord : Nous avons vu dans les chapitres précédents quel retard le syndicalisme montbéliardais et belfortain avait accumulé par rapport à l'ensemble du mouvement ouvrier français. Dans les principales villes de province se sont constituées des fédérations ouvrières et des bourses du travail. Deux Fédérations nationales ont été créées : celle des syndicats en 1886, celle des bourses du travail en 1892. Le besoin d'unité est si fort au sein de la classe ouvrière en ces dernières années du XIX^e siècle que les deux fédérations s'associent, en 1895, au sein de la Confédération Générale du Travail (Congrès de Limoges). On conçoit aisément qu'en sentant croître la force de leur organisation, les ouvriers de Belfort et de Montbéliard songent aussitôt à s'unir comme l'ont fait les autres syndicats, et à adhérer aux fédérations nationales. Ils trouvent un autre encouragement dans un exemple plus proche. Les syndicats de Besançon sont constitués en fédération depuis septembre 1891 et ils possèdent une bourse

(1) *Rev. Syndic.*, avril 1901. Arch. Py : réponse de Pelloutier.

(2) *La Frontière*, 11 juin 1899.

du travail depuis janvier 1894. Ces deux organisations ont puissamment aidé le développement des luttes et des institutions ouvrières dans la ville. Les militants de Belfort ont certainement eu l'occasion de le constater. Il ne faut pas exagérer cette influence ; nous avons déjà noté la faiblesse des relations entre les deux communautés ouvrières de Besançon et de Belfort-Montbéliard. Cependant, c'est aux dirigeants de la Fédération et de la Bourse de Besançon que Py et ses camarades demanderont tout naturellement aide et conseil. Le procès-verbal de l'une des réunions constitutives mentionne : « Les camarades Fesselet, secrétaire général de la Fédération ouvrière de Besançon et Graizely, secrétaire permanent de la Bourse du Travail ont facilité la tâche des délégués en apportant le précieux concours de leur expérience et de leur savoir-faire (3). Ces relations se trouvent facilitées par l'évolution doctrinale des dirigeants bisontins. Brédillot, Graizely, Vignol, Poirey demeurent affiliés au P.O.S.R. mais le groupe de Besançon a une orientation nettement réformiste. Les militants révolutionnaires, Henri Perrin, Charles Conroy, Etienne Pernollet, ceux-là même qui sont venus animer la propagande socialiste dans la région de Belfort-Montbéliard ont quitté le groupe en 1896 (4). Fesselet, le secrétaire fédéral depuis 1898, est radical. La parenté doctrinale s'ajoutant à la proximité géographique, il est normal que les militants viennent prendre exemple à Besançon.

Le motif le plus puissant de l'action entreprise est certainement le besoin d'unité et la recherche d'une plus grande efficacité. Au banquet de 1899, Py constate l'essor considérable des syndicats dans toute la région, mais aussi leur dispersion et il montre qu'une fédération est nécessaire pour intensifier leur développement. Il n'est pas le seul à ressentir ce besoin. Bietry, en fondant les syndicats de la vallée d'Audincourt pense d'abord à une fédération. Pendant quelques mois, cette fédération ne sera qu'un cadre vide mais cette façon de procéder prouve qu'il a pris conscience des nécessités de l'union. Il a également rêvé d'une vaste fédération « du Haut-Rhin et du Doubs » qui aurait une orientation socialiste, mais il se ralliera en septembre à l'œuvre entreprise par Py.

Nous découvrons peut-être ici un dernier motif à la création de la Fédération. Le projet des typographes, qui était en sommeil depuis 1897, n'a-t-il pas soudain retrouvé vie à cause des progrès considérables de la propagande socialiste ? Les réformistes et les radicaux n'ont-ils pas eu l'arrière-pensée d'endiguer un mouvement qui les inquiétait, au premier chef du point de vue électoral. Nous le croyons. L'unanimité qui accueille le projet de Py le 7 septembre 1899 recouvre, en fait, plusieurs équivoques. Il est certain que l'initiative vient des syndicats réformistes : typographes et ferblantiers. Elle est non moins sûrement appuyée par les radicaux. C'est grâce à leurs conseillers municipaux que sera obtenue la subvention communale. Pour ces syndiqués et ces politiciens, le but primordial est de créer une Bourse du Travail, dans laquelle ils voient surtout l'aspect institutionnel et une façon détournée de « prendre en mains » le mouvement syndical. La Fédération n'est conçue que comme une conséquence annexe de la Bourse, une union de syndicats destinés à la gérer. Des hommes comme Bietry et Dreyfus raisonnent différemment : Bietry écrit : « Ceux-ci (les ouvriers) doivent s'organiser en parti de classe, en syndicats réunis par les Fédérations et les Bourses du Travail, afin d'opposer aux partis bourgeois, toujours unis contre les ouvriers, un parti du Travail unifié, organisé, formant bloc contre les abus, contre

(3) *La Frontière*, 3 octobre 1899.

(4) *Encycl. Social.*, tome III, Doubs, p. 68.

l'exploitation patronale, contre les hypocrisies bourgeoises et politiques. Sur le terrain économique, les classes dirigeantes sont toutes unies, soyons-le aussi » (5). Les militants socialistes doivent raisonner ainsi. Pour eux, l'union ouvrière au sein de la fédération est plus importante que la constitution d'une institution subventionnée dont l'indépendance est sujette à caution. Il n'y a aucun projet de Bourse du Travail dans la constitution de la fédération d'Audincourt. S'ils se rallient cependant aux propositions des réformistes, c'est qu'ils ont l'espoir d'intervenir efficacement dans la gestion de la Bourse et l'orientation de la Fédération. L'exemple des Bourses existantes montre qu'elles ont, en général, réussi à s'affranchir de la surveillance administrative et qu'elles constituent d'excellents foyers d'union et d'éducation prolétarienne. Ainsi, Fédération et Bourse apparaissent à Belfort, sept à huit ans après la création des mêmes institutions à Besançon, suivant un processus à peu près inverse. A Besançon, l'initiative a été prise par des socialistes qui ont commencé par former une Fédération en 1891, puis une Bourse en 1893 seulement. Bien qu'à Belfort, les deux institutions soient concomitantes, il y a, dans l'esprit des fondateurs, primauté de la Bourse du Travail.

Malgré l'unanimité signalée, les oppositions se font jour dès la réunion du 7 septembre jusqu'à la fin de la séance, deux candidats sont pressentis pour le secrétariat de la Bourse : Fariné, réformiste, patronné par Py, et Bonnot présenté par le syndicat métallurgiste de tendance socialiste. Les réunions suivantes accusent ces divergences. Le 12 septembre on discute des statuts (6). Les principaux délégués sont : Wehrings, et Gsell du textile, Boillot des employés du chemin de fer, Journot et Loichot des maçons, Py et Chirette des typos, Eloi et Alleman de la métallurgie, Ticci des menuisiers. La discussion s'anime sur la question de la représentation des syndicats à la Fédération. Le point est important. Py propose qu'il y ait deux délégués par syndicat. Les métallurgistes voudraient que le nombre de délégués soit proportionnel à l'importance du syndicat, ce qui leur assurerait la prépondérance, puisqu'ils sont de loin les plus nombreux. Leur proposition est repoussée. Les autres articles des statuts sont adoptés sans difficulté, mais la discussion rebondit à propos de l'élection du secrétaire permanent de la Bourse du Travail. L'élection à la présidence du Bureau de la Fédération Ouvrière n'aura lieu que le 17 septembre et Py, le promoteur de l'entreprise est à peu près assuré d'y être élu. Ayant fait triompher son point de vue sur la représentation au Comité général, il voudrait confirmer la main-mise réformiste sur l'ensemble en faisant élire son candidat au secrétariat de la Bourse. Pour des raisons qui ne sont pas exposées ce n'est plus Fariné mais Xavier Chirette, le « candidat agréable à la municipalité ». Les métallurgistes maintiennent fermement la candidature de Bonnot. Chirette est élu. Une nouvelle fois battus, les métallurgistes choisissent de se retirer en déclarant qu'ils adhéreront directement à la Fédération des Métaux. Les ouvriers textiles de leur côté réservent leur adhésion jusqu'à ce que l'assemblée générale de leur syndicat se soit prononcée. Les maçons maintiennent leur adhésion mais sans grand enthousiasme. Leurs représentants sont, dit-on, en mauvaise intelligence avec Py et Chirette.

L'union ouvrière est bien compromise, et aussi la subvention municipale, subordonnée à l'audience de la Bourse dans les milieux ouvriers. Aussi les dirigeants réformistes se démènent-ils dans les jours qui suivent pour rallier les opposants, Py fait appel à Bietry, à Perrin,

(5) BIETRY : *Les Grèves*.

(6) A. D. Terr. Belfort, M. 1899 : dossier de création de la Bourse du Travail (même source pour la plupart des détails utilisés dans ce chapitre).

secrétaire général de la Fédération socialiste du Doubs et du Haut-Rhin et à Baptiste Dumay de la Bourse du Travail de Paris en leur demandant d'intervenir auprès des métallurgistes. Le mode de représentation des syndicats est modifié et les statuts définitifs prévoient : Pour la Fédération (art. 13) : « Chaque syndicat adhérent sera représenté à raison de trois délégués par syndicat jusqu'à concurrence de 100 membres actifs. Toutefois, les fractions de 100 au-dessus de ce nombre donneront droit à des délégués supplémentaires à raison de un délégué par fraction de 100. » avec cette restriction (art. 16) : « Pour les questions d'un grand intérêt, le vote aura lieu par syndicat, et chaque syndicat adhérent ne comptera que pour une voix. » Et pour la Bourse : « La Commission exécutive est élue par les délégués des syndicats adhérents à la fédération, à raison de un membre par syndicat adhérent jusqu'à concurrence de neuf membres, et renouvelables tous les ans. » Finalement seul le syndicat des métallurgistes reste à l'écart et la liste officielle comprend 17 syndicats (7).

La liste des membres et l'évaluation des effectifs ont été manifestement « gonflés ». Plusieurs réserves s'imposent. Le syndicat de Bavans, qui figure sans indication du nombre de membres, n'est qu'à l'état de projet et ne verra jamais le jour. La chambre syndicale des ouvriers métallurgistes d'Audincourt n'est pas officiellement constituée. Biètry s'emploie en septembre à créer des syndicats dans les usines Peugeot de la Vallée et à les fédérer. Les deux syndicats de Plancher-les-Mines, en Haute-Saône sont également en formation. L'adhésion du syndicat des typographes de Vesoul nous paraît fictive. Cette section de la Fédération du Livre est peu active et ses relations avec une fédération dont le siège est distant de 70 km ne peuvent qu'être difficiles. Le bureau de placement de la Bourse du Travail lui serait utile mais les différents syndicats de typographes pratiquent déjà ce service dans le cadre de la fédération du Livre. D'ailleurs, il ne sera plus fait mention de ce syndicat dans la suite de l'histoire de la fédération. Le syndicat de l'ameublement de Saint-Loup-sur-Semouse s'était constitué en 1894. Animé par Louis Bourg, son fondateur et Albert Jacquey, sculpteur sur bois et militant socialiste, il a soutenu en 1897 une grève de trois mois. Il est en 1898 actif et puissant et son adhésion à la fédération de Belfort ne sera pas sans importance dans les années à venir malgré, là aussi, l'éloignement (60 km). La liste rectifiée des membres de la fédération fait donc apparaître réellement sept syndicats belfortains et cinq syndicats extérieurs et un effectif de 1.000 à 1.500 membres. La fédération et la Bourse seront officiellement fondés et déclarés le 27 septembre. La Bourse ouvrira le 2 octobre et la fédération tiendra sa première réunion de Comité Général en novembre. La région de Belfort-Montbéliard sera, à ce moment-là, en pleine grève.

(7) Voir liste en annexe, n° 14.

CHAPITRE III

LA REVOLTE

L'importance et la complexité des grèves qui se déroulent dans toute la région à partir de septembre sont telles qu'il est utile pour en éclairer l'étude, de retracer d'abord leur déroulement en marquant les phases successives avant de rechercher les origines du conflit et d'en faire le commentaire.

Récit des événements.

On peut distinguer trois phases :

— *Du 26 septembre au 5 octobre.* Il s'agit d'abord de grèves n'intéressant que les usines de la Vallée d'Audincourt. Elles sont de durée brève et entraînent des résultats satisfaisants pour les ouvriers.

— *Du 11 octobre au 20 novembre.* La grève éclate à la S. A. C. M. de Belfort puis, entraîne, en cascade, une série de conflits dans toute la région, à Pont-de-Roide, à Beaucourt, à Bart, etc. et à nouveau dans la vallée d'Audincourt. D'issues d'abord assez heureuses, les grèves se déroulent bientôt dans une atmosphère de violence et échouent l'une après l'autre. Le 20 novembre trois conflits demeurent pendents, aux usines de Badevel, de Châtenois et de Valentigney.

— *Du 20 novembre au 4 décembre.* La lutte se ranime et prend un aspect révolutionnaire : les grévistes se mettent en marche sur Paris. C'est l'échec : le 4 décembre, avec la fin de la grève de Châtenois, la reprise est générale.

Première phase : du 26 septembre au 5 octobre.

En septembre, Bietry, après avoir créé le syndicat de Beaucourt, s'emploie à former la fédération des ouvriers d'Audincourt et de la région. Louys, ouvrier mécanicien à l'usine Peugeot et Bovet de Beaulieu, assurent le secrétariat provisoire de cet organisme en formation. Le 25 septembre, Louys est congédié de l'usine pour retard et brutalité envers un contremaître. Pour tous les ouvriers de Beaulieu, l'affaire n'est qu'un prétexte. On a voulu frapper le syndicat en éliminant un de ses dirigeants. Le retard, d'après le compte rendu de l'Office du Travail (1) était d'une heure. D'après les grévistes, il n'était que de

(1) *Statist. Office du Trav.*, n° 503. Commentaire, p. 514. Nous avons utilisé pour cette section quatre sources essentielles :

- les statistiques et les commentaires de l'Office du Travail ;
- les archives nationales, F. 12.4687 ;
- la brochure de Bietry : *Les Grèves*, publiée en 1900 ;
- la presse locale, en particulier *La Frontière*.

quelques minutes et le contremaître avait immédiatement signifié à Louys son ordre de renvoi (2). La discussion et la rixe n'avaient eu lieu qu'ensuite. Conscients du danger que ce licenciement représentait pour l'avenir de leur organisation syndicale, les 540 ouvriers de l'usine cessent le travail le lendemain et réclament : la réintégration de Louys, le renvoi du contremaître, la garantie des libertés syndicales. Ils adressent en même temps leurs revendications au juge de paix d'Audincourt. Bietry, âme de la propagande socialiste, est immédiatement prévenu et sollicité de venir aider les grévistes de ses conseils et de son talent oratoire. Il vient, et dans deux discours publics, à Beaulieu, dans l'après-midi à Valentigney le soir, il expose très clairement la situation : « C'est une question de vie ou de mort pour le syndicat : ou bien vous sacrifiez Louys que vous jugez assez intelligent et assez dévoué pour gérer votre association professionnelle et du même coup vous rendrez l'emploi impossible, intenable à n'importe lequel d'entre vous, car tous craindront le même sort, ou bien vous obtiendrez, par un mouvement de protestation et d'énergie solidarité, sa réintégration. Par cette mesure, conséquence de votre attitude actuelle, vous prouverez en même temps que la vitalité et la force de votre association, votre désir ferme de marcher, sans entraves, à l'organisation syndicale intégrale (3) ». Dès lors, Bietry va animer d'un bout à l'autre cette première phase des grèves.

Le refus patronal de discussion est d'abord complet. Les deux délégations ouvrières rencontrent un accueil hostile et la proposition d'intervention du juge de paix est repoussée. Face à cette opposition, les grévistes font appel à la solidarité des ouvriers de la vallée en leur demandant de cesser le travail avec eux. Dès le 29 septembre, des absences sont constatées à l'usine Peugeot-Japy de Sous-Roches. Les ouvriers de l'usine Sahler décident de se mettre en grève le 30 (4). Bietry, cependant, cherche à entretenir la force de l'action ouvrière. Il rassemble plusieurs fois par jour les grévistes sur la place de Valentigney pour les haranguer et il organise une manifestation : les grévistes de Valentigney se groupent en cortège et vont à la rencontre de ceux d'Audincourt. La démonstration est imposante. Il est difficile de fixer des chiffres, mais les grévistes de Valentigney étaient plus de 500 et leurs familles les accompagnent. C'est sans doute près d'un millier de personnes qui se mettent en route vers Audincourt. « Sur le pont, traversant la rivière, les gendarmes, commandés par le capitaine EMERY, tentèrent en vain d'endiguer la vague humaine qui allait lentement, mais avec une force, une puissance invincible, chantant des refrains révolutionnaires. »

La situation est grave. Les patrons le comprennent et en particulier M. Armand Peugeot, absent au début du conflit et qui vient de rentrer de voyage. Bietry rend hommage à sa clairvoyance : « L'homme habile qu'est cet industriel, doublé d'un politicien affiné et même d'une bonté peu commune dans sa classe, vit le guépier où ses associés s'étaient aveuglement engagés. Il eut l'intuition immédiate du péril et de son imminence. Il vit ce que les autres affectaient de ne point voir, la grève prenant sous mes efforts une allure révolutionnaire, le mouvement se généralisant dans les centres, les questions de salaires, de règlements et d'heures de travail se greffant avec une prodigieuse rapidité sur les revendications primordiales qui avaient, elles, pour seul but ; les

(2) BIETRY. *Les grèves*.

(3) BIETRY : *Les Grèves*. Statist. Off. du Trav., 1899, n° 504, commentaire, p. 515.

(4) BIETRY : *Les Grèves*. Statist. Off. du Trav., 1899, n° 154, commentaire, p. 516.

libertés syndicales (5) ». M. Armand Peugeot accepte d'embaucher Louys dans son usine d'automobiles d'Audincourt. Obtenant ainsi indirectement satisfaction sur le point essentiel de leurs revendications, les grévistes de Beaulieu reprennent progressivement le travail à partir du 30 septembre. Le 2 octobre, la grève est complètement terminée.

A Audincourt, par contre, malgré la satisfaction accordée aux ouvriers de Beaulieu ; le travail ne reprend pas. C'est que, des revendications viennent se greffer sur la manifestation initiale de solidarité. Ce sont, chez Peugeot-Japy : la journée de 10 heures au lieu de 11 pour les hommes employés à la journée et augmentation de salaire pour les ouvriers aux pièces, la diminution du taux des amendes, à l'usine Sahler : une demande d'augmentation de salaire, une demande de réduction du temps de travail. Dans les deux cas les ouvriers demandent l'intervention du juge de paix. Devant le refus patronal, la grève prend un aspect extrêmement organisé. Des meetings quotidiens ont lieu, des orateurs sont appelés de Belfort, de Besançon, de Paris. Des comités de grève sont créés, dont un comité de femmes pour les fileuses de l'usine Sahler, des secours sont collectés, Borne, le député radical et le sous-préfet de Montbéliard interviennent et après de nombreux pourparlers, satisfaction complète est donnée aux ouvriers de Peugeot-Japy, le 3 octobre. Le travail est repris le 4.

A l'usine SAHLER, une augmentation avait été consentie le 1^{er} octobre pour les fileurs. La grève continuait pour la réduction de la journée de travail et pour une augmentation du salaire des femmes. La situation se durcit à nouveau. Le patron fait savoir qu'il ferme l'usine, qu'elle serait rouverte le 4 et que si le travail n'était pas repris, il la fermerait à nouveau pour un mois. De leur côté, les mécaniciens de Beaulieu menacent de se remettre en grève par solidarité. Le 4, un certain nombre d'ouvriers reprennent le travail. Une bousculade a lieu entre les grévistes et les gendarmes assurant le service d'ordre à la porte de l'usine. La continuation de la grève est votée par 210 voix contre 8 (6). Le député et le sous-préfet de Montbéliard obtiennent enfin les concessions suivantes : Pas de sanction pour fait de grève. Augmentation des ouvriers de la vieille carderie. Augmentation des ouvrières du vieux tissage (taux à déterminer ultérieurement). Le Comité de grève fait approuver ces propositions par acclamations. Le travail est repris le 5 octobre. A cette date, il n'y a donc plus un seul gréviste dans l'ensemble de la région.

Deuxième phase : du 11 octobre au 20 novembre.

Il est nécessaire d'étudier séparément chacun des foyers de grève qui s'allument successivement pendant cette seconde phase.

Grève de la S. A. C. M. à Belfort (7). Ce sont les mouleurs et fondeurs qui déclenchent le mouvement. Le respect des libertés syndicales est encore à l'origine du conflit. Linder, le président du syndicat des métallurgistes, a été renvoyé par un contremaître. 250 ouvriers mouleurs et fondeurs cessent le travail le 11 octobre. La grève s'étend rapidement. Le lendemain matin, il y a 1.300 grévistes, soit près de la moitié des ouvriers de l'établissement, et, dans l'après-midi, quelques centaines de leurs camarades se joignent à eux. La journée a été marquée par une bousculade entre les gendarmes et les piquets de grève à la porte des usines. Les revendications, dont la teneur évoluera au cours

(5) BIETRY : *Les Grèves*.

(6) *Statist. Off. du Trav.*, 1899, n° 154, commentaire, p. 516. BIETRY, op. cit. : 6 bulletins blancs et 1 non.

(7) *Statist. Off. du Trav.*, 1899, n° 506. Commentaire, p. 520.

de la grève sont alors : le renvoi du contremaître et la réintégration de Linder, la suppression des amendes, la reconnaissance du syndicat, la réduction de la journée de travail à 10 heures au lieu de 10 heures et demie, la remise aux ouvriers de la gestion de la caisse de secours. Au cours d'une entrevue avec la direction, les ouvriers obtiennent la réintégration de Linder et le déplacement du contremaître. La grève se poursuit pour les autres revendications. Dans une réunion qui se tient à Belfort dans la soirée Bietry recommande la poursuite de la grève et promet l'aide des travailleurs du Pays de Montbéliard. D'après lui, 40.000 francs peuvent être rassemblés par semaine. Py de son côté prône le calme et la méthode.

Le 13, 500 ouvriers seulement sur 3.039 se rendent au travail. Les patrons annoncent alors la fermeture de l'usine jusqu'au lundi 16, le nombre d'ouvriers étant insuffisant pour assurer la marche de l'entreprise. Les grévistes formulent de nouvelles revendications : la nomination de deux délégués ouvriers par atelier, la participation aux bénéfices ou une répartition plus équitable des primes, la fixation du salaire des apprentis à 10 centimes l'heure pour la première année, 20 centimes pour la deuxième, 28 centimes pour la troisième. L'augmentation du salaire des graisseurs avec un minimum de 40 centimes l'heure, la suppression de l'achat de la houille et du fer par les forgerons obligés jusqu'alors d'acheter eux-mêmes ces matières premières, une augmentation générale de 25 %. Le 14 au matin, une entrevue entre délégués et patrons consacre un accord sur certains points. La poursuite de la grève est cependant votée, à bulletins secrets dans l'après-midi (votants 1.541 sur environ 3.000 grévistes, nuls : 4, continuation : 1537). Le 15, des cortèges se forment et se rendent jusqu'à Danjoutin et Châtenois où se trouve l'importante usine métallurgique Vermot. Le lendemain les usines restent fermées par suite de l'insuffisance des retours au travail. Elles sont gardées par la gendarmerie. Le 17, l'Administrateur du Territoire renoue le dialogue. Sous l'influence de Py, les délégués ont abandonné la revendication générale de 25 % d'augmentation pour une proposition plus nuancée :

Ouvriers entre 25 et 35 centimes de l'heure :	25 % d'augmentation
Ouvriers entre 35 et 40 centimes de l'heure :	20 % d'augmentation
Ouvriers entre 40 et 50 centimes de l'heure :	15 % d'augmentation
Ouvriers entre 50 et 55 centimes de l'heure :	10 % d'augmentation
Ouvriers ayant + de 60 centimes de l'heure :	5 % d'augmentation

Le 18 au soir, grâce aux négociations actives de l'Administrateur, un accord est signé donnant gain de cause aux grévistes sur la réintégration de Linder, le déplacement du contremaître, la caisse de secours, la répartition des bénéfices et des primes entre tous les ouvriers, l'augmentation du salaire des graisseurs, des manœuvres et des apprentis ; les amendes, les délégués. La rentrée a lieu le 19.

Grèves de Pont-de-Roide (8). Entre temps, le 13 octobre une grève s'était déclenchée à la fabrique de limes Veité, à Pont-de-Roide, pour une augmentation de salaires de 50 centimes par jour pour les ouvriers et de 25 centimes pour les apprentis. Le personnel de l'atelier de machines outils de la même entreprise s'était joint aux grévistes par solidarité. La grève s'était terminée le 17, les ouvriers ayant obtenu 25 centimes d'augmentation et les apprentis 10 et 15 centimes. Une conférence avait été faite par Ablitzer, de Montbéliard. Un cortège s'était formé et on avait craint, un moment, l'extension du conflit à l'usine Emile Peugeot.

(8) *Statist. Off. du Trav.* n° 466. *La Frontière*, 19 octobre 1899.

Grèves des usines Japy (9). Les manifestations les plus importantes et les plus violentes de cette seconde phase des grèves se déroulent dans les usines Japy à Beaucourt, Badevel, Feschès-le-Châtel et Bart. Bietry est à pied d'œuvre, il habite à Fesche-l'Eglise et travaille à Badevel. Le fief Japy va constituer pendant cette deuxième quinzaine d'octobre le point névralgique de la lutte sociale. Il y aura là, au maximum, vers le 20 octobre, 3.000 grévistes (9 bis) et le conflit sera émaillé d'incidents nombreux et violents. Il est impossible d'en décrire en détail le déroulement dans le cadre de cette étude. On trouvera simplement ici une chronologie rapide des événements.

Mardi 17 octobre. Début de la grève aux usines de Dampierre et Feschès-le-Châtel. La revendication initiale est la demande de renvoi d'un contremaître. Les ouvriers font appel à la solidarité de leurs camarades des autres usines Japy.

Mercredi 18 octobre. La grève s'étend aux usines de Beaucourt, Badevel et Bart. Les revendications se multiplient : augmentation de salaires. Suppression des amendes.

Jeudi 19 octobre. Il y a environ 3.000 grévistes. Ceux de Dampierre ont été licenciés. Arrivée de troupes.

Dimanche 22 octobre. Bagarres entre grévistes et forces de l'ordre. Quatre arrestations.

Lundi 23 octobre. Rentrée presque complète à l'usine de Dampierre. Les grévistes licenciés sont repris ou refusés suivant les cas. Rentrées partielles aux autres usines. Meetings (nombreux orateurs socialistes). Vote de la poursuite de la grève pour les autres usines.

Mercredi 25 octobre. Graves incidents. Formation de cortèges. Heurts avec les forces de police. Un capitaine de gendarmerie blessé. Deux arrestations non maintenues. Intervention de l'Administrateur du Territoire.

Vendredi 27 octobre. Fin de la grève de Feschès-le-Châtel. Echec complet. Détente.

Mercredi 1^{er} novembre. Fin de la grève de Bart. Echec. Une délégation socialiste part à Paris demander le retrait des troupes de la région de Beaucourt.

Lundi 6 novembre. Reprise du travail à Beaucourt. Echec. (La grève de Badevel se poursuivra jusqu'au 22 novembre.)

Grève de l'usine Vermot à Châtenois (10). La grève de l'usine Vermot dure 42 jours. Les ouvriers avaient en grande partie adhéré au syndicat des métallurgistes de Belfort et suivi avec intérêt la lutte de leurs camarades de la S. A. C. M. Sentant venir la grève, M. Vermot, une des figures les plus autoritaires du patronat local, avait désigné lui-même des délégués « afin d'entendre leurs observations (11). » Les « élus »

(9) *Statist. Off. du Trav.*, n° 457. *La Frontière*, 26 et 29 octobre 1899 - 2, 5, 9 et 12 novembre 1899.

(9 bis) D'après l'*Off. du Trav. La Frontière* avance les chiffres de 8 à 10.000. Même en comptant l'ensemble du personnel plus les effectifs de Châtenois et Audincourt, nous n'arrivons qu'à 5.400 grévistes.

(10) *Statist. Off. du Trav.*, 1899, n° 510. Commentaire, p. 533.

(11) L'affiche qu'il fait placarder à cette occasion sur les murs de son usine mérite d'être plus longuement citée. « Créateur de l'usine de Châtenois, ancien ouvrier moi-même et le plus vieux parmi vous, je revendique moi seul, avec le concours de mon fils, la mission de soigner vos intérêts ; je sais que j'en dois compte à Dieu. C'est pourquoi avant que notre vieille amitié reçoive un coup

s'abstiennent, le syndicat nomme une autre délégation qui réclame : des augmentations de 6 à 25 %, la journée de 10 heures au lieu de 10 heures et demie, la suppression des amendes, l'affichage des tarifs, la gérance de la caisse de secours par les ouvriers, des délégués dans chaque atelier avec réunions mensuelles, la reconnaissance du syndicat, l'arrêt des pressions électorales (Vermot fils était maire de Châtenois). Le refus est évidemment brutal et les positions des deux parties nettement et immédiatement tranchées. « Soutenus par le syndicat métallurgique de Belfort, la fédération de la métallurgie et les cultivateurs de la localité, les grévistes résolurent de prolonger indéfiniment la grève et le patron de ne pas céder ni de négocier avec le syndicat (12). » Malgré ces appuis, et malgré l'aide financière d'une souscription publique ouverte par le journal radical *La Frontière* « pour la conquête de leur liberté politique » la résistance des grévistes faiblit peu à peu. Une vingtaine d'entre eux quittent le village, les autres rentrent à l'usine, vingt-cinq ouvriers ne sont pas repris, dont les membres du Comité syndical.

Nouvelles grèves d'Audincourt (13). Les grèves qui se produisent à nouveau dans la région d'Audincourt à partir du 25 octobre sont une conséquence de celles du mois précédent. L'accord qui y mettait fin prévoyait qu'il n'y aurait pas de sanction pour fait de grève. Or la direction de l'usine Sahler venait de licencier huit ouvriers ayant fait partie du comité de grève. Le 25, les 750 fileurs arrêtent le travail et vont se joindre aux manifestations des grévistes de Beaucourt. De nouveaux licenciements ont lieu à la suite de cette manifestation. 440 ouvriers reprennent le travail le 26. Ce nombre va ensuite en diminuant jusqu'à la fin de la grève, le 3 novembre. Les derniers licenciements sont annulés, mais les huit ouvrières primitivement congédiées ne sont pas réembauchées. Des licenciements ont lieu aux usines Peugeot pour les mêmes motifs et les grèves qui en résultent se prolongent jusqu'au 26 novembre, marquées de bagarres avec la troupe et la gendarmerie le 14 (14).

Autres grèves. Les autres grèves décrites ici sont brèves et de moindre importance. Elles participent cependant au climat général d'agitation. A Seloncourt, deux grèves d'horlogers (du 28 octobre au 3 novembre et du 3 au 4 novembre) ont pour motif une demande de relèvement des tarifs. Les ouvriers obtiennent en partie satisfaction après intervention du député radical Borne (15). A Pont-de-Roide, les ouvriers de l'usine de limes Veité se mettent à nouveau en grève par une augmentation de salaires de 10 %. La grève dure du 30 octobre au 13 novembre sans résultat (16).

Troisième phase : du 21 novembre au 4 décembre.

Le 19 novembre, trois établissements demeurent en grève : à Badevel, l'usine Japy, à Châtenois, l'usine Vermot, à Audincourt, la fabrique de machines à coudre Peugeot. C'est cette dernière grève qui va ranimer la lutte. Par solidarité, les ouvriers des usines Peugeot de la Vallée cessent

funeste par l'effet d'une grève, je désire vous causer paternellement et entendre ensuite, de la même façon, les observations que vous auriez à formuler. » (Statist. Off. du Trav., p. 533. *La Frontière*, 22 octobre 1899).

(12) Statist. Off. du Trav., 1899, p. 533.

(13) Statist. Off. du Trav., 1899, n° 155.

(14) Statist. Off. du Trav., 1899, n° 511.

(15) Statist. Off. du Trav., 1899, nos 462 et 463.

(16) Statist. Off. du Trav., 1899, n° 467. *La Frontière*, 5 novembre 1899.

le travail le 20 novembre : 200 personnes à l'usine des cycles de Sous-Roches sur 900, 575 personnes à l'usine des cycles de Beaulieu, soit l'ensemble, 340 personnes à l'usine d'automobiles d'Audincourt, soit l'ensemble. L'origine de ces manifestations de solidarité étant le licenciement de huit ouvriers ayant joué un rôle important dans la première grève de septembre, on constate que la région d'Audincourt demeure pendant ces trois mois le centre de l'agitation. Mais la situation est sans issue apparente : un instant débordé au début du conflit, le patronat s'est ressaisi. Les dernières grèves se sont toutes soldées par des échecs devant leur intransigeance. L'enthousiasme ouvrier du début s'est éteint. Certaines grèves durent depuis plus d'un mois et la misère s'est installée dans de nombreux foyers.

C'est alors que Bietry, pour galvaniser les énergies, conçoit l'idée d'une marche des grévistes sur Paris. Cette tentative constituera le dernier épisode des grèves et consacrera leur échec. Le mardi 21 novembre, au matin, 1.500 grévistes d'Audincourt, Beaulieu, Valentigney et Badevel se mettent en route vers Paris. Ils arrivent à Sochaux vers 9 heures. « En tête quatre gendarmes et 200 cyclistes grévistes. Puis... les clairons et la musique de grève, les femmes, au milieu d'elles, la citoyenne Sorgues de la Petite République, puis le gros de la troupe avec en tête Quillici et Bietry. Deux voitures chargées de vivres et de bagages ferment la marche. Derrière, douze gendarmes et un peloton de hussards qui devaient accompagner les manifestants jusqu'à la sortie du département. Des drapeaux tricolores et des banderolles « Vivre en travaillant ou mourir en combattant (17) ». A Châtenois, les grévistes de l'usine Vermot se joignent au cortège ce qui porte le nombre des manifestants à près de 2.000. A 13 h 30 les grévistes arrivent à Danjoutin, à 2 km de Belfort. L'Administrateur du Territoire a fait garder tous les chemins menant à la ville et disposer des troupes (deux compagnies d'infanterie et un escadron de cavalerie) à hauteur du mur d'enceinte. Bietry a projeté de faire coucher tout le monde à Belfort. Il a fait placarder une affiche dans l'après-midi sur les murs de la ville.

« 1.500 grévistes d'Audincourt, Valentigney, Châtenois, Badevel, affamés par un patronat intransigeant, mourant de faim au pied des usines, se mettent en route pour Paris. Nous allons crier au gouvernement, à Paris, à la France entière, notre misère et l'infamie des patrons. Nous serons, à Belfort, ce soir, à 2 heures et demie sur la place de la Mairie. Que tous les travailleurs, que tous les bons Français, tous les démocrates amis des travailleurs viennent à notre aide. Que tous nos amis de Belfort et même nos ennemis au cœur généreux ayant des lits disponibles viennent se faire inscrire pour loger un ou plusieurs de nos grévistes. La permanence se tiendra sur la place du Théâtre. Que d'autre part, ceux qui veulent apporter des secours en argent veuillent les déposer avant demain à la Bourse du Travail où notre trésorier ira les prendre. Nous comptons sur vous et merci d'avance. Vive la République. Bietry. Paul Quillici. Sorgues (18) ».

L'Administrateur de Belfort décide d'interdire l'entrée de la ville au cortège. La situation risque de devenir rapidement très grave. Finalement, les grévistes acceptent de passer la nuit à Danjoutin. Ils allument des feux dans les prés et, très tard, dansent « au son de la Carmagnole (19). Le lendemain, Fleury, l'Administrateur du Territoire, interdit tout attroupement sur la voie publique et, devant le refus des manifestants de se disperser, arrête Bietry et Quillici. Désarmés, les grévistes prennent le chemin du retour sous la promesse que les deux

(17) *La Frontière*, 23 novembre 1899.

(18) *La Frontière*, 23 novembre 1899.

(19) *La Frontière*, 23 novembre 1899.

inculpés vont être libérés. Le soir, les ouvriers de la Société Alsacienne manifestent à Belfort en faveur de Bietry et Quillici. Des pierres sont lancées devant la préfecture. Le préfet, qui est intervenu, doit être dégagé par la police. Le cortège cependant s'est disloqué. Les grévistes sont rentrés chez eux par petits groupes. Le plus important (300 personnes) traverse Sochaux le 23 à midi. La reprise du travail est générale à Badevel le 24, à Audincourt le 28. Bietry et Quillici sont relâchés. Seule la grève Vermot se poursuivra jusqu'au 4 décembre ». Ainsi s'achèvent ces grèves « qui ont si profondément troublé le pays et dont le contre-coup se fera sentir longtemps dans la région » (20).

Causes des grèves et de leur échec.

Les grèves de l'automne 1899 ont, en général, surpris. Ardouin-Dumazet considère comme « inexplicable » cette brusque colère d'une population « tranquille et heureuse » (21). Les rapports administratifs font état de l'étonnement des industriels et des autorités préfectorales et municipales. L'Encyclopédie socialiste note également (22) : « L'explosion de 1899 fut une surprise générale, personne n'avait pensé à la possibilité d'un geste de révolte de la part des ouvriers. » L'explication la plus commode et la plus courante est d'attribuer l'agitation à des meneurs étrangers au pays. La présence, pendant ces grèves, de nombreux orateurs et militants socialistes, facilite la défense de cette thèse. Nous avons constaté cependant que les premières grèves chez Peugeot en septembre éclatèrent spontanément. Par la suite, il est exact que les grévistes reçurent l'appui et les encouragements de militants étrangers à la région, mais seuls Quillici et Mme Sorgues (22 bis) firent un séjour prolongé sur le théâtre des grèves. Encore fût-ce tout à la fin du conflit. Il y eut bien une influence extérieure à l'origine de la révolte ouvrière. Ce fut la propagande menée depuis plusieurs années par les militants socialistes. Nous avons vu qu'elle avait amené un renforcement considérable des syndicats. La raison principale des grèves a été le heurt de la force syndicale croissante et de l'opposition patronale brutale. Les grèves de septembre ont pour origine des licenciements de militants et le respect des libertés syndicales est au centre des luttes qui suivent. D'autres causes ont joué. L'année 1899 est une année de grèves en France : 740 grèves et 176.826 grévistes (368 grèves et 82.065 grévistes seulement en 1898). Les militants locaux et Bietry en particulier ont eu une action déterminante. Examiner ces causes, c'est examiner en même temps les raisons de l'échec final.

Car il y eut indiscutablement échec. A court terme, l'amélioration de la condition ouvrière fut insignifiante. A long terme, l'organisation syndicale fut compromise. Les premières grèves de l'année avaient apporté quelques améliorations partielles au sort des ouvriers du textile. Mais il s'agissait de satisfactions le plus souvent précaires : renvois de contremaîtres, aménagements des règlements intérieurs. Les grèves de fin septembre dans la région d'Audincourt avaient, par contre, consacré une grande victoire ouvrière : la reconnaissance de la liberté syndicale dans les usines Peugeot et Sahler. Dès novembre cependant, elle était remise en question et après l'échec final, les garanties obtenues

(20) Arch. Nat., F. 12.4687. Rapp. du Procureur Général de Besançon au garde des Sceaux, 27 novembre 1899.

(21) ARDOUIN-DUMAZET : *Voyages en France*, p. 158 et suiv.

(22) *Encycl. Social.*, t. III, Doubs, p. 64.

(22 bis) Fondatrice et présidente du Comité Socialiste Révolutionnaire de Gransac, dans l'Aveyron. *Encycl. Soc.*, t. II, p. 145.

deviendront lettre morte. Les quelques avantages matériels arrachés au début du conflit seront également grignotés peu à peu. Les grèves des usines Japy se soldent toutes par des échecs. Seuls, les résultats consignés dans l'accord S.A.C.M. seront préservés.

En face de cet actif presque inexistant, il faut porter trois mois de luttes et de souffrances ouvrières : les horlogers de Badevel ont chômé 36 jours, les mécaniciens d'Audincourt 31, ceux de Châtenois, 42. L'organisation syndicale sort très affaiblie de l'épreuve. Les syndicats pour la plupart subsistent, mais leurs effectifs ont baissé et, surtout, le découragement est général (23). La fédération d'Audincourt est privée de ses principaux militants (24). La fédération de Belfort, à peine née, a dû faire face à un problème qui la dépassait. Son avenir semble compromis. Faisant « l'autopsie » d'une grève engagée à Besançon par les monteurs de boîtes d'argent, cette même année 1899, Jean CHARLES note que les facteurs de succès ou d'échec d'une grève sont au moins au nombre de trois : la conjoncture économique, l'appui général des ouvriers, les moyens financiers. La conjoncture économique est favorable quand les industries manquent d'ouvriers et que les patrons ne peuvent remplacer les grévistes par des chômeurs. Il nous est difficile de dire quelle est la situation exacte de la région à ce point de vue en 1899. Maillard qui a cherché à étudier les crises dans l'industrie régionale pour cette période avoue ne pouvoir donner de précisions. Fautes de statistiques sur l'activité manufacturière, il a consulté le registre des faillites de l'arrondissement de Montbéliard, sans y déceler d'orientation bien nette (25). L'horlogerie connaît certainement une crise, comme à Besançon. La modernisation des moyens de production réduit d'autre part les besoins de main-d'œuvre. Mais le développement croissant, au même moment, à Belfort et dans le Pays de Montbéliard des industries mécaniques permet d'absorber la main-d'œuvre ainsi libérée. Il y a transfert mais certainement pas chômage (26). En ce sens, la conjoncture économique est favorable en 1899, à une grève d'ensemble. Le déroulement des conflits indique, d'autre part, qu'une grande partie de la population ouvrière est favorable à la grève, tout au moins à ses débuts. Nous en voyons l'indice dans la manière extrêmement rapide dont se généralisent les arrêts de travail. Les ouvriers des usines PEUGEOT d'abord, puis ceux des usines JAPY semblent animés d'une réelle solidarité. L'arbitraire des licenciements, la maladresse du comportement patronal ont joué pour beaucoup dans l'extension du mouvement. Mais cette union se relâchera assez vite. Certains différends trouveront une solution partielle. Dans d'autres entreprises, les ouvriers devront reprendre le travail pour subsister.

La cause essentielle de l'échec des grèves réside, en effet, dans l'absence de moyens financiers et, plus généralement, d'une organisation d'ensemble. Le mouvement n'a pas été préparé. La Fédération d'Audincourt n'est pas encore constituée quand éclate la grève de l'usine de Beaulieu. La Fédération Ouvrière de Belfort vient à peine de déposer ses statuts. Aucun organisme syndical ne possède une réserve de fonds suffisante pour soutenir une grève. Des Comités sont donc constitués qui cherchent à collecter des secours. Mais le mouvement s'étend et malgré quelques appuis financiers de syndicats d'autres régions, il

(23) Cette baisse n'apparaît pas encore sur les états de 1900, les chiffres fournis fin 1899 par les syndicats étant encore ceux de l'époque des grèves, au moment où ils rassemblaient le maximum d'adhérents.

(24) *Encycl. Social.*, t. III, Doubs, p. 64.

(25) MAILLARD, *op. cit.*, p. 163 et 164.

(26) Cf. GOETZ : *Stim. et Prop. de la Croiss.*, p. 13.

devient impossible de poursuivre la lutte. Celle-ci souffre aussi de l'absence d'organisation. Malgré sa jeunesse, la Fédération Ouvrière de Belfort aurait pu chercher à diriger le conflit. Quand éclatent les grèves, elle possède un Comité Général, présidé par Py. Or, il ne semble pas que ce comité ait été réuni. On n'en retrouve aucun écho dans la presse ou dans les comptes rendus de police. Bietry qui expose en détail, dans sa brochure, le déroulement des événements, n'en parle pas. Bien plus, l'appui qu'il reçoit de Belfort lui parvient par l'intermédiaire de Dreyfus dont il cite la correspondance. C'est lui qui lui apporte fin octobre, le produit d'une quête faite à Belfort. Or Dreyfus, le fondateur du groupe socialiste, n'appartient pas à cette époque à l'équipe dirigeante de la Fédération. L'action de cette équipe n'est cependant pas inexistante : elle approuve le mouvement au travers d'articles dans la presse radicale et Py se rend une demi-journée à Audincourt. Il joue un rôle plus important dans la grève de la S. A. C. M. A l'Assemblée Générale des métallurgistes, le 12 octobre il recommande le calme et la méthode tandis que Bietry prêche la poursuite de la grève. Et quelques jours plus tard il convainc les grévistes de réduire leurs revendications de salaires. Lors de la « marche sur Paris », c'est le local de la Bourse du Travail qui est désigné pour recevoir les dons en faveur des participants mais radicaux et réformistes s'empressent de désavouer la manifestation et les violences qui ont lieu à Belfort. Au total, la Fédération reste sur la réserve. Elle se défend même de diriger ou d'animer le mouvement. « Si les représentants autorisés de la Bourse du Travail ont apporté leur modeste concours aux grévistes, c'est sur la sollicitation de ces derniers et après les grèves déclarées par solidarité ouvrière et dans le but louable d'apaiser les conflits pour lesquels on avait sollicité leur concours (27) ». Suivent quelques allusions électorales qui montrent clairement les raisons de l'attentisme des réformistes : ne pas exposer la municipalité qui a subventionné la Bourse aux critiques de la droite aux approches des élections municipales (mai 1900).

Ce faisant, ils encourent une lourde responsabilité : la lutte se poursuit sous la seule conduite d'un guide inexpérimenté et peu conscient des véritables intérêts de la classe ouvrière. C'est Bietry en effet, qui, d'un bout à l'autre, anime le conflit. Dans sa brochure « Les Grèves », il cherche à s'en défendre. Il montre que les grèves éclatèrent en dehors de lui, ce qui est exact. Mais l'importance de son rôle transparaît à chaque page : il a animé la propagande syndicale avant les grèves, il a pris la tête du mouvement dès le début et c'est lui finalement qui a eu l'idée de la marche sur Paris. Les militants d'Audincourt, qui sont à peine en place, seront tout de suite débordés. Les orateurs socialistes : Briat, Coutant, etc. ne feront que passer. Seuls Quillici et la citoyenne Sorgues aideront Bietry plus concrètement, mais seulement dans les derniers jours de la lutte. Nous avons vu le rôle important de Bietry comme militant socialiste et syndicaliste à partir de 1898. Il avait rapidement pris la tête du mouvement ouvrier dans le Pays de Montbéliard. Mais son expérience de militant était très courte. Né à Fesche-l'Eglise en 1872 il s'était expatrié dès l'âge de 13 ans, était revenu au pays natal vers 1889, puis l'avait quitté à nouveau pour s'engager. Il venait enfin de rentrer à Badevel après avoir travaillé dans l'horlogerie en Suisse et en Allemagne (28). Perrin, président de la Fédération Socialiste de Besançon, qui fut un temps son ami, décrit ainsi, dans ses « Mémoires », le Bietry de cette époque :

(27) Communiqué de la Bourse du Trav. *La Frontière*, 9 novembre 1899. Cf. encore, discours de Py au Comité Général de la Fédération le 10 décembre 1899. (*La Frontière*, 17 décembre 1899.)

(28) PAWLOWSKY : *Les Syndicats jaunes*, p. 116.

« Nous recevions un jour au journal *Le Doubs Socialiste*, un article de Badevel, signé Pierre Bietry. De suite, moi et les camarades de Montbéliard nous mettons en relations avec ce citoyen, contremaître dans l'usine d'horlogerie de son beau-père. Il avait été à Biribi et son antimilitarisme en fit un de nos bons camarades. Il parlait plutôt mal, mais il écrivait bien, et de suite, il se mit à la tête du mouvement dans cette importante vallée. Des groupes socialistes et des syndicats se créent à Audincourt, Beaulieu, Valentigney, Badevel, Fesches, Beaucourt, etc. et partout les adhérents le suivaient aveuglément (29). » Ses succès de leader semblent avoir surexcité son ambition politique. Mais il a très mal apprécié le rapport des forces en présence. Quand il sent la lassitude gagner les grévistes, il ne peut se résigner à la défaite et tente cette « marche sur Paris », qui tourne court. Perrin porte sur lui un jugement sévère : « Un jour je recevais un télégramme à Montbéliard me demandant d'urgence. Arrivé à 6 heures à Audincourt, je trouvais devant la gare les grévistes, rangés en colonne de compagnie avec des fusils de chasse, des triques, des râtaux et passés en revue par Bietry et un Quillici qui fut son âme damnée, avant leur départ pour l'exode sur Paris. Je déconseillai aux malheureux grévistes de se prêter à ce mouvement qui allait leur permettre de gagner Belfort, quittes à se faire massacrer là-bas par la troupe et la gendarmerie... Rien n'y fit et je dus reprendre le train sous les huées de bons camarades mais inféodés aux deux chenapans politiques (30). » Il faudra des années de lutte syndicale consciente et réfléchie pour réparer les dégâts de cette action tumultueuse.

La réaction patronale devant les événements n'est pas sans nuance. Le mouvement syndical, à ses origines, ne semble pas avoir inquiété outre mesure les patrons. Ils sont convaincus pour la plupart, qu'ils ont résolu dans leurs entreprises la question sociale par leur politique d'autorité et de philanthropie et que les ouvriers leur sont dévoués et reconnaissants. Les premières manifestations syndicales leur semblent relever de l'ingratitude ; pis encore les grèves. Leur première réaction est alors le refus brutal de discussion, la non-reconnaissance des délégués ouvriers et la fermeture de l'usine. « Chaque tentative de conciliation, chaque démarche destinée à rechercher un terrain d'entente pour apaiser le conflit amenait une réponse inflexiblement pareille : Je ne discute pas, je ne reconnais point le droit de grève à mes ouvriers ou ouvrières, je ne discuterai que lorsque mes ateliers seront réintégrés, je me réserve de chasser qui bon me semblera, je ne connais ni reconnais aucun syndicat » (31). C'est la réaction quasi générale du patronat et c'est celle que nous avons toujours constatée jusqu'à maintenant. Quelques attitudes, au début des grèves, témoignent cependant d'un certain libéralisme. On a vu, ainsi, celle d'Armand Peugeot dans les grèves de fin septembre. Sa tactique doit peut-être beaucoup à des préoccupations électorales, mais il est réellement populaire parmi ses ouvriers. Malgré l'âpreté de la lutte et l'excitation des esprits, quand il énonce du haut du kiosque de la place de Valentigney ses propositions conciliatrices, des cris de « Vive Armand Peugeot » jaillissent de la foule. C'est Bietry lui-même qui le note. Henri Japy, patron de l'usine de Badevel et maire de la commune, dont nous avons déjà cité quelques formules typiquement « paternalistes », prend la parole dans une réunion ouvrière au début de la grève dans son entreprise. Les termes de son discours déplaisaient à sa famille et à ses associés qui l'accusent d'être le promoteur de la grève et d'avoir encouragé la création des syndicats et l'entente des travailleurs français

(29) *Cahier Perrin*, n° 2.

(30) *Cahier Perrin*, n° 2.

(31) BIETRY : *Les Grèves*.

et étrangers. Cela se termine, paraît-il, par une « scène de pugilat » au Conseil d'administration (32). Le discours d'Henri Japy ne justifiait pas cette colère. Il cherche en fait à orienter le mécontentement des ouvriers sur leurs camarades allemands. «...C'est ainsi que vous devez faire, Messieurs, organisez vos syndicats de façon à pouvoir discuter d'une façon permanente avec vos frères des usines similaires, et surtout avec ceux qui vous nuisent le plus en ce moment, ceux de la Forêt-Noire, discutez, dis-je, les conditions de travail, en tenant compte, s'il le faut, des conditions, des lieux... C'est devant la porte du néfaste Méline que vous devriez aller protester pour lui reprocher d'avoir élaboré des tarifs de douane idiots (33). » Le discours d'Henri Japy témoigne, de plus, d'une évolution de la position patronale. La violence du conflit a frappé les industriels. Ils ont éprouvé la force que représentaient les syndicats et le danger de la répression brutale. Ils vont s'efforcer d'annihiler l'action syndicale par une politique plus subtile : en décourageant les « vrais » syndiqués par des brimades, en dissimulant les licenciements de militants sous des prétextes hypocrites, en créant, d'autre part, de « faux » syndicats, inféodés au patronat, les syndicats jaunes, afin de rompre l'union ouvrière. Un seul secteur industriel restera en dehors de cette évolution. Les usines Viellard-Migeon n'ont pas été atteintes par la grève (34).

Les conséquences des grèves de 1899 ne furent pas les mêmes pour tous les syndicats de la région. Les plus touchés furent ceux du Pays de Montbéliard, qui demeurèrent au centre de la lutte pendant trois mois. Les conclusions de l'Encyclopédie Socialiste sont très pessimistes : « Le silence absolu se fit dans les milieux ouvriers. L'organisation syndicale végéta, périllicita pour ne renaître qu'au cours de la guerre (35). » Ces observations ne sont malheureusement que trop vraies. A partir de 1900, les renseignements que nous avons pu réunir sur le syndicalisme du Pays de Montbéliard sont extrêmement rares et nous ne pourrions consacrer à cette région que quelques paragraphes peu documentés. Ils montreront les terribles difficultés que rencontrent les quelques militants qui s'efforcent de maintenir en vie les associations ouvrières (36). Les syndicats de la région de Belfort furent moins mêlés à l'action. Les grèves y furent moins violentes. L'organisation syndicale, plus ancienne, y était mieux organisée et cela ne fût pas sans influence sur le caractère des manifestations de Belfort ou de Châtenois. Henri SÉE note que : « les progrès de l'organisation ouvrière ont plutôt tendance à discipliner l'action sociale des travailleurs, les grèves ne se multiplient pas (les syndicats, même, en bien des cas, arrêtent les mouvements inconsidérés) et elles revêtent souvent un caractère moins violent (37). » A Besançon, le rôle de la Fédération Ouvrière est sensible dans la conduite des actions ouvrières. De la création en 1891, jusqu'en 1896, les dirigeants animent les grèves, secourent les grévistes, appuient les

(32) *La Frontière*, 22 octobre 1899.

(33) Henri JAPY. Discours à ses ouvriers en octobre 1899. Publié en 1936 par Frédéric Japy, son fils, avec d'autres discours et écrits pour présenter d'Henri Japy, le portrait d'un patron libéral : « Les idées d'un précurseur sur les questions sociales et ouvrières 1848-1935 ». La démonstration n'est pas convaincante.

(34) Nous relevons la première grève en 1911 (III^e partie, chap. 3).

(35) *Encycl. Social.*, t. III, Doubs, p. 64.

(36) *Rév. Synd.*, janvier 1901. « A Beaucourt, la situation devient précaire. Une terreur noire règne dans le pays. Tous les militants qui ont accepté des fonctions dans le Comité ont été sacrifiés pour un motif futile et se sont vus privés de travail ».

(37) H. SÉE : *Histoire économique de la France*, p. 348.

revendications. Après cette date, la Fédération devient au contraire un élément modérateur et empêche fréquemment les conflits, au nom de l'intérêt général de la classe ouvrière. Mais dans l'une et l'autre phase de son action, elle apporte au mouvement revendicatif l'aide de son expérience et de son organisation. Les grèves remportent des succès divers mais ne revêtent pas cet aspect désordonné et violent qu'ont celles du Pays de Montbéliard en 1899 (38). L'échec final fait sentir davantage encore aux syndiqués de Belfort la nécessité d'une organisation solide. L'orientation révolutionnaire du conflit renforce l'audience des syndicats réformistes. Aussi de 1900 à 1914, la Fédération Ouvrière de Belfort va-t-elle dominer le mouvement ouvrier de la Région.

(38) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 65 et suiv.

TROISIEME PARTIE

**L'ŒUVRE DE LA FÉDÉRATION RÉFORMISTE
(1900-1914)**

CHAPITRE I

LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS SYNDICALES

L'évolution des effectifs.

Entre 1900 et 1914, le syndicalisme local mène une existence extrêmement difficile. L'évolution des effectifs permet de mesurer les conséquences de l'épreuve subie en 1899. Le nombre de syndiqués se maintient presque continuellement en dessous de 2.000, soit à peine la moitié de ce qu'il était en 1899, alors qu'à l'échelon national, malgré les crises que traverse le mouvement syndical, les effectifs continuent de s'accroître. Le nombre de syndicats présente des variations un peu différentes (1). Entre 1900 et 1903, il augmente dans la région, ce qui peut sembler étonnant mais ne doit pas faire illusion. Il s'agit d'un accroissement factice qui ne recouvre pas un véritable progrès de l'action syndicale. Sur les sept syndicats créés, cinq auront disparu en 1904 (2). Formés par quelques militants dévoués, ils n'ont rencontré aucune adhésion dans la masse. Un autre n'aura une réelle activité qu'à partir de 1905 (3). Le cinquième ne parviendra à se dégager de la tutelle patronale qu'en 1906 (4). Le réveil brusque, mais provisoire, des années 1906 et 1907 attire l'attention. Les motifs en sont complexes. Ils tiennent à l'action locale et au contexte national. Etroitement liés aux questions de doctrine, ils seront étudiés au chapitre suivant. Un examen plus détaillé des statistiques que nous possédons nous montre que les foyers d'action syndicale dans la région ont été diversement touchés.

A Belfort, la Fédération Ouvrière subit une baisse d'effectifs considérable qui a une double origine : sa zone d'influence se restreint progressivement à la seule agglomération belfortaine ; les syndicats extérieurs à la ville disparaissent (Bavans, Colombier-Fontaine) ou mènent une existence autonome (Fédération d'Audincourt, Syndicats de Montbéliard) ; les syndicats belfortains périclitent.

A Audincourt. Les Syndicats d'Audincourt et de Valentigney étaient en formation en septembre 1899, au début des grèves. Seul avait alors adhéré à la Fédération de Belfort le syndicat des métallurgistes de Valentigney. Le 4 février 1900, quatre syndicats sont officiellement

(1) Voir statistiques en annexe, n° 15.

(2) Syndicats de l'usine de Sainte-Suzanne, du bâtiment et du textile de Giromagny, des mouleurs et des tailleurs de pierre de Belfort.

(3) Synd. des P. T. T.

(4) Synd. de l'usine Schwander, à Montbéliard, qui se fonde en 1906, dans un syndicat de l'ameublement.

déclarés (5) : la Chambre Syndicale des ouvriers métallurgistes et parties similaires de Sous-Roche, la Chambre Syndicale des ouvriers métallurgistes et parties similaires de Beaulieu, la Chambre Syndicale des ouvriers métallurgistes et parties similaires de Valentigney, la Chambre Syndicale des ouvriers de l'usine des automobiles d'Audincourt. Ces quatre associations s'unissent dans une « Fédération des Chambres Syndicales ouvrières du Pays de Montbéliard » dont le président est Paul Parisot. Elles n'ont plus, de ce fait, aucun lien statutaire avec la Fédération Ouvrière de Belfort. Rassemblant les syndiqués des usines Peugeot de la Vallée, elles ont jusqu'en 1914 une histoire distincte. En 1910, le transfert des laminoirs à froid de Beaulieu à Valentigney et l'intensification des fabrications automobiles de la nouvelle « Société Anonyme des Automobile et Cycles Peugeot » (6), amènent l'apparition d'un nouveau syndicat des ouvriers en voiture et réduit l'importance de celui de Beaulieu. Les effectifs contrairement à ceux de Belfort, demeurent stables. Mais l'activité de cette Fédération semble très réduite.

A Montbéliard, il y a, en 1900, quatre syndicats : Livre, Bâtiment, Horlogers et ouvriers de l'usine Schwander (ébénisterie). Ils obtiennent le 5 juin 1901, après plusieurs demandes infructueuses, une subvention de 1.000 francs pour créer une Bourse du Travail. Cette Bourse n'aura qu'une activité des plus réduites. Elle disparaîtra en décembre 1905, les syndicats de Montbéliard étant trop faibles pour l'animer. Ils rassemblent, au mieux, ces années-là, deux cents membres, d'après des évaluations certainement « optimistes » (7).

	1901	1902	1903	1904	1905
Livre	25	25	25	21	20
Horlogers	50	52	15	25	50
Bâtiment	60	30	35	34	20
Schwander	68	60	50	65	70

De 1905 à 1914, le syndicalisme ouvrier est presque inexistant à Montbéliard : les typographes conservent une vingtaine d'adhérents mais n'ont aucune activité, le syndicat des horlogers disparaît en 1906 (8). Les ouvriers du bâtiment ne tiennent plus de réunion à partir de 1907. Mais leur association n'est effectivement dissoute qu'en juin 1909 (9). Un nouveau syndicat, dit « des travailleurs de l'Industrie du bâtiment de Montbéliard », apparaît en juillet 1912. Il groupe trente membres et adhère à la Fédération Nationale du Bâtiment (10). Le Syndicat de l'usine Schwander fait place en 1907 à une association ouvrière plus vaste (81 membres) et plus combative, dite de l'Ameublement et des partis similaires, dissoute elle-même en 1912. Ainsi, à la veille de la guerre, deux syndicats seulement subsistent à Montbéliard : celui du bâtiment (30 membres), celui des typographes (25 membres).

(5) A. D. Terr. Belfort. M. 1900.

(6) SÉDILLOT, *op. cit.*, p. 102.

(7) A. D. Doubs. 144 M I. Les syndicats, désirant obtenir une subvention municipale, « gonflent » le chiffre de leurs adhérents.

(8) Il ne figure plus sur l'état préfectoral de janvier 1907. (A. D. Doubs. 144 M I).

(9) Cahier des délibérations du synd. du bâtiment. (A. M. Montbéliard, F. 103).

(10) A. M. Montbéliard, I 28 et 29.

Dans les autres agglomérations du Pays de Montbéliard, la situation n'est guère meilleure (11). Colombier-Fontaine demeure un foyer d'action socialiste et syndicale, mais la situation industrielle est peu favorable. L'incendie du tissage Méquillet-Noblot en 1906 entraîne la dissolution du syndicat de l'Union Ouvrière. Deux autres usines se sont installées à Colombier-Fontaine : les Fonderies de l'Est et la fabrique de meubles Baumann. Elle attirent par des salaires plus élevés la main-d'œuvre de la filature existante. De sorte que les effectifs du syndicat textile, qui comptait une trentaine de membres, baissent peu à peu au profit du syndicat de l'usine Baumann qui s'est formé en 1904 (70 membres en 1910). Le syndicat textile est finalement dissous en janvier 1912. A Seloncourt, le syndicat de l'horlogerie n'a qu'une existence morale. Il ne perçoit plus de cotisations et ne tient que très peu de réunions. Il y a 47 syndiqués en 1900, 12 en 1902, 10 en 1908, 15 en 1912. Les ouvriers de la fabrique de boîtes à musique l'Epée, à Sainte-Suzanne, avaient créé en janvier 1900 un syndicat de près de 80 membres. Il n'aura qu'une existence très brève : il est dissous en novembre 1903. Les deux syndicats de Beaucourt ont disparu à la suite des grèves. Les fonds du syndicat révolutionnaire ont été mis à la disposition de la Fédération de Belfort. Le Syndicat de Badevel, créé pendant les grèves, est adhérent en 1901 à la Fédération Ouvrière de Belfort. Les états administratifs mentionnent jusqu'à la guerre un syndicat de Badevel mais celui-ci n'est plus membre de la Fédération. Nous ne le retrouvons dans aucune manifestation de la vie ouvrière. S'agit-il du même syndicat ou d'une création patronale ? Nous ne pouvons nous prononcer. Un syndicat rouge est créé à Dasle en 1903. La Fédération lui attribue les fonds remis par l'ancien syndicat de Beaucourt. Il vit jusqu'à la guerre mais quitte la Fédération. A Delle, on ne rencontre aucune activité syndicale avant 1913. Les métallurgistes forment un syndicat qui adhère à la Fédération de Belfort. Mais il ne rassemble que dix adhérents. En 1914, la région ne compte donc que deux foyers syndicaux de quelque importance ; les Fédérations de Belfort et d'Audincourt, avec des effectifs à peu près équivalents, mais hélas très faibles. Seul, le foyer de Belfort demeure actif. Si le syndicalisme n'a pas perdu toutes ses positions, il le doit à l'énergie de quelques militants qui s'efforcent, coûte que coûte, de faire vivre les institutions ouvrières.

Les organismes fédéraux.

Il existe presque nécessairement un lien de fait entre les Fédérations ou Unions locales de syndicats et les Bourses du Travail. La gestion d'une Bourse impose une permanence de rapports entre les syndicats de la région même et les conduit naturellement à se fédérer. A Belfort, les deux organismes, créés simultanément, demeurent étroitement liés jusqu'à la guerre de 1914. Les syndicats adhérents sont membres des deux institutions (12). La Fédération est l'association des syndicats locaux. Les membres se réunissent en assemblée plénière chaque année. Ils y entendent le rapport du Comité Général, composé des représentants de chaque syndicat, à raison de trois délégués par syndicat jusqu'à concurrence de 100 membres actifs et d'un délégué supplémentaire par fraction de 100 (art. 13). Le Comité Général forme l'organe de décision. Il nomme un Bureau composé d'un Secrétaire et d'un Trésorier

(11) Cf. A. D. Terr. Belfort. M. 1900-1914. A. D. Doubs, 144 M I.

(12) Pas de rivalité entre les deux organismes. J. CHARLES note (*op. cit.*, p. 33) que les fédérations ouvrières sont fréquemment créées par des militants guesdistes tandis que les Bourses du Travail sont dues à l'initiative d'éléments anarchisants. A Besançon les mêmes militants socialistes sont à l'origine des deux institutions.

ayant chacun un adjoint. Les décisions du Comité Général sont prises à la majorité mais pour les questions importantes, chaque syndicat représenté n'a droit qu'à une voix. Il existe quatre commissions : de propagande et de statistique, d'arbitrage, de finances, de contrôle. L'administration de la Bourse du Travail est confiée à une Commission exécutive de neuf membres élus parmi les délégués des syndicats adhérents à la Fédération. Les quatre membres du Bureau font, de droit, partie de cette Commission. La Commission Exécutive nomme en dehors d'elle un Secrétaire permanent et un adjoint chargé essentiellement du service du Bureau de Placement. La Bourse reçoit une subvention municipale destinée au fonctionnement de ce Bureau de Placement et de tout autre service que le Conseil municipal autorise : cours du soir, bibliothèque, soupes populaires, etc. En fait, la Commission exécutive administre les œuvres que la Fédération décide de créer. Elle assume l'ensemble de la fonction « institutionnelle » de la fédération (13).

Les assemblées plénières ne semblent pas avoir été le théâtre de grands débats tactiques ou doctrinaux. Les discussions essentielles se déroulent au sein du Comité Général. Elles ne sont pas suffisamment violentes pour modifier l'orientation réformiste de l'équipe dirigeante ni même, de façon sensible la composition du bureau. Jusqu'en 1913, ce sont à peu près les mêmes hommes qui se relaient aux postes de commandes.

Années	FEDERATION OUVRIERE				BOURSE DU TRAVAIL Secrétaire permanent
	Secrétaire Général	Secrétaire adjoint	Trésorier	Trésorier adjoint	
01	Py	Traut	Boilletot	Barberet	Chirette
02	Traut	Marthez	«	Millotte Bischoff	«
03	«	«	«	«	«
04	«	Dreyfus	«	«	«
05	«	«	«	«	«
06	«	Jacquet	«	«	Chirette Boilletot
07	«	«	Journet Choffel	Fetscher	«
08	Choffel	«	Peroz	«	«
09	«	«	?	«	«
10	«	Bernard	Monin	«	«
11	«	«	«	Caritey	«
12	«	?	?	?	?
13	Mack	Ehlinger	Schmitt	Guihard	?

Ce n'est qu'à la veille de la guerre que les éléments les plus avancés du syndicalisme belfortain parviennent à placer un des leurs au poste de secrétaire de la Fédération. L'action poursuivie pendant près de quinze ans est donc bien sans conteste l'œuvre des réformistes. Py, Traut et Chirette sont des typographes, Py, le fondateur de la Fédération s'oriente de plus en plus vers la politique. Rédacteur à *la Frontière* et conseiller municipal, il demande en 1900 à être déchargé de ses fonctions de secrétaire et il ne les conservera un an qu'à la demande expresse

(13) Les Bourses ont, d'après PEILOUTIER, quatre fonctions essentielles : mutualité, enseignement, propagande, résistance.

de ses camarades. Il reste membre du Comité Général de la Commission Exécutive de la Bourse et conserve une grande influence dans les milieux ouvriers. Celle de Traut grandit à partir de 1907 quand il devient rédacteur au *Réveil Belfortain*, organe de la fraction avancée du parti radical en opposition avec la Municipalité Schneider. Il se brouille alors avec Py. Chirette, dont Py avait imposé la nomination au poste de secrétaire permanent de la Bourse quittera ce poste en 1906 à la suite d'une accusation de malversation. Boilletot qui lui succède, est un ouvrier maçon, plus tard cantonnier de la ville. Il est conseiller prud'homme et semble s'acquitter des fonctions qui lui sont confiées avec une grande conscience. Il se tient généralement en dehors des querelles de doctrine.

Ces militants ne semblent pas posséder la valeur des dirigeants bisontins, d'un Roussel ou d'un Graizely. Leur dévouement n'est pas en cause. La lecture des comptes rendus de réunions du Comité Général montre que ce sont toujours eux qui se partagent les tâches les plus lourdes. La crise des effectifs s'accompagne d'une crise des cadres et, malgré l'article II du règlement intérieur qui prévoit le remplacement de tout délégué absent trois fois consécutives, les rangs du Comité sont souvent clairsemés. En septembre 1907, le Bureau fait adopter un ordre du jour de blâme aux délégués trop souvent absents (14). Mais leur action manque souvent d'audace et de largeur de vue. Trop liés au parti radical, ils craignent, par des initiatives hardies, de compromettre les chances électorales de leurs amis et de la municipalité qui les soutient. Trop mêlés aux petites intrigues politiques locales, ils manquent souvent de l'indépendance nécessaire pour diriger la lutte revendicative. Ils apporteront, par contre, dans la gestion quotidienne des œuvres ouvrières, un soin scrupuleux et un excellent sens financier.

Fort curieusement, en effet, malgré la faiblesse des effectifs, les questions financières ne semblent pas poser de graves problèmes à la Fédération. Elles sont fréquemment abordées dans les réunions du Comité Général mais sans que jamais l'équilibre du budget soit en question. Il est possible que les comptes rendus destinés à être publiés dans le *Réveil Syndical*, l'organe de la Fédération, soient volontairement discrets, mais dans les rapports présentés en fin d'année à l'Assemblée plénière, le ton est parfois euphorique. En 1907 et en 1909, le Trésorier se félicite de la prospérité financière de la Fédération malgré la participation, dans les deux cas, à une grève de longue durée : ouvriers textiles d'Héricourt, en 1907 (79 jours), menuisiers de Saint-Loup en 1909 (4 mois). Nous ne possédons pas les livres du trésorier et il est bien difficile de suivre exactement l'origine et l'emploi des fonds. Mais cette prospérité, d'ailleurs toute relative, nous semble très bien s'expliquer sans que l'on ait à supposer l'existence d'un bailleur de fonds occulte, en examinant le financement des œuvres que gère la Bourse. Elle dispose de deux catégories de ressources : les subventions et l'argent des syndicats adhérents. La subvention municipale s'élève à 3.500 francs par an (15). En 1901, le Conseil Général vote une subvention annuelle de 300 francs élevée en 1902 à 600 francs « pour ouvrages techniques et sociaux de la bibliothèque, soupes populaires, refuges de nuit, etc. ». La Bourse dispose ainsi de 4.100 francs qu'elle consacre à trois œuvres : le Bureau de placement, la bibliothèque et les soupes populaires. Le Bureau de placement fonctionne dans un local fourni par la municipalité qui pourvoit gratuitement à son chauffage et à son éclairage. Le budget communal a également supporté en 1899,

(14) *Rev. Syndic.*, sept. 1907.

(15) 3.000 francs à la création.

175 francs de frais d'installation (16). Les frais de fonctionnement sont surtout représentés par le salaire du secrétaire permanent : 1.800 francs par an. Le secrétaire adjoint est payé 0,60 franc par heure de remplacement. Ce service est destiné à lutter contre les bureaux de placement privés qui exploitent les ouvriers comme l'expliquent les dirigeants de la Bourse dans leur premier bilan moral et financier. « Du 1^{er} janvier au 31 décembre (1900), 1.554 ouvriers et employés des deux sexes se sont adressés à la Bourse du Travail pour être placés. Sur ce nombre, 894 sans travail ont pu obtenir un emploi par l'intermédiaire de cette institution. Voici les résultats au point de vue moral. Au point de vue financier, les résultats sont également à prendre en considération. En effet, en prenant pour base une somme minimum de 5 francs pour chaque placement effectué, cette somme est encore au-dessous de la moyenne, attendu que les exploiters des bureaux privés exigent quelquefois 15 francs et 20 francs et plus pour certains placements et une somme de 1 franc par inscription, l'on arrive ainsi au joli chiffre de 894 à 5 francs = 4.470 + 1.554 inscriptions à 1 franc = 6.024 francs d'économie à la classe ouvrière au détriment des bureaux de placement payants (17) ». Ce bureau de placement installé au Théâtre municipal, fonctionne jusqu'à la guerre, mais son activité se ralentira peu à peu.

	Demandes	Offres	Placements
1904	790	1.104	650
1906	840	1.320	450
1909	753	807	419
1910	590	683	396

Il subira, à partir de 1903, la concurrence d'un Bureau de placement « indépendant » (jaune) installé faubourg des Vosges. L'institution des soupes populaires vise à soulager la misère des chômeurs par la distribution de repas (soupe, viande et légumes) pendant l'hiver. Entreprise à Belfort en 1902, elle durera jusqu'à la guerre. 2.342 soupes sont servies en 1902, 2.358 en 1906. La bibliothèque offre aux ouvriers les « nourritures » spirituelles. Elle est surtout composée, comme le recommande le Conseil Général, d'ouvrages techniques et sociaux. Le *Réveil Syndical*, l'organe de la Fédération et de la Bourse, publie régulièrement la liste des ouvrages disponibles. Il y en a 142 en 1909.

Les autres ressources viennent des syndicats fédérés. Nous n'avons retrouvé nulle part le taux exact des cotisations mais nous savons qu'elles s'élèvent au total pour 1909 à 600 francs (18). Il y a, cette année-là, 11 syndicats adhérents ce qui fait une cotisation mensuelle moyenne de 4,50 à 5 francs. Cette somme serait insuffisante à assurer le financement de tous les autres services de la Bourse, mais, en fait, chacun d'eux dispose de ressources supplémentaires. La Caisse de grève, par exemple, est normalement alimentée par une cotisation mensuelle de 10 centimes et en temps de grève par une contribution hebdomadaire de 50 centimes par membre. Il s'y ajoute le montant des souscriptions ou le produit des fêtes organisées à son profit. La Caisse possède ainsi, en 1909 un avoir de 827 francs. Cette même année, la Caisse du Journal fait apparaître un solde positif de 369

(16) Cf. BIETRY : *Le socialisme et les jaunes*, p. 134.

(17) *Rev. Synd.*, janvier 1901.

(18) A. D. Terr. Belfort. M. 1909.

francs. Le *Réveil Syndical*, bulletin officiel de la Fédération n'a qu'un petit tirage (1.000 exemplaires) mais paraît sans interruption de 1901 à 1908. Reflet de la vie syndicale belfortaine, il a été pour nous une précieuse source d'information. L'impression est réalisée par les typographes syndiqués de la *Frontière* et les frais, sans doute peu élevés, sont couverts par les recettes de la vente (10 centimes le numéro). Ce n'est point pour des raisons financières qu'il cesse de paraître, mais, parce que la vie syndicale s'est à tel point réduite, qu'il n'y a plus matière à information. Une université populaire fonctionne avec l'aide de professeurs du Lycée. Les frais sont couverts par des droits d'inscription : 1,50 franc par an ou 0,50 franc par trimestre. Seule la Coopérative ouvrière de consommation pose à la Fédération des problèmes financiers. Fondée en 1900, elle connaît des premières années difficiles. La Fédération lui consent un prêt de 500 francs en 1903. La situation s'améliore et, en 1905, le bénéfice net s'élève à 514,75 francs (19). Mais cette gestion efficace n'est pas sans reproche. Des accusations sont lancées contre Chirette, le secrétaire permanent de la Bourse, et le conduisent à démissionner en 1906. La Fédération réclame alors le remboursement du prêt mais doit finalement engager une action judiciaire pour en recouvrer le montant. Dès lors, il n'est plus question de la coopérative aux réunions du « Comité Général », sans que nous sachions si cette œuvre a disparu ou si la Bourse a simplement cessé de s'y intéresser.

Ainsi, les dirigeants réformistes peuvent-ils se vanter d'avoir de l'argent en caisse (20). Mais leur gestion prudente ne va pas sans un certain « malthusianisme ». Nous parlerons plus loin du rôle modérateur de la Caisse de Grève dans l'action revendicative. Mais dans l'action quotidienne, le souci de maintenir une trésorerie à l'aise limite les militants de Belfort dans leurs entreprises. Une action moins « étriquée », les conduirait à ressentir davantage le mal fondamental de leur organisation : la faiblesse des effectifs.

Les syndicats de Montbéliard, quant à eux, se heurtent à ce problème à chaque pas au cours des brèves années où ils s'efforcent de faire vivre une Bourse du Travail. En novembre 1900, le Conseil Municipal avait accordé une subvention de 500 francs. Les syndicats doivent renoncer à leur projet, cette somme se révélant insuffisante. Ils obtiennent 1.000 francs en 1901 et un local gratuit. Des statuts sont votés, très proches de ceux de la Bourse de Belfort (21) et une Assemblée désigne la première Commission Exécutive dont le secrétaire est Henri Faivre, un ouvrier horloger. La Bourse n'a que deux activités : le Bureau de placement et une Caisse de Secours. Mais les syndiqués, déjà peu nombreux désertent les réunions. Les cotisations rentrent mal. Faivre en vient pratiquement à représenter la Bourse à lui seul. En 1905, le Bureau de placement reçoit 374 demandes d'emploi et réalise 209 placements.

En fait, la Bourse du Travail disparaît à la fin de l'année 1905. Le 7 septembre 1905, Henri Faivre écrit au Conseil municipal pour lui annoncer la démission de la Commission exécutive et la fermeture de l'Office de Placement. « A la suite des différentes remises de la subvention à la Bourse du Travail et aussi à la suite des paroles prononcées en séance par certain membre du Conseil, la Commission de la Bourse du Travail croit de son devoir, après avoir pressenti les

(19) A. D. Terr. Belfort. M. 1905. Rapp. Police, 6 nov. 1905.

(20) Peut-être s'en vantent-ils trop. En août 1909, on vole la caisse du trésorier. (*Rev. Synd.*, déc. 1905).

(21) A. M. Montbéliard. I. 28.

divers syndicats de Montbéliard de donner sa démission. En conséquence, je viens vous prévenir qu'à partir du 1^{er} septembre le bureau de placement gratuit de la Bourse du Travail ne fonctionnera plus. La Commission de la Bourse du Travail a conscience d'avoir fait son possible pour mener à une plus heureuse fin une œuvre ouvrière aussi utile, mais devant les marques de défiance à son égard, elle ne peut que donner sa démission en vous priant, M. le Maire, de faire, pour les ouvriers sans travail, du moins en ce qui concerne leur placement gratuit, tout ce que la loi leur accorde. » Cette lettre est lue au Conseil le 19 octobre 1905.

Il n'y a jamais eu de Bourse du Travail à Audincourt ; les dirigeants de la fédération d'Audincourt ne semblent même pas y avoir songé. Mais nous avons déjà signalé que nous ignorions presque tout de la vie de cette fédération jusqu'en 1914. La Bourse du Travail de Belfort reste donc, à partir de 1905 la seule institution de son espèce dans toute la région. C'est essentiellement à travers elle et par la fédération que les syndicats locaux participent à la vie ouvrière nationale et à l'évolution des idées.

CHAPITRE II

LES LUTTES D'IDÉES

La participation à la vie syndicale nationale.

Dès leur fondation, la Fédération Ouvrière et la Bourse du Travail de Belfort cherchent à rompre l'isolement dans lequel les syndicats de la région ont jusqu'ici vécu. La Bourse du Travail adhère à la Fédération des Bourses et, en 1900, malgré les préoccupations qui naissent de la mise en route des différentes œuvres ouvrières, les dirigeants cherchent à participer à la vie nationale, moralement et financièrement (1). Ainsi, le Comité Général vote des ordres du jour de solidarité : en faveur de la Société des ouvriers de Paris (25 février 1900), contre la violation de la sentence arbitrale du Creusot, contre les charges et arrestations de Montceau-les-Mines, Châlons, Le Havre, Fougères (12 août 1900). Il répond à l'appel en faveur des grévistes de Carmaux et de Troyes (8 avril 1900), de ceux de l'usine Doussin à Fougères (12 août 1900) (2). D'autre part, les problèmes de l'heure font l'objet de débats : discussion du projet de loi Colliard-Millerand et vote d'un ordre du jour favorable (25 février 1900), discussion du projet de loi Waldeck-Rousseau sur les syndicats professionnels et vote d'un ordre du jour modifiant plusieurs articles de la dite loi et repoussant la personnalité civile et la liberté commerciale (5 avril 1900), etc. Nous pensons qu'il ne s'agit pas de prises de positions hâtives sans véritable étude. Le Comité Général prend suffisamment sa tâche à cœur pour chercher à se documenter. En février, il a demandé à l'Inspecteur du Travail, M. Gaillot, de lui exposer la teneur de la loi de 1892 sur le travail des enfants, du projet Colliard-Millerand et de la loi sur les accidents du travail (25 février 1900). Enfin, le 12 août, le Comité Général discute des questions à l'ordre du jour du V^e Congrès de la C. G. T. (Paris, 10-14 septembre 1900) et de sa représentation au dit Congrès. Nous ne savons malheureusement pas quelles ont été les décisions. A partir de 1901, la participation à la vie ouvrière nationale s'accroît. Nous pouvons la suivre facilement car le *Réveil Syndical* dont le premier numéro date de janvier 1901, publie régulièrement les comptes rendus des délibérations à la Commission Exécutive et au Comité

(1) Depuis le Congrès de la Fédération des Bourses, à Toulouse (1897), les fédérations locales ou régionales peuvent adhérer à la Fédération des Bourses en prenant le titre de Bourse du Travail. (PELLOUTIER, *Histoire des Bourses du Travail*, p. 291. BLUM, *op. cit.*, p. 471). A Belfort, les deux organisations sont intimement mêlées et les mêmes questions sont indifféremment discutées, tout au moins au début au Comité Général de la Fédération et à la Commission Exécutive de la Bourse.

(2) Les comptes rendus ne précisent pas le montant de la participation.

Général. Ainsi, la Fédération envoie un délégué : Bourg, de l'Ameublement de Saint-Loup, à la Manifestation pour la Paix, (Pentecôte 1901). Elle se fait représenter au Comité de la Fédération des Bourses, par Besombes. Au VI^e Congrès de la C. G. T., à Lyon (23-27 septembre 1901), elle mandate Girard, de Paris et au Congrès des Bourses, à Nice, Vignol, de Besançon. En 1902, elle sera représentée à Alger (Congrès de la Fédération des Bourses) par Yvetot, mais s'abstiendra au Congrès de la C.G.T. à Montpellier. Au Comité de la Fédération des Bourses, c'est à Briat qu'elle confie sa représentation.

Ces faits ne sont pas significatifs en eux-mêmes. A Besançon, la Fédération Ouvrière noue des liens semblables avec les organismes nationaux : elle confie sa représentation à des militants parisiens, Zimmer, Fribourg, et ce sont généralement les mêmes qu'elle mandate au Congrès (sauf à Nice où un militant bisontin représente Besançon et Belfort). Cependant, Jean CHARLES montre combien sont faibles ces liens et la participation réelle des syndicats bisontins à la vie nationale (3). Mais à Belfort, à l'inverse de ce que Jean Charles note pour Besançon les ordres du jour des différents Congrès sont discutés au Comité Général et à la Commission Exécutive et les comptes rendus des délégués sont examinés avec soin. Ainsi, l'ordre du jour de Nice est accepté tel quel mais « le délégué devra voter et soutenir le statu quo » si vient en discussion le projet de fusion de la Fédération des Bourses du Travail, dans la C.G.T. (4). On ressent, chez les militants belfortains, un intense besoin de s'intégrer à la vie syndicale du pays. Bourg, retour de Londres, regrette de n'avoir été qu'un spectateur : « J'aurais voulu pouvoir parler quelques minutes au nom de la Bourse du Travail de Belfort, cela a été impossible et ça n'a pas beaucoup d'importance, car tout ce qui devait être dit l'a été et au nom de tous » (5). Mais ce fut un spectateur très attentif. Son compte rendu enthousiaste occupe toute une page du journal. Si la Fédération ne délègue pas un de ses membres aux Congrès, c'est pour des raisons financières. La question est examinée avec soin à la Commission Exécutive de la Bourse du Travail le 5 septembre 1901 pour le Congrès de Nice et les raisons d'économie prévalent : un délégué commun à Dijon, Besançon et Belfort serait la solution la plus sage, et les frais devraient se situer entre 50 et 60 francs seulement (6). Cette participation à la vie doctrinale des organismes nationaux s'accompagne d'un effort de réflexion sur les problèmes d'actualité et de prises de position, soit par des ordres du jour (7), soit par des articles (8). Les théoriciens du groupe sont Py et Traut, ce dernier surtout. Le Comité Général et la Commission Ouvrière continuent d'autre part à voter des ordres du jour de soutien et

(3) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 107 et suiv.

(4) C. E., 5 sept. 1901 (*Rev. Synd.*, sept. 1901).

(5) *Rev. Synd.*, mai 1901.

(6) *Rev. Synd.*, sept. 1901.

(7) C. G., 18 août 1901 (*Rev. Synd.*, sept. 1901) : grève générale, arbitrage obligatoire.

C. G., 1^{er} août 1901 (*Rev. Synd.*, août 1901) : retraites ouvrières.

C. E., 4 juin 1901 (*Rev. Synd.*, juillet 1901) : unité ouvrière.

(8) *Rev. Synd.*, janvier 1901 : Notre but. La gangrène, Syndicat textile.

Rev. Synd., mars 1901 : article de Traut.

Rev. Synd., août 1901 : article sur les retraites ouvrières.

Rev. Synd., octobre 1902 : article sur la solidarité ouvrière, grève générale.

Rev. Synd., novembre 1902 : grève générale, etc.

des participations financières à l'occasion des événements graves de la vie ouvrière (9). Il s'agit là d'une participation qui, toute importante qu'elle soit, est plus superficielle; les ordres du jour sont rédigés sans débat et les secours sont votés surtout en fonction de l'état des finances fédérales. Cette volonté d'intégration à la vie nationale se réalise effectivement dès que les moyens financiers le permettent. La Fédération aura « son » délégué à Bourges et à Amiens aux Congrès de la C. G. T. et aux Conférences des Bourses qui suivent : Traut, le secrétaire de la Fédération, qui y nourrira sa pensée politique.

Les années 1903 à 1907 marquent le point culminant de la participation des syndicats belfortains à l'activité syndicale de l'époque. Dans le *Réveil syndical* de ces années-là, à côté des comptes rendus de la vie ouvrière locale, où les délibérations du Comité Général et de la Commission Exécutive tiennent toujours une bonne place, les éditoriaux et les articles de doctrine permettent de suivre les réactions des dirigeants de la Fédération devant l'évolution de l'action et de la pensée syndicale en France. Une place est réservée d'abord aux militants nationaux. Mais le journal fait preuve d'un parti pris par trop voyant : seule la tactique réformiste s'y voit expliquée et défendue. Le syndicat textile de Belfort s'en émeut et sa protestation est entendue. La Commission Exécutive de la Bourse décide en novembre : « Que le *Réveil syndical* s'abstiendra dans l'insertion de polémiques entre militants de la Confédération et d'articles préconisant la tactique réformiste ou révolutionnaire » (10). Cette résolution ne sera que rarement enfreinte jusqu'en 1907. A ce moment, les polémiques des leaders réapparaîtront, toujours aussi dépourvues d'objectivité. Cette réapparition est malheureusement la conséquence d'un symptôme inquiétant : la réduction de la chronique locale. En 1908, les comptes rendus des réunions de la Commission Exécutive de la Bourse s'espacent (11). Dans ces réunions, des appels sont faits aux syndiqués pour les inciter à une meilleure compréhension de leurs devoirs. Mais rien n'y fait : la vie se retire peu à peu de la Fédération et nous assistons, mois par mois, à ce déclin. Les colonnes du *Réveil syndical* s'emplissent de rubriques qui n'ont plus qu'un rapport lointain avec la vie syndicale : le rôle de la femme dans le ménage, le retour à la terre, les maladies professionnelles (12)... et d'articles de leaders nationaux, échos de débats qui ne semblent plus susciter que de faibles réactions dans un organisme exsangue. La collection du journal conservée aux Archives Préfectorales de Belfort s'arrête en décembre 1910, sans que rien indique dans le dernier numéro si la publication doit se poursuivre (13).

De 1908 à 1914, la participation de la Fédération à la vie syndicale nationale est très réduite. Cela tient à deux causes principales : l'affaiblissement des organisations belfortaines, la crise que traverse la C.G.T. Nous avons mesuré cet affaiblissement des syndicats à Belfort : peu de membres, peu de réunions, partant plus ou peu de

(9) C. G. 1^{er} août 1901 (*Rev. Synd.*, août 1901) : attentats policiers à la Bourse de Paris. C. G., 18 août 1901 (*Rev. Synd.*, septembre 1901) : fermeture de la Bourse du Havre. C. G., juin 1902 (*Rev. Synd.*, juin 1902) : fermeture de la Bourse de Nice.

(10) C. E., 5 nov. 1903 (*Rev. Synd.*, novembre 1903).

(11) Ces réunions étaient, jusqu'alors, mensuelles. Celles du Comité Général, mensuelles à l'origine, étaient devenues semestrielles dès 1903.

(12) *Rev. Synd.*, janvier 1910 - mars 1910.

(13) On envisage, dans les derniers numéros, de faire imprimer le journal à Saint-Loup-sur-Semouse. L'impression à *La Frontière* soulève-t-elle des difficultés ?

débats. La Fédération conserve ses dirigeants réformistes, mais c'est signe de sclérose et non de permanence d'idéologie. Ceux-ci accueillent très mal les luttes internes de la C.G.T., l'incident Levy-Griffuelhes et les discussions au sujet de la maison des Fédérations. L'élection de Niel au poste de sociétaire de la C.G.T. semble leur apporter quelque satisfaction mais les événements de l'année 1909 et le triomphe de l'anarcho-syndicalisme à la tête de la Confédération achèvent de les décourager. La représentation de la Fédération à Marseille en 1908 avait joué de malchance : Choffel, secrétaire de la Fédération, s'était récusé, étant souffrant. Jacquet, de l'ameublement de Saint-Loup avait été empêché au dernier moment par la grève des Usines Réunies et c'est Chevalier qui avait été mandaté. Mais après le Congrès, il n'avait pu rester à la Conférence des Bourses et avait transmis la représentation de Belfort à Niel. En 1910, la Fédération renouvelle le mandat de Chevalier, sans instruction précise, semble-t-il. Tout au moins, l'affaire est-elle expédiée sans commentaire et sans débat dans le *Réveil syndical*. C'est ainsi qu'à un moment crucial, la Fédération se met elle-même à demi en dehors de la lice. La C.G.T. va devoir chercher à Belfort d'autres moyens d'action pour les grandes campagnes qui précèdent la guerre. Elle va les trouver dans cette partie de la classe ouvrière belfortaine qui n'avait jamais complètement accepté les positions de la Fédération, dans ces hommes que faute d'un vocable plus précis nous avons jusqu'ici appelé les « révolutionnaires ». De 1900 à 1910, leur opposition avait été discrète. Ils avaient en particulier lutté au sein de la Fédération dans les premières années du siècle, contre l'action dissolvante des syndicats jaunes qui avaient pris à Belfort et dans le territoire une certaine importance. L'examen des idéologies qui s'affrontent entre 1900 et 1914 permet de retracer l'évolution doctrinale du syndicalisme local.

La doctrine réformiste de la Fédération.

Il faut rappeler ici les réserves que nous formulions en étudiant les idées réformistes des fondateurs du syndicat des typographes de Belfort. Les termes de « réformistes » et de « révolutionnaires » n'ont qu'une valeur approximative. Ils permettent de rattacher les militants à un mode de pensée plus qu'à une doctrine logique et structurée. De 1900 à 1914, les dirigeants de la Fédération sont mêlés aux grands débats syndicaux, aux Congrès nationaux. Leur pensée se précise et s'enrichit sans échapper cependant à certaines confusions.

Adhésion aux réformes législatives.

Les projets de lois intéressant la classe ouvrière sont étudiés avec soin à la Fédération et à la Bourse. Les conclusions des discussions sont généralement semblables : les délégués formulent des réserves sur certaines clauses mais émettent un avis favorable en souhaitant que la loi soit améliorée dans le sens qu'ils indiquent. Il s'agit d'une position réformiste par essence : toute amélioration du sort de l'ouvrier est bonne à accepter, il faut participer à l'action gouvernementale en ce sens, favoriser l'évolution. Le débat le plus caractéristique est celui qui concerne le projet de loi sur les retraites ouvrières. La position de la Fédération est exposée dans un article du *Réveil Syndical* autour du thème : « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Charles Bonnot, des métallurgistes, expose l'avis contraire de son syndicat et ses raisons : âge trop tardif de la retraite, cotisations à la charge des ouvriers. Il préconise un fonds de retraite alimenté par le produit de l'impôt sur le revenu. Le journal publie enfin la résolution du

syndicat textile qui exprime confusément une position intermédiaire (14). Le Comité Général du 1^{er} août 1901 tranche le débat en approuvant le projet, à condition qu'il soit amélioré par la suite dans le sens d'une « assistance sous toutes ses formes, la création de caisses exclusivement alimentées par le budget de l'Etat et la fixation de l'âge de la retraite à 55 ans. » Seul le syndicat des métallurgistes a voté contre l'ordre du jour (15). La question sera reprise, à plus large échelle, au Congrès Ouvrier Régional qu'organise la Fédération Ouvrière de Besançon les 15, 16 et 17 août 1902 au Palais Granvelle et qui regroupe 54 représentants de Bourses du Travail et de Fédérations de l'Est, dont quatre de Belfort. Les principales questions de l'ordre du jour concernent l'étude de réformes législatives et le Congrès adopte, en particulier, au sujet des retraites ouvrières le contre-projet Allemane qui prévoit : « La fixation du minimum de la retraite immédiatement à 360 francs par an pour les travailleurs des deux sexes ayant atteint 60 ans ainsi que ceux atteints de maladie ou d'infirmité, et ce, sans diminution du quantième en raison de l'âge », et le rejet de tout versement patronal ou ouvrier. Les représentants de Belfort approuvent ce contre-projet (16). Au Comité Général de la Fédération, cette tendance réformiste est parfois mise en minorité, ainsi, le 18 août 1901, à propos du projet de loi sur l'arbitrage obligatoire. Les typographes l'avaient approuvé « à condition que toutes les pénalités prévues par ce projet contre les travailleurs, ainsi que toute atteinte à la liberté syndicale soient exclues » et Traut le défend sous cette forme. Mais le Comité Général repousse le projet en bloc. La fédération, dans ce dialogue avec le législateur, comme dans son intervention dans les conflits du travail agit conformément aux buts qu'elle s'était fixée dans le premier numéro du *Réveil Syndical* : « non pas... déclarer une guerre aveugle et de parti pris au Capital mais simplement... faire respecter les droits méconnus du prolétariat c'est-à-dire du Travail... » Dans le même but, elle ne doit pas se désintéresser de l'action parlementaire, et Traut s'en explique clairement lors des discussions qui précèdent le Congrès d'Amiens : « ...Nous devons le plus possible envoyer, dans la vaste usine où l'on fabrique les lois qui nous régissent, des représentants capables de défendre nos intérêts, c'est-à-dire disposés à voter toutes les lois sociales susceptibles d'améliorer notre sort en attendant le moment où le prolétariat suffisamment éduqué et organisé pourra sous l'effet d'une poussée générale, s'affranchir de la tutelle capitaliste par la suppression du salariat (17) ».

Aussi, la Fédération est-elle favorable également à la participation ouvrière au Conseil Supérieur du Travail. L'élection du représentant des Bourses à ce conseil en 1903 est l'occasion d'une polémique entre réformistes et révolutionnaires. La Fédération des Bourses consulte ses membres par référendum sur l'opportunité de présenter un candidat. La majorité se prononce en faveur de la participation à l'élection. La Bourse du Travail de Belfort vote en ce sens et propose avec Alger, la candidature de Briat, son représentant à la Fédération. Celui-ci fait l'objet d'attaques très vives de la part des libertaires, qui l'accusent d'être l'allié du gouvernement. Le secrétaire de la Fédération des Bourses, Yvetot se présente à l'élection en signe de protestation contre l'œuvre de collaboration avec l'Etat que constitue le C. S. T., Briat est élu (18), mais l'affaire cause de grands remous chez les militants de Belfort du

(14) *Rev. Synd.*, août 1901.

(15) *Rev. Synd.*, août 1901.

(16) *Rev. Synd.*, septembre 1902.

(17) *Rev. Synd.*, septembre 1906.

(18) *Rev. Synd.*, août 1909. Inscrits : 96. Votants : 72. Briat : 37 voix, élu. Yvetot : 32. Rivelli (Marseille) : 1. Nuls : 2.

fait des relations qu'y entretient Briat et parce que la Bourse a été indirectement impliquée dans la controverse. Briat tient une conférence à Belfort, le 9 juillet, devant l'Assemblée Générale des Syndicats qui lui a confirmé son soutien et proteste « contre la tyrannie que voudraient imposer aux Bourses le secrétaire de la Fédération ainsi que certains délégués qui devraient rester neutres en la circonstance (19) ».

Internationalisme.

S'inspirant de la propagande de Keufer et de la Fédération du Livre, les dirigeants de Belfort sont profondément internationalistes. Ils y sont encouragés par la position géographique de la ville, proche de deux frontières et par la forte proportion d'ouvriers étrangers qui y travaillent : Allemands et Italiens en particuliers (20). A Besançon, l'influence du syndicalisme helvétique agit dans le même sens (21). Rien d'étonnant à ce que ce soit Vignol, le délégué commun des Bourses de Belfort et de Besançon qui fasse adopter au Congrès de Nice, en 1901, un ordre du jour d'entente internationale ouvrière : « Le Congrès, considérant que l'entente internationale est d'une utilité incontestable pour l'émancipation des travailleurs, décide que la Fédération et les Bourses du Travail refusent de recevoir dans leur sein, des syndicats qui n'admettent pas les étrangers en qualité de membre adhérent (22). » La Fédération de Belfort ne manque pas une occasion d'affirmer sa volonté de voir se développer les relations internationales. C'est une cause parfaitement entendue par les militants belfortains et, à l'issue de la seconde journée du Congrès d'Amiens, Traut écrit à ses camarades de la Bourse. « Au cours de cette discussion (sur l'absence de la C.G.T. à la conférence internationale d'Amsterdam) il nous a été donné de voir les plus acharnés internationalistes répudier la nécessité des relations internationales. C'est à faire rêver... Je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai voté pour la reprise des relations internationales proposée par Keufer et Coupât, et combattue par les nationalistes de l'Internationale ouvrière » (23). Au même Congrès, Traut demande que le viaticum soit délivré aux étrangers en attendant qu'il soit international. Il avait déjà fait adopter le principe de cette internationalisation au Congrès de Bourges : « La Bourse de Belfort, reconnaissant les bienfaits du viaticum, et considérant que les travailleurs français voyageant à l'étranger ne jouissent pas de la même faveur que les travailleurs étrangers voyageant en France qui bénéficient des bienfaits de cette institution, demande au Comité de la Fédération des Bourses de se mettre en relation avec les institutions similaires de l'étranger afin d'arriver à établir pour l'avenir le service du viaticum international (24) ».

Il serait fastidieux de multiplier les exemples. Il s'agit d'un internationalisme sincère mais qui n'a rien de sentimental. A l'instar de la Fédération du Livre, les dirigeants de la Bourse du Travail envisagent surtout un réseau d'institutions, de structures internationales. Ces opinions s'accompagnent d'un antipatriotisme et d'un antimilitarisme

(19) Voir détails dans *Rev. Synd.*, juillet et août 1903.

(20) En 1910, la *Rev. Synd.* publie des articles en italien : « Organizzazione », « Buon Esempio ». (*Rev. Synd.*, juin et août 1910).

(21) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 110.

(22) Compte rendu du Congrès, p. 14. Cité par Maxime LEROY. *La coutume ouvrière* II, 73.

(23) *Rev. Synd.*, octobre 1906.

(24) *Rev. Synd.*, octobre 1904. Traut déclare au Congrès qu'à Belfort, on distribue 50 % du viaticum à des ouvriers syndiqués étrangers.

discrets. La Bourse vote régulièrement des ordres du jour de protestation contre les arrestations et les condamnations d'antimilitaristes, mais elle ne s'engage ainsi que superficiellement (25). En 1907, un rapport préfectoral sur la Bourse mentionne : « La Bourse du Travail ne fait pas de propagande soit révolutionnaire, soit antimilitariste. Quelques membres de la Bourse du Travail ont fait de la propagande révolutionnaire et antimilitariste, mais soit à titre privé, soit en tant que membres du *Réveil Social* » (26). Un rapport de la même année signale cependant qu'au cours des années précédentes, elle avait fait distribuer des journaux et des brochures antimilitaristes comme *le Conscrit* et *Le Pioupiou de l'Yonne* à l'époque du tirage au sort et de la réunion des Conseils de Révision. Action restreinte au total et le poids principal de cette propagande incombera, surtout après 1910, au groupe socialiste révolutionnaire. La Bourse évite de se compromettre dans cette action qu'elle juge politique.

Apolitisme.

Le premier numéro du *Réveil syndical* formule déjà le souci de ses inspireurs d'écarter la politique de leurs syndicats. « Certainement, la politique fait beaucoup de mal dans nos organisations, c'est pourquoi je la compare à la gangrène qui, lorsqu'elle atteint une personne occasionne la mort de cette personne ou la perte du membre atteint si l'on ne prend pas de suite les mesures nécessaires (27) ». La rédaction du *Réveil Syndical* s'abstient effectivement de tout article politique et les réunions du Comité Général évitent les sujets de cet ordre. C'est dans les discussions qui précèdent le Congrès d'Amiens que la position de la Fédération ouvrière est le plus clairement exprimée. Le *Réveil Syndical* de septembre 1906 publie la résolution du Congrès Textile de Tourcoing. Celle-ci, qui sera présentée à Amiens par Renard, le secrétaire de la Fédération Textile, invite le Comité Confédéral « à s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigeront, soit par des délégations intermittentes ou permanentes avec le Conseil National du Parti Socialiste pour faire plus facilement triompher les principales réformes ouvrières ». La portée de cette motion n'échappe pas à Traut qui a été désigné le 6 septembre pour représenter la Bourse de Belfort au Congrès : « A mon avis et c'est, je crois, l'avis de tous les syndicats que je représenterai au Congrès, il ne me semble pas possible d'accepter cette résolution sans introduire la politique dans les syndicats, partant sans diviser, les adhérents de nos organisations, n'ayant pas tous les mêmes conceptions politiques » (28). Mais Traut, comme nous l'avons vu, ne rejette pas pour autant l'action politique, il préconise même l'action parlementaire, à condition qu'elle se fasse hors du syndicat. C'est exactement le sens de la proposition que Keufer présente à Amiens, en opposition à celle de Renard. La motion Keufer sera finalement retirée, les réformistes votant pour la Charte d'Amiens présentée par Griffuelhes et œuvre du Bureau Confédéral (29). Le syndiqué est entièrement libre de participer à l'action politique de son choix en dehors du syndicat, les organisations n'ont pas à se préoccuper « des partis et des sectes ». Réformistes et syndicalistes révolutionnaires se retrouvent unis dans une notion du syndicalisme se suffisant à lui-même. Mais la divergence sur les moyens d'action a été soulignée par

(25) Cf. *Rev. Synd.*, janvier et février 1906.

(26) A. D. Terr. Belfort. M. 1907 (Rapp. 5 novembre 1907). Le *Réveil Social* est le groupe socialiste de Belfort, voir même chap., infra.

(27) *Rev. Synd.*, janvier 1901.

(28) *Rev. Synd.*, septembre 1906.

(29) Cf. Dolléans. *Hist. du mouv. ouvrier*, tome II, p. 136.

Jusserand qui venant apporter l'adhésion de la Fédération du Livre a marqué ses réticences devant l'allusion faite à la grève générale. Cette possibilité d'équivoque n'a pas été ressentie tout de suite par les réformistes de Belfort.

L'action directe.

Le militant qui, dans l'article que nous avons cité précédemment, compare l'action politique à l'intérieur du syndicat à la gangrène qui attaque le corps humain, ajoute : « Car ce n'est que par les syndicats que le prolétariat arrivera à la Révolution Sociale qui ne sera autre chose que la grève générale ». Dans le même numéro, Gsell, du syndicat textile, renchérit : « Cette révolution, autrement dit grève générale, nous la désirons ardemment, persuadés que nous sommes qu'elle nous délivrera de tous les maux dont nous souffrons actuellement. » Le syndicat textile de Belfort est de tendance révolutionnaire. Sa prise de position n'a donc rien d'étonnant, mais il semble bien que l'idée de grève générale séduise également les militants réformistes. Traut déclare qu'il est favorable à la grève générale « mais pas à bref délai, car nous ne sommes pas assez organisés (30). » Le Comité Général du 18 août 1901, vote par 9 voix contre 2 la constitution d'un sous-comité de la grève générale. Dans les mois qui suivent, le *Réveil Syndical* mène une propagande régulière dans ce sens. Cette époque correspond à une période d'entente entre les deux tendances du syndicalisme belfortain : les syndicats textile et métallurgique participent à la vie de la Fédération. Cette adhésion des dirigeants réformistes de Belfort à un concept essentiellement révolutionnaire peut étonner. Elle nous paraît s'expliquer par le « contexte » historique. L'idée de la grève générale, lancée par l'ouvrier Tortelier avait été adoptée par la Fédération des Syndicats et groupes corporatifs à son Congrès du Bouscat en 1888. Les Bourses du Travail de Nantes et de Saint-Nazaire avaient fait voter au Congrès régional de Tours en 1892 une résolution proclamant la nécessité de la grève générale comme moyen révolutionnaire. Quelques semaines plus tard, cette résolution, rédigée par Pelloutier, était reprise par Aristide Briand devant le Congrès de Marseille. La rupture entre guesdistes du Parti ouvrier Français et Fédération des Syndicats allait en résulter. Le Congrès du P. O. F. qui avait suivi de quelques jours le Congrès Corporatif avait refusé de discuter de la grève générale. A Nantes, en 1894, le P. O. F. lui dénie nettement toute valeur. Les grèves ne sauraient être « l'outil de l'affranchissement ouvrier ». Ce n'est « que par la conquête du pouvoir politique que les travailleurs organisés peuvent s'émanciper (31). » Mais au Congrès Corporatif, le principe de la grève générale est voté. Les guesdistes quittent la salle. Parti socialiste et syndicats s'éloignent l'un de l'autre. « Avec Nantes, la doctrine de l'indépendance politique du syndicalisme français qui triomphera à Amiens, en 1906, se dessine déjà (32). » Si les socialistes guesdistes repoussent ainsi violemment le « mythe » de la grève générale, celui-ci connaît une grande faveur au sein de la Fédération des Bourses, où domine le syndicalisme révolutionnaire. Il en sera de même dans la C. G. T. qui vient de naître, « œuvre commune des anarchistes, hostiles à toute activité politique, des purs syndicalistes qui voient dans le syndicat seul un moyen d'émancipation politique, des allemanistes et des blanquistes, hostiles au « mélange des genres ».

Nous pensons que les militants réformistes de Belfort qui adhèrent à la Fédération des Bourses en 1899, se laissent séduire par l'idée de

(30) *Rev. Synd.*, mars 1901.

(31) D. LIGOU, *op. cit.*, p. 59. BLUM, *op. cit.*, p. 463.

(32) D. LIGOU, *op. cit.*, p. 60.

la grève générale sans voir tout d'abord ce qu'elle a de contradictoire avec leurs théories de l'évolution et de l'aménagement des rapports Capital-Travail. Les autres moyens d'action préconisés par les syndicalistes révolutionnaires conviennent parfaitement aux réformistes : éducation du travailleur au sein des Bourses, œuvre de solidarité ouvrière, mutuelles, caisses de grèves, etc. Il faut constater que, vus loin des tribunes des Congrès, à l'échelle locale de la Bourse et dans la vie quotidienne, moyens anarchistes et réformistes ont bien des points communs et les militants belfortains n'ont eu qu'à laisser dans l'ombre cette idée de grève générale pour se sentir en harmonie avec les mots d'ordre de la Fédération des Bourses : apolitisme, solidarité, internationalisme, éducation ouvrière... C'est que, comme le note Robert GOETZ : « le socialisme révolutionnaire n'a pas de véritable cohérence interne. Il reste un hiatus dans la doctrine de Pelloutier : hiatus entre les techniques et les ambitions. Moyens et buts sont inspirés du même esprit : liberté, fédéralisme. Mais Pelloutier n'arrive pas à nous convaincre qu'il y a en réalité, deux mutuellismes, deux viaticums, l'un bon, l'autre mauvais. Le révolutionnaire est moins loin du réformisme que ne le croit Pelloutier (33) ». L'équivoque se dissipera pour les militants belfortains et dans les colonnes du *Réveil Syndical* au cours de l'année 1903. La décision du Congrès de Bourges d'organiser la campagne des 8 heures va soulever des réserves de leur part. Il s'agit bien d'une application pratique de la théorie de l'action directe. « A partir du 1^{er} mai 1906, après la huitième heure, les ouvriers abandonneront le travail ». Le Congrès avait donné mission au Bureau Confédéral d'organiser la campagne. Keufer s'était opposé à cette décision. Pouget avait fait accepter que la campagne ne soit pas alimentée financièrement par des cotisations mais par des dons. Traut ne précise pas quel a été son vote, mais nous avons tout lieu de croire qu'il avait repoussé l'idée de cette campagne qu'il commente ainsi : « Ils n'y vont pas de main morte nos camarades libertaires, dans 18 mois, ils veulent faire aboutir ce que nos camarades américains ont obtenu après 15 années de propagande incessante et d'agitation constante. Enfin puisque le Congrès l'a décidé, travaillons tous de notre mieux au triomphe des trois-huit pour le 1^{er} mai 1906 ; si ça ne réussit pas à cette époque nous remettrons cela à une date ultérieure qui aura plus de chance de voir notre désir devenir une réalité, l'éducation prolétarienne étant plus mûre (34). » Malgré le faible enthousiasme dont témoigne Traut, la campagne est d'abord menée régulièrement dans le *Réveil Syndical*. Les affiches de la C. G. T. sont achetées et répandues et de nombreux articles invitent les syndicats à subventionner la campagne (35). Mais dès le 15 janvier, les syndicats de Saint-Loup tout en s'engageant à verser 5 francs par mois pour la propagande des 8 heures déclarent qu'ils ne pourront pas faire grève. La Commission Exécutive, décide que l'action sera subordonnée à la volonté des syndicats adhérents. Abandonnés à eux-mêmes, ceux-ci se refusent à l'unanimité au Comité Général du 23 juillet, en arguant de leur manque d'organisation. Les typographes, suivant les décisions du Congrès de la Fédération du Livre qui vient de se tenir à Lyon revendiquent la journée de 9 heures. Dès lors, c'est cette campagne partielle qui est seule préparée à Belfort. Un Congrès des sections typographiques de l'Est se tient à Belfort les 24 et 25 décembre 1905 et prévoit l'action à organiser. Un certain nombre de patrons imprimeurs donnent leur accord avant que la grève soit déclenchée. Elle ne se révèle nécessaire que dans trois imprimeries entre le 18 et 24 avril (36). La Bourse du

(33) GOETZ : La pensée syndicale française.

(34) Rev. Synd., octobre 1904.

(35) C. E., 9 février 1906 (Rev. Synd., février 1906) : 60 affiches ; 10.000 timbres.

Travail n'organise aucune manifestation et celle qui a lieu est l'œuvre des socialistes. Elle ne groupe qu'une soixantaine d'ouvriers (37). Au Congrès d'Amiens, Griffuelhes confirme l'interprétation que les réformistes avaient faite de la décision de Bourges : « Les syndicats avaient à tenir compte de leur milieu, des éléments qui les agitent et des circonstances de leur action. » TRAUT s'en réjouit : « On voit par cette déclaration que nous avons été dans le vrai en n'obligeant pas nos camarades à faire grève au 1^{er} mai, car nous sentions qu'ils n'étaient pas prêts (38). »

La théorie des minorités agissantes constitue un autre dogme du syndicalisme révolutionnaire. Le mouvement ouvrier doit être conduit par une élite militante. Les implications de cette théorie ne semblent pas être vues d'abord très clairement par les dirigeants belfortains. Ils sont conscients d'être eux-mêmes les représentants d'une « aristocratie ouvrière » et revendiquent en ce sens le droit de parler pour tous les syndicats de Belfort. La question est largement débattue au Comité Général le 28 août 1904 où l'on discute du mandat de Traut à Bourges. Georges Dreyfus, du syndicat des employés de commerce, fondateur du groupe socialiste révolutionnaire, demande à ce qu'un mandat impératif soit donné à Traut de repousser la proposition du Livre en faveur de la représentation proportionnelle au Comité Confédéral. Au Congrès de Montpellier, l'article 4 de la constitution de la C. G. T. avait été maintenu malgré une proposition de Guérard : chaque Bourse et chaque Fédération n'avait qu'un délégué au Comité Confédéral. La Fédération du Livre inscrivait à nouveau la question de la représentation proportionnelle à l'ordre du jour du Congrès de Bourges. Un vif débat s'engage à Belfort entre les réformistes et les ouvriers textiles et métallurgiques. Traut ne veut pas recevoir de mandat impératif. Par 5 voix contre 3, la proposition de Dreyfus est acceptée. Traut devra repousser la représentation proportionnelle (39). Mais il semble bien qu'il s'agisse d'un débat sur une pure question de forme puisque Traut avoue par ailleurs être, à ce moment-là, adversaire de la représentation proportionnelle (40). Degen, du textile, fait remarquer très justement qu'à la création de la Fédération de Belfort, les typographes avaient cherché à repousser la représentation proportionnelle au Comité Général. En fait, la pensée des dirigeants de Belfort est assez vague sur ce point. Au Congrès, Traut se laissera convaincre par les arguments des défenseurs de la représentation proportionnelle et, malgré son mandat impératif, votera pour la motion réformiste : « Après les différents arguments fournis pour cette question, d'adversaire de la représentation proportionnelle que j'étais, je suis devenu un partisan et ce qui a fini de me convaincre et qui m'a déterminé à voter pour, ce sont les arguments de Niel... (41) ».

L'unité ouvrière.

La Confédération Générale du Travail constituée en 1895 comprenait à la fois les syndicats et les fédérations locales, départementales ou nationales des syndicats, les fédérations de métier, les Bourses du

(36) Imprimerie Schmitt (un jour), Devillers (quatre jours), Pelot (quatre jours). La réduction de l'horaire s'accompagne d'un nouveau tarif et d'une réglementation de l'apprentissage.

(37) A. D. Terr. Belfort. M. 1906 (Rapp. Police 1^{er} mai 1906).

(38) Rev. Synd., octobre 1906.

(39) Rev. Synd., septembre 1904.

(40) Rev. Synd., octobre 1904.

(41) Rev. Synd., octobre 1904. Pour la R. P. : 822. Contre : 388. Blanc : 1.

Travail et la Fédération des Bourses. Léon Blum constate qu'après comme avant le Congrès « les Bourses du Travail restaient le lien réel, matériel entre les divers groupements corporatifs. Si l'on excepte quelques grandes Fédérations de métier, la Fédération des Bourses restait encore le seul élément vraiment dense et cohérent de l'organisation nouvelle » (42). L'unité ouvrière est encore précaire et elle ne fait aucun progrès jusqu'en 1900. La jeune C. G. T. ne se développe pas. Les syndicats négligent en grande partie de se faire représenter à ses congrès. Aux yeux de nombreux militants de province, c'est la Fédération des Bourses qui détient la force et l'avenir du prolétariat. C'est l'avis des dirigeants de Belfort, et quand après la mort de Pelloutier, Niel, secrétaire de la Bourse du Travail de Montpellier prône l'unité ouvrière, ils s'inquiètent des projets de fusion. La Commission Exécutive de la Bourse du Travail entend lecture, dans sa réunion du 4 juin de la circulaire de la Fédération des Bourses exposant les motifs pour lesquels elle combat la proposition de fusion de cette organisation avec la C. G. T. faite par la Bourse d'Aix. Py dépose un ordre du jour qui est adopté à l'unanimité. « La Commission Exécutive, après avoir entendu la lecture de la circulaire de la Fédération des Bourses... déclare qu'il n'est pas nécessaire de mettre cette question à l'ordre du jour du Congrès et demande le maintien du statu quo, attendu que tous les Congrès de la Fédération des Bourses ont toujours maintenu l'autonomie des deux organisations, ce qui a permis à la Fédération des Bourses et à la C. G. T. de travailler de leur mieux à l'émancipation des travailleurs (43) ». Vignol, le délégué de Belfort, reçoit mandat de soutenir et de voter le statu quo. La discussion doit être reprise à Alger en 1902. Niel poursuit une vigoureuse propagande en faveur de l'unité ouvrière. *Le Réveil syndical* se fait l'écho de cette campagne mais n'ouvre ses colonnes qu'aux adversaires de la fusion : Briat et A. Philippe (44). C'est Yvetot qui représente Belfort au Congrès d'Alger. Les congressistes adoptent une motion « d'unité ouvrière » donnant satisfaction à tous les membres et respectant l'autonomie des Bourses. L'unité ouvrière se réalise effectivement à Montpellier. La C. G. T. est désormais composée de deux sections autonomes : la section des Bourses du Travail et celle des Fédérations d'industrie ou de métier et des syndicats isolés. Le Comité Confédéral est constitué par le Comité des Bourses et celui des Fédérations. *Le Réveil Syndical* ne publie aucun commentaire sur le Congrès de Montpellier auquel la Fédération a jugé inutile de se faire représenter. Elle invite simplement les syndicats membres à se conformer aux modifications apportées par le Congrès à l'article 3 des statuts de la C. G. T. et à adhérer à une Fédération Nationale de métier.

Les idées jaunes.

La Fédération de Belfort va devoir lutter à partir de 1901 contre une tentative de division de la classe ouvrière fomentée par le patronat local et le parti réactionnaire : le syndicalisme jaune. Cette tentative échouera finalement mais elle aura contribué à l'affaiblissement du mouvement syndical régional. Nous ne consacrerions pas une aussi large place à cet épisode de la lutte ouvrière locale si elle ne s'était intégrée dans un plus vaste essai de constitution d'un syndicalisme libre dont les deux plus importants théoriciens sont précisément

(42) BLUM, *op. cit.*, p. 467.

(43) *Rev. Synd.*, juillet 1901.

(44) *Rev. Synd.*, septembre 1902. BRIAT « Alger-Montpellier ». A. PHILIPPE : « L'Unité Ouvrière ».

originaires de la région de Belfort-Montbéliard : Gaston Japy et Pierre Bietry. Ils ont été tous les deux mêlés aux grèves de 1899 dans des camps opposés et les événements auxquels ils ont participé les ont, l'un et l'autre, fortement marqués.

C'est au milieu de grèves semblables que les syndicats jaunes étaient nés. En juin 1899, au Creusot, des ouvriers qui refusent de suivre la grève déclenchée par le puissant syndicat de l'usine Schneider, avaient constitué un syndicat indépendant qu'ils avaient nommé le syndicat n° 2 (45). Deux autres syndicats jaunes se fondent à la même époque à Montceau-les-Mines et à Perrecy-les-Forges, également à l'occasion de grèves violentes. Le début de la campagne « jaune » sur le terrain national date des premiers mois de 1901. Des syndicats naissent à Paris, Tours, Vierzon, Angers, Bourges, Saumur, Nantes, Saint-Nazaire (46). Les syndicats indépendants parisiens sont expulsés de la Bourse du Travail et un employé de la Compagnie d'Orléans, Lanoir, crée une Union Fédérative des Syndicats ou groupements professionnels et installe une Bourse du Travail indépendante au 6 de la rue des Vertus. Le Conseil Municipal vote une subvention de 38.500 francs que le Préfet de la Seine refuse de mandater. Mais le mouvement bénéficie de certains appuis financiers comme le reconnaît Lanoir, au premier Congrès des Jaunes, à Saint-Mandé, en mars 1902. « ...Qu'importe les noms de ceux qui ont apporté un si utile et si précieux concours à l'édification de l'œuvre que je remets aujourd'hui entre vos mains ? Et puis, vous dire leurs noms, cela nuirait à votre indépendance vis-à-vis de ces donateurs, qui, tous, sont de bons Français et de gros industriels... (47). » Les jaunes bénéficient aussi d'un appui moral officiel. Le 23 décembre 1901, le Président Loubet reçoit à l'Élysée les délégués de la Bourse indépendante, en les assurant « de toute sa sympathie ». « Comment ne pas approuver une si belle action. Diviser en deux le monde du travail ? Quelle faute. La lutte des classes ? Quelle utopie ! Puis, où commencent et où finissent les classes à soutenir ou à combattre ; aussi, comme je vous approuve de ne voir, entre patrons et ouvriers qu'une seule et même classe : la classe du Travail (48). » Le premier Congrès des Jaunes se tient à Saint-Mandé les 27, 28 et 29 mars 1902 avec pour seul programme une formule : « Le capital-Travail et le Capital-Argent sont les deux facteurs indispensables à la vie sociale. L'un complète l'autre, les deux se font vivre mutuellement. Le devoir de ces deux collaborations est donc de rechercher amialement, de bonne foi et en toutes circonstances, le point de rencontre des concessions réciproques qu'ils se doivent l'un à l'autre. » Quelques jours après le Congrès, le mouvement se sépare en deux fractions. L'adjoint de Lanoir au secrétariat de la Bourse en est exclu et il fonde, le 1^{er} avril 1902, la Fédération Nationale des Jaunes de France.

Cet adjoint est Pierre Bietry. Il a parcouru, depuis « l'exode sur Paris » un chemin assez sinueux. Il a d'abord poursuivi sa propagande socialiste dans la région de Belfort-Montbéliard et publié son auto-

(45) Le nom de « jaune » leur fut donné, semble-t-il, à la suite d'un incident entre les deux syndicats : les grévistes ayant brisé les vitres de leur local, les membres du syndicat dissident les avaient remplacé par du papier jaune (cf. BIETRY. *Le socialisme et les jaunes*, p. 68). Mais le nom vient peut-être aussi du genêt que les jaunes arboraient comme emblème (cf. PAWLOWSKY, *les syndicats jaunes*, p. 24, GOETZ. *Pensée Synd. Franç.*, p. 82).

(46) BIETRY : *Le socialisme et les Jaunes*, p. 70. *Les Jaunes de France*, p. 83. PAWLOWSKY, *op. cit.*, p. 26.

(47) BIETRY : *Le Socialisme et les Jaunes*, p. 75.

(48) PAWLOWKY, *op. cit.*, p. 27.

défense dans sa brochure « Les Grèves ». Il a été désigné comme délégué de la Fédération Socialiste du Doubs et du Haut-Rhin au Comité Général du Parti Socialiste. En août 1900, aux grèves des ouvriers textiles à Giromagny, il est arrêté pour avoir insulté un maréchal des logis, et condamné à un mois de prison. Sa « conversion » semble dater de cette époque. Il publie une déclaration dans *L'Union Ouvrière*, le journal de Lanoir, qui lui vaut d'être exclu du parti socialiste. Il rompt alors avec le socialisme et accepte le secrétariat adjoint de la Bourse de Lanoir. Sa « trahison », moins de deux ans après les grèves qu'il avait animées, frappe les ouvriers et porte un coup supplémentaire au mouvement socialiste et à la tendance révolutionnaire du syndicalisme dans la région. L'ambition politique de Bietry, est sans aucun doute à l'origine de cette volte-face, mais celle-ci alimentera les polémiques les plus violentes jusqu'à la guerre. Pour Gaston Japy et les jaunes, Bietry est celui qui a su reconnaître ses erreurs : « On vous a traité de renégat, laissez dire. Vous êtes le vrai brave, le vrai dévoué, celui qui ose dire : je me suis trompé, je tourne le dos aux ténèbres, je vais à la lumière (49). » Pour les socialistes, il est un traître. « Bietry ne voulait plus travailler, mais vivre de la politique et les Japy y ayant mis le prix, nous avons appris plus tard que cette trahison avait rapporté 40.000 francs à son auteur (50) ». Bietry se sépare de Lanoir parce qu'il considère que son action est purement négative, qu'elle vise à former des associations anti-grévistes, subventionnées par l'Etat et le patronat. BIETRY prend la tête du mouvement jaune « positif » qu'il dote dès le 1^{er} juin d'un journal : *L'Ouvrier Indépendant*. Journal et Fédération vivent péniblement et disparaissent en août 1902. En décembre, Bietry parvient à reconstituer une « Union Fédérative des ouvriers et syndicats professionnels indépendants », liée, à un « Parti socialiste national » des travailleurs libres. Le parti s'installe 5, rue Pierre-Lescot, puis 3, rue Greffuhle et publie *Le Travail Libre* qui n'a que neuf numéros. La propagande cependant se développe, à Paris où naît une nouvelle Bourse libre du Travail et en province, au Havre, à Caen, à Brest, Cherbourg, Toulon, Marseille et dans l'Est. La Bourse de Lanoir ne disparaît qu'en 1904.

Mais le Parti Socialiste nationaliste cesse bientôt de faire parler de lui, tandis que les syndicats jaunes prennent un nouvel essor en janvier 1904 avec la parution du journal *Le Jaune*. Ils reprennent définitivement le titre de jaunes, un instant abandonné et reconstituent la Fédération des Jaunes, avec un programme complet. Ils ouvrent à Paris des bureaux de placement, des cours professionnels, une société de secours mutuels, une caisse de retraite, etc. Le II^e Congrès des Jaunes se tient à Paris en 1906. Ses assises réunissent « 9 bourses, 18 fédérations ou unions, 396 syndicats ouvriers, 27 syndicats agricoles, 41 syndicats patronaux, 16 groupes et comités, 5 coopératives, 4 journaux, 19 sociétés mutuelles, 11 associations de placement gratuit ». 135 délégués participent au débat. La Fédération groupe alors, d'après ses dirigeants, 200.000 travailleurs (51). Le Congrès établit un programme de doctrine et de propositions pratiques complété par le Congrès de 1907. Bietry et Dupourqué avaient été élus en 1906 à la Chambre des Députés sous leur étiquette de « jaunes ». Gênés dans leur action parlementaire par le principe d'apolitisme de leur mouvement, ils se résignent à doubler le mouvement, le 23 mai 1908, en créant le parti

(49) G. JAPY : *Les idées jaunes*. Avant-propos, p. 2.

(50) *Cahier Perrin*, n° 2.

(51) PAWLOWSKY, *op. cit.*, p. 46. Bietry n'hésite pas à parler de 500.000 membres (*Les Jaunes de France*, p. 92). GOETZ cite les chiffres de 93.000 membres en 1903 et 375.000 en 1904, après l'absorption de la Bourse de Lanoir.

propriétiste ou antiétatiste. La Fédération nationale des Jaunes de France qui ne groupe plus que les syndicats, les mutuelles et les coopératives devient la Fédération Syndicale des Jaunes de France. C'est elle qui organise en 1909 le dernier Congrès. Les effectifs vont en diminuant et le mouvement aura pratiquement disparu à la veille de la guerre.

Quoique Bietry s'en défende, le mouvement jaune est essentiellement négatif. Nés dans les grèves, pour s'opposer aux syndicats « rouges », créés ensuite, le plus souvent, par des syndiqués transfuges, bénéficiant fréquemment de l'appui patronal, les syndicats jaunes songent d'abord à rejeter la doctrine et les moyens « révolutionnaires » (52). A la tribune des Congrès et dans leurs livres, les théoriciens du mouvement : Gaston Japy et Pierre Bietry exposent des idées dont certaines ne manquent pas d'originalité, mais sur le terrain des luttes, dans la pratique quotidienne, l'action des jaunes se traduit essentiellement par une politique antigréviste et néfaste à la classe ouvrière. Nous pourrions avoir un aperçu de ce qui sépare la doctrine des jaunes de leurs réalisations en exposant rapidement leur programme puis l'action qu'ils ont menée dans la région de Belfort-Montbéliard entre 1900 et 1914.

Il y a trois facteurs de la richesse sociale : le travail intellectuel, le travail matériel et le Capital. De leur harmonie naît la prospérité. Ils doivent être associés et non pas adversaires. A ce titre les ouvriers doivent participer aux bénéfices et au capital, être propriétaire d'une part de l'entreprise. « L'évolution de la propriété doit continuer à amener la diffusion parmi un plus grand nombre de mains... de la terre, des mines, des usines par actions ou par obligations. C'est la propriété placée en un plus grand nombre de mains. Voilà le progrès. Le salaire doit se transformer petit à petit en part de bénéfices résultant de l'association (53). » Quand tous seront ainsi propriétaires d'une part de la richesse sociale, on aura réalisé un régime de propriété « collective ». Il se différencie du « collectivisme » parce que la part de chacun y est définie, qu'elle peut être aliénée sous certaines conditions, qu'elle vise à procurer à son propriétaire un bénéfice et qu'elle n'est pas forcément égale pour tous. Mais cette accession à la propriété demandera à l'ouvrier un effort d'économie que le syndicat jaune lui facilitera par ses organismes de prévoyance et de secours mutuel. « Alors, dégagé de tout souci, de toute préoccupation familiale, il pourra placer dans l'affaire où il travaille ses économies, qu'il met à la Caisse d'Epargne quand il ne les boit pas au cabaret. » La réalisation de cette société nouvelle réduira le rôle de l'Etat au lieu de le rendre omnipotent comme le veulent les collectivistes. La décentralisation administrative sera réalisée par la restauration de groupements corporatifs professionnels obligatoires. Chaque profession élira des représentants à des Chambres Régionales de Capacité auxquelles seront soumis les projets de lois, venant ensuite en discussion à la Chambre des Députés. En cas de désaccord persistant entre celle-ci et la majorité des Chambres de Capacité, la question devra être tranchée par une nouvelle Chambre des Députés (54). L'intéressement de l'ouvrier à son entreprise et sa participation à l'administration du pays, le fixeront à la propriété qui le fait vivre et à son pays. Le mouvement jaune est pacifiste « à l'intérieur du pays » : paix religieuse et paix sociale. Japy est protestant, Bietry catholique (55) et chez les Jaunes, la tolérance religieuse est

(52) Ainsi BIETRY, en exposant son programme dans « *Les Jaunes de France* » (p. 93) dresse un parallèle entre Rouges et Jaunes en deux colonnes vis-à-vis.

(53) G. JAPY, *op. cit.*, p. 118.

(54) G. JAPY, *op. cit.*, p. 248 à 250. BIETRY, *les Jaunes de France*, p. 100.

(55) BIETRY : *Les Jaunes de France*, p. 107.

de règle. Le syndicat se garde de toute attache confessionnelle. BIETRY rappelle ce que son mouvement doit aux syndicats catholiques : la Corporation des Employés de Commerce fondée à Paris par le frère Thirion en 1887 et les syndicats catholiques de Tourcoing, de Deguesselle, mais leur reproche leur « prosélytisme confessionnel ». La paix sociale naîtra de l'association capital-travail. Les différends qui peuvent se produire, actuellement ou même dans le régime de propriété collective devront être réglés sans violence. Le droit de grève demeure, mais « sagement organisé » : « Article 25 des statuts de la Fédération : Les jaunes s'engagent à ne faire aucune grève sans avoir donné par écrit leurs revendications et avoir attendu la réponse quinze jours au moins... En cas de grève, les Jaunes ne doivent se livrer à aucune violence et les patrons ne renvoyer aucun ouvrier pour fait de grève. » L'article 26 organise l'arbitrage. Ces théories se ramènent à une série d'oppositions : aux syndicats rouges, aux politiciens, aux spéculateurs et aux intellectuels, et à une proposition intéressante : l'association du capital et du travail.

La région de Belfort-Montbéliard a connu un certain nombre de syndicats « jaunes » avant la lettre. En 1892, nous avons vu se créer à Delle, sous l'inspiration de Viellard et du curé Marchand la Corporation Syndicale, d'abord dénommée « de Saint-Joseph » qui regroupait un syndicat du Bâtiment et un syndicat de l'Habillement. Les trois associations avaient disparu après les élections sénatoriales sans avoir jamais rassemblé beaucoup d'adhérents. Nous avons également émis quelques réserves sur la nature exacte du premier syndicat des horlogers de Montbéliard, fondé vers 1885. Il est possible qu'il se soit agi d'une association d'inspiration patronale. Le syndicat des ouvriers mouleurs de Beaucourt, créé en 1899 par Troncin, était destiné à battre en brèche le syndicat socialiste qui venait de s'organiser. Il disparaît en 1901. Nous n'avons point relevé en 1899 de tentatives d'organisation de syndicats dissidents, cherchant à s'opposer au mouvement de grève. Quelques bagarres ont éclaté à la fin des conflits d'Audincourt entre grévistes et ouvriers qui rentraient à l'usine mais en général, les arrêts de travail étaient approuvés par la presque totalité des ouvriers. Les organes catholiques comme *La Croix de Belfort* et *La Franche-Comté* de Besançon avaient pris position contre les grévistes. Bietry dénonce les visites de propagande antisyndicale effectuées dans les familles des grévistes par les curés et les pasteurs. Mais Bietry est, à l'époque, violemment anticlérical et son témoignage est sujet à caution. Plus intéressante est la polémique qu'il entretient avec le pasteur Ahme, d'Audincourt, car l'article que celui-ci publie dans la feuille paroissiale exprime des opinions assez proches de celles des syndicats à tendance confessionnelle de l'époque. « Que les ouvriers s'unissent entre eux, qu'ils choisissent parmi eux les plus intelligents, les meilleurs, qu'ils leur confient le soin de les représenter et de défendre leurs intérêts, nous ne voyons rien là que de parfaitement juste... Quant à la grève, elle nous paraît légitime s'il s'agit d'une cause juste, et, si tous les moyens de conciliation ont été vainement essayés... Nous sommes de ceux qui pensent que tout n'est point parfait dans l'organisation sociale actuelle et qu'il faut tendre à un respect plus grand de la liberté de l'ouvrier, à une répartition plus juste des fruits du travail. Nous voudrions plus de justice et plus d'amour. Mais nous savons aussi que les changements souhaités se feront par voie d'évolution et non de révolution (56). » Cette citation, nous paraît exprimer assez clairement une position qui est sans doute celle de nombreux pasteurs et prêtres de la région. Position toute théorique au demeurant : à

(56) Cité par BIETRY : *les Grèves*.

notre connaissance, aucun syndicat véritablement ouvrier ne se créa sous l'influence confessionnelle dans la région d'Audincourt avant 1914 (57).

En 1900, à Montbéliard, le syndicat de l'usine Schwander se crée sous l'influence du patron mais parvient cependant à garder, semble-t-il, une certaine indépendance, car il participe à la fondation de la Bourse du Travail à côté des autres syndicats de Montbéliard, de tendance socialiste sans que surgisse de différends sérieux. Il s'émancipe définitivement en 1906 et forme le syndicat de l'Ameublement. En 1900, encore, un authentique syndicat jaune est créé à Audincourt sous le titre de « Syndicat des Corporations Métallurgiques du Pays de Montbéliard ». Il a été constitué, disent les commentaires de l'Etat statistique de janvier 1901, à l'initiative des patrons de l'usine Peugeot pour lutter contre le syndicat des métallurgistes de Sous-Roches. Il comprend à cette date 248 membres. Comme pour les autres syndicats d'Audincourt, les renseignements que nous possédons sur lui sont très restreints. Le président pour les premières années est un nommé Bolot, l'effectif maximum est atteint en 1904 avec 312 membres, il décline ensuite et n'est plus que de 54 membres en 1912. Nous n'avons retrouvé aucune mention d'un autre syndicat jaune dans le Pays de Montbéliard jusqu'en 1914. Cela s'explique aisément : le syndicalisme « rouge » y est lui-même presque inexistant et, en l'absence de ce danger, les patrons semblent peu pressés de mettre en application le programme des jaunes. Ils le sont davantage à Belfort. Pour la première fois en avril 1902 le siège de député du Territoire de Belfort échappe aux conservateurs ; Armand Viellard est battu par le maire radical de Belfort (58). Celui-ci devient l'homme à abattre et la plus proche bataille est celle des élections municipales en 1904. Schneider est l'homme de *La Frontière*, l'ami de Py, de Traut et des dirigeants réformistes de la Fédération Ouvrière, le protecteur de la Bourse du Travail. En l'absence d'une section socialiste active, il est le candidat des ouvriers. Le but premier de la « Fédération Ouvrière des Syndicats et groupements ouvriers du Haut-Rhin et de la Haute-Saône », formée en août 1902 est de ravir à Schneider une partie de son audience ouvrière. Les rapports de police sont sans équivoque. La Fédération est « uniquement fondée dans un but politique sous les auspices de la section de Belfort de la Ligue de la Patrie Française... La Ligue de la Patrie Française a pris cette voie détournée pour amener le plus grand nombre possible d'électeurs favorables à M. Viellard, ex-député du Haut-Rhin, propriétaire de l'immeuble où ont lieu les réunions de la Fédération. C'est une arme politique dans les mains du parti réactionnaire » (59). L'attaque porte sur les deux syndicats où l'influence de la Fédération et de la Bourse est la moins forte parce qu'ils sont les plus « révolutionnaires » : ceux des métallurgistes et des ouvriers textiles. La Fédération créée comprend quatre syndicats : La Fraternité, syndicat des ouvriers textiles de Belfort, qui déclare 150 membres. Union et Fraternité : syndicat des métallurgistes, 240 membres. Liberté : Chambre Syndicale des ouvriers de l'industrie textile d'Héricourt, 210 membres. La Chambre Syndicale des ouvriers de l'industrie textile de Rougegoutte, 215 membres. La Fédération est présidée par Strub et

(57) L'action des prêtres et des pasteurs ne fut sans doute pas inexistante. A Pont-de-Roide, dans une réunion des grévistes de l'Usine Veité, en octobre 1899, on note la présence de deux curés et l'on crie dans l'assistance : « Vive la grève. Vive l'Eglise ». *La Frontière* en relatant ce fait, s'étonne : « Qu'est-ce que ces deux cris associés peuvent bien signifier ? ». (*La Frontière*, 22 octobre 1899).

(58) Schneider : 9.514 voix, élu. Viellard, 9.347.

(59) A. D. Terr. Belfort. Rapp. Police, 20 juillet 1902.

Hartmann, tous deux transfuges du syndicat « révolutionnaire ». Le local est sis au 126, faubourg des Vosges.

La première tentative de constitution d'un syndicat indépendant avait eu lieu en février, à Valdoie. La réunion, que les ouvriers textiles du premier syndicat avaient essayé d'empêcher, avait été orageuse. Une polémique violente s'était engagée aussitôt entre le *Réveil syndical* et *Le Ralliement*, le journal de Spitzmuller et du parti conservateur. L'ordre du jour du syndicat textile donne le ton des invectives échangées : « Les ouvriers et ouvrières du syndicat textile du Haut-Rhin, réunis extraordinairement le mardi soir 4 février dans la salle Mona, blâment énergiquement les traîtres de la classe ouvrière qui ont essayé de constituer un syndicat jaune sur les instigations des policiers de Spitzmuller, les vouent au mépris de leurs camarades et les renvoient à leur honteuse besogne avec leurs chefs Bietry et Lanoir, secondés et stylés par les agents de la réaction du Territoire de Belfort » (60). Le mouvement jaune cherche à constituer deux autres syndicats, à Saint-Loup et à Giromagny. Il ne réussit dans les deux localités qu'à regrouper les antigrevistes au moment des conflits du travail, à affaiblir ainsi le mouvement revendicatif et les deux syndicats existants. Le syndicat textile de Giromagny sera amené à se dissoudre en 1904 mais il n'y aura pas de syndicat jaune pour le remplacer. A Saint-Loup « l'Avenir de Saint-Loup et de Magnoncourt » n'aura qu'une existence très brève. Deux des syndicats créés en 1902 par la Patrie Française, ceux d'Héricourt et de Rougegoutte, disparaissent en 1904. Seuls continuent à figurer sur les états annuels, les syndicats du textile et de la métallurgie de Belfort. Il s'y ajoute en 1911, une association créée par M. Ehrard dans son usine de Rougemont : la Chambre Syndicale indépendante de l'industrie textile de Rougemont, pour lutter contre le syndicat rouge créé en 1907 (61). Il existe enfin, dans le Territoire de Belfort un groupe d'Union Catholique qui fonctionne assez irrégulièrement. Il cherche à regrouper les employés à Belfort et surtout à Delle, au sein d'une « association corporative » sur laquelle nous savons peu de choses car, n'étant pas syndicale, elle ne figure pas sur la déclaration administrative annuelle. Le fait qu'elle soit surtout active à Delle et dans les périodes préélectorales nous incite à penser qu'elle est également liée au parti d'Armand Viellard (62).

« Nul n'est prophète en son pays », et l'on conçoit facilement que les ouvriers de la région aient accueilli avec hostilité les discours d'un Bietry brûlant ce qu'il avait adoré. Mais Gaston Japy évite de son côté de créer un mouvement « jaune » à Beaucourt où le syndicalisme a disparu après les grèves de 1899. A Morvillars non plus il n'y a pas de syndicat et c'est à Belfort, en face de la Fédération Ouvrière existante que le parti de M. Viellard implante les organisations jaunes. Rien d'étonnant de ce fait à ce que les réalisations apparemment les plus positives aient pour résultat de nuire aux institutions existantes. Le Bureau de placement gratuit installé au Faubourg des Vosges amène un ralentissement forcé de celui de la Bourse du Travail. Quant aux grandes idées « propriétaires », elles ne font l'objet à notre connaissance que d'une seule application pratique. Les Etablissements Japy Frères et Cie ont créé le 11 septembre 1900,

(60) *Le Réveil Syndical*, février 1902.

(61) A. D. Terr. Belfort. M. 1913. Syndicat indépendant : 135 membres, syndicat rouge : 320.

(62) Cf. A. D. Terr. Belfort. M. 1905 (Rapp. Police, 18 août 1905), M. 1909 (Rapp. Police 4.09) sur l'action de ce groupe auprès des employés de chemins de fer.

3.000 titres de « participation de collaborateurs » d'une valeur de 100 F, réservés aux ouvriers et contremaîtres ayant au moins 5 ans de présence et remboursables en 1910. Ces titres ne peuvent être cédés qu'à l'intérieur de l'entreprise après avis des gérants. Ils portent intérêt à 4,5 % avec un intérêt supplémentaire qui varie suivant le montant du dividende brut :

- 1 % si le dividende brut est égal ou supérieur à 30 francs par action
- 2 % si le dividende brut est égal ou supérieur à 35 francs par action
- 3 % si le dividende brut est égal ou supérieur à 40 francs par action
- 4 % si le dividende brut est égal ou supérieur à 45 francs par action

Les propriétaires de ces titres nomment des délégués qui peuvent être entendus par la Direction (63).

Dans les conflits du travail, le rôle négatif des jaunes apparaît pleinement. De 1900 à 1902 la Fédération Ouvrière s'efforce, nous le verrons, de jouer un rôle de conciliation. Elle parvient effectivement à régler à l'amiable un certain nombre de conflits, en particulier à l'usine Daniel Dolfuss à Belfort. L'apparition du syndicat jaune du textile entraîne une rupture brutale de cette politique. Le patronat refuse toute discussion avec la Fédération, n'ouvrant le dialogue qu'avec le syndicat jaune. Mais ces discussions factices ne débouchent sur aucune amélioration du sort des travailleurs et désarment les forces ouvrières. A Lepuix-Gy et à Giromagny, l'action des jaunes est limitée au temps de la grève et c'est une action de division.

En résumé, dans la région de Belfort-Montbéliard, bien peu des idées jaunes sont passées dans la pratique. Le mouvement a été un instrument politique réactionnaire et une arme antigrevé. Il a contribué à l'affaiblissement du syndicalisme ouvrier. Il a détruit sans rien construire. Nous bornons nos observations au cadre limité de notre étude. Elles nous paraissent aller dans le sens général du jugement que Robert Goetz porte sur le syndicalisme jaune. Le programme n'est pas sans valeur. « Copropriété, règlement arbitral des conflits sont des principes qui méritent plus que le sarcasme, l'ironie ou le silence ». Mais leur subordination au patronat a privé les syndicats jaunes d'une véritable audience ouvrière. « Le patronat français a condamné à mort le syndicalisme libéral le jour où il a voulu le protéger et surtout se le subordonner ». Inspiré, de plus, à Belfort, par un parti conservateur, le mouvement jaune n'a pu être que rejeté violemment par la classe ouvrière.

L'opposition révolutionnaire.

En 1899, quand s'est constituée la Fédération ouvrière, les révolutionnaires ont été mis en minorité et tous les postes de direction occupés par les réformistes. Bien plus, le syndicat des métallurgistes, le représentant le plus important de cette tendance, a préféré se retirer de la Fédération en voie de formation. Ainsi au moment où le mouvement ouvrier de Belfort franchit une étape importante, la même opposition que nous avons déjà rencontrée au cours de la décennie précédente se reproduit et les ouvriers se retrouvent partagés en deux clans. Nous avons vu quels étaient les réformistes. Du côté des « révolutionnaires », il y a d'abord les deux syndicats du textile et de la métallurgie. Ce sont en nombre les deux plus importants de la région : 350 adhérents pour le textile, 1.800 pour les métallurgistes en octobre 1899. Leurs membres se recrutent dans les principales usines

(63) PAWLOWSKY, *op. cit.*, p. 124. BIÉTRY : *Les Jaunes de France*, p. 97.

de la ville : S. A. C. M. pour la métallurgie, usines de filature et de tissage du faubourg de Valdoie (Koechlin, Schwob, Dolfus Noack, Schwartz). Les principaux militants sont Allaman, Eloy, Bonnot de la métallurgie, Werlings, Degen, Gsell du textile. Dans tous les autres syndicats de Belfort, les révolutionnaires sont en minorité. L'élément politique est constitué par le groupe socialiste du « Réveil Social », fondé en 1898 par Georges Dreyfus, qui est toujours à sa tête. Ce groupe adhère au Parti Socialiste Révolutionnaire. DREYFUS mène avant et après les grèves une propagande active dans toute la région avec l'aide de Bietry. Orateurs occasionnels des réunions publiques et n'appartenant à aucun groupe, un certain nombre d'ouvriers professant des opinions révolutionnaires ou libertaires sont qualifiés par les rapports de police « d'anarchistes » et à ce titre soigneusement surveillés. Il s'agit dans la plupart des cas, d'étrangers émigrés, parfois pour des raisons politiques, allemands et italiens surtout, qui ne font dans la région qu'un bref séjour. Un état de la Préfecture de Belfort du 10 janvier 1901 signale cependant pour l'année précédente quatre noms qui ne nous sont pas inconnus : François Dermineur, Auguste Grandveau, Ernest Marçot et Louis Røedersdorff (64). L'audience de ces « révolutionnaires » n'est pas considérable puisqu'aux élections municipales de 1900, le « Réveil Social » qui présente une liste de quinze candidats ne rallie que 250 suffrages. Le syndicat métallurgique a d'autre part reconnu, au moment de la grève de la S. A. C. M. l'inanité d'une opposition menée en dehors de la Fédération ouvrière et il s'y intègre.

Ceci vaut au syndicalisme belfortain trois années d'entente relative, renforcée par une lutte commune contre le mouvement jaune. Les oppositions n'ont pas disparu, et certains débats au sein de la Fédération ou certains articles du *Réveil Syndical* s'en font l'écho, ainsi celui-ci, signé d'un typographe : « Les Typos sont toujours à la tête des organisations syndicales et fédératives, et toujours ils donnent à pleines mains à ceux qui luttent pour leur émancipation, tandis que leurs détracteurs, se contentent de continuer leur mauvaise besogne méchante et violente » (65). Comme toujours à Belfort, c'est l'approche des élections qui ranime les discussions. Le « Réveil Social », présente au scrutin municipal de 1904 une liste de coalition présidée par Werlings à Valdoie et une liste exclusivement socialiste à Belfort. Werlings est élu et la liste de Belfort rallie à peu près le même nombre de voix qu'en 1900. Mais il a fallu mener campagne contre Schneider et cela n'a pas été sans violentes discussions au sein de la Bourse du Travail qu'à Belfort on considère comme l'œuvre de la municipalité radicale. Au Comité général du 15 janvier 1905, Traut parle « des quelques discussions qui se sont produites au sein de la Fédération en 1904 et regrette que de telles rivalités entre militants puissent prendre naissance dans nos organisations prolétariennes ». Le Bureau est réélu cependant par sept voix et une abstention. En 1905, « Le Réveil Social » et les deux groupes socialistes formés à Valdoie et à Giromagny entrent, au sein du Parti Socialiste Unifié. Georges Dreyfus se présente sous cette étiquette aux élections législatives de 1906 et obtient 311 voix (66). La campagne socialiste qui a compté plus de cinquante réunions (67) a amené une rupture entre les éléments réfor-

(64) Cf. première partie, chap. 2.

(65) *Rev. Synd.*, octobre 1902. Cf. encore C. E., 21 janvier 1904 (*Rev. Synd.*, février 1904).

(66) Schneider, rad. soc., 9.996 voix, élu. Général Zurlinden, nationaliste, 9.514 voix. Georges Dreyfus, P.S.U., 311 voix.

(67) *Encycl. Social.*, t. II, Haut-Rhin, p. 508.

mistes et socialistes de la Fédération : les syndicats textile et métallurgique l'ont quittée au début de 1906 (68). Alfred Croissant, le président du syndicat des métallurgistes, s'est séparé du groupe du « Réveil Social » et a formé une section libertaire avec Gsell et Alleman. Socialistes et libertaires ont défilé en ville le 1^{er} mai avec une cinquantaine d'ouvriers de l'usine Kœchlin et du bâtiment. La Fédération ouvrière s'était totalement désolidarisée du mouvement.

L'année 1907 marque un très net déclin des activités socialistes et révolutionnaires. Le groupe libertaire disparaît à la suite du départ de Croissant. Le mouvement socialiste se ralentit. Le syndicat textile demande à être à nouveau admis à la Fédération ouvrière, tandis que le syndicat des métallurgistes mène une existence très précaire. Dreyfus assiste cependant au Congrès de Nancy en août et cherche à son retour à reconstituer « Le Réveil Social » sur de meilleures bases. Les rapports de police signalent, en octobre 1907, l'adhésion d'un jeune instituteur : Frossard.

C'est celui-ci qui anime la propagande en 1908 et 1909 à Belfort. Il reconstitue les groupes de la région de Valdoie et de Giromagny en particulier, reforme la Fédération socialiste du Haut-Rhin qui tient un Congrès à Belfort en avril 1909. Un grand meeting est organisé le 30 octobre 1909 pour protester contre l'assassinat de Ferrer, par la Fédération socialiste et la Bourse du Travail. Cependant, la situation du mouvement syndical à Belfort au début de l'année 1910 est très mauvaise. Hostile à l'orientation prise par la C.G.T., le Comité Général de la Fédération a relâché les liens qui le liaient aux organismes nationaux et, à l'échelon local, il n'est plus guère animé que par les typographes et les syndiqués du bâtiment. La C.G.T. envoie en 1910 et 1911 des orateurs, Blanchard et Péricat en particulier, qui cherchent à reconstituer une organisation syndicale. La réussite est faible. Les effectifs n'augmentent que de très peu et rien ne peut empêcher certains syndicats de disparaître. Mais cette action permet cependant aux éléments les plus dynamiques du prolétariat belfortain de prendre la direction de la Fédération ouvrière. En 1913, la plupart des postes du Comité général et de la Commission exécutive sont occupés par des « révolutionnaires » et Mack, un ouvrier métallurgiste socialiste, est élu au secrétariat de la Fédération. Le mouvement politique socialiste s'est développé en même temps. Beaucoup plus actif, c'est lui qui anime les principales manifestations ouvrières de 1910 à 1914, en particulier la lutte contre la vie chère et la campagne antimilitariste. En 1914, quand la déclaration de guerre l'arrête brutalement, le mouvement ouvrier belfortain est en train de prendre une physionomie nouvelle. L'époque réformiste est terminée et l'influence socialiste devient prédominante.

En octobre 1910, l'Administration du Territoire constate : « Depuis 1899, le mouvement syndical paraissait stationnaire et les chefs eux-mêmes étaient sourds aux appels de la C. G. T. A l'heure actuelle, le mouvement dans lequel on voit apparaître des militants révolutionnaires et qui, pour la première fois dans le Territoire, est soutenu par des orateurs de la C. G. T. et même par des étrangers, paraît devoir prendre de l'extension dans notre population ouvrière » (69). L'effort de la C. G. T. porte principalement sur les syndicats des métallurgistes et du bâtiment. Blanchard vient faire une série de conférences aux ouvriers de la S. A. C. M. et, en juin, il parvient à reconstituer le Comité avec Roth comme secrétaire, Louviot comme secrétaire adjoint. Blanchard prend soin d'exposer à Belfort des thèses modérées et la réorganisation

(68) *Rev. Synd.*, février 1906.

(69) A. D. Terr. Belfort. M. 1910 (Rapp. 3 octobre 1910 à Présidence du Conseil).

s'opère sous le patronage de la Fédération ouvrière (70). Mais les obstacles sont nombreux. La S. A. C. M. compte une forte proportion d'ouvriers étrangers, ce qui ne facilite pas la tenue des réunions et gêne la solidarité ouvrière car nombre de ces étrangers sont Allemands. De plus, la personnalité de Louviot, secrétaire adjoint d'abord, puis secrétaire du syndicat en remplacement de Roth à la fin de 1910 est sujette à critique. Il est accusé de malversations dans la gestion des fonds de la coopérative des métallurgistes, réussit à s'en disculper mais doit finalement se retirer en juillet 1911 à la suite d'une nouvelle accusation. Il aurait détourné une partie des fonds destinés à secourir les maçons pendant la grève de mai 1911. Roth reprend sa place de secrétaire. Ces incidents créent un malaise au sein du syndicat que les efforts de Blanchard, qui vient très fréquemment à Belfort, n'arrivent pas à dissiper. Le nombre d'adhérents est remonté à près de 200, mais n'atteint pas le développement attendu (71).

Les maçons, plâtriers, charpentiers et menuisiers avaient fondé en 1909 un syndicat du bâtiment par fusion de leurs associations respectives. Celui-ci, de tendance réformiste, travaillait en parfait accord avec la Fédération ouvrière mais ne rencontrait qu'une audience limitée dans sa corporation composée elle aussi, d'étrangers en grande partie. Les Italiens s'étaient d'abord totalement désintéressés de l'action syndicale. Sous l'action d'un des leurs, Boldrini, ancien anarchiste, ils commencent à s'organiser. Lemoux et Péricat, de la C. G. T., viennent appuyer leur action qui se heurte à l'opposition des anciens membres réformistes du syndicat. Boldrini écrit à Lemoux, en mars 1911 : « ...Nous avons aussi organisé le syndicat du bâtiment qui était pourri jusqu'à la moelle comme tu l'as vu toi-même quand tu étais à Belfort dernièrement. Tu sais que les Français ne veulent pas marcher avec nous autres. Les dirigeants du syndicat du bâtiment de Belfort sont les fauteurs du parti radical, ils ne veulent rien savoir de la question syndicale... » (72). Boldrini parvient à prendre la tête du syndicat du bâtiment dès lors composé en majorité d'Italiens. Le syndicat soutient deux grèves en mai 1911 qui se terminent par des échecs. A l'issue de la seconde, 160 maçons italiens quittent Belfort et l'organisation est dissoute peu de temps après. Boldrini quitte Belfort pour Lyon en 1912.

Pour tenter de reconstituer le syndicat textile qui ne comprend plus qu'une dizaine de membres en 1910, la Fédération ouvrière fait appel à Renard, secrétaire de la Fédération nationale de l'Industrie textile. Mais elle se heurte à un certain nombre d'ouvriers qui veulent également réformer le syndicat mais « sur une base nettement révolutionnaire » (73). Ils sont appuyés dans leur action par Gabrielle Petit qui multiplie à ce moment-là les réunions à Belfort où elle dirige la grève des maçons. Renard renonce à parler à Belfort. Mais les réformistes mènent campagne contre Gabrielle Petit qui, violemment attaquée, au cours d'une réunion en juin, doit quitter Belfort. Le syndicat textile disparaît. L'opposition révolutionnaire trouve un appui dans un nouveau syndicat : celui des employés du gaz qui se forme en juillet 1910 (secrétaire : Jardon) et adhère à la Fédération de l'Eclairage. La tension entre les deux tendances ouvrières manque de provoquer une scission en janvier 1911 au renouvellement des Comités de la Fédération. Les représentants du gaz, de la métallurgie et du bâtiment

(70) A. D. Terr. Belfort (Rapp. 28 juin 1910).

(71) Contra : *Encycl. Soc.*, t. II, Haut-Rhin, 500 adhérents en 1910. Chiffre certainement erroné.

(72) A. D. Terr. Belfort (11 mars 1911).

(73) A. D. Belfort (17 mai 1911).

accusent les réformistes de ne pas suivre l'orientation fixée par le Comité confédéral et de faire le jeu du parti radical. Ils leur reprochent en particulier leurs compromissions avec la classe bourgeoise : Choffel et Monin perçoivent un salaire de 200 F et 100 F pris sur la subvention de la Bourse pour leurs fonctions respectives de secrétaire et de trésorier de la Fédération ; ils font partie, ainsi que Py, de la Coopérative — La Ruche Belfortaine — à côté d'un commissaire de police et d'un chef de bureau de la Préfecture » (74). Mais les délégués parviennent à faire taire leurs dissensions et les membres sortants du Bureau sont tous réélus, tandis que les « révolutionnaires » occupent de nombreux sièges aux différentes commissions. La tendance réformatrice cependant est condamnée et les révolutionnaires ne cessent plus de gagner du terrain. Ils s'appuient sur un groupe socialiste qui accroît sans cesse son influence.

Les socialistes avaient présenté Werlings aux élections législatives de 1910, contre Schneider et le général Roget. Il avait obtenu 613 voix au premier tour (75). La propagande se poursuit, en dehors de Frossard qui est sous les drapeaux et qui est d'ailleurs brouillé avec le groupe de Belfort. Il en avait démissionné avant les élections parce qu'on l'accusait de s'entendre secrètement avec le parti radical et il n'y rentrera qu'en 1912. Entre temps, l'activité du groupe est dirigée par Werlings en 1910, puis par Mack en 1911. Les principaux militants sont, autour d'eux, Simonklein, Patat, Iltis, Boldrini, Tchaen, Boetsch et Guyon. Ils dirigent en 1910 et 1911 un mouvement de protestation contre la cherté des vivres. C'est l'occasion d'un nouveau désaccord avec la Fédération ouvrière. Les syndicats organisent en octobre 1910 une série de conférences sur la cherté des vivres et les moyens d'y remédier. Ils demandent entre autres, la réglementation par la municipalité du prix des denrées de première nécessité et l'interdiction aux revendeurs de faire leurs approvisionnements sur le marché même. Une manifestation est prévue pour le 16 octobre. Mais la Bourse du Travail et la municipalité parviennent à dissuader les syndicats de la réaliser. Simonklein fonde alors une Ligue des Consommateurs qui poursuit le mouvement de protestation. En septembre 1911, les manifestations s'intensifient et, le 24, les ouvriers du faubourg des Vosges, au nombre de 2.500 environ, renversent et détruisent les éventaies. Sept arrestations sont opérées dont celle de Mack, alors secrétaire de la Fédération socialiste du Haut-Rhin et des peines de prison prononcées. Les dirigeants de la Bourse du Travail protestent contre les violences et défendent la municipalité, violemment attaquée par les socialistes. Boldrini organise une réunion où Clément, de la C. G. T., adresse des reproches cinglants à la population ouvrière de Belfort « jusqu'ici indifférente aux questions syndicales et qui se réveille parce qu'il s'agit de ventre » (76). La Ligue des Consommateurs obtient finalement la taxation du pain et de la viande et la création d'un marché faubourg des Vosges.

Mais une tâche bien plus lourde va accaparer les énergies ouvrières : la lutte contre la guerre. La C. G. T. y consacre tous ses efforts, mais elle ne trouve auprès de la Fédération ouvrière et de la Bourse du Travail qu'un très faible écho : c'est au parti socialiste qu'incombera d'organiser la campagne à Belfort. Les ouvriers de la S. A. C. M. et des usines textiles du faubourg des Vosges et de Valdoie y participent activement mais sous l'égide du parti socialiste. L'absence d'une organisation syndicale solide se fait cruellement sentir car la lutte se révèle particulièrement difficile. Belfort est une importante ville de

(74) A. D. Terr. Belfort. M. 1911 (réunion du 8 janvier 1911).

(75) Schneider : 10.368 voix, élu. Général Roget : 9.139. Werlings : 613.

(76) A. D. Belfort. M. 1911 (8 octobre 1911).

garnison, comptant environ 10.000 soldats. C'est aussi une importante ville frontière et les autorités suivent de très près les activités antimilitaristes. Le Territoire comprend de plus une importante population alsacienne émigrée depuis 1870, d'opinions très militaristes. L'Administrateur signale en 1913 que la loi de trois ans a été assez bien accueillie dans le Territoire et que seule la minorité socialiste lui est vraiment opposée. D'un bout à l'autre, la campagne sera animée par Frossard, rentré du service militaire. Il se propose de se présenter aux élections législatives de 1914 et il multiplie les réunions. Le 11 avril 1913, il organise avec Blanchard et le syndicat des métaux un meeting contre la loi de trois ans à la salle de l'Eldorado qui obtient un grand succès et se termine par le vote de l'ordre du jour suivant : « Les travailleurs réunis à l'Eldorado le 11 avril, au nombre de 800, après avoir entendu les camarades Blanchard et Frossard exposer les nouveaux projets militaires dont les prétextes sont faux, se rappelant que la dualité entre la France et l'Allemagne ne cessera que par un rapprochement entre les deux nations, reconnaissant que ces nouvelles mesures sont surtout dirigées contre le prolétariat, s'opposent aux dits projets et se séparent en criant : « A bas la guerre. A bas la réaction militaire ». D'autres réunions sont tenues à Danjoutin, à Delle où se forme un groupe d'Etudes sociales. Des listes de souscription contre les trois ans circulent et des affiches de la C. G. T. sont apposées. Un rapport signale que le nombre d'exemplaires de *L'Humanité* vendus à Belfort passe de 80 à 200 en mai (77). Le 1^{er} mai, un nouveau meeting est tenu à l'Eldorado, à l'issue duquel un groupe de 150 manifestants défile à travers la ville derrière les drapeaux des syndicats en chantant « L'Internationale ». A la Bourse du Travail, avant la dislocation, Frossard fait crier : « A bas les trois ans ».

Un incident plus grave va permettre aux autorités de sévir contre les propagandistes de l'action antimilitariste. Le 19 mai 1913, des soldats du 2^e Bataillon du 35^e R. I. chantent « L'Internationale » en rentrant de manœuvre. Après le repas du soir, un attroupement de plusieurs centaines de soldats appartenant au 2^e et 3^e Bataillon du même régiment se forme dans la cour de la caserne Friederich et chante « L'Internationale ». Un sergent-major qui cherchait à s'interposer est frappé. A ce moment, des soldats de la 4^e Compagnie, casernés au Fort de la Justice juste au-dessous, se portent sur les talus du fort et manifestent également. Les militaires responsables du désordre sont arrêtés. Près de soixante-dix punitions sont prononcées, trois soldats passent en Conseil de Guerre et sont condamnés respectivement à deux ans, un an et six mois de prison. L'enquête montre que plusieurs régiments de la ville possédaient un foyer antimilitariste. L'occasion semble bonne pour mener une action de répression contre les milieux socialistes et révolutionnaires. Des perquisitions ont lieu chez Frossard, à la Bourse du Travail, chez Boilletot, le secrétaire permanent et chez les principaux militants socialistes, vingt-trois visites policières au total. Le butin est maigre : quelques brochures, des tracts et des affiches. Une procédure de révocation est introduite contre Frossard. Mais le résultat de ces mesures est inverse de celui qu'espérait l'autorité : la campagne se renforce. Le 24 mai, des bagarres éclatent entre civils et militaires sur le passage de la retraite aux flambeaux qui parcourt la ville tous les samedis soirs à la belle saison. De nouvelles arrestations sont opérées (78). Frossard fait appel à la C. G. T. pour qu'elle appuie la lutte menée à Belfort. « Bourse du Travail Belfort et principaux militants perquisitionnés et enquêtes. Sommes en butte à pire réaction. Demandons

(77) A. D. Terr. Belfort (rapp. 22 mai 1913 - juin 1913).

(78) A. D. Terr. Belfort. M. 1913 : (Dossier « mutinerie militaire »).

urgence un élu de marque » (79). Sans attendre, Frossard fait paraître un journal *Le Socialiste Belfortain*, dont il rédige tous les articles en une nuit, chez Gaston Dabert, à Bavilliers. Ce premier numéro entièrement consacré aux perquisitions rencontre un grand succès. Les 1.000 exemplaires sont vendus en une journée. Frossard décide de poursuivre l'entreprise. Le journal sera hebdomadaire et Mack le rebaptise *Germinal*. Il aura, sous ce titre, une longue et brillante carrière puisqu'il paraîtra jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Il connaîtra des interruptions et il suivra l'évolution politique de Frossard, successivement socialiste, communiste, unitaire puis à nouveau socialiste (80). *Germinal* prend la relève du *Réveil Syndical* et ouvre ses colonnes aux syndicats comme aux groupes socialistes. « Dès aujourd'hui, une double rubrique : Fédération Socialiste, Fédération Ouvrière est à leur disposition. Qu'elles en usent largement. » Appel sans écho, car l'organisation syndicale est à peu près inexistante. A partir du numéro 9, Frossard qui a été révoqué de son poste d'instituteur, devient rédacteur en chef appointé du journal. Des meetings ont lieu où parlent Nadi, Jouhaux. A Belfort, autour de *Germinal*, une poignée d'hommes poursuivent la lutte, mais elle est désespérée. « Invisible, mais présente, la guerre est déjà là qui les écrase, dissolvant les volontés, rompant l'élan » (81).

(79) Idem : Télégramme de Frossard et Bussière à *L'Humanité*.

(80) GRILLON, *op. cit.*, p. 205.

(81) DOLLEANS, *op. cit.*, p. 205.

CHAPITRE III

L'ACTION REVENDICATIVE

Nature des conflits.

De 1900 à 1914, les grèves sont peu nombreuses dans la région de Belfort-Montbéliard : quarante-deux grèves pour quatorze années, soit une moyenne de trois grèves par an. A la même époque en France, la lutte ouvrière se caractérise pourtant par la fréquence et l'importance des conflits : une moyenne de 1.254 grèves par an entre 1905 et 1913, 438.460 grévistes en 1905, 281.427 en 1910. Ces mouvements touchent presque toutes les corporations. Nous avons présenté, sur le même tableau (1), les statistiques de la région et celles de l'ensemble du pays. Ils nous permettent de constater la faiblesse du mouvement local.

L'évolution du nombre annuel de conflits témoigne d'une grande régularité. Seule l'année 1913 marque une nette poussée. Elle correspond à l'action révolutionnaire menée à Belfort par les socialistes. La faible combativité ouvrière dont semble témoigner les chiffres est encore attestée par la brièveté des conflits. Après 1903, les grèves durent en général de un à cinq jours. La plus longue, la grève d'Anjoutey, en 1910, dure dix-huit jours. En 1900 et 1902, par contre, la région de Belfort et des vallées vosgiennes connaît des mouvements encore violents et de longue durée. La grève des fileurs de Giromagny en 1900 dure quarante-quatre jours, celle des tisseurs de Lepuix-Gy, en 1902, quatre-vingt-quatorze jours. La participation ouvrière est généralement importante. Les grévistes sont nombreux mais vite découragés. Les mouvements sont hâtifs, mal préparés, rapidement arrêtés. En conséquence, les réussites complètes sont rares. Sur quarante-deux grèves, de 1900 à 1914, six seulement apportent aux ouvriers une satisfaction totale, dix-huit autres s'achèvent sur une transaction plus ou moins favorable, dix-huit enfin consacrent un échec sans contrepartie. Ainsi ces grèves, par leurs caractères, se rapprochent de celles qui ont précédé l'année 1899. Mais elles s'en distinguent nettement par les revendications qui les animent.

Les revendications de salaires et celles qui touchent à la défense des libertés syndicales jouent un rôle plus important qu'auparavant. Alors que dans les grèves des dernières années du XIX^e siècle, les grèves locales avaient le plus souvent pour cause les conditions de travail : règlement d'atelier, arbitraire, brimades..., entre 1900 et 1914, vingt-quatre chapitres de revendication sur cinquante-neuf que nous avons relevés, portent directement sur le taux des salaires ou leur mode de paiement. Entre 1900 et 1913, il y a eu, en général, en France, une hausse du salaire nominal. Les travailleurs de la région ne sont pas les plus défa-

(1) Voir Annexe n° 16.

vorisés. La moyenne des salaires journaliers calculés sur trente-quatre professions masculines, que présente Paul Louis fait apparaître pour le Doubs un taux de 4,35 en 1901 et de 4,98 en 1911, de 4,88 et de 5,93 pour les mêmes années dans le Territoire de Belfort (2). Renard signale que le gain journalier moyen d'un ouvrier textile en France en 1902 ressort à 2,50 et qu'à Audincourt, pour la même année, les salaires moyens sont les suivants (3) : fileurs : 5,20; rattacheurs : 3,15; bobineurs (enfants) : 1,40; ouvrières de carderie : 2,45; fileuses de continu : 2,75; tisseuses : 2,90; tisseurs : 3,60; manœuvres : 3,00. Ces chiffres correspondent à ceux que nous avons relevés, d'après les indications fournies sur les états de grèves de l'Office du Travail (4). On peut noter cependant une assez grande disparité entre les entreprises, les salaires les plus bas du textile étant ceux de certaines entreprises vosgiennes. En 1910, à Anjoutey, dans le Territoire de Belfort, le salaire moyen des tisseurs adultes est de 2,62 par jour. Après la grève, il s'élèvera à 2,70. Les ouvriers les mieux payés sont ceux des usines d'industrie mécanique du Pays de Montbéliard. A la fabrique d'automobiles Peugeot à Audincourt en 1904, les mécaniciens gagnent par jour en moyenne 6,02 francs, les menuisiers 6,03, les selliers, 6,21. En 1913, les outilleurs d'Hérimoncourt reçoivent 5,60 francs, les mouleurs entre 8 et 12 francs. Il s'agit d'industries nouvelles ou en plein développement qui s'efforcent d'attirer la main-d'œuvre des campagnes ou celles d'autres industries en difficulté. Sur le marché du travail apparaît la concurrence que signale Robert Goetz entre la vieille industrie horlogère et les nouvelles industries du cycle et de l'automobile (5). Les salaires du bâtiment s'insèrent entre ceux du textile et des industries mécaniques. Mais l'évaluation en est moins facile, les taux indiqués étant généralement horaires et la journée du bâtiment variant suivant les saisons. Les salaires féminins sont, partout, très nettement inférieurs aux salaires masculins. Le salaire moyen calculé sur cinq professions féminines s'établit, d'après P. Louis à 2,56 F en 1901 et 3 F en 1911 dans le Doubs, 1,90 et 2,30 pour les mêmes années dans le Territoire de Belfort (6). Nous savons que les chiffres que nous fournissons ne nous livrent qu'un aspect du problème. La hausse du salaire nominal, ne se traduit pas obligatoirement par une amélioration du pouvoir d'achat. Dans l'ensemble, le coût de la vie baisse jusqu'en 1909, ce qui procure aux ouvriers une amélioration de leur niveau de vie. Mais les prix s'élèvent à nouveau de 1909 à 1914.

La durée du travail journalier est l'objet de neuf revendications sur cinquante-neuf entre 1900 et 1914. La loi du 30 mars 1900 avait fixé à 11 heures la journée de travail dans les établissements qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des femmes ou des enfants. La journée devait être réduite à 10 heures et demie en 1902 et 10 heures en 1904. L'application de cette loi s'était évidemment heurtée à l'opposition patronale. La Cour de cassation avait consacré l'interprétation restrictive du texte, les mots « mêmes locaux » étant compris comme désignant un « atelier où le travail est fait simultanément et en commun ». Ces conditions étaient celles de la plupart des entreprises textiles et mécaniques de la région, tout au moins pour un grand nombre de leurs ateliers. Les chiffres de l'Office du Travail semblent indiquer que la loi a été suivie dans la région. Sauf pour le bâtiment qui sort

(2) P. LOUIS : *« Histoire de la classe ouvrière en France de la Révolution à nos jours »*. Pour la Haute-Saône, 1901 : 4,08 ; 1911 : 4,61.

(3) RENARD, *op. cit.*, p. 163.

(4) Voir tableaux en annexe, nos 17, 18 et 19.

(5) GOETZ : *Stim. et prop. de la croiss.*, p. 13.

(6) P. Louis, *op. cit.*, p. 206 et suiv.

du cadre de la réglementation et où la journée jusqu'en 1914, demeure le plus souvent de 12 heures, la durée du travail est habituellement de 11 heures jusqu'en 1902, de 10 heures et demie, puis de 10 heures ensuite. Mais il s'agit de chiffres officiels. La réalité fut parfois différente et le *Réveil Syndical*, dans son premier numéro dénonce certaines pratiques patronales. « Mais malheureusement, il y a d'autres patrons qui escamotent l'application de la loi. Leur tactique est si rusée que c'est presque impossible ou très difficile pour les Inspecteurs du Travail de leur dresser procès-verbal. Dans certaines usines, les coups de sifflet pour entrer sont toujours avancés de trois à quatre minutes et pour sortir sont retardés de quatre à cinq minutes. Dans d'autres usines, une telle heure est fixée pour le déjeuner. Mais remarquez bien que le moteur n'arrête pas. J'admets bien qu'il y a des ouvriers qui profitent de l'heure fixée et déjeunent tranquillement mais il y en a d'autres qui n'en profitent pas du tout. Ceux-ci sont obligés, comme les autres, de faire du travail supplémentaire le soir pour rattraper l'heure du déjeuner. Ailleurs, il y a un compteur placé après le moteur qui indique les tours du volant et si le compteur n'indique pas les tours voulus à l'heure juste, on dépasse les 11 heures pour y arriver » (7). Parmi les grèves qui ont pour cause la durée du travail, trois concernent le bâtiment. Une seule se termine par une victoire ouvrière : les maçons de Montbéliard obtiennent la journée de 11 heures après trois jours de grèves. Dans le textile ou les industries mécaniques, les arrêts de travail n'ont souvent pour origine que des demandes d'aménagements d'horaires sans réduction. En 1906, la campagne pour les 8 heures n'obtient aucun succès dans la région. Les typographes de Belfort se mettent en grève pour revendiquer la journée de 9 heures suivant le mot d'ordre de la Fédération du Livre. Ils l'obtiennent sans grande difficulté.

La loi du 13 juillet 1906 pose le principe du repos hebdomadaire obligatoire, qui, déjà édicté par une loi de 1814 avait été aboli en 1880. En fait, presque partout, le repos du dimanche était respecté. L'application de la loi ne pose de problème à Belfort qu'entre les employés de commerce et leurs patrons. La loi prévoyait expressément des dérogations, c'est-à-dire la fermeture le seul dimanche après-midi, avec un jour de repos par quinzaine et par roulement. Ils arguent de la nécessité de servir les voyageurs assez nombreux venus d'Alsace et de Suisse. Le syndicat des employés de commerce obtient gain de cause auprès du préfet qui refuse les dérogations que le Conseil municipal avait d'abord approuvées. Mais finalement, le Conseil d'Etat annule l'arrêté préfectoral. Les employés de commerce s'inclinent alors, sans autre manifestation.

La seconde différence essentielle entre les grèves que nous étudions et celles qui précèdent immédiatement l'année 1899 est l'importance croissante que prennent les questions syndicales. Neuf grèves ont pour origine directe la défense des libertés syndicales. Six autres témoignent plus généralement d'une solidarité ouvrière grandissante. Dans de nombreux cas, les syndicats jouent un rôle dans le déclenchement ou le déroulement du conflit. Il s'est donc produit une évolution intéressante dans l'action revendicative. Jusqu'en 1899, les grèves sont en général inorganisées, brèves, souvent violentes et généralement infructueuses. Malgré leur ampleur, les grèves de 1899 possèdent encore partiellement ces caractères. Elles s'en distinguent surtout par le rôle qu'y joue la défense des libertés syndicales. Après 1900, l'action revendicative est plus organisée. Les revendications sont mieux formulées, la grève est généralement suscitée et dirigée par les syndicats. Surtout, la revendication de salaire joue un rôle essentiel alors que, jusqu'en 1900, elle

(7) *Rev. Synd.*, janvier 1901.

ne constituait que rarement le motif initial de la grève et n'apparaissait souvent que dans un deuxième temps du conflit. Cet accroissement des revendications purement salariales ne semble pas être en rapport direct avec l'évolution du niveau de vie. C'est l'action du syndicalisme qui, pensons-nous, est à l'origine de cette transformation. Les syndicats veulent éviter les grèves déclenchées par réflexe de colère. Ils visent directement l'amélioration du sort des ouvriers. La revendication de salaire, motif simple et général de revendications favorise les actions de grandes envergure. Elle accroît l'audience syndicale en cas de succès par un gain facilement chiffrable. Ainsi voyons-nous, dans la région de Belfort-Montbéliard, les revendications de salaires commencer à jouer un rôle important quand le syndicalisme s'est déjà développé et alors que la condition matérielle des travailleurs ne s'est pas aggravée. Ce fait est, croyons-nous, assez général, et, dans les débuts de l'histoire ouvrière, ce n'est pas dans les secteurs où les salaires sont les plus bas qu'apparaissent d'abord les grèves.

Plus tard, l'œuvre syndicale dans les grèves prend des aspects variés. Ainsi en est-il dans la région. La Fédération Ouvrière de Belfort a été tout naturellement amenée à prendre position dans la plupart des mouvements revendicatifs.

La Fédération ouvrière de Belfort et les grèves.

La Fédération Ouvrière de Belfort a cherché à organiser le mouvement revendicatif dans la région comme elle a tenté d'établir une structure « institutionnelle » syndicale. Mais, sur cet autre plan de l'action ouvrière, les succès ont été également très limités. Le rôle de la Fédération a présenté des aspects divers de 1900 à 1914.

L'année 1900 est marquée principalement par les grèves de Giromagny et de Lepuix-Gy qui présentent encore des aspects révolutionnaires et auxquelles la Fédération Ouvrière de Belfort ne se mêle qu'avec réserve. En 1901 et 1902, elle cherche à éviter les grèves en usant au maximum des moyens de conciliation. Elle obtient, dans ce sens, quelques succès à Belfort. Mais la fin de 1902 marque un durcissement des relations entre patrons et ouvriers. L'heure n'est plus à la conciliation et la Fédération doit alors soutenir un certain nombre de grèves, en particulier à Belfort, Héricourt et Saint-Loup. Elle n'y réussit qu'imparfaitement. A partir de 1910, son affaiblissement progressif l'amène à ne plus jouer qu'un rôle extrêmement réduit dans l'organisation des conflits. Ainsi limitée dans le temps, son action l'aura été également dans l'espace. Les grèves du Pays de Montbéliard, en particulier se déroulent en dehors de son influence.

Les usines textiles de Giromagny et Lepuix-Gy n'avaient pas été touchées par la vague de grèves de l'automne 1899. Le climat social y demeurait en 1900 celui qu'il était au début de l'année précédente : une population d'origine paysanne récemment venue à l'usine, s'adaptant mal aux difficiles conditions de travail des ouvriers textiles. Cependant, le syndicat textile de Belfort y avait créé une section locale assez forte et les ouvriers commençaient à s'organiser. Une première grève, le 28 mai a précisément pour motif le respect de la liberté syndicale. Le même jour, deux ouvriers syndiqués sont renvoyés, à la filature du Rioz et au tissage du Moulin à Giromagny, appartenant tous deux à la Société Warnod, Boigeol et Cie. L'un d'eux est le secrétaire de la section syndicale. Tout le personnel au tissage du Moulin et 188 ouvriers sur 230 à la filature cessent immédiatement le travail, en réclamant la réintégration des deux ouvriers. Ils joignent le lendemain à cette réclamation : une demande d'augmentation de salaire et de modification du règlement d'atelier. Trois réunions ont lieu entre patrons et délégués ouvriers. Un accord se fait sur la réintégration des deux ouvriers congédiés et l'amé-

nagement du règlement d'atelier sans augmentation de salaire (8). Une seconde grève éclate à Lepuix-Gy, moins d'un mois après pour un motif que nous avons déjà fréquemment rencontré : la demande de renvoi d'un contremaître au tissage Boigeol, Japy et Cie. La suite du conflit est également très classique : les patrons ripostent en menaçant de congédier les ouvriers qui n'auraient pas repris le travail le lundi 2 juillet au matin, et les grévistes retournent aux travaux des champs. Finalement le 3 juillet, le contremaître incriminé quitte volontairement l'usine. Le travail est aussitôt repris (9).

Ces deux grèves de courte durée ne sont que les premiers symptômes d'un grave mécontentement des ouvriers textiles de la vallée vosgienne qui s'exprime à partir d'août dans une longue grève des trois établissements Warnod, Boigeol et Cie de Giromagny : usines du Moulin, du Rioz et du Brûlé (10). Le mouvement est déclenché le 20 août par les tisseurs de l'usine du Moulin qui réclament : le renvoi du portier ; le paiement au mètre au lieu du paiement à la pièce ; l'affichage du tarif ; l'aménagement des amendes. Les fileurs du Rioz suivent le mouvement par solidarité puis assortissent leur grève d'une demande d'augmentation de salaire. Les patrons menacent de fermer les usines ce qui a pour effet de déclencher une troisième grève à l'établissement du Brûlé, où les ouvriers réclament à leur tour le paiement au mètre et le déplacement d'un contremaître accusé d'immoralité. Le 30 août, l'Administrateur du Territoire arrange une entrevue entre les délégués ouvriers et les patrons. Ceux-ci acceptent certaines revendications : le renvoi du portier, la révocation du contremaître si les faits d'immoralité sont judiciairement établis, le paiement des pièces au mètre, l'aménagement des amendes et l'affichage du tarif dans les ateliers mais ils refusent l'augmentation des cardeurs et la réintégration de tous les grévistes. Une réunion des grévistes a lieu le soir. Elle est animée par Bonnot, du syndicat des métallurgistes de Belfort, le candidat « révolutionnaire » au secrétariat de la Fédération ouvrière et par Bietry, encore socialiste « rouge » à l'époque. Les deux orateurs conseillent la continuation de la grève afin d'obtenir la réintégration sans condition des grévistes. Bietry s'étant exprimé en termes très violents à l'égard d'un maréchal des logis de gendarmerie est mis en état d'arrestation et écroué à la prison de Belfort (11). La grève continue pendant tout le mois de septembre. Elle bénéficie de la sympathie de la plus grande partie de la population de Giromagny, des commerçants en particulier qui apportent aux grévistes un soutien efficace. *La Frontière* et les radicaux de Belfort expriment leur approbation au mouvement. La Fédération Ouvrière n'a pas été à l'origine de la grève et celle-ci a aussitôt reçu l'aide et la caution de militants révolutionnaires locaux : Bonnot, Bietry, Werlings (du syndicat textile) de Belfort et Dreyfus, du groupe socialiste-révolutionnaire, puis d'orateurs socialistes « nationaux » : les députés Walter et Dejeante. Ceci explique sans doute la demi-réserve des dirigeants réformistes. L'organisation de la grève repose principalement sur la section locale du syndicat textile et en particulier sur Baumgartner, un des délégués les plus actifs. Des collectes sont organisées, la Fédération et les syndicats de Belfort y participent largement. Le 27 septembre, une manifestation de 400 grévistes se heurte à un barrage de hussards et de gendarmes. Des heurts se produisent. Un maçon, Goggia, est blessé assez sérieusement à la tête et aux jambes. Trois personnes sont arrêtées

(8) *Statist. Off. du Trav.* 1900, n° 244. Commentaire, p. 433.

(9) *Statist. Off. du Trav.* 1900, n° 346.

(10) *Statist. Off. du Trav.* 1900, n° 351. Commentaire, p. 489.

(11) *La Frontière*, 2 septembre 1900.

dont Baumgartner (12), relâché peu après. Pour protester contre ces violences, onze conseillers municipaux démissionnent. Le 26 septembre, le curé de Giromagny s'était offert comme arbitre et avait été agréé par les patrons mais refusé par les ouvriers. L'Administrateur de Belfort parvient enfin à constituer un conseil d'arbitrage (13) dont la décision qui donne satisfaction à la plupart des revendications ouvrières, met fin à la grève. De nouveaux ouvriers avaient été embauchés pendant la grève et pour pouvoir reprendre tout le personnel ancien, les patrons obtiennent une autorisation de travail de nuit pour trois mois. Mais ils réservent le travail de jour aux nouveaux embauchés et aux ouvriers qui n'ont pas fait grève. Les ouvriers, craignant d'être licenciés à l'expiration des trois mois d'autorisation du travail de nuit menacent de poursuivre la grève. Le 3 octobre cependant, la reprise est générale grâce à l'intervention des dirigeants de la Fédération Ouvrière qui mettent les choses au point et obtiennent des promesses de non-licenciement.

La Fédération réalise ainsi, en fin de conflit, une intervention conforme au but qu'elle s'était fixé dès 1899 : apaiser les conflits ou les prévenir par l'usage de tous les moyens possibles de conciliation. Elle avait échoué dans une action semblable en avril 1900, à Belfort. Les entrepreneurs avaient refusé son intervention dans le conflit qui les opposaient à leurs ouvriers et qui s'était terminé après huit jours de grève par un accord de transaction. En mars 1901, les ouvriers du tissage Daniel Dolfuss à Belfort, font part de leurs doléances au Comité général de la Fédération. Ils demandent des modifications au règlement d'atelier et aux conditions de tarif. Le Comité conseille d'utiliser les voies de la conciliation. Le syndicat textile formule donc ses revendications dans une lettre adressée au patron. Celui-ci en accepte une partie. Les concessions sont jugées insuffisantes par les Comités des syndicats réunis par le Bureau de la Fédération pour en discuter. Dans le débat qui a lieu au Comité général le 10 mars, Bonnot demande qu'on autorise les tisseurs à faire grève immédiatement. Py s'y oppose : « Il est matériellement et moralement impossible d'accorder pareille autorisation sans avoir épuisé tous les moyens de conciliation fixés par nos règlements » (14). Py adresse une nouvelle lettre à Daniel Dolfuss qui accepte finalement les revendications présentées. Le *Réveil Syndical* se félicite du résultat obtenu et invite tous les syndicats à pratiquer semblable méthode. Aussi, dans sa réunion du 27 avril, la Chambre Syndicale des ouvriers peintres décide-t-elle d'envoyer aux patrons une « proposition de tarif » avec demande de réponse pour le 19 mai. A cette date, rien ne lui étant parvenu, elle soumet l'affaire à la Fédération qui décide : « Que les dernières démarches seront faites au nom de la Fédération et que, si elles n'aboutissent pas pour le lundi suivant, les ouvriers peintres cesseront le travail le mardi matin ». Les patrons repoussent tout arrangement et la grève est déclarée le 18 juin (15). La Fédération est plus heureuse en avril de l'année suivante, pour le règlement d'un nouveau différend à l'usine Dolfuss. Les ouvriers demandent une augmentation de salaire de 20 % pour compenser la suppression d'une prime. Le patron a accepté une augmentation de 12 %, puis de 15 %. On respecte le même processus que précédemment : une lettre est envoyée à Dolfuss, exposant en détail la perte subie par les différentes catégories d'ouvriers du fait de la suppression de la prime. Le patron

(12) Les deux autres sont de jeunes garçons, l'un de 16 ou 17 ans, l'autre de 12 ans.

(13) Fournière, député, pour les ouvriers, Roelly, industriel textile et juge au tribunal de commerce de Belfort pour les patrons.

(14) *Rév. Syndic.*, avril 1901.

(15) *Statist. Off. du Trav.* 1901, n° 421.

répond en arguant des tarifs pratiqués par les usines Kœchlin à Héricourt et Kahn et Lang à Valdoie. Le Comité des Syndicats réuni le 24 avril reconnaît le bien-fondé des arguments patronaux et convainc les tisseurs de renoncer à leur revendication. Il conclut : « Ce qui prouve une fois de plus que notre Fédération travaille de son mieux à concilier les intérêts des deux parties en présence et que les ennemis de la classe ouvrière mentent en représentant nos organisations comme des foyers de grève ou de discorde (16). » Le *Réveil Syndical* juge même bon d'adresser à M. Daniel Dolfuss des remerciements pour les « bons sentiments » qu'il a manifestés vis-à-vis de ses ouvriers. Ce rôle conciliateur n'est pas négligeable. Il est cependant quelque peu surestimé par les dirigeants de la Fédération et les milieux radicaux qui y trouvent un argument de poids dans leur politique de subvention à la Bourse du Travail. Nous ne recensons que trois conflits ainsi évités et dès juillet 1902, le conflit de classe renaît brutalement dans cette usine même qui semblait un lieu d'expérience privilégié : le tissage Daniel Dolfuss.

Daniel Dolfuss semble avoir vu dans la Fédération un « moindre mal ». Il a préféré traiter par l'intermédiaire des dirigeants réformistes plutôt qu'avec les militants « révolutionnaires » du syndicat textile. En ce sens, l'action conciliatrice de la Fédération a « amorti » l'élan revendicatif du Syndicat textile. Mais l'apparition du syndicat jaune de Charles Strub réduit à néant les efforts de la Fédération. S'appuyant sur les « jaunes » Daniel Dolfuss rejette dans le même camp tous les syndicats rouges. Poix, le trésorier adjoint du Syndicat, membre de la plupart des délégations qui s'étaient précédemment entretenues avec Dolfuss est congédié pour avoir gratté sur une toile défectueuse la marque de deuxième choix apposée par la direction. Les ouvriers affirment que cette faute n'était normalement punissable que d'une amende et que c'est le syndicat qui est visé dans ce licenciement. Ils se mettent en grève le 2 juillet (17). Toutes les tentatives de conciliation sont rejetées par le patron et Py adresse, dans le *Réveil Syndical* une lettre ouverte à M. Daniel Dolfuss : « la terreur règne dans vos usines, Monsieur, et l'on fait une guerre acharnée à nos amis du syndicat rouge » (18). Des articles violents du *Ralliement*, signé « L'homme jaune » ripostent à la lettre de Py. La Fédération continuera à rechercher quand cela lui sera possible la voie de la conciliation, mais pratiquement dès cette époque, cet aspect de son action passe au second plan. Elle devra, surtout, dans les conflits des années suivantes, faire face à des problèmes d'organisation, apporter aux grévistes un soutien financier et moral. Le moyen essentiel du soutien financier de la Fédération est la Caisse de grève. Celle-ci, a pour but « de généraliser et centraliser les moyens d'actions financiers et moraux, en cas de conflits de ses membres avec leurs patrons » (article 1 des statuts de la Caisse de Grève). Elle est alimentée (article 2) : par une cotisation mensuelle de 10 centimes par membre, par une cotisation hebdomadaire de 50 centimes par membre en temps de grève d'un syndicat adhérent à la Caisse de grève, par les souscriptions et les produits des fêtes organisées à son profit. Ces fonds sont destinés à indemniser les fédérés en grève et à répondre, dans une mesure à déterminer par la Fédération, aux demandes de secours des syndicats en grève d'autres localités (article 3). Mais l'attribution des secours est assujettie à des conditions rigoureuses : « Article 10 — Le Comité Général a seul qualité pour déclarer la grève. Toute grève déclarée sans son assentiment ne sera pas reconnue,

(16) *Rev. Synd.*, mai 1902.

(17) *Statist. Off. du Trav.* 1902, n° 194. Commentaire p. 306.

(18) *Rev. Synd.*, septembre 1902.

ni secourue et la responsabilité matérielle et morale sera laissée au syndicat qui aura engagé la lutte ... *Article 14* — Pour avoir droit aux secours de la Caisse de Grève, il faut, à moins d'être un des syndicats fondateurs de cette caisse, être adhérent à la Fédération depuis un an et avoir versé ses cotisations de grève et autres régulièrement et en outre n'avoir pas eu de grève dans la corporation depuis un an au moins... » L'expérience prouvera que ces conditions sont difficiles à réunir et qu'elles entravent le développement des grèves. Dès le premier différend survenu en mars 1901 à l'usine Dolfuss, le respect des conditions fixées pose un problème. Le syndicat textile a déjà soutenu moins d'un an auparavant les grèves de Giromagny et Lepuix-Gy. Les cotisations ne semblent pas non plus être toutes rentrées. Au Comité Général, Bonnot propose de passer outre, arguant du fait qu'à Giromagny et Lepuix-Gy seule la section locale qui ne constitue qu'une faible partie du syndicat était en grève et que la plupart des ouvriers textiles avaient réglé leurs cotisations. Py s'oppose à la demande de Bonnot en faisant valoir qu'il est de l'intérêt de tous de respecter les statuts et que le Comité Général n'avait pas qualité pour y déroger. Il est décidé que les Comités de tous les syndicats seront consultés. Mais le règlement amiable qui intervient quelques jours plus tard entre patrons et ouvriers entraîne l'abandon du débat.

Ainsi conçue, la Caisse de Grève ne peut avoir qu'un usage assez restreint. Elle soutient en 1902 les tisseurs de l'usine Dolfuss, puis les ouvriers en meubles de Saint-Loup. Mais dans les autres grèves, les conditions rigoureuses qu'elle s'est fixée l'obligent à aider financièrement les syndiqués en grève par d'autres méthodes. Le noyau syndical de Giromagny et Lepuix-Gy a disparu à la suite de la propagande jaune et les ouvriers ont cherché à former un syndicat indépendant. Une grève éclate en novembre 1902 à Lepuix-Gy. La Fédération juge bon d'en tirer une leçon qu'elle adresse aux anciens syndiqués : « Si vous étiez restés adhérents à notre Fédération Ouvrière, vous toucheriez tous en ce moment chacun deux francs par jour pendant toute la durée de votre cessation de travail ce qui vous serait d'une grande utilité maintenant pour attendre patiemment la fin du conflit... Au lieu de cela, vous vous trouvez seuls, isolés des autres travailleurs, à la merci des politiciens... (19) » Les ouvriers de Lepuix-Gy confirment leur volonté d'indépendance en refusant le produit d'une collecte faite par le syndicat textile « rouge » de Belfort. Mais la grève se prolonge : elle durera quatre-vingt-quatorze jours et du côté des grévistes comme à la Fédération, les positions s'assouplissent. Il n'est évidemment pas question de faire fonctionner la caisse de grève, mais les syndicats de Belfort se cotisent pour envoyer des secours que les grévistes acceptent. En 1903, les menuisiers de Corveraine, en Haute-Saône, constituent un syndicat adhérent à la Fédération puis se mettent en grève. L'adhésion du syndicat étant trop récente, il ne bénéficie pas de l'aide de la caisse de grève. Là encore, la Fédération lance un appel à la solidarité des syndicats de la région ; mais seuls, les menuisiers de Saint-Loup et les métallurgistes de Belfort y répondent favorablement. En mars 1905, les tisseurs d'Héricourt se mettent en grève. Ils ne sont pas syndiqués. La Fédération a recours à nouveau à la générosité des syndicats. Le conflit se termine après dix-neuf jours de grève mais reprend au début d'avril. Un syndicat a été constitué entre temps et la Fédération décide de prélever 100 francs sur la caisse de grève à son profit bien qu'il n'ait pas droit aux secours statutaires. En juillet de la même année, les cordonniers de Saint-Loup cessent le travail sans avoir demandé l'avis préalable de la Fédération. Le Comité général débat, le 23 juillet, de la décision à prendre. Il accepte finalement de soutenir le syndicat des cordonniers, la non-

(19) *Rév. Syndic.*, décembre 1902.

observation de l'article 10 semblant résulter « d'un regrettable malentendu » (20).

L'indemnité de grève est fixée à chaque conflit par le Comité, et elle ne peut dépasser 2 francs par jour. C'est généralement ce maximum qui est adopté. La contribution financière la plus importante est celle qu'apporte la Fédération aux menuisiers de Saint-Loup pendant leur grève de l'hiver 1908-1909 qui dure quatre mois. Cependant, la Fédération semble encore, en l'occurrence, avoir distribué ses deniers avec précaution puisqu'à la fin de l'exercice, le trésorier se félicitera de la bonne situation de la trésorerie malgré la grève. Au total, près de 20.000 francs ont été mis à la disposition des grévistes mais la plus grande partie de ces fonds émanaient de quêtes et de dons. Si théoriquement, la caisse de grève constitue un instrument important d'organisation du mouvement revendicatif, elle ne tient, en pratique de 1900 à 1914 qu'un rôle réduit. De plus, par les conditions qu'elle pose, elle tend à freiner le mouvement revendicatif. Faisant les mêmes constatations pour la Caisse de la Fédération de Besançon, Jean Charles note que cette organisation a deux conséquences nocives (21) : Seuls, les syndiqués reçoivent des secours. « Lorsqu'une grève dure un certain temps, à l'opposition sociale entre patrons et ouvriers, se superpose une autre division, artificielle celle-là, entre syndiqués et non-syndiqués, les premiers étant plus enclins à la poursuite du mouvement et méritant ainsi l'envie des seconds, dont les sacrifices sont plus grands ». D'autre part, dans le souci de ne pas compromettre son équilibre financier, la Fédération est conduite à éviter les grèves multiples ou simultanées : « A la limite, elle interdit toute action pouvant entraîner la cessation du travail, donc mettre en danger les finances fédérales... ».

Aux ouvriers en grève, la Fédération apporte aussi un soutien moral et technique. Elle dépêche ses militants, ses orateurs, aide à organiser le Comité de grève, la répartition des secours, la formulation des revendications et les entrevues avec les patrons. Elle ne manque jamais à ce rôle, en particulier entre 1902 et 1909 où son influence sur le mouvement syndical de la région est la plus importante. L'orientation qu'elle cherche à donner aux conflits est toujours semblable : éviter les violences, garder le contact avec les délégués patronaux, transiger si s'ouvre une possibilité d'accord. Elle a soin de se désolidariser de toute manifestation d'aspect politique ou révolutionnaire. Aussi, à mesure que l'influence socialiste grandit, la Fédération tend-elle à jouer un rôle de moins en moins important dans le mouvement revendicatif.

La faiblesse de la Fédération après 1910, entraîne une certaine désorganisation dans le mouvement revendicatif. Les grèves sont peu nombreuses jusqu'en 1913 (22). La recrudescence des conflits cette année-là est sans doute liée au développement de la propagande socialiste, mais l'action ouvrière reste dispersée et peu efficace. Les grèves sont de courte durée et généralement vouées à l'échec (23). Nous ne décrirons ici que les grèves les plus importantes ou les plus significatives. Le 14 janvier 1910, les 192 ouvriers du tissage Kahn et Lang à Anjoutey se mettent en grève en demandant une augmentation de salaire et le renvoi du directeur. Cette dernière revendication est l'objet essentiel du mécontentement ouvrier car la grève persiste malgré certaines concessions patronales au sujet des salaires. Ancien adjoint au maire d'Anjoutey, le directeur avait été battu aux dernières élections municipales et son

(20) *Rév. Synd.*, août 1905.

(21) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 101 et 102.

(22) Deux grèves en 1910, quatre en 1911, deux en 1912.

(23) Trois échecs. Deux transactions.

attitude envers les ouvriers s'était ressentie de cet échec. La grève semble devoir durer longtemps, les parties demeurant sur leurs positions mais un incident précipite le dénouement : le 25 janvier, le directeur tire plusieurs coups de revolver sur les grévistes et blesse légèrement une ouvrière. Il doit démissionner. Le travail est repris peu après. La grève avait duré dix-huit jours (24). La grève des décolleteurs de Grandvillars en février 1911 n'est importante ni par sa durée (cinq jours) ni par le nombre d'ouvriers qui y participent (une vingtaine sur 1.200 personnes employées dans l'établissement) mais parce que c'est la première fois que des ouvriers de l'usine Viellard-Migeon cessent le travail. Nous savons qu'il n'existait aucun syndicat dans le fief des Viellard et que l'action ouvrière y était jusqu'à présent inexistante. Les décolleteurs protestent contre un abaissement du tarif. La grève échoue totalement : les ouvriers reprennent le travail sans avoir obtenu satisfaction (25). Les maçons de Belfort soutiennent deux grèves en mai. Ces mouvements sont liés aux tentatives de réorganisation syndicale entreprises par Boldrini et les maçons italiens. Les deux grèves ont le même motif : la réduction de la journée de travail avec maintien du salaire. Elles échouent toutes les deux. Les grévistes étaient pour la plupart italiens. 160 d'entre eux quittent Belfort (26). C'est très fréquemment à un résultat semblable qu'aboutissent les grèves de 1913. Après un arrêt de travail de dix jours, les rubanniers de Valdoie doivent regagner l'usine sans avoir obtenu ce qu'ils demandaient : la réintégration de trois ouvriers. Mais vingt-sept grévistes ont quitté la localité (27). Le secrétaire du récent syndicat des chapeliers de Belfort est congédié en juin. La grève déclenchée en signe de protestation échoue et sept grévistes ne sont pas repris (28). A Belfort encore, les carriers et tailleurs de pierre font grève en août pour une augmentation de salaire. Devant le refus patronal, vingt-cinq grévistes sur quatre-vingt-sept quittent la ville (29). A la suite d'un arrêt de travail des maçons travaillant à l'agrandissement de l'hôpital militaire de Belfort, huit grévistes sont congédiés. Les autres reprennent aussitôt le travail. La grève n'a duré que cinq heures (30). De tels faits traduisent la faiblesse de l'action revendicative. L'absence d'une organisation fédérale puissante se fait cruellement sentir.

L'influence de la Fédération s'est étendue aux grèves nées dans le Territoire de Belfort mais aussi à un certain nombre de conflits en Haute-Saône : Héricourt, Saint-Loup, Corveraine. Son action a, par contre, été plus réduite, dans le Pays de Montbéliard. A Audincourt existe, nous l'avons vu, une Fédération qui mène une existence indépendante de celle de la Fédération de Belfort dont semble l'éloigner une orientation doctrinale différente. Nous avons également noté que cette organisation qui paraît importante, d'après les chiffres officiels, n'a en fait qu'une activité assez faible. L'étude des grèves le confirme. Les usines d'Audincourt ne connaissent que trois grèves entre 1900 et 1914. La première naît en mars 1903, à l'usine d'automobiles Peugeot à la suite de la décision patronale de mettre à la charge des ouvriers la fourniture des limes, savons et petit outillage, moyennant une allocation fixe. Les ouvriers protestent et quittent leur poste. L'usine est fermée à midi après le départ du personnel. Deux jours après, le travail est repris sans

(24) Stat. Off. du Trav. 1910, n° 464. A. D. Terr. Belfort. M. 1910.

(25) Stat. Off. du Trav. 1911, n° 708.

(26) Stat. Off. du Trav. 1911, nos 1037 et 1042.

(27) Stat. Off. du Trav. 1913, n° 369.

(28) Stat. Off. du Trav. 1913, n° 443.

(29) Stat. Off. du Trav. 1913, n° 114.

(30) Stat. Off. du Trav. 1913, n° 835.

condition (31). La seconde, dans la même usine, en octobre 1904 a pour origine le licenciement d'un ouvrier à la suite d'une dispute avec un contremaître. Les grévistes demandent la réintégration de l'ouvrier et le renvoi du contremaître. La grève dure six jours, sans résultats (32). En avril 1914 enfin, les ouvrières du tissage Sahler réclament une augmentation de salaire et l'affichage du tarif. Après huit jours de grève, elles n'obtiennent satisfaction que sur le dernier point (33). Au total, ces grèves témoignent d'une faible combativité ouvrière. La Fédération d'Audincourt ne paraît y jouer qu'un rôle très effacé et se révèle en tout cas incapable d'animer un mouvement efficace. Les syndicats de Montbéliard ont conservé certains liens avec la Fédération de Belfort à laquelle, irrégulièrement, ils adhèrent. Ceci est une preuve supplémentaire de la faible influence de l'organisation syndicale d'Audincourt dont l'ambition normale serait de fédérer tous les syndicats du Pays de Montbéliard.

Lorsque le Syndicat du Bâtiment de Montbéliard décide en juin 1900 de se mettre en grève pour appuyer ses revendications, il s'adresse à la Fédération de Belfort pour solliciter son autorisation et lui demander conseil. Celle-ci accède à sa demande. La grève est déclenchée le 13 juin, au jour fixé par la Fédération. Une transaction met fin à la grève trois jours plus tard. Les maçons obtiennent la journée de 11 heures pour le salaire de 12 heures, la suppression des retenues d'assurances, et différents aménagements des conditions de travail. En 1902, les horlogers de l'usine Gelin demandent à leur tour à la Fédération de Belfort l'autorisation de faire grève pour protester contre une réduction de salaire. L'autorisation est accordée et les ouvriers obtiennent satisfaction après cinq jours de grève. Le syndicat était adhérent à la Fédération et remplissait les conditions pour avoir droit au secours de grève. Mais il en fait don à la caisse de grève (34). La grève des ouvriers de l'usine Schwander en 1906 est motivée par le licenciement d'Hély, le secrétaire du nouveau syndicat de l'Ameublement qui cherche à supplanter le syndicat de l'usine, d'obédience patronale. Le mouvement reçoit l'appui, sinon financier — le syndicat n'adhère pas encore à la Fédération — mais tout au moins moral des dirigeants de Belfort. Traut vient tenir une réunion à Montbéliard. La grève se termine par un accord transactionnel devant le juge de paix : les ouvriers obtiennent le relèvement de certains salaires, Hély n'est pas réintégré mais reçoit une indemnité d'un mois de salaire (35). Montbéliard connaît encore deux autres grèves très brèves (une journée) et sans importance, en 1906 : grève des terrassiers de la voie ferrée, et en 1910 : grève des fileurs (36). Seules les grèves de Montbéliard sont ainsi soumises à l'influence de la Fédération. A Sainte-Suzanne, en juillet 1902, les ouvriers de l'usine de boîtes à musique luttent contre une diminution de salaire. Ils obtiennent une satisfaction partielle. Le syndicat a versé à ses membres une indemnité de grève de 1,50 F par jour (37). A Colombier-Fontaine, en 1907, la grève des chaisiers de l'usine Baumann ne permet pas d'obtenir la réintégration du secrétaire du syndicat (38). En 1913, les outilleurs d'Héricourt obtiennent une modification d'horaire après une grève de trois jours (39). Dans les trois cas, la Fédération n'a joué aucun rôle.

(31) Stat. Off. du Trav., n° 386.

(32) Statist. Off. du Trav. 1904, n° 647.

(33) Statist. Off. du Trav. 1914, n° 224.

(34) *Rev. Synd.*, avril 1902.

(35) Statist. Off. du Trav. 1906, n° 651. *Rev. Syndic.*, mai, juillet, août 1906.

(36) Statist. Off. du Trav. 1906, nos 1143, 1910, n° 315.

(37) Statist. Off. du Trav. 1902, n° 346.

(38) Statist. Off. du Trav. 1907, n° 565.

(39) Statist. Off. du Trav. 1913, n° 695.

L'action de la Fédération Ouvrière de Belfort dans le mouvement revendicatif de la région a été comparable à celle qu'elle a menée dans l'organisation syndicale. Elle est indiscutablement importante mais elle est limitée pour les mêmes raisons. Territorialement, l'influence de la Fédération est surtout grande à Belfort, et dans les environs immédiats. En dehors de l'agglomération, elle intervient dans quelques localités, grâce aux militants en place : Héricourt, Saint-Loup, Giromagny et Lepuix-Gy, Montbéliard enfin. Mais la vallée d'Audincourt, les fiefs Japy et Viellard lui échappent totalement. Dans le temps, les années 1901-1909 marquent le maximum de sa participation au mouvement ouvrier local comme à la vie syndicale nationale. Son action revendicative enfin est essentiellement réformiste : recherche de la conciliation avec les patrons, gestion financière prudente. Après 1910, son effacement permet de mesurer ce qu'elle avait cependant apporté au mouvement revendicatif : une politique cohérente et une certaine expérience de la conduite des grèves.

Il n'est pas certain que les socialistes seraient parvenus à se maintenir à la tête de la Fédération Ouvrière de Belfort, car leur action semble, en 1914, encore assez inorganisée. La déclaration de guerre modifie complètement la situation. La plupart des militants partent au front et tout mouvement syndical disparaît. Mais le système des « affectations spéciales » amène dans les usines de l'Est un certain nombre d'ouvriers spécialisés, mobilisés dans l'industrie et, à Belfort, parmi eux, un certain nombre de militants étrangers à la région. Sous leur impulsion la Fédération Ouvrière et la Bourse du Travail sont reconstituées dès 1915. Socialistes pour la plupart, ils permettront au mouvement syndical belfortain de reprendre, immédiatement après la guerre une importante activité, sur de nouvelles bases (40).

(40) Cf. GRILLON, *op. cit.*

CONCLUSIONS

Soucieux d'abord, dans le cours de nos recherches, de retracer le cheminement de l'action syndicale, nous n'avons pas toujours marqué nettement les caractères généraux du mouvement ouvrier régional. C'est ce que nous voudrions faire ici. Cette synthèse fera d'elle-même apparaître ce qu'une étude locale apporte à l'histoire ouvrière nationale et comment elle amène à nuancer certaines observations générales.

De l'étude du mouvement ouvrier dans la région jusqu'en 1914 se dégage une impression de faiblesse. Non pas tant dans les effectifs : ils sont du même ordre que dans de nombreuses autres régions. A Besançon la Fédération groupe, en juillet 1907, 2.500 membres, chiffre maximum atteint avant 1914. La même année, la région de Belfort-Montbéliard compte 3.364 syndiqués et il s'agit également d'un chiffre maximum si l'on exclut la « pointe » exceptionnelle de 4.021 syndiqués en 1899. Mais ces statistiques ne sont pas, à elles seules, très significatives. Elles se révèlent incertaines, comme nous l'avons déjà noté, et surtout, elles recensent des syndiqués « inscrits » et pas obligatoirement des participants actifs. Or, c'est précisément l'activité syndicale qui marque des signes presque constants de faiblesse. Le mouvement ouvrier apparaît tardivement, il ne se dégage que lentement de l'emprise patronale. Après la crise de 1899, dont la brutalité et la brièveté sont d'autres signes de faiblesse, le syndicalisme végète jusqu'à la guerre. L'action revendicative se révèle peu efficace : elle est sporadique et, sauf encore en 1899, de peu d'ampleur. Nous pensons avoir suffisamment montré quelles étaient les raisons de cet état de choses. Elles tiennent surtout à la structure industrielle de la région. Là où sont les grandes masses ouvrières, bases indispensables d'un syndicalisme puissant, le patronat occupe des positions de force anciennes et bien organisées. Nous en avons vu les aspects sociaux, administratifs, politiques et religieux. Ajoutons, que dans le Pays de Montbéliard, l'union des patrons a précédé celle des ouvriers. Une Chambre syndicale des fabricants d'horlogerie du Pays de Montbéliard est créée en octobre 1882 (1). Présidée par l'Epée, le patron de l'usine de boîtes à musique de Sainte-Suzanne, elle comprend vingt-cinq membres à sa fondation. La Chambre syndicale des industries métallurgiques de l'Est est formée en septembre 1890 (2). Elle groupe autour d'Armand Peugeot, et Gaston Japy, cinquante-six adhérents en 1890. La composition de la population ouvrière, pour une large part d'origine paysanne récente, explique aussi certaines réticences, devant l'action syndicale. Enfin, le particularisme local, surtout dans le Pays

(1) 14 octobre 1882. Dépôt des Statuts le 2 février 1886. A. D. Doubs. M. 2528.

(2) 18 septembre 1890. Dépôt des Statuts le 29 septembre 1890. A. D. Doubs. M. 2528.

de Montbéliard, conduit les ouvriers à repousser, a priori, des idées venues de l'extérieur. On a pu noter qu'en 1895 et 1896, la propagande socialiste, qui rencontre pour la première fois, un certain succès dans le Pays de Montbéliard, est animée par des militants de Besançon, qui viennent en voisins. En 1898 de orateurs socialistes parisiens obtiennent quelques succès à Belfort mais ne bénéficient d'aucune audience à Montbéliard ou Audincourt. C'est par Bietry, originaire de Feschel-l'Eglise, que le syndicalisme s'installe enfin dans le « Pays ». La population ouvrière de Belfort offre un terrain plus favorable aux idées syndicales. Elles sont accueillies et propagées d'abord par « l'aristocratie ouvrière ». Ensuite, l'ambiance de la ville accélère l'évolution des esprits parmi les travailleurs d'origine paysanne. Mais, ici, le fractionnement de l'industrie en de nombreuses entreprises, petites ou moyennes, constitue un autre obstacle au progrès ouvrier. Les liens étroits des militants syndicaux avec les milieux politiques et leur participation aux intrigues locales, les discréditent d'autre part aux yeux d'un certain nombre d'ouvriers. Ainsi voisinent, une importante force ouvrière latente, pour l'instant muette, et un foyer, plus ouvert au syndicalisme, mais auquel manque l'audience indispensable à une action efficace.

Cette situation même explique la pauvreté du conflit des doctrines. Ils se ramènent à une opposition simpliste : réformistes contre révolutionnaires, et la doctrine de chaque parti est confuse, mal formulée. La situation est semblable à Besançon, bien que les deux tendances y rencontrent des fortunes quelque peu différentes. Les révolutionnaires parviennent à prendre la tête de la Fédération entre 1904 et 1908. Ils se disent « anarcho-syndicalistes » mais sont fréquemment amenés à pratiquer un réformisme de fait. Après 1908, c'est cette orientation qui triomphe finalement. Nos conclusions, sur ce point, rejoignent celles de Jean Charles. Ce caractère assez rudimentaire de la pensée doctrinale a deux origines. D'une part, le marxisme n'a pas encore influencé l'action ouvrière dans la région. D'autre part, la structure sociale du prolétariat bisontin ou belfortain explique l'alternance « réforme-révolution » que nous avons observée : « L'aristocratie ouvrière, qui se recrute principalement dans certaines catégories de l'horlogerie a sans cesse tendance à s'adapter au régime social qu'il suffit d'amender, de réformer partiellement. Les ouvriers prolétariés depuis peu, venant de la campagne ou des couches moyennes (petits artisans) véhiculent avec eux leurs hésitations, leurs habitudes, mais aussi leurs impatiences et constituent un terrain favorable au réformisme — certes — mais aussi inversement (et ceci n'est paradoxal qu'en apparence) à la « gesticulation révolutionnaire », à la « phraséologie démagogique » (3).

L'étude que nous achevons nous a permis de vérifier un certain nombre d'observations couramment admises. Nous avons noté, en particulier, qu'à Belfort comme à Besançon et dans de nombreuses autres régions, le syndicalisme apparaît d'abord parmi les ouvriers des corporations anciennes et qualifiées. Nous avons relevé également l'importance des structures économiques sur l'évolution syndicale, le rôle important du milieu urbain, les rapports du syndicalisme et des partis politiques. L'action des Bourses du Travail, foyer d'activité syndicale et de formation ouvrière a été souvent mise en valeur. La Bourse de Belfort constitue, dès son apparition, le centre du mouvement local et elle le demeure de 1900 à 1914, tout au long d'une période difficile. C'est le mérite essentiel des militants réformistes d'avoir maintenu ce témoin de la vie ouvrière et ce lien avec les organisations extérieures. L'influence des hommes sur l'évolution ouvrière a été fréquemment soulignée et elle

(3) J. CHARLES, *op. cit.*, p. 208.

apparaît également ici. Le syndicalisme local dispose d'hommes conscien-
cieux mais manque de cadres de grande valeur.

D'autre part, notre étude fait apparaître certains traits que l'histoire
ouvrière nationale, contrainte de schématiser, néglige généralement.
L'histoire insiste sur la tendance anarchiste des Bourses du Travail et
de la C. G. T. entre 1900 et 1914. On est tenté de voir dans chaque
Bourse du Travail un foyer de syndicalisme révolutionnaire et de sous-
estimer le rôle du réformisme. La multiplication des monographies de
Fédérations locales permettrait sans doute de nuancer cette position.
Dans l'action quotidienne, le réformisme est plus facile à pratiquer que
l'anarchisme. Le « réalisme », l'opportunisme parfois, prévalent sur les
théories rigides exposées aux tribunes des Congrès. Mêmes votées à de
fortes majorités, certaines positions rencontrent souvent peu d'échos
dans la masse. Il serait intéressant de pouvoir examiner en profondeur,
à l'échelon des syndicats, l'audience réelle et les applications pratiques
de certaines motions nationales. Nous avons vu comment les théories
de la grève générale, de l'action directe, des minorités agissantes ne rece-
vaient à Belfort, qu'une adhésion temporaire et équivoque. A Besançon
les anarcho-syndicalistes, approuvent ces mêmes idées mais les appliquent
peu. De telles recherches feraient apparaître également que le patronat
est, en partie, responsable de l'échec final du réformisme. Par exemple,
la Fédération Ouvrière de Belfort, appuyée par une fraction de la bour-
geoisie radicale locale, amorce nettement après 1900, un dialogue avec
le patronat, le ton des articles qu'elle publie, ses prises de positions,
ses tentatives d'arbitrage dans les conflits du travail et d'élimina-
tion de la violence, l'attestent. Cet essai est de courte durée.
Les patrons rejettent brutalement les syndicats ou cherchent à les
annexer. Les essais d'arbitrage de la Fédération dans les conflits du textile
à Belfort sont rompus quand Daniel Dolfuss feint d'ouvrir la discussion
avec le syndicat « jaune » qu'il a suscité. La Fédération Ouvrière est
rejetée vers les révolutionnaires du syndicat textile « rouge ».

TABLE DES ANNEXES

1. Effectifs ouvriers, par secteur et par industrie, dans la région de Belfort-Montbéliard, 1870.
2. Répartition géographique des établissements d'après l'importance de leurs effectifs. Région de Belfort-Montbéliard, 1870.
3. Entreprises industrielles de plus de dix ouvriers à Belfort et dans les environs immédiats, 1897.
4. Entreprises de plus de dix ouvriers dans la région des vallées vosgiennes, 1897.
5. Syndicats ouvriers de la région de Belfort-Montbéliard au 1^{er} janvier 1899.
6. Evolution comparée du nombre de syndicats et de leurs effectifs en France et dans la région de Belfort-Montbéliard de 1883 à 1898.
7. Liste des grèves dans la région de Belfort-Montbéliard de 1884 à septembre 1899.
8. Evolution comparée du nombre de grévistes en France et dans la région de Belfort-Montbéliard de 1890 à 1898.
9. Etat des syndicats dans la région de Belfort-Montbéliard ; fin 1899.
10. Liste des grèves dans la région de Belfort-Montbéliard de janvier à septembre 1899.
11. Durée du travail dans la région de Belfort-Montbéliard vers 1899.
12. Salaires journaliers dans la région de Belfort-Montbéliard vers 1899 : moyennes par localité et par métier.
13. Salaires journaliers dans la région de Belfort-Montbéliard vers 1899 : moyennes par branche d'industrie.
14. Syndicats adhérant à la Fédération ouvrière et à la Bourse du Travail de Belfort en septembre 1899.
15. Evolution comparée du nombre de syndicats et de leurs effectifs en France et dans la région de Belfort-Montbéliard de 1899 à 1914.
16. Evolution comparée du nombre de grèves et de grévistes en France et dans la région de Belfort-Montbéliard de 1900 à 1914.
17. Evolution des salaires du bâtiment à Belfort de 1900 à 1914.
18. Evolution des salaires de l'industrie textile dans la région de Belfort-Montbéliard de 1900 à 1914.
19. Evolution des salaires dans les industries métallurgiques et mécaniques de la région de Belfort-Montbéliard entre 1900 et 1914.
20. Liste récapitulative des syndicats recensés dans la région de Belfort-Montbéliard de 1870 à 1913.
21. Liste récapitulative des grèves dans la région de Belfort-Montbéliard de 1890 à 1914.

ANNEXE N° 1

EFFECTIFS OUVRIERS — PAR SECTEUR ET PAR INDUSTRIE —
DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD (1870)

(Etablissements d'au moins dix ouvriers)

Secteurs	Forges Fonderies Ind. méc.	Horlo- gerie	Tex- tile	Di- vers	Totaux
1 Belfort et environs immédiats	168	40	360	172	740
2 Vallées vosgiennes	188	—	2.083	154	2.425
3 Grandvillars et environs	1.950	—	—	—	1.950
4 Beaucourt et environs	3.164	3.586	—	—	6.750
5 Montbéliard et environs	673	1.080	527	56	2.336
5 Vallée d'Audincourt	2.106	1.200	460	—	3.766
TOTAUX	8.249	5.906	3.430	382	17.967

ANNEXE N° 2

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ETABLISSEMENTS D'APRES L'IMPORTANCE
DE LEURS EFFECTIFS. REGION DE BELFORT MONTBELIARD (1870)

Secteurs	OUVRIERS						Totaux
	De 10 à 50	De 50 à 100	De 100 à 500	De 500 à 1.000	De 1.000 à 2.000	De 2.000 à 5.000	
1 Belfort et env. immédiats	10	3	1	—	—	—	14
2 Vallées sous-vos- giennes	14	4	7	1	—	—	26
3 Grandvillars et environs	—	—	2	—	1	—	3
4 Beaucourt et en- vironns	—	—	3	1	—	2	6
5 Montbéliard et environs	11	1	8	—	—	—	20
6 Vallée d'Audin- court	6	9	12	—	—	—	27
TOTAUX	41	17	33	2	1	2	96

ANNEXE N° 3

ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE PLUS DE DIX OUVRIERS A BELFORT
ET DANS LES ENVIRONS IMMEDIATS (1897)

Communes	Activité	Nomb. d'entr.	Effec- tifs
<i>Belfort</i>	Teinturerie	1	90
238 ouvriers	Filature de coton	1	130
en 1870	Filature de coton	1	476
	Construction mécanique	1	1.789
	Filature et tissage de coton	1	455
	Retorderie	1	366
	Compagnie de gaz	1	37
	Fabrique de limes	1	16
	Fabrique de chapeaux	1	350
	Nettoyage et blanchissage, déchets de coton	1	20
	Commerce des déchets de coton ...	1	70
	Commerce des déchets de coton ...	1	30
	Tricoteries	1	50
<i>Bavilliers</i>	Filature et tissage de coton	1	245
220 ouvriers	Tuilerie mécanique	1	14
en 1870			
<i>Danjoutin</i>	Filature et tissage de coton	1	395
45 ouvriers	Corderie et tréfilerie	1	218
en 1870			
<i>Valdoie</i>	Construction mécanique	1	70
117 ouvriers	Filature et tissage de laine	1	400
en 1870	Laminoir et tréfilerie	1	60
	Tissage de coton	1	112
<i>Châtenois</i>	Forge. Fonderies. Construction méca- nique	1	375
80 ouvriers			
en 1870			
Chèvremont	Choucrouterie (en saison)	1	60
Cravanche	Brasserie	1	11
Foussemagne	Tuilerie	1	33
		25	5.872

ANNEXE N° 4

ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE PLUS DE DIX OUVRIERS
DANS LA REGION DES VALLEES VOSGIENNES (1897)

Communes	Activités	Nomb. entr.	Nomb. ouvr.
Bethonvilliers	Tissage mécanique de coton	1	70
Saint-Germain	Tissage mécanique de coton	1	70
Rougemont	Tissage mécanique de coton	1	500
Rougemont	Tissage mécanique de coton	1	350
Rougemont	Serrurerie - Quincaillerie	1	80
Anjoutey	Tissage mécanique	1	200
Auxelles-Haut	Fabrique de porte-mousquetons	1	150
	Serrurerie	1	20
Auxelles-Bas	Tissage (Giromagny)	1	113
	Fabrique de porte-mousquetons	1	75
	Fabrique de porte-mousquetons	1	33
	Fabrique de chaînes de montre	1	23
Chaux	Fabrique de produits chimiques	1	50
	Tournerie de bois - Scierie	1	100
Etueffont-Haut	Tissage mécanique (Giromagny)	1	234
Etueffont-Bas	Filature de coton	1	68
	Tissage	1	305
Giromagny	Filature	1	225
	Tissage	1	200
	Tissage	1	310
Lepuix-Gy	Tissage	1	460
	Tissage	1	120
	Filature	1	100
Rougegoutte	Fabrique de coton	1	600
La Chapelle-	Fonderie	1	12
sous-Rougemont	Brasserie	1	14
Petite-Fontaine	Tannerie	1	25

ANNEXE N° 5

SYNDICATS OUVRIERS DE LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD
AU 1^{er} JANVIER 1899

Date de création	Corporation	Siège	Effectif	Tendance
1 1883	Typos	Belfort	25	Réformiste
2 1890	Typos	Montbéliard	16	Réformiste
3 1894	Employés des chemins de fer	Belfort	—	Réformiste
4 1896	Horlogers	Montbéliard	65	Socialiste
5 1896	Bâtiment	Montbéliard	50	Socialiste
6 1896	Horlogers	Seloncourt	80	?
7 1896	Ferblantiers	Belfort	22	Réformiste
8 1897	Menuisiers	Belfort	80	?
			338	

ANNEXE N° 6

EVOLUTION COMPAREE DU NOMBRE DE SYNDICATS ET DE LEURS EFFECTIFS
EN FRANCE ET DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD DE 1883 A 1898

Années	France		Région de Belfort-Montbéliard	
	Nombre de syndicats	Nombre de syndiqués	Nombre de syndicats	Nombre de syndiqués
1883	—	—	1	20
1884	68	—	1	20
1885	221	—	2	258
1886	280	—	2	220
1887	501	—	2	220
1888	725	—	2	195
1889	821	—	2	170
1890	1.000	139.692	2	47
1891	1.250	205.152	2	41
1892	1.589	288.772	5	132
1893	1.926	402.125	5	132
1894	2.178	408.025	4	241
1895	2.163	419.172	5	276
1896	2.243	422.777	8	326
1897	2.316	431.794	7	401
1898	2.361	419.761	8	581

ANNEXE N° 7

LISTE DES GREVES DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD
DE 1884 A SEPTEMBRE 1899

Année	Commune	Corporation	Durée (jours)	Nbre max. de grévistes	Nbre d'ouv. de l'établiss.	Résultats
1893	Auxelles-Haut	Mines	11	40	?	Echec
1894	Belfort	Bâtiment	2	?	?	Transaction
1895	Bart	Métallurgie et Ind. méc.	1	300	700	Echec
1895	Feschel- le-Châtel	Métallurgie et Ind. méc.	2/3	100	220	Echec
1895	Delle	Chapellerie	1/2	15	85	Transaction
1895	Valdoie	Textile	4	65	?	Transaction
1895	Belfort	Textile	1	55	74	Echec
1896	Lepuix-Gy	Textile	1	70	150	Réussite
1896	Valdoie	Textile	1	26	386	Echec
1896	Dampierre	Métallurgie et Ind. méc.	5	47	130	Echec
1896	Exincourt	Textile	1/2	31	100	Echec
1896	Etueffont- Haut	Textile	7	217	228	Réussite
1897	Belfort	Bâtiment	7	154	174	Transaction
1897	Lepuix-Gy	Textile	28	65	65	Echec
1898	Auxelles-Haut	Métallurgie et Ind. méc.	7	300	300	Transaction
1898	Vandaucourt	Métallurgie et Ind. méc.	6	40	750	Echec
1898	Rougegoutte	Textile	33	510	578	

ANNEXE N° 8

EVOLUTION COMPAREE DU NOMBRE DE GREVISTES EN FRANCE
ET DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD DE 1890 A 1898

Années	France	Région de Belfort-Montbéliard
1890	11.894	—
1891	108.936	—
1892	47.763	—
1893	170.000	40
1894	54.576	20
1895	45.801	535
1896	41.851	391
1897	68.875	219
1898	82.065	850

ANNEXE N° 9

ETAT DES SYNDICATS DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD, FIN 1899

Corporation	Ville	Date de création	Effectifs en 1899 (1)
1 Typographe	Belfort	1883	25
2 Typographes	Montbéliard	1885	16
3 Employés de chemins de fer	Belfort	1894	?
4 Horlogers	Montbéliard		65
5 Bâtiment	Montbéliard	1896	50
6 Horlogers	Seloncourt	1896	80
7 Ferblantiers	Belfort	1896	22
8 Menuisiers	Belfort	1897	80
9 Fédération	Audincourt	1899	997
10 Ouvriers textiles	Belfort	1899	350
11 Ouvriers textiles	Colombier-Fontaine	1899	124
12 Ouvriers textiles	Colombier-Fontaine	1899	152
13 Maçons	Belfort	1899	50
14 Plâtriers	Belfort	1899	49
15 Métallurgistes	Belfort	1899	1.800
16 Mouleurs	Beaucourt		?
17 Horlogers	Beaucourt	1899	258
	Bart-Bavans	1899	?
Effectif totaux recensés :			4.118
(1) D'après les chiffres fournis par les syndicats au moment des grèves. Il s'agit d'effectifs maximum.			
(2) Syndicat : d'inspiration patronale.			

ANNEXE N° 10

LISTE DES GREVES DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD
DE JANVIER A SEPTEMBRE 1899

Dates	Corporation	Commune	Durée	Nbre max. de grév.	Nbre d'ouv. dans l'établ.	Résultat
4-5/1	Ouvriers-textiles	Lepuix-Gy	1	37	440	Transaction
28/1 - 8/2	Ouvriers-textiles	Lepuix-Gy	11	120	120	Transaction
2/2 - 16/2	Ouvriers-textiles	Lepuix-Gy	14	138	138	Transaction
17/4 - 2/6	Ouvriers-textiles	Auxelles	45	127	127	Transaction
14/5 - 31/5	Ouvriers-textiles	Belfort	17	199	457	Transaction
13/6 - 21/6	Ouvriers-textiles	Valdoie	8	74	90	Echec
16 - 20/6	Bâtiment	Belfort	5	43	43	Réussite

ANNEXE N° 11

DUREE DU TRAVAIL DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD
VERS 1899

Localités et métiers	Bâtiment	Textile	Horlog.	Métallur. et mécan.
I. <i>Belfort et environs</i>				
Belfort : fileurs, rattleurs de coton		12 1/2		
Belfort : plâtriers	12 - 10			11
Belfort : mécaniciens				
Belfort : bâtiment	12			
Valdoie : tisseurs de coton		11		
Châtenois : mécaniciens				11
II. <i>Vallées Vosgiennes</i>				
Giromagny : fileurs, tisseurs		11		
		11		
Lepuix-Gy : fileurs, tisseurs		11		
		11 1/2		
Auxelles-Bas : tisseurs		11		
III. <i>Groupe de Grandvillars</i>		pas de renseignement		
IV. <i>Groupe de Beaucourt</i>				
Beaucourt : mécaniciens, horlogers			10 1/4	10 1/4
Badevel : horlogers			10	10 3/4
Dampierre : feronniers				10 1/2
Fesches-le-Chât. : quincaillier				10 1/2
Bart : quincailliers				10
V. <i>Montbéliard et environs</i>				
Montbéliard bâtiment	12			
VI. <i>Vallée d'Audincourt</i>				
Audincourt : ouvr. machines à coudre				10
Audincourt : fileurs de coton		1		
Audincourt : mécan. automob.				11
Valentigney : mécan. cycles				10
Seloncourt : horlogers			10	

ANNEXE N° 12

SALAIRES JOURNALIERS DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD
VERS 1899

Moyennes par localité et par métier

Localités et métiers	Bâtiment	Textile	Horlogerie	Métallurg. et mécan.
I. <i>Belfort et environs</i>				
Belfort : maçons	4,56 à 6,48			
Belfort : aides maçons	3,60			
Belfort : fileurs coton		4,75		
Belfort : méc. constr.				2,94-7,40
Châtenois : mécanic.				3,5-5-6-7,7
Valdoie : rattacheurs		3-3,25		
II. <i>Vallées Vosgiennes</i>				
Rougegoutte : tisseurs		2,50		
Rougegoutte : femmes		2-2,25		
Rougegoutte : enfants		1,25-1,65		
Lepuix-Gy : tisseurs		3,5-4		
Lepuix-Gy : femmes		2,80		
Lepuix-Gy : enfants		1,75		
Auxelles-Bas : tisseurs		2,85		
Auxelles-Bas : femmes		2,50		
Auxelles-Bas : enfants		2,00		
III. <i>Groupe de Grandvil.</i>		pas de renseignement		
IV. <i>Groupe de Beaucourt</i>				
Beaucourt : horlogers			4	
Beaucourt : mécanic.				4
Badevel : horlogers			4	
V. <i>Montbéliard et envir.</i>				
Montbéliard : maçons	4 à 6,6			
Montbéliard : aides maçons	3,20 à 4,40			
VI. <i>Vallée d'Audincourt</i>				
Audincourt : fileurs		3 à 5		
Audincourt : femmes		1,5 à 3		
Audincourt : enfants		1 à 1,75		
Audincourt : méc. aut.				5,50
				2,5 à 6,00
Valentigney : méc. ma- chines à coudre				
Valentigney : méc. cyc.				5,50
Valentigney : femmes				1,5 à 2,50
Valentigney : enfants				1 à 2
Seloncourt : horlog.			4,40	
Pont-de-Roide : méc.				2,75 à 7,00
Pont-de-Roide : fem.				1,25 à 2,00
Pont-de-Roide : enf.				0,60 à 1,40

ANNEXE N° 13

SALAIRES JOURNALIERS DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD
VERS 1899 (MOYENNES)

Récapitulatif par branche d'industrie

Industries	Hommes	Femmes	Enfants
Bâtiment	Maçons : de 4,00 à 6,48 Aides : de 2,70 à 3,60	—	—
Textile	Fileurs : de 1,50 à 4,75 Tisseurs : de 2,50 à 4,60	de 1,50 à 3,00 de 2 à 2,80	de 1 à 1,75 de 1,25 à 2,00
Horlogerie	de 4 à 4,40		
Industrie métallurgique et mécanique	de 2,50 à 7,70	de 1,50 à 2,75	de 0,50 à 2,00

ANNEXE N° 14

SYNDICATS ADHERANT A LA FEDERATION OUVRIERE ET A LA BOURSE
DU TRAVAIL DE BELFORT EN SEPTEMBRE 1899

Belfort :

Chambre Syndicale des travailleurs du livre (68 ^e Section)	25
Chambre Syndicale des ouvriers menuisiers, charpentiers et ébénistes ..	80
Chambre Syndicale des ouvriers maçons et parties similaires	50
Chambre Syndicale des ouvriers ferblantiers et zingueurs	30
Chambre Syndicale des ouvriers plâtriers	49
Chambre Syndicale de l'industrie textile et parties similaires	350
Chambre Syndicale des employés de chemins de fer (groupe de Belfort)	300

Badevel :

Chambre Syndicale des horlogers, ouvriers sur métaux et autres similaires	—
---	---

Seloncourt :

Chambre Syndicale des ouvriers horlogers	80
--	----

Bavans :

Chambre Syndic. des ouvriers horlogers de Bavans, Bart et Voujeaucourt	—
--	---

Audincourt :

Chambre Syndicale des ouvriers métallurgistes	—
---	---

Montbéliard :

Chambre Syndicale des travailleurs du livre de Montbéliard et Audincourt	
121 ^e Section (16 adhérents en 1900)	—
Chambre Syndicale des ouvriers du bâtiment	—

Vesoul :

Chambre Syndicale des travailleurs du livre 9 ^e Section	117 ?
--	-------

Saint-Loup-sur-Semouse :

Chambre Syndicale de l'ameublement (Haute-Saône)	80
--	----

Plancher-les-Mines :

Chambre Syndicale des ouvriers métallurgistes	—
Chambre Syndicale des ouvriers sur métaux	—

ANNEXE N° 15

*EVOLUTION COMPAREE DU NOMBRE DE SYNDICATS ET DE LEURS EFFECTIFS
EN FRANCE ET DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD
DE 1899 A 1914*

(syndicats jaunes compris)

Années	France		Région de Belfort-Montbéliard	
	Nombre de syndicats	Nombre de syndiqués	Nombre de syndicats	Nombre de syndiqués
1899	2.361	419.761	18	4.118
1900	2.685	492.647	20	4.021
1901	3.287	588.832	24	2.750
1902	3.680	614.204	25	2.480
1903	3.934	643.752	28	2.951
1904	4.227	715.576	27	2.749
1905	4.625	781.344	27	2.391
1906	4.857	836.134	28	3.102
1907	5.322	896.012	29	3.364
1908	5.524	957.102	28	2.854
1909	5.354	944.761	24	2.720
1910	5.260	977.350	24	2.142
1911	5.325	1.029.238	23	2.224
1912	5.217	1.064.413	23	2.227
1913	5.046	1.027.059	24	2.632
1914	4.846	1.026.302		

ANNEXE N° 16

*EVOLUTION COMPAREE DU NOMBRE DE GREVES ET DE GREVISTES
EN FRANCE ET DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD DE 1900 A 1914*

Années	France		Région de Belfort-Montbéliard	
	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de grèves	Nombre de grévistes
1900	902	222.714	5	1.394
1901	523	111.414	2	109
1902	512	212.704	4	401
1903	567	123.151	2	644
1904	1.026	271.097	1	646
1905	830	177.666	0	0
1906	1.309	438.466	4	252
1907	1.275	197.961	4	1.502
1908	1.073	99.042	0	0
1909	1.025	167.492	2	305
1910	1.502	281.425	3	261
1911	1.471	230.646	4	337
1912	1.116	267.627	2	435
1913	1.073	220.448	8	831
1914	672	160.566	1	180

ANNEXE N° 17

EVOLUTION DES SALAIRES DU BATIMENT A BELFORT DE 1900 A 1914

Années	Spécialité	Taux moyen horaire
1900	Aides	0,30
	Maçons	0,54
1901	Aides	0,45
	Maçons	0,60
1907	Maçons	0,50 - 0,55
	Cimentiers	0,60
	Mineurs	0,40
	Terrassiers	0,30 - 0,40
1911	Maçons	0,60
	Aides	0,425
1913	Carriers	0,50 - 0,55
	Aides	0,45 - 0,50
	Maçons	0,59 - 0,65

ANNEXE N° 18

EVOLUTION DES SALAIRES DE L'INDUSTRIE TEXTILE DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD DE 1900 A 1914

Année	Commune	Métier	Taux journaliers moyens		
			Hommes	Femmes	Enfants
1900	Giromagny	Fileurs	4,66		
		Rattacheurs	3,33		
		Bobineurs	—		1,50
		Tisseurs	2,85		
1902	Lepuix-Gy	Tisseurs	2,75 à 3		
	Belfort	Tisseurs	4,75		
	Lepuix-Gy	Tisseurs	2,50	2,25	1,75
	Audincourt	Fileurs	5,20		
		Rattacheurs	3,15		
		Bobineurs			1,40
		Ouvr. carderie	3,60	2,45	
1906	Belfort	Fileurs	4,50	2,90	
1907		Rattacheurs	3,50		
		Bobineurs			1,50
	Rougemont-le-Château	Tisseurs	2,83	2,75	1,50
1913	Valdoie	Rubanniers	4,5 - 5,5		
	Rougegoutte	Tisseurs	4,25 - 4,45	3,75 - 3,95	
		Encolleurs	4,50		
		Bobineuses		2,75	
		Ourdisseuses		3,50	

Sources : Chiffres de l'Office du Travail publiés à l'occasion de chaque grève.
Listes des revendications.

ANNEXE N° 19

*EVOLUTION DES SALAIRES DANS LES INDUSTRIES METALLURGIQUES
ET MECANIQUES DE LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD
ENTRE 1900 ET 1914*

Année	Commune	Spécialité	Taux moyens
1903	Audincourt	Mécaniciens automobiles	5,45
		Selliers automobiles	5,25
		Menuisiers automobiles	5
		Peintres automobiles	5,45
		Divers	5,15
1904	Audincourt	Mécaniciens automobiles	6,028
		Menuisiers automobiles	6,036
		Peintres automobiles	5,61
		Selliers automobiles	6,216
		Aides automobiles	4,45
1910	Belfort	Carrossiers	5 à 6
1913	Beaucourt	Mouleurs	8 à 12
	Hérimoncourt	Outilsseurs	5,60

ANNEXE N° 20

*LISTE RECAPITULATIVE DES SYNDICATS RECENSES DANS LA REGION
DE BELFORT-MONTBELIARD DE 1870 A 1913*

N°	Métier	Commune	Date de création	Date de dissolution	Observations
1	Typographes	Belfort	1883	—	Existe encore en 1913
2	Horlogers	Montbéliard	1185	1890	
3	Typographes	Montbéliard	1890	—	Existe encore en 1913
4	Bâtiment	Delle	1892	1893	Synd. d'inspiration patronale
5	Habillement	Delle	1892	1893	Synd. d'inspiration patronale
6	Corporation synd.	Delle	1892	1893	Synd. d'inspiration patronale
7	Bâtiment	Belfort	1894	1896	
8	Chemins de fer	Belfort	1894	—	Existe encore en 1913
9	Horlogers	Montbéliard	1896	vers 1907	
10	Fédération	Audincourt	1895	1896	
11	Bâtiment	Montbéliard	1896	1909	Avec une interruption en 1897 et 1898
12	Horlogers	Seloncourt	1896	—	Existe encore en 1913

N°	Métier	Commune	Date de création	Date de dissolution	Observations
13	Métallurgistes	Montbéliard	1896	vers 1897-1898	
14	Ferblantiers	Belfort	1896	1899 ?	
15	Menuisiers	Belfort	1897	1909	
16	Fédération	Audincourt	1899	—	Existe encore en 1913
17	Textile	Belfort	1899	1911	
18	Textile	Colombier-Font.	1899	1912	
19	Textile	Colombier-Font.	1899	1906	
20	Maçons	Belfort	1899	1909	
21	Plâtriers	Belfort	1899	1909	Avec une interruption en 1904-1905
22	Métallurgistes	Belfort	1899	—	Existe encore en 1913
23	Mouleurs	Beaucourt	1899	1901	Synd. d'inspiration patronale
24	Horlogers	Beaucourt	1899	1900	
25	Horlogers	Bart-Bavans	1899	1900	Existence incertaine
26	Fédération	Belfort	1899	—	Existe encore en 1913
27	Horlogers	Badevel	1900	—	Existe encore en 1913
28	Métallurgistes	Valentigney	1900	1908	(usine Sous-Roches)
29	Métallurgistes	Beaulieu	1900	—	Existe encore en 1913
30	Métallurgistes	Valentigney	1900	—	Existe encore en 1913
31	Métallurgistes	Audincourt	1900	—	Existe encore en 1913
32	Métallurgistes	Audincourt	1900	?	Syndicat jaune existe encore en 1912
33	Horlogers	Sainte-Suzanne	1900	1903	
34	Menuisiers	Montbéliard	1900	1906	Usine Schwander
35	Bâtiment	Giromagny	1901	?	
36	Textile	Giromagny	1901	1904	
37	Mouleurs	Belfort	1901	1904	
38	Tailleurs de pierre	Belfort	1902	1904	
39	Fédération	Belfort	1902	?	Syndicat jaune
40	Textile	Belfort	1902	—	Syndicat jaune Existe encore en 1913
41	Métallurgistes	Belfort	1902	—	Syndicat jaune Existe encore en 1913
42	Textile	Rougegoutte	1902	?	Syndicat jaune
43	P. T. T.	Belfort	1902	—	Existe encore en 1913

N°	Métier	Commune	Date de création	Date de dissolution	Observations
44	Horlogers	Beaucourt-Dasle	1903	—	Existe encore en 1913
45	Employés de com.	Belfort	1903	—	Existe encore en 1913
46	Employés de café	Belfort	1904	—	Existe encore en 1913
47	Menuisiers	Colombier-Font.	1904	—	Existe encore en 1913 (usine Baumann)
48	Coiffeurs	Belfort	1905	1909	
49	Menuisiers	Montbéliard	1906	1912	
50	Chapeliers	Belfort	1906	1910	
51	Textile	Rougemont-le-Château	1907	—	Existe encore en 1913
52	Bâtiment	Belfort	1909	1911	
53	Gaz	Belfort	1910	—	Existe encore en 1913
54	Mécaniciens automobiles	Audincourt	1911	—	Existe encore en 1913
55	Textile	Rougemont-le-Château	1911	—	Existe encore en 1913
56	Bâtiment	Montbéliard	1912	—	Existe encore en 1913
57	Chapeliers	Belfort	1913	—	Existe encore en 1913
58	Métallurgistes	Delle	1913	—	Existe encore en 1913

ANNEXE N° 21

**LISTE RECAPITULATIVE DES GREVES
DANS LA REGION DE BELFORT-MONTBELIARD DE 1890 A 1914**

N°	Année	Commune	Corporation	Durée	Nbre max. grév.	Nbre ouv. étab.	Résultats
1	1893	Auxelles-Haut	Mineurs	11	40	—	Echec
2	1894	Belfort	Bâtiment	2	—	—	Transaction
3	1895	Bart	Métall.-mécán.	1	300	700	Echec
4	1895	Feschcs-le-Châtel	Métall.-mécán.	2/3	100	220	Echec
5	1895	Delle	Chapellerie	1/2	15	85	Transaction
6	1895	Valdoie	Textile	4	65	—	Transaction
7	1895	Belfort	Textile	1	55	74	Echec
8	1896	Lepuix-Gy	Textile	1	70	150	Réussite
9	1896	Valdoie	Textile	1	26	386	Echec
10	1896	Dampierre	Métall.-mécán.	5	47	(69) 130	Echec
11	1896	Exincourt	Textile	1/2	31	(47) 100	Echec
12	1896	Etueffont-Haut	Textile	7	217	228 (217)	Réussite
13	1897	Belfort	Bâtiment	7	154	174	Transaction
14	1897	Lepuix-Gy	Textile	28	65	65	Echec
15	1898	Auxelles-Haut	Métall.-mécán.	7	300	300	Transaction
16	1898	Vandoncourt	Métall.-mécán.	6	40	750 (50)	Echec
17	1898	Rougegoutte	Textile	33	510	578 (510)	Transaction
18	1899	Lepuix-Gy	Textile	1	37	440	Transaction
19	1899	Lepuix-Gy	Textile	11	120	120	Transaction
20	1899	Lepuix-Gy	Textile	14	138	138	Transaction
21	1899	Auxelles	Textile	45 1/2	127	127	Transaction
22	1899	Belfort	Textile	17	199	457 (246)	Transaction
23	1899	Valdoie	Textile	8	74	90	Echec
24	1899	Belfort	Bâtiment	5	43	43	Réussite
25	1899	Valentigney	Mécanique	6	540	550	Transaction
26	1899	Valentigney	Mécanique	5	750	750	Réussite
27	1899	Audincourt	Textile	5	540	540	Transaction
28	1899	Montbéliard	Tuilerie	3	52	92	Echec
29	1899	Belfort	Métall.-mécán.	7 1/2	2.860	3.039	Transaction
30	1899	Pont-de-Roide	Métall.-mécán.	4	120	120	Transaction
31	1899	Pont-de-Roide	Métall.-mécán.	2	350	700	Transaction
32	1899	Dampierre	Métall.-mécán.	6	1.250	1.250	Echec
33	1899	Feschcs-le-Châtel	Métall.-mécán.	11	485	485	Echec
34	1899	Bart	Métall.-mécán.	16	550	550	Echec

Nota. — Entre parenthèses, le nombre d'ouvriers de la spécialité concernée par la grève.

N°	Année	Commune	Corporation	Durée	Nbre max. grév.	Nbre ouv. étab.	Résultats
35	1899	Beaucourt	Méc.-horlogerie	19	1.509	1.809	Echec
36	1899	Badevel	Horlogerie	36	500	500	Echec
37	1899	Châtenois	Mécanique	42	340	370	Echec
38	1899	Audincourt	Textile	9	540	540	Echec
39	1899	Valentigney	Mécanique	31	750	750	Echec
40	1899	Seloncourt	Horlogerie	6	30	150	Transaction
41	1899	Pont-de-Roide	Mécan. - métall.	13 1/2	102	120	Echec
42	1899	Seloncourt	Horlogerie	1	50	300	Transaction
43	1899	Valentigney	Mécanique	4	200	900	Echec
44	1899	Valentigney	Mécanique	4	575	575	Echec
45	1899	Audincourt	Mécanique	8	340	350	Echec
46	1900	Belfort	Bâtiment	8	198	316	Transaction
47	1900	Giromagny	Textile	3	493	535	Transaction
48	1900	Montbéliard	Bâtiment	3	240	400	Transaction
49	1900	Lepuix-Gy	Textile	6	75	88	Réussite
50	1900	Giromagny	Textile	1	388	759	Réussite
51	1901	Lepuix-Gy	Textile	3	71	104	Echec
52	1901	Belfort	Bâtiment	11	38	64	Echec
53	1902	Belfort	Textile	19	70	108 (70)	Echec
54	1902	Ste-Suzanne	Horlogerie	17	51	250	Transaction
55	1902	Lepuix-Gy	Textile	94	280	368 (280)	Transaction
56	1902	Montbéliard	Horlogerie	5	—	—	Réussite
57	1903	Audincourt	Mécanique	2	564	564	Echec
58	1903	Lepuix-Gy	Textile	18	80	109	Transaction
59	1904	Audincourt	Mécanique	6	646	646	Echec
60	1906	Belfort	Livre	5	22	66	Réussite
61	1906	Montbéliard	Bois	5	126	150	Transaction
62	1906	Montbéliard	Bâtiment	6 h	26	34	Echec
63	1906	Belfort	Textile	1	78	500	Echec
64	1907	Colombier-Fontaine	Bois	2	55	70 (55)	Echec
65	1907	Rougemont-le-Château	Textile	12	313	410 (313)	Transaction
66	1907	Belfort	Bâtiment	11	724	881 (724)	Transaction
67	1907	Rougemont-le-Château	Textile	5	410	410	Transaction
68	1909	Rougemont-le-Château	Textile	2	275	420	Echec
69	1909	Vourvenans-Trétudans	Bâtiment	1	30	250 (30)	Echec

N°	Année	Commune	Corporation	Durée	Nbre max. grév.	Nbre ouv. étab.	Résultats
70	1910	Anjoutey	Textile	18	192	192	Transaction
71	1910	Belfort	Mécanique	4	19	28	Echec
72	1910	Montbéliard	Textile	1	50	150 (50)	Réussite
73	1911	Grandvillars	Mécanique	5	20	1.200 (35)	Echec
74	1911	Belfort	Bâtiment	1	56	90	Echec
75	1911	Belfort	Bâtiment	14	258	311	Echec
76	1911	Belfort	Mécanique	2	3	3	Transaction
77	1912	Belfort	Livre	12	10	10	Transaction
78	1912	Rougegoutte	Textile	1	425	425	Réussite
79	1913	Valdoie	Textile	10	58	348 (290)	Echec
80	1913	Belfort	Chapellerie	14	48	57	Echec
81	1913	Lepuix-Gy	Textile	1	110	350 (250)	Transaction
82	1913	Belfort	Bâtiment	3 h	87	450 (89)	Echec
83	1913	Rougegoutte	Textile	3	420	420	Transaction
84	1913	Hérimoncourt	Mécanique	3	45	80	Transaction
85	1913	Belfort	Bâtiment	5 h	48	200 (76)	Echec
86	1913	Beaucourt	Mécanique	2	15	1.500 (15)	Transaction
87	1914	Audincourt	Textile	8	180	200	Transaction

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

A) SOURCES MANUSCRITES

I. — Archives Nationales (Arch. Nat.)

- F 12.4687. Grèves en 1899 (Doubs, Territoire de Belfort).

II. — Archives Départementales

1° Territoire de Belfort (A. D. Territoire de Belfort)

Les dossiers concernant les syndicats et les grèves figurent dans un certain nombre de dossiers de la série M. Nous avons indiqué ici les titres figurant au dos des classeurs. Ils sont souvent très vagues et nous avons préféré, dans nos notes, nous référer aux dates des documents, bien que les dates des dossiers se chevauchent souvent.

- Série M - 1892-1898 : Syndicats professionnels. Sociétés coopératives.

- 1882-(1927) : Syndicats.

- 1893-1907 : Syndicats professionnels.

- 1890-(1920) : Syndicats professionnels.

- 1894-1897 : Inspection du Travail. Enquêtes.

- 1898-1913 : Affaires politiques. Mouvements révolutionnaires. Conflits sociaux.

- 1900-1905 : Mouvement ouvrier. Coût de la vie. Grève des cheminots.

- 1900-1913 : Affaires générales. Grèves. Syndicats.

- 1835-1883 : Grèves.

- 1895-1905 : Affaires secrètes et confidentielles.

- 1900-(1920) : Affaires secrètes et confidentielles.

- 1894-1910 : Affaires secrètes et confidentielles.

- 1873-(1928) : Police. Affaires diverses.

2° Doubs (A. D. du Doubs)

Les archives de Besançon sur le mouvement ouvrier sont apparemment abondantes et rigoureusement classées. Leur examen est décevant (cf. J. CHARLES, *op. cit.*, p. 214). Les dossiers ne renferment guère que des états statistiques ou des rapports sans intérêt, en particulier sur l'arrondissement éloigné de Montbéliard.

* Les dossiers précédés d'un astérisque n'ont pu être consultés que partiellement, jusqu'en 1913.

* M 787 : Police politique (affaires politiques). Agitation politique. Surveillance des anarchistes. 1888-(1939).

M 870 : *Idem* (esprit public) mouvement ouvrier et socialiste.

M 1121-1122-1123 : Etats des anarchistes (1893-1903).

* 144 M I : Syndicats (1881-).

III. — Archives Municipales (A. M. Montbéliard).

Seules les archives municipales de Montbéliard nous ont fourni quelques renseignements intéressants. Nos recherches dans les autres communes de la région (Sochaux, Audincourt, Beaucourt, en particulier) se sont révélées vaines.

F. 103 - Registre des délibérations et archives du syndicat du bâtiment de Montbéliard (1898-1909).

F. 16 - Archives de la Chambre des Arts et Manufactures de Montbéliard (1860-1880).

I. 28 et I. 29 - Syndicats professionnels et sociétés diverses.

IV. — Archives privées.

Archives PY. — Lettres, photos, articles appartenant à la famille Py, qui nous ont été aimablement communiqués par la fille d'Emile Py.

Cahier PERRIN. — Cahier manuscrit de 82 pages rédigé vers 1940 par Henri Perrin, secrétaire de la Fédération du Doubs du P. S. U. de 1907 à 1910 (cf. J. CHARLES, *op. cit.*, p. 215). Nous devons à J. Charles d'avoir pu consulter une copie de ce document.

B) BIBLIOGRAPHIE

1) Histoire ouvrière.

Seuls ont été cités ci-dessous les ouvrages fréquemment utilisés dans le cours de l'étude.

BIETRY (P.). — *Les Jaunes de France et la question ouvrière*, Paris, s. d.

Id. — *Le Socialisme et les Jaunes*, Paris, 1906.

BLUM (L.). — *Les Congrès ouvriers et socialistes français*, Paris, 1947.
Paris, 1946.

DOLLEANS (G.). — *Histoire du mouvement ouvrier*, t. II (1871-1920), Paris, 1957.

DOMMANGET (M.). — *Histoire du 1^{er} mai*, Paris, 1953.

DUVEAU (G.). — *La vie ouvrière en France sous le second Empire*. Paris, 1947.

GOETZ-GIREY (R.). — *La pensée syndicale française : militants et théoriciens*, Paris, 1946.

GOETZ-GIREY (R.). — *Les ouvriers-paysans*, in *Mélanges Gonnard*, Paris, 1945.

GUESDE (J.). — *Textes choisis*. Préface et commentaires de Cl. Willard, Paris, 1959.

JAPY (G.). — *Les idées jaunes*, Paris, 1906.

LEROY (M.). — *La coutume ouvrière. Doctrine et institutions*, Paris, 1915, 2 vol.

* Les dossiers précédés d'un astérisque n'ont été consultés que jusqu'en 1911.

- LIGOU (D.). — *Histoire du socialisme en France (1871-1961)*, Paris, 1962.
- LOUIS (P.). — *La condition ouvrière en France depuis cent ans*, Paris, 1950.
- MAITRON (J.). — *Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914)*. Thèse de Lettres 1950, Paris, 1955.
- PAWLOWSKY (A.). — *Les syndicats jaunes*, Paris, 1911.
- PELLOUTIER (F.). — *Histoire des Bourses du travail*, Paris, 1902.
- ZEVAËS (A.). — *Histoire des partis socialistes en France*, Paris, 12 vol., 1911-1924.
- Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière* (juillet 1921). Fédération du Haut-Rhin, in tome 2. Fédération du Doubs, in tome 3.
- La C. G. T. et le mouvement syndical. *Histoire des Fédérations nationales et des Unions départementales*, Paris, 1925.

2) Bibliographie locale.

- La région, et le Pays de Montbéliard en particulier, ont fait l'objet de nombreuses études et monographies. Nous y avons puisé des renseignements d'ordre économique. Sur le mouvement ouvrier local, la bibliographie est, par contre, presque inexistante.
- BECKER (G.). — *Essai sur l'évolution d'un village du Pays de Montbéliard* (Lougres). M. S. E. M. (1) 1951, vol. 57.
- BIETRY (P.). — *Les grèves*, Montbéliard, 1900.
- CHARLES (J.). — *Les débuts du mouvement syndical à Besançon. La Fédération ouvrière 1891-1914*, D. E. S., Besançon, 1960, Paris, 1962.
- GALLIOT (H.). — *Le métier d'horloger en Franche-Comté, des origines à 1900*. Thèse de droit, Paris, 1954.
- GALLON (G.). — *Le mouvement de la population dans le département du Doubs, au cours de la période 1821-1920*. Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard, 1934, t. 52.
- GIBERT (A.). — *La porte de Bourgogne et d'Alsace* (Trouée de Belfort). Besançon, 1930.
- GOETZ-GIREY (R.). — *Stimulants de propagation de la croissance dans le Pays de Montbéliard*, in revue *Economique*, n° 1, janvier 1960.
- GRÉMILLON. — *Tableau de la presse à Belfort* (essai dactylographié, 1962, A. D. Territoire de Belfort).
- GRILLON (R.). — *Le mouvement syndical à Belfort de 1914 à 1936* (D. E. S., Besançon, 1963).
- HAAB (J.). — *Etude du contact entre les collines sous-vosgiennes et les avant-plateaux du Jura (à l'est de la Savoureuse)*. D. E. S., Besançon, 1954.
- JAPY (H.). — *Les idées d'un précurseur sur les questions sociales et ouvrières (1848-1935)*. Présenté par Frédéric Japy — son fils. Paris, S. L.
- MAILLARD (F.). — *L'industrialisation du Pays de Montbéliard*. Thèse de droit. Nancy, 1953.
- MUSTON (docteur). — *Histoire d'un village : Beaucourt*, Montbéliard, 1882, 2 vol. et un supplément.

(1) M. S. E. M. : Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard.

- OLLIER (J.-P.). — *Seloncourt. L'évolution économique et démographique d'une commune du Pays de Montbéliard*. Thèse de droit. Paris, 1956.
- PARDONNET (E.). — *Notes sur l'industrie horlogère à Seloncourt*. Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard, 1934, t. 52.
- PY (Emile) (2). — *Géographie du Territoire de Belfort*, Belfort, Impr. de « La Frontière », 1913.
- RENARD (L.). — *Nouvelle histoire du Pays de Montbéliard*, Montbéliard, 1950.
- SÄHLER (L.). — *Notes sur Montbéliard*. Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard, 1905, t. 32.
- SAHLER (L.). — *Le mouvement coopératif aux environs de Montbéliard et dans cette ville*. Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard, 1889, t. 34.
- SAHLER (L.). — *L'industrie cotonnière au Pays de Montbéliard*. Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard, 1903, t. 30.
- SÉDILLOT (R.). — *Peugeot. De la crinoline à la 401* (Histoire des grandes entreprises, Paris, 1960).
- THIRION (G.). — *Les œuvres sociales du patronat alsacien au XIX^e siècle* (Mémoire d'histoire des faits économiques, Paris, 1960).
- VIENTOT (J.). — *Histoire du Pays de Montbéliard à l'usage de la jeunesse*, 1904.
- VILLEROCHÉ (A. de). — *Notice sur les Forges d'Audincourt*. Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard, 1947, t. 61.
- WINCKER (F.). — *Les élections législatives dans le canton de Belfort de 1919 à 1939* (D. E. S., Besançon, dipl. complémentaire), 1960.
- (On trouvera, dans les thèses de MAILLARD et d'OLLIER, des bibliographies plus complètes sur l'industrie locale).

C) PRESSE

Nous n'indiquons ici que les journaux que nous avons été amenés à citer dans le cours de notre ouvrage.

- La Frontière*, organe radical de Belfort, bihebdomadaire, premier numéro, 18 mai 1882 (dernier numéro 1942).
- Le Ralliement*, journal républicain (3 janvier 1895-26 septembre 1908).
- Le Réveil belfortain*, journal radic. soc. (dissident), bihebdomadaire (2 mars 1907-29 août 1908).
- Le Réveil* (successeur du *Réveil belfortain*), hebdomadaire (3 octobre 1908-31 décembre 1908).
- Le Travailleur belfortain*, tribune libre (journal de Chappuis, socialiste anarchisant), février 1900-mars 1902, mensuel (24 numéros).
- Le Travailleur*, organe de la Fédération S. F. I. O. du Haut-Rhin (soutien à la candidature Dreyfus), janvier à juin 1906, hebdomadaire (21 numéros).
- Germinal*, organe du parti socialiste S. F. I. O. Fédération du Haut-Rhin, hebdomadaire. Premier numéro : 7 juin 1913. Paraît, avec des interruptions, jusqu'en 1938.
- Le Réveil syndical*, bulletin officiel de la Fédération ouvrière et de la Bourse du travail de Belfort. Mensuel, premier numéro en janvier 1901. Paraît sans interruption jusqu'en décembre 1910 (collection presque complète aux archives départementales de Belfort).

(2) Il s'agit d'un homonyme du fondateur de la Fédération ouvrière de Belfort.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	13
INTRODUCTION	15
<i>Première partie : LES ORIGINES (1870-1898)</i>	21
Introduction	23
Chapitre I. — Triomphe du paternalisme (1870-1883)	25
Chapitre II. — Eveil et scission du mouvement ouvrier (1884-1898)	49
— les éléments réformistes	49
— les éléments révolutionnaires	54
Chapitre III. — Les réalisations ouvrières	65
— l'organisation syndicale	65
— la vie quotidienne des syndicats	67
— le mouvement revendicatif	71
<i>Deuxième partie : L'ANNEE CRUCIALE (1899)</i>	77
Introduction	79
Chapitre I. — L'évolution ouvrière	81
— renforcement de l'action syndicale	81
— durcissement du climat social	83
Chapitre II. — La solution réformiste : la Fédération ouvrière	89
Chapitre III. — La révolte	93
— récit des événements :	
première phase, du 26 septembre au 5 octobre	93
deuxième phase, du 11 octobre au 20 novembre	95
troisième phase, du 21 novembre au 4 décembre	98
— causes des grèves et de leur échec	100
<i>Troisième partie : L'ŒUVRE DE LA FEDERATION OUVRIERE (1900-1914)</i>	107
Chapitre I. — Le fonctionnement des institutions syndicales ..	109
— l'évolution des effectifs	109
— les organismes fédéraux	111
Chapitre II. — Les luttes d'idées	117
— la participation à la vie syndicale nationale	117
— la doctrine réformiste de la Fédération	120
adhésion aux réformes législatives	120
internationalisme	122
apolitisme	123
l'action directe	124
l'unité ouvrière	126
— les idées jaunes	127
— l'opposition révolutionnaire	134
Chapitre III. — L'action revendicative	141
— nature des conflits	141
— la Fédération ouvrière de Belfort et les grèves.....	144
Conclusions	153
Table des Annexes	157
Annexes	158
Sources et bibliographie	175

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
DE NÉO-TYPO, BESANÇON

DÉPOT LÉGAL
1^{er} TRIMESTRE 1967
N° 29205

CAHIERS D'ÉTUDES COMTOISES

- 1 Maurice DAYET, *Un révolutionnaire franc-comtois : Pierre-Joseph Briot*, Paris, 1960.
- 2 Claude FOHLEN, *Bibliographie franc-comtoise 1940-1960*, Paris, 1961.
- 3 *Actes du Colloque sur l'artisanat* (Besançon, 10-12 juin 1960), Paris, 1961.
- 4 Jean-Yves MARIOTTE, *Le comté de Bourgogne sous les Hohenstaufen (1156-1208)*, Paris, 1963.
- 5 René TOURNIER, *L'architecture de la Renaissance et la formation du classicisme en Franche-Comté*, Paris, 1964.
- 6 *Les institutions ecclésiastiques* (Congrès des Sociétés savantes de Franche-Comté, Besançon, 18-19-20 octobre 1963), Paris, 1964.
- 7 Jean-René SURATTEAU, *Le département du Mont-Terrible sous le régime du Directoire*, Paris, 1965.
- 8 Roger BONNAUD-DELAMARE, *L'immigration helvétique dans les principautés de Murbach et de Lure après la guerre de Trente Ans (1649-1715)*, Paris 1966.
- 9 Claude BRELOT, *Besançon révolutionnaire*, Paris, 1966.

SOUS PRESSE

- 11 Bernard GROSPERRIN, *L'influence française et le sentiment national en Franche-Comté de la conquête à la Révolution*.

HORS SERIE

Histoire de Besançon, Paris, 1964-1965, deux volumes, Nouvelle Librairie de France.

